



HAL
open science

Le Territoire volé, une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town (Afrique du Sud)

Myriam Houssay-Holzschuch

► **To cite this version:**

Myriam Houssay-Holzschuch. Le Territoire volé, une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town (Afrique du Sud). Géographie. Université Paris-Sorbonne - Paris IV, 1997. Français. NNT : . tel-00185377

HAL Id: tel-00185377

<https://theses.hal.science/tel-00185377>

Submitted on 6 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Territoire volé

Une Géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town

Myriam Houssay-Holzschuch

Thèse de doctorat de l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV), UFR de Géographie, réalisée sous la direction du Professeur Paul CLAVAL et soutenue en 15 décembre 1997.

À Nicolas
in memoriam *Joël Bonnemaïson*

« The commissioner spreads the photos on the table. A slope of tamboekie grass, a wind-blue sky, some fresh soil. “He shows us the place... we dig... we find red topsoil mixed with black subsoil... we know. and then the spade hits something...”

“She was brave this one, hell she was brave,” says the grave indicator, the perpetrator, and whistles softly through his teeth. “She simply would not talk.”

The skull has a bullet hole right on the top. “She must have been kneeling...” said the commissioner.

Ribs. Breastbone that once held heart. Around the pelvis is a blue plastic bag. “Oh yes,” remembers the grave indicator. “We kept her naked, and after 10 days she had made herself this panty.” He sniggers: “God... she was brave.” »

Antjie KROG, « Unto the third or fourth generation », *Mail & Guardian*, 13–19 juin 1997.

Table des matières

1	Introduction	19
1.1	Espaces, représentations, discours	21
1.2	Villes sud-africaines : du modèle au terrain	24
1.3	Méthodologie	26
1.3.1	Remarques sur l'utilisation des statistiques	26
1.3.2	Questionnaires d'enquête, cartes mentales et entretiens : sources	29
1.4	Plan	31
2	De la colonisation à la fin de l'apartheid	35
2.1	La mise au point de l'apartheid	35
2.1.1	La victoire des nationalistes	35
2.1.2	La législation d'apartheid	38
2.2	La résistance des Noirs	40
2.2.1	Les débuts d'une résistance politique	40
2.2.2	La résistance noire, de 1912 aux années 1980	43
2.3	1985-1994 : état d'urgence et négociations	48
2.3.1	La crise du début des années 1980	48
2.3.2	L'insurrection	49
2.3.3	Les négociations	52
2.3.4	Les élections	55
2.4	Le gouvernement Mandela	56
2.4.1	Le Programme de Reconstruction et de Développement (RDP)	57
2.4.2	Créer la démocratie	60
2.4.3	La fin de l'état de grâce	63

3	Mother City	65
3.1	La haie d'amandes amères	67
3.1.1	Une station de ravitaillement	67
3.1.2	Het Vlek—Kaapstadt : du hameau à la ville	70
3.2	Taverne des mers et glaive impérial	74
3.2.1	La route des Indes	74
3.2.2	L'influence britannique	75
3.2.3	Différentiation sociale et fonctionnelle	77
3.2.4	Conclusion	80
3.3	La révolution minière	80
3.3.1	Or, diamants et prospérité	80
3.3.2	Fin de l'idéal assimilationniste	83
3.3.3	La croissance urbaine	84
4	La mise en place de la ségrégation	87
4.1	Les Africains au Cap avant 1901	87
4.1.1	Les premiers arrivants : aventuriers et prisonniers	88
4.1.2	Une petite communauté mfengu	88
4.1.3	Attirer la main-d'œuvre	89
4.1.4	Le problème cafre	91
4.2	Le syndrome sanitaire	93
4.2.1	La ville et le sauvage à l'ère victorienne	93
4.2.2	Modèles invoqués	94
4.2.3	La peste de 1901 au Cap	97
4.3	Les principes planificateurs	98
4.3.1	Les recommandations	98
4.3.2	Principes d'administration	99
4.3.3	Le parc de logements	100
4.4	Ndabeni, 1901-1936	102
4.5	La vie à Ndabeni	104
4.5.1	Histoires	105
4.5.2	Le commerce	107
4.5.3	Shebeens	108
4.5.4	Éducation et religion	109
4.5.5	Stratification sociale	111
4.6	Résistance	111
4.6.1	Non-paiement des loyers	112
4.6.2	Résistances ponctuelles	113
4.6.3	Destruction de Ndabeni	114

5	L'apartheid dans la ville	117
5.1	Langa : un premier modèle	117
5.1.1	Le <i>Native (Urban Areas) Act</i> de 1923	118
5.1.2	La construction de Langa	119
5.1.3	Urbanisation et stratification sociale	124
5.2	La loi au service de la partition raciale	129
5.2.1	Le <i>Group Areas Act</i>	129
5.2.2	Les Africains : du contrôle au rejet	131
5.3	Nyanga et Gugulethu	135
5.3.1	Lutter contre les squatters	135
5.3.2	Les différentes phases de la construction de Nyanga	136
5.3.3	Gugulethu	141
5.4	Les squatters	144
5.4.1	Windermere	145
5.4.2	En brousse	149
5.4.3	Crossroads et la multiplication des camps de squatters	150
5.5	Khayelitsha	153
5.5.1	Un changement de politique ?	153
5.5.2	Phases du développement	155
5.5.3	Histoires de vie	158
6	Les lieux du township	163
6.1	La maison	163
6.1.1	La maison et le lignage	164
6.1.2	Espace vécu, espace symbolique	168
6.1.3	L'image de la maison	178
6.2	Les lieux publics : deux cultures	179
6.2.1	Shebeens et gangs	179
6.2.2	Les espaces de la solidarité	185
6.3	L'espace noir	189
6.3.1	<i>Hostels</i> : l'espace ultime de l'oppression	189
6.3.2	Le quartier : espace dangereux, espace organisé	192
6.3.3	L'ailleurs	196
7	Un christianisme à l'africaine	199
7.1	Historique	200
7.1.1	Les églises missionnaires	200
7.1.2	Les églises indépendantes africaines	203
7.2	Saint Gabriel	212
7.2.1	Histoire de la paroisse	212
7.2.2	Un lieu de culte	214

7.2.3	Organisation de la paroisse et associations	216
7.2.4	Engagement social et politique	218
7.3	<i>Bantu Congregational Church</i>	222
7.3.1	Origines	222
7.3.2	Structure et sacrements	225
7.3.3	Une cérémonie	227
8	Le Cap aujourd'hui	231
8.1	La difficile redistribution spatiale	232
8.1.1	Mandalay : « Upper Khayelitsha » ou banlieue post-apartheid ?	232
8.1.2	Delft South : la permanence de l'ancien modèle urbain	238
8.1.3	Cape Town après l'apartheid	243
8.2	Les problèmes de l'identité métisse	248
8.2.1	Le paradoxe du vote métis : « Better the devil you know »	250
8.2.2	Gangs et milices populaires : violence, état, légitimité	257
9	Conclusion	267
9.1	Le territoire volé	268
9.2	La ville post-apartheid	269
	Bibliographie	271

Cartes

3.1	Cape Town et ses environs	66
3.2	Le site de Cape Town	68
3.3	Cape Town en 1660	69
3.4	Développement agricole dans la Péninsule en 1660	71
4.1	Répartition de la population africaine au Cap en 1865	90
4.2	Répartition de la population africaine au Cap en 1880	92
4.3	Répartition de la population africaine au Cap en 1901	97
4.4	Ndabeni	101
4.5	Ndabeni : espace public, espace religieux	110
4.6	Répartition de la population africaine au Cap au début des années 1920	115
5.1	Langa : le territoire contrôlé	121
5.2	Langa aujourd'hui	125
5.3	Le <i>Group Areas Act</i> à Cape Town	130
5.4	Utilisation de l'espace à Hanover Park	132
5.5	Nyanga	138
5.6	Gugulethu	142
5.7	Répartition de la population africaine au Cap en 1952	145
5.8	Répartition de la population africaine au Cap en 1977	152
5.9	Répartition de la population africaine au Cap en 1997	153
5.10	Khayelitsha	157
8.1	Vers la ville post-apartheid : migrations internes à Cape Town dans les années 1990	247
8.2	Résultats des élections locales à Cape Town en mai 1996	252

Liste des tableaux

2.1	Tableau récapitulatif : la législation d'apartheid.	39
2.2	Résultats des élections de 1994 : nombre de sièges au parlement	57
3.1	Développement du Witwatersrand, 1886–1914	81
5.1	Nombre de familles expulsées au Cap pour la mise en place du <i>Group Areas Act</i>	131
5.2	Tableau récapitulatif : mesures de contrôle de l'urbanisation noire au Cap	135
5.3	Profil statistique de Windermere	148
6.1	Coût de la construction d'un <i>shack</i>	176
8.1	Motifs de l'installation à Mandalay	236
8.2	Avantages de la vie à Mandalay	236
8.3	Inconvénients de la vie à Mandalay	236
8.4	Perception de leur maison par les habitants de Delft South	243
8.5	Avantages de la vie à Delft South	243
8.6	Inconvénients de la vie à Delft South	244
8.7	Résultats des élections de 1994 aux parlements provinciaux	251
8.8	Élections locales à Cape Town : nombre de sièges par parti dans chaque conseil de substructure	253

Table des figures

3.1	Évolution de la population de Cape Town, 1652 à nos jours	78
3.2	Évolution de la population de Cape Town par groupe racial de 1865 à nos jours	83
4.1	Évolution de la population de Ndabeni, 1901-1936	102
5.1	Types de maisons à Langa	122
5.2	Évolution de la population de Langa, de 1927 à nos jours	126
5.3	Évolution de la population de Nyanga, de 1946 à nos jours	139
5.4	Évolution de la population de Gugulethu, de 1958 à nos jours	143
6.1	Organisation intérieure d'un <i>shack</i>	171
6.2	Les différentes étapes de la construction d'un <i>shack</i>	175
6.3	Carte mentale de Gugulethu	194
6.4	Carte mentale de Lower Crossroads	195
6.5	Carte mentale de Khayelitsha	196
6.6	Carte mentale du centre de Cape Town	197
7.1	Évolution du nombre d'églises africaines indépendantes, de 1880 à 1990	206
7.2	Organisation spatiale durant une cérémonie de la <i>Bantu Congre- gational Church</i>	228

Illustrations

Un cahier de six planches couleurs hors-texte a été inséré entre les pages 161 et 163.

1.

Introduction

L'Afrique du Sud est un lieu fort attirant et intrigant pour le géographe. Il y trouve des paysages superbes et variés, allant des plantations de canne à sucre autour de vieilles villes coloniales anglaises parsemées de temples hindous jusqu'aux hautes herbes du *veld* à perte de vue. Dans le Sud, il retrouve des paysages méditerranéens de vignes et de broussailles poussant sur des montagnes pierreuses. En même temps, il est en permanence désorienté : est-ce « l'Afrique » ?

Les villes sud-africaines sont parmi les instruments les plus puissants de cette désorientation. Elles sont bâties à l'europpéenne, du centre-ville couvert de gratte-ciels aux banlieues pavillonnaires étalées sur des kilomètres carrés. Même les *townships* ont été construits sur ce modèle, modifié selon les critères de l'apartheid : une population jugée inférieure, avec des besoins différents de ceux des « civilisés » ; une population qu'il faut contrôler. Les villes sud-africaines n'ont pas cet aspect rural et bon enfant que d'autres métropoles d'Afrique noire maintiennent malgré la pauvreté. Les zones d'habitat informel, formées de cabanes de cartons et de tôle ondulée, sont les mêmes de Rio de Janeiro à Johannesburg : prolétaires de tous les pays...

Le niveau des services urbains n'a que peu de choses en commun avec ce qui se passe sur le reste du continent, malgré les difficultés et le manque d'infrastructures dans les quartiers noirs. Les modes de vie, l'habillement, sont largement occidentalisés. Et cette désorientation n'est sans doute nulle part plus forte qu'au Cap, ville-mère de l'Afrique du Sud blanche, qui s'accroche à son européanité. Méditerranée anglophone et Afrique minoritaire¹, Cape Town est en même temps une ville schizophrène : les années de ségrégation ont adjoint à la ville blanche un *Doppelgänger* noir qu'elle s'efforce d'ignorer.

La géographie sud-africaine est en même temps fondamentalement marquée par l'idéologie. D'un côté, chaque lieu est empreint de significations politiques,

¹Selon les dernières données démographiques (cf. figure 3.2), la majorité de la population du Cap est métisse. Les Blancs forment le deuxième groupe le plus nombreux et les Noirs ne viennent qu'en troisième position.

chaque lieu est revendiqué féroce­ment. Les cartes ne sont pas les mêmes : la toponymie diffère selon les interlocuteurs. Là aussi, le *Doppelgänger* existe : Johannesburg/Egoli/Gauteng, Cape Town/iKapa, Durban/Thekwini. Pour les Afrikaners, le territoire sud-africain a longtemps été la projection de la Terre promise (Houssay-Holzschuch, 1996 [64]). Pour les Noirs, c'est un territoire volé, défendu et revendiqué depuis des siècles, enfin à portée de main. Les lieux sud-africains sont donc porteurs de discours et exigent ainsi une géographie de la déconstruction, au sens post-moderne du terme. « L'apartheid se voit d'avion » disait il y a plusieurs années Michel Foucher [48]. Réciproquement, les idéologies sud-africaines ont longtemps été empreintes de territorialité : elles sont nées comme des discours sur le sol (*Boden*) et sur l'appartenance, sur le camp retranché (*laager*) définissant non seulement le Même et l'Autre, mais aussi le territoire, la frontière et l'extérieur.

En Afrique du Sud, l'histoire est présente à chaque instant, inscrite dans l'espace mais aussi revécue et réécrite en ces temps de renouveau démocratique national. Elle a rarement une telle prégnance, une telle intensité dramatique.

J'ai eu la chance de pouvoir séjourner dans le pays à la fois pendant les premières élections démocratiques d'avril 1994 et pendant l'existence de la *Truth and Reconciliation Commission* enquêtant sur le passé de l'apartheid. Le premier de ces événements se situait dans le contexte d'un déchaînement de violence, à la fois dans les townships et du fait de l'extrême-droite. Une tension extrême, une série d'attentats à la voiture piégée, l'incertitude quant à la participation des Zoulous de l'Inkatha, tout cela a paradoxalement débouché sur une semaine d'extrême ferveur et l'Afrique du Sud connaissait là un temps calme et paisible totalement inespéré (cf. chapitre 2.3.4, page 55).

Deux ans après ces élections cathartiques, un autre processus de guérison et de construction nationale a commencé : les auditions de la TRC. Depuis plus de dix-huit mois, victimes et bourreaux témoignent dans une tentative de reconstituer une histoire cachée. Ces récits lancinants de l'horreur ordinaire rythment l'actualité sud-africaine, des reportages quotidiens aux résumés du dimanche. Autour de ces auditions, la société sud-africaine découvre son histoire, mais aussi le chemin qui lui reste à parcourir pour atteindre une unité nationale.

La société sud-africaine est, on le sait, une société d'une rare violence. Mais cette présence quotidienne d'une histoire difficile est, au moins pour l'étranger, une des manifestations les plus insidieuses de la violence. Reste pour la comprendre à se tourner vers les Sud-Africains, à analyser leurs discours, à se plonger dans ces lieux.

Cet ouvrage est tiré d'une thèse de géographie intitulée *Le Territoire volé : une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town* (Houssay-Holzschuch, 1997 [60]). On voudra bien s'y reporter pour de plus amples renseignements, une bibliographie plus complète ou le texte anglais des citations.

Toute narration à l'africaine commence au commencement des choses, remontant à l'origine pour expliquer le quotidien. Chaque événement y est vu comme le fruit d'interactions complexes, sinon nécessaires, entre les gens, les lieux et les choses. À l'origine de ce travail, il y a l'aide, l'action ou la réflexion de plusieurs personnes. Je ne peux commencer sans les évoquer.

Joël Bonnemaïson n'est plus là pour voir le résultat de ce qu'il m'a poussée à entreprendre. C'est pourtant à lui que je dois mon intérêt pour la géographie culturelle, comme mes premiers contacts avec l'Afrique du Sud. Sa préoccupation pour le terrain est une des grandes vérités du géographe dont j'ai redécouvert l'importance au Cap, dans la *terra incognita* des townships. Sa conception à la fois humble et globale de notre discipline m'a inspirée. Son approche des coutumes et des gens était empreinte de naturel et d'humanisme. Il n'aura pas eu le temps de relire ce texte, et ses corrections lui font cruellement défaut. Cet ouvrage lui est dédié, en hommage à un maître qui est devenu Ancêtre.

Ce travail est tiré d'une thèse dirigée par le professeur Paul Claval.

Un certain nombre d'institutions et d'individus m'ont soutenue pendant la durée de mes recherches. Je ne peux ici les citer tous, mais tiens à nommer, outre les habitants des quartiers où j'ai mené mes enquêtes, mes assistantes, Thokozile Precious Lujabe, Marunku Mqomboti, Lungiswa Smayile, Ntombekaya Gubayo, Mandisa Tani et Nombongo Mandi. Sœur Marie-Claire Samyn, le Père Basil Van Rensburg, Marie Huchzermeyer, Philippe Guillaume, Pierre et Maria Sanner, ont offert une aide précieuse. Je dois enfin énormément à Hélène Aji et Christophe « Plume » Bonnet, Mathias et Jacques Houssay, Denys et Magdeleine Houssay.

Enfin, ce livre est dédié à Nicolas. Il n'est pas une page de ce travail qui ne porte son empreinte. Il m'a accompagnée dans cette entreprise sud-africaine comme il m'accompagne dans tout ce que je fais.

1.1 Espaces, représentations, discours : de la pertinence de l'approche culturelle

L'approche culturelle connaît une renaissance certaine, à la fois au sein de la discipline géographique, dans les autres sciences sociales et dans les rapports entre la géographie et les autres sciences humaines (Claval, 1992 et 1995 [23, 22] ; Jackson, 1992 [67]). Ce renouveau bénéficie d'un contexte favorable, à plusieurs niveaux. D'une part, les sciences sociales dans leur ensemble redécouvrent l'importance des facteurs spatiaux, pour expliquer les comportements des hommes comme pour analyser les situations. À la suite des travaux d'Anthony Giddens [51], sociologues, anthropologues et psychologues se penchent sur l'espace. Les géographes apportent leurs compétences particulières et participent ainsi au développement de cette nouvelle approche.

D'autre part, les études culturelles semblaient n'être plus pertinentes du fait de l'uniformisation des comportements et de la mondialisation : les spécificités locales semblaient disparaître les unes après les autres. Mais les questions identitaires ont—somme toute fort logiquement—resurgi avec force, faisant référence à des thèmes culturels et historiques pour se justifier. Devant l'explosion souvent violente de ces revendications, examiner le fait culturel, ses rapports avec l'espace, les identités et les discours est de première importance.

Qu'est-ce que la culture ainsi envisagée ? Il ne s'agit évidemment pas de se restreindre aux productions artistiques, souvent élitistes, d'une société donnée. Pour bien comprendre la réalité sociale, il faut choisir une définition beaucoup plus globale. J'utiliserai ici celle donnée par Paul Claval dans *La Géographie culturelle* (1995) :

« La culture est la somme des comportements, des savoir-faire, des techniques, des connaissances et des valeurs accumulés par les individus durant leur vie et, à une autre échelle, par l'ensemble des groupes dont ils font partie. La culture est un héritage transmis d'une génération à la suivante. Elle a ses racines dans un passé lointain et qui plonge dans le territoire où ses morts sont ensevelis et où ses dieux se sont manifestés. Ce n'est pourtant pas un ensemble clos et figé de techniques et de comportements. Les contacts entre peuples de différentes cultures sont parfois conflictuels, mais ils constituent une source d'enrichissement mutuel. La culture se transforme aussi sous l'effet des initiatives ou des innovations qui fleurissent en son sein. » [22, p. 46]

Des termes-clés pour une géographie culturelle appliquée au cas sud-africain apparaissent déjà dans cette définition. J'y reviendrai par la suite et dans l'ensemble de ce travail, mais je souhaite déjà les mentionner. Valeurs, histoire, territoire, rapport à l'Autre et sacré sont des thèmes fondamentaux.

Entre une culture donnée et son espace s'établissent des rapports réciproques, souvent d'une très grande complexité. Bien au-delà des déterminismes un temps professés, la géographie culturelle examine ces rapports, ces influences croisées. Le milieu, avec ses atouts et ses contraintes contribue à donner ses caractéristiques à la société et les hommes, en retour, le modifient, le dessinent et l'interprètent. Le paysage est le résultat de ces relations. À ce titre, il révèle donc—partiellement—la culture et le passé d'un groupe.

Le géographe culturel s'intéresse donc à ce paysage. Il l'analyse, cherche à comprendre sa formation et ses logiques contemporaines. En même temps, et cela est nécessaire, il doit intégrer l'aspect symbolique de ce paysage, le système de valeurs qu'il reflète et les discours qu'il engendre (Claval, 1995 [22, p. 263]).

Cette approche est particulièrement féconde dans le cas de l'Afrique du Sud.

En effet, l'histoire particulière de ce pays a donné naissance à des paysages bien spécifiques. La confrontation entre Noirs et Blancs en compétition pour l'espace a débouché sur la suprématie blanche, systématisée par l'apartheid. La morphologie des villes sud-africaines vient tout droit de l'application coûte que coûte d'un système de valeurs. La force de l'idéologie a fait que là, plus qu'ailleurs, le paysage reflète les discours et les croyances passés.

De plus, le paysage sud-africain a ceci d'exceptionnel qu'il est extrêmement rare dans le monde moderne de rencontrer une telle adéquation entre le visible et les représentations. En effet, ce sont les sociétés traditionnelles qui produisaient des paysages complexes, que le géographe ou l'ethnologue devaient lire à plusieurs niveaux : technique, social, politique, religieux et symbolique (Bonnemaison, 1986 [12]). Les espaces modernes sont en général fruits d'une logique purement utilitaire et sont donc monofonctionnels (Claval, 1995 [22, p. 267]). Les villes sud-africaines construites par la ségrégation et l'apartheid ne répondent pas à cette logique. Elles sont pourtant éminemment modernes, dans leurs racines idéologiques comme dans leur gestion autoritaire ou leur urbanisme de contrôle social (*cf. infra* ; Houssay-Holzschuch, 1996 [64] ; Posel, 1991 [107]).

L'idéologie y est inscrite dans l'espace. Pendant des décennies, les « races » définies par le gouvernement devaient habiter des quartiers déterminés, réservés à leur seul usage (*cf. chapitre 5*). Ces quartiers étaient séparés les uns des autres par des zones-tampons non constructibles, d'une centaine de mètres de large, souvent renforcées par des obstacles, naturels ou anthropiques : une rivière, un escarpement, une zone industrielle, un axe de transport. Ces zones tampons strient la ville sud-africaine et l'atomisent. Elles sont de purs produits de l'idéologie de séparation des races. De plus, l'inertie de l'espace est telle qu'elles contribueront à former le paysage pendant des années.

La construction des quartiers résidentiels reflète également le système de valeurs de la classe dominante blanche : la densité des infrastructures varie selon la race des résidents ; la qualité et la diversité du bâti aussi.

Pour ses habitants, la ville de l'apartheid est donc avant tout un espace imposé et dessiné selon des lignes idéologiques. En même temps, la population a perverti ces espaces : ces lieux imposés sont devenus des lieux assumés, revendiqués. Ils participent pleinement à la formation des identités locales. J'en donnerai ici deux exemples.

Les zones tampons sont ainsi l'une des manifestations paysagères de l'apartheid. Pourtant, dans le township noir de Gugulethu au Cap, les habitants sont souvent parvenus à les tourner à leur avantage, voire à les utiliser pour préserver leur identité et leur dignité d'Africains. C'est là que des squatters à qui les autorités n'accordaient pas de logements sont venus s'installer. C'est là et dans la réserve naturelle voisine que les guérisseurs traditionnels viennent ramasser des simples. Enfin et surtout, cet espace est utilisé pour maintenir une tradition fonda-

trice de l'identité et de la culture des Xhosa qui habitent à Gugulethu : l'initiation. Cette zone non construite en ce qui concerne la majorité de sa surface est conceptuellement assimilée à la « brousse » dans laquelle les jeunes garçons se retirent traditionnellement pour être circoncis, instruits dans les traditions et devenir des hommes. La circoncision est vue encore aujourd'hui comme une institution fondamentale, une condition pour « être xhosa ». Ainsi, de petites huttes rondes fleurissent chaque année dans la zone tampon, prouvant la résistance et l'adaptation des habitants de Gugulethu.

Mamelodi est le principal quartier noir de Pretoria. Comme beaucoup d'autres townships, on ne peut y accéder que par quelques rares issues, longtemps surveillées par les forces de l'ordre. Cette zone de contrôle et de conflits—de nombreuses manifestations y ont eu lieu—est aujourd'hui transformée : par son aménagement et sa décoration, elle exprime une prise de position politique. Au centre, un monument commémore Solomon Mahlangu, soldat de la branche armée de l'ANC, tombé sous les coups de la répression, ainsi que d'autres victimes. Une figure humaine armée se dresse, défiante, face à Pretoria. Sa poitrine est percée d'un trou, évoquant les balles responsables de sa mort².

C'est cette dialectique entre espace imposé et espace assumé que j'ai choisi d'étudier dans les quartiers noirs de la ville du Cap : comment ont-ils été créés, comment se sont-ils transformés en espaces vécus et polarisés par les choix sociaux, religieux et politiques de leurs habitants ?

1.2 Villes sud-africaines : du modèle au terrain

L'histoire des villes sud-africaines mêle ségrégation et résistance, application brutale des idéologies raciales et poches de mixité (Houssay-Holzschuch, 1996 [64] ; Lemon, 1991 [81] ; Smith, 1992 [126]). Les villes actuelles ont été fondées par les colons blancs : même si une certaine tradition urbaine existait à l'époque pré-coloniale, notamment sur les hauts plateaux, Durban, Johannesburg, Bloemfontein, Kimberley, etc. sont des créations relativement récentes. D'emblée, ces villes ont été vues comme le domaine réservé de l'homme blanc même si le besoin de main-d'œuvre à bon marché ouvre les villes aux Noirs. Ce paradoxe de leur présence non souhaitée, mais nécessaire, va déboucher sur les premières lois de contrôle de la population africaine et sur les premières formes spatiales ségrégatives originales des villes sud-africaines.

À la suite de Ron Davies (1981 [33]), on peut distinguer grossièrement trois phases dans la construction des villes sud-africaines. La première, dite phase coloniale, va de l'arrivée des colons blancs en 1652 au Cap aux premières années de l'Union. Elle est caractérisée par une ségrégation *de facto* mais incomplète et,

²Gerhard-Mark Van Der Waal, communication personnelle.

dans la majeure partie des cas, non inscrite dans un cadre législatif. La fin de cette période est marquée par la Révolution minière—la découverte de mines de diamants et d'or à Kimberley, puis à Johannesburg—et l'industrialisation du pays. Le contrôle de la main-d'œuvre noire devient alors indispensable et l'on élabore les premiers *compounds*, casernes ouvrières dont le plan même est dessiné à de telles fins (cf. page 94).

La seconde phase, ségrégative, concerne la première moitié du XX^e siècle. L'adoption du *Native (Urban Areas) Act* en 1923 caractérise bien les progrès de l'idée de ségrégation (cf. page 118) : elle devient consciente, volontaire, voire volontariste. Cependant, elle concerne surtout les Noirs : Métis et Indiens sont moins touchés. De plus, des zones mixtes subsistent.

La troisième phase concerne l'apartheid proprement dit et débute en 1948, avec l'arrivée au pouvoir du Parti national et sa législation. On retiendra en particulier le *Group Areas Act* de 1950. La séparation des races devient le premier objectif du gouvernement et il met en place un véritable système législatif pour y parvenir. C'est là que les villes sud-africaines deviennent originales dans leur forme, portant l'empreinte d'une idéologie appliquée coûte que coûte. Cette phase se terminera au début des années 1990, avec l'abolition de la législation d'apartheid et les premières élections démocratiques d'avril 1994.

Cette distinction ne doit pas masquer les très fortes continuités existant entre ces trois phases. J'ai montré ailleurs (Houssay-Holzschuch, 1996 [64, chapitre 4]) les racines anglaises de la politique d'apartheid. Nous verrons aussi comment la ségrégation des Noirs au Cap est en place dès 1901 (cf. chapitre 4).

Ce schéma général permet de rendre compte de l'évolution des villes sud-africaines. Néanmoins, le cas du Cap est un peu particulier et il importe de voir quelles en sont les spécificités. En effet, c'est au Cap que les Européens ont pour la première fois posé le pied en Afrique australe. La longueur de la colonisation, plus de trois siècles, différencie fondamentalement cette ville des autres : Durban ne date que la moitié du XIX^e, Johannesburg a vu le jour en 1886. Cette ancienneté se voit dans le patrimoine historique et architectural de Cape Town, mais aussi dans l'importance symbolique qui lui est accordée dans l'imaginaire sud-africain : c'est la ville-mère ou *Mother City*.

De plus, la composition de la population du Cap est différente de celle des autres grandes villes sud-africaines : les Noirs n'y sont pas en majorité. En effet, le groupe le plus important numériquement est celui des Métis, puis celui des Blancs : la population africaine ne vient qu'en troisième position. La raison d'une telle situation, exceptionnelle, est à chercher dans l'histoire. Lorsque Jan van Riebeeck et ses hommes débarquèrent, ils ne rencontrèrent pas de tribus de langue bantoue, mais des Khoisan (cf. chapitre 4). Ce fait a bien sûr été exploité idéologiquement, par la propagande de l'apartheid, pour montrer que Noirs comme Blancs étaient des arrivants récents dans le pays et que leur présence y était égale-

ment légitime. Il reste cependant exact qu'il n'y avait pas de présence permanente des Africains dans cette région du pays. Les Métis, population majoritaire, sont en fait les descendants des Khoisan et des esclaves importés par les Hollandais.

Tout cela fait du Cap une ville exceptionnelle dans le cadre sud-africain. Par ailleurs, la ségrégation y a longtemps semblé moins systématique qu'ailleurs, l'atmosphère plus libérale. En fait, la ségrégation y a été précoce, même si elle a pris des formes parfois différentes et si elle était tempérée par un certain mélange des races (*miscegenation*) et une tradition politique non- raciale (Bickford-Smith, 1995 [10, 11]). Nous en verrons les modalités concernant les Noirs au cours de cet ouvrage.

1.3 Méthodologie

La recherche dans et à propos des townships sud-africains pose un certain nombre de problèmes d'ordre méthodologique. Le recueil des données dépend en permanence de nombreux facteurs, personnels, politiques et sociaux. Ils varient parfois quotidiennement. On a même pu dire que les conditions de la recherche scientifique en Afrique du Sud sont non-scientifiques³. Pour pouvoir faire du terrain dans les townships, le chercheur doit effectuer des démarches particulières, de l'évaluation objective du risque dans des lieux dangereux au respect de l'étiquette et des règles locales du contact social. Cet ouvrage n'est pas le lieu où développer ces problèmes. Je les ai évoqués dans la thèse dont il est tiré (Houssay-Holzschuch, 1997 [60, p. 26–33]). Quelques remarques sur la méthode de recherche suivie sur le terrain, d'avril 1996 à septembre 1997, sont cependant nécessaires.

1.3.1 Remarques sur l'utilisation des statistiques

L'utilisation des statistiques officielles sud-africaines pose problème : elles sont d'une fiabilité douteuse pour des raisons politiques et méthodologiques.

Sous le régime d'apartheid, les Noirs étaient soumis à toutes sortes d'obligations légales. Les restrictions étaient particulièrement sévères dans la province du Western Cape et dans la ville du Cap elle-même (*cf.* chapitre 5.2, p. 129) : peu d'entre eux étaient légalement autorisés à résider en ville. Aux yeux des autorités, ils devaient résider dans leur *homeland*. La nécessité poussait cependant un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants à braver ces règlements pour venir trouver du travail en ville. Le nombre de ces « illégaux » était loin d'être négligeable, en particulier à partir de la fin des années 1960. Bien entendu, cette population noire n'était pas incluse dans les recensements.

³Philippe Guillaume, intervention à la conférence « Jeunes chercheurs », Institut Français d'Afrique du Sud, Johannesburg, 1^{er} juillet 1997, et communication personnelle.

D'autre part, le gouvernement d'apartheid voulait limiter la présence des Noirs en ville : pour des raisons politiques, il était donc important de souligner le succès de la législation de contrôle. Pour le public, l'exode rural devait sembler contrôlé et la population noire urbaine stabilisée.

Enfin, les méthodes adoptées par le gouvernement, notamment lors des recensements, ne pouvaient permettre d'obtenir des évaluations fiables. De nombreux quartiers noirs—comme de nombreux villages dans l'ensemble du pays—n'ont pas été comptés sur le terrain en 1991, date du dernier recensement avant la démocratisation. À partir de photos aériennes, le nombre de logements était obtenu. Le nombre moyen d'habitants par logement provenait de projections réalisées grâce à des données démographiques des années 1970 et 1980 (taux de mortalité, de fécondité, etc.). Les défauts de cette méthode sont évidents. Il faut aussi souligner que la population noire sud-africaine sort de la transition démographique : le taux de fécondité a donc énormément changé depuis les années 1970 (Mears et Levin, 1993 [99]). Pour ajouter au flou, les migrations internes réelles sont très mal comptabilisées. La surestimation de la population rurale est donc une hypothèse raisonnable.

Présence d'« illégaux » et volonté politique conduisent inversement à une générale sous-estimation de la population noire présente *en ville* dans les statistiques officielles. De plus, avant le recensement de novembre 1996, les données de terrain étaient ajustées pour se conformer au modèle démographique théorique adopté. Les conséquences de ces erreurs apparaissent : alors que les estimations pour 1996 de la population totale sud-africaine, calculées par projection à partir de données des anciens recensements, s'élevaient à 42,1 millions d'habitants, les premiers résultats du recensement n'en comptent que 37,8 millions (Central Statistical Services, 1996 [17]).

Devant de pareils problèmes, le chercheur doit faire un choix : faut-il abandonner l'outil statistique ? Pourtant, malgré ses défauts, il donne une *indication* des tendances et des ordres de grandeur. J'ai donc choisi de m'en servir, mais à titre indicatif. Il convient donc de les lire avec précaution.

Pour minimiser ces problèmes de fiabilité autant que faire se peut et en ce qui concerne la population des différents townships, j'ai utilisé les rapports annuels du *Medical Officer of Health*, c'est-à-dire des services de santé municipaux⁴ (voir figures 4.1, 5.2, 5.3 et 5.4). Ces données ont plusieurs avantages. Tout d'abord, elles sont annuelles et permettent donc de retracer avec une plus grande précision les évolutions démographiques. De plus, les chiffres annuels de l'entre-deux-guerres ont été obtenus en faisant une moyenne des comptages mensuels.

⁴Les rapports annuels du *Medical Officer of Health* des deux conseils municipaux responsables de Cape Town, *Cape Town City Council* et *Cape Town Divisional Council*, sont disponibles à la *South African Library*.

La fréquence des comptages est donc le premier avantage. Par ailleurs, c'est un comptage fait localement, par des services municipaux connaissant le terrain, contrairement aux statistiques nationales. Enfin, ces évaluations sont faites pour des raisons de gestion sanitaire. Elles sont donc moins influencées par des considérations idéologiques.

Malgré cela, le *Medical Officer of Health* reconnaît lui-même le manque de fiabilité de son comptage qui sous-estime la population noire. En particulier, les statistiques de la fin des années 1970 sont désignées sous le terme de « crude estimates ». Elles ne correspondent d'ailleurs pas à la tendance générale de la courbe. Ces chiffres sont donc sujets à caution.

J'ai malgré tout utilisé les chiffres du recensement, seules données disponibles pour suivre l'évolution de la population totale du Cap, ou la répartition de la population par race (voir figures 3.1, 3.2). Enfin, j'ai ajouté sur les graphiques de population des townships les résultats des recensements quinquennaux, à titre indicatif.

1.3.2 Questionnaires d'enquête, cartes mentales et entretiens : sources

Les sources de ce travail sont diverses. Outre la consultation de la littérature secondaire existant sur le sujet⁵, j'ai utilisé un certain nombre de sources primaires. Le matériel compilé par le *Western Cape Oral History Project* de l'*University of Cape Town* m'a permis d'accéder à un certain nombre d'histoires de vie complétant celles que j'ai moi-même recueillies. En particulier, ces archives contiennent les récits d'anciens résidents de Ndabeni, le premier township pour Noirs du Cap, détruit en 1936, et des camps de squatters de l'immédiat après-guerre. Ces témoignages sont précieux car ils mettent fin à un type de recherche trop fréquemment pratiqué. En effet, l'absence de données a longtemps conduit à l'utilisation exclusive des archives municipales et gouvernementales, au détriment de l'histoire sociale et populaire. Enfin, j'ai systématiquement dépouillé la presse et notamment le *Cape Times*, le *Cape Argus* et le *Mail and Guardian* (ancien *Weekly Mail*) des années 1990. Je me suis également référée à des journaux plus anciens de façon ponctuelle.

J'ai choisi d'effectuer mon terrain sous la forme d'une série d'enquêtes qualitatives dans les différents townships et camps de squatters de Cape Town. L'approche culturelle est traditionnellement qualitative ; elle a besoin d'entretiens faits en profondeur, ce qui, pour un chercheur individuel, est difficilement compatible avec un grand nombre de questionnaires.

J'ai sélectionné un certain nombre de quartiers selon différents critères. Bien sûr, leur accessibilité a joué un grand rôle : ma sécurité et celle de mes assistantes étaient essentielles. D'autre part, mon réseau de relations s'est agrandi au fur et à mesure du terrain, par effet « boule de neige », me donnant ainsi accès à d'autres lieux. L'éventail des lieux choisis inclut les différents types d'environnements où vivent les Noirs au Cap, à l'exception des plus riches. Les anciens townships sont représentés par des enquêtes effectuées à Langa, Gugulethu et Mfuleni. À Khayelitsha, j'ai enquêté à la fois dans le quartier des maisons formelles (*core houses*) et dans des quartiers de sites viabilisés (Macassar, Harare). Les camps de squatters sont représentés par Crossroads et Mfuleni. Quelques incursions dans les *hostels*

⁵Les bibliothèques les mieux fournies à Cape Town sont la *South African Library*, bibliothèque de dépôt légal et la bibliothèque du *Centre for African Studies*, à l'*University of Cape Town*. Je tiens à remercier le personnel de ces deux institutions, dont la compétence et la disponibilité m'ont été d'une grande aide.

de Langa ont complété par du terrain la très fournie littérature existante (*cf.* chapitre 6.3.1, page 189 et Ramphele, 1993 [110]). J'ai enfin voulu explorer les changements post-apartheid dans la géographie résidentielle de Cape Town. Pour cela, les quartiers de Mfuleni et de Delft South m'ont fourni des exemples des nouvelles politiques du logement lancées par le gouvernement de Nelson Mandela. Enfin, à Delft South et à Mandalay, j'ai pu observer l'émergence de quartiers mixtes, où Noirs et Métis cohabitent.

Dans chacun de ces quartiers, 25 à 30 questionnaires d'enquête ont été remplis. Les personnes interrogées étaient sélectionnées au hasard. L'entretien avait lieu en xhosa grâce à la présence d'une assistante. Pour les quelques Métis interrogés dans les quartiers mixtes, anglais ou afrikaans étaient utilisés. Le questionnaire cherchait dans un premier temps à recueillir des données socio-économiques et démographiques : structures familiales, histoire migratoire, éducation, revenu, engagement dans des associations à but économique, politique ou religieux, étaient ainsi déterminés. Dans un second temps, j'ai cherché à connaître la perception des lieux qu'ont les habitants de ces quartiers. Ils devaient exprimer leurs sentiments quant à leur maison, leur quartier et la ville du Cap. De plus, les problèmes d'identité étaient abordés : identité locale, liens avec la région d'origine, perception de la « nouvelle Afrique du Sud », sentiment d'appartenance à une nation. Ces questions étaient couplées avec d'autres questions plus politiques, cherchant à savoir les sympathies des personnes interrogées, mais aussi leur analyse du régime d'apartheid, du gouvernement Mandela et des changements apparus dans leur vie quotidienne depuis les élections d'avril 1994. Ces questions, auxquelles la personne était invitée à répondre le plus librement possible, étaient très ouvertes. Enfin, pour compléter ces réponses, il lui était demandé de dessiner une série de cartes mentales.

Les cartes mentales permettent d'analyser l'espace vécu par chaque personne (Downs et Stea, 1973 [39] ; Jackson, 1992 [67] ; Lynch, 1960 [87] ; Steele, 1981 [130]). En demandant aux habitants des townships et des camps de squatters de dessiner leur quartier, leur lieu d'origine et le centre-ville du Cap, j'espérais déterminer l'ampleur de leur savoir géographique, les lieux fréquentés, les chemins suivis et les frontières respectées. En bref, saisir les représentations mentales de l'espace vécu par chacun. Cette entreprise s'est révélée plus difficile que prévu. Il a fallu convaincre bien des gens qu'ils pouvaient dessiner, même s'ils n'avaient que quelques années d'écoles. Ensuite, le concept de carte était difficile à comprendre, malgré les efforts de mes différentes traductrices. J'ai néanmoins essayé d'exploiter et d'interpréter les résultats obtenus (*cf.* chapitre 6.3.2, page 192).

Enfin, recherches bibliographiques, étude des sources primaires et questionnaires d'enquête ont été complétés par une série d'entretiens avec des personnalités locales : entrepreneurs, prêtres, élus locaux, membres d'associations religieuses ou de cercles d'épargne, membres de comités de rue, etc.

1.4 Plan

Cet ouvrage cherche à présenter un tableau de la vie des Noirs au Cap, de la formation d'une identité locale et d'un mode de vie spécifiquement urbain et africain. Tout au long de mon propos, j'ai essayé de maintenir un difficile équilibre entre la synthèse et la recherche précise et pointue. Cet exercice a été rendu d'autant plus périlleux que contexte et traditions sont très différents en France et en Afrique du Sud. La littérature sud-africaine est très fournie, notamment en ce qui concerne les problèmes politiques et historiques. Elle n'est cependant pas connue en France. Pour une bonne compréhension des enjeux et des problèmes rencontrés par le pays tout entier mais aussi par la ville du Cap, j'ai donné une place importante dans mon travail à la synthèse et à l'interprétation de ces données. Sans cet arrière-plan, une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town n'était pas possible. D'autre part, cette littérature sud-africaine est caractérisée par le curieux manque de synthèse de quelque ampleur sur la ville du Cap. En ce qui concerne le XX^e siècle, seuls trois ouvrages de grande qualité sont disponibles, mais ce sont des monographies. Vivian Bickford-Smith a décrit les dynamiques politiques et historiques locales dans son *Victorian Cape Town* [10] paru en 1995. John Western a présenté les conséquences des expulsions des Métis au Cap sous le *Group Areas Act* dans sa thèse de géographie publiée en 1981 sous le titre d'*Outcast Cape Town* [147]. Cette thèse a été rééditée en 1996 [148], augmentée d'analyses de la situation post-apartheid. Enfin, Josette Cole retrace dans *Crossroads : the Politics of Reform and Repression, 1976-1986* [24] l'histoire et les luttes politiques dans ce camp de squatters. J'espère donc contribuer au cours de mon travail à combler ce vide, en ce qui concerne la géographie historique et la situation des Noirs.

Pour cadrer les événements locaux se déroulant au Cap, le chapitre 2 résume le contexte historique sud-africain. Comme c'est une entreprise nécessitant à elle seule des centaines de pages, j'ai choisi un certain nombre d'événements-clés, importants pour ce qui se passe au Cap ou marquant un tournant fondamental dans l'histoire nationale. Dans un premier temps, j'évoque la naissance de l'apartheid, cette systématisation de la ségrégation par un appareil législatif complexe propre à l'Afrique du Sud. La résistance des Noirs à la domination blanche est alors évoquée, des premiers mouvements conduisant à la formation de l'*African National Congress* en 1912 aux émeutes de Soweto de 1976. Les deux dernières sections de ce chapitre 2 sont consacrées à la période contemporaine : la chute de l'apartheid est évoquée, de l'insurrection du milieu des années 1980 aux négociations et aux premières élections démocratiques d'avril 1994. J'examine ensuite les principales réalisations du gouvernement présidé par Nelson Mandela ainsi que ses choix politiques : le programme de reconstruction et de développement (*Reconstruction and Development Programme*) et les problèmes qu'il a rencontrés ; la rédaction

d'une nouvelle constitution ; et la fin de l'« état de grâce ».

Le chapitre 3 est une étude de la géographie historique de Cape Town, retraçant l'histoire de son développement spatial. La fondation en 1652 d'une station de ravitaillement par la Compagnie néerlandaise des Indes Orientales à la pointe sud-ouest de l'Afrique marque les débuts de la colonisation. Peu à peu, cette station grandit et se transforme en un petit village. Au début du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne prend le contrôle de cette colonie hollandaise. Ce changement politique marque aussi le début de la croissance urbaine au Cap. Mais il faut attendre la seconde moitié du XIX^e siècle et la découverte des richesses minérales de Kimberley et du Witwatersrand pour que les processus d'urbanisation et d'industrialisation changent le paysage du Cap. En même temps l'idéal assimilationniste jusqu'alors dominant dans les relations avec les Noirs disparaît au profit de l'idée ségrégationniste.

La ségrégation des Africains au Cap a commencé dès 1901. Dans le chapitre 4, j'évoque les origines de cette ségrégation et l'influence d'un discours hygiéniste victorien. C'est en effet l'épidémie de peste de 1901 qui a conduit à la création de Ndabeni, quartier où les Noirs étaient légalement forcés de résider. Cette création marque les débuts d'une identité urbaine africaine fortement influencée par l'espace du township. Le confinement de la vie africaine dans des lieux donnés, délimités, à l'urbanisme autoritairement planifié par les autorités selon un modèle idéologico-politique a donné naissance à des formes originales de la vie sociale comme de la vie politique.

Mais cette ségrégation a été systématisée et étendue à toutes les races par le régime d'apartheid. J'étudie dans le chapitre 5 la façon dont la morphologie de la ville du Cap a été modifiée par les lois d'apartheid, la façon dont l'idéologie a été inscrite dans l'espace. Même s'il est antérieur à l'arrivée du Parti national au pouvoir en 1948, le township de Langa est le premier exemple de l'urbanisme de contrôle imposé par les autorités. J'évoque ensuite la création des différents townships noirs du Cap, de Nyanga à Khayelitsha, où les premiers habitants sont arrivés en 1984. Je montre également que le contrôle spatial et le contrôle législatif de la population noire n'ont pas suffi à endiguer le flux de l'exode rural. En conséquence, pendant toute la période contemporaine, l'espace noir au Cap a aussi été celui du camp de squatters.

Pourtant, la géographie culturelle de cet espace noir est très riche. Le chapitre 6 décrit et analyse les différents lieux qui polarisent townships et camps de squatters, tant sur le plan symbolique que social. Ces quartiers sont des espaces physiquement peu différenciés, mais où la vie sociale est intense et considérée comme essentielle à une culture africaine, fût-elle urbaine. En conséquence, les lieux importants sont des lieux sociaux, à différentes échelles. J'étudie d'abord la maison, son organisation spatiale, son rôle social et symbolique. Dans un second temps, une analyse des lieux publics montre l'existence de deux réseaux socio-

spatiaux superposés dans les quartiers noirs. L'un socialement plus marginal, est utilisé par le bas de l'échelle sociale et fonctionne autour de débits de boissons, les *shebeens*. L'autre est celui de la classe moyenne ou de ceux qui aspirent à en faire partie. Il s'organise autour de lieux de réunions et d'associations d'entraide. Enfin, une troisième section est consacrée à l'espace du township, aux *hostels* et aux liens des habitants de ces quartiers avec d'autres lieux, centre de Cape Town ou lieu d'origine.

Le chapitre 7 étudie les formes de la vie religieuse dans les quartiers noirs. En effet, le sentiment religieux est la chose du monde la mieux partagée en Afrique du Sud, et le rôle des églises est particulièrement important dans les townships et les camps de squatters. Après un rappel historique concernant l'évangélisation du pays, je décris la naissance et les caractéristiques des églises indépendantes africaines, extrêmement nombreuses. Deux études de cas suivent. La première concerne la paroisse catholique de Saint Gabriel, dans le township formel de Gugulethu. La seconde est consacrée à une église indépendante, la *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa*, dont les services dominicaux ont lieu dans une salle de classe louée à cet effet, au milieu du quartier informel de Site B à Khayelitsha.

Les changements de la ville post-apartheid et quelques problèmes de la société sud-africaine actuelle sont brièvement évoqués dans le chapitre 8. L'émergence de quartiers mixtes est traitée à partir d'études de cas dans une première section. J'analyse ensuite deux phénomènes concernant plus la population métisse du Cap, mais leur évolution intéresse le futur de l'agglomération toute entière et des populations noires en particulier : le vote métis en faveur du Parti national, faisant du Western Cape la seule province où le parti responsable de l'apartheid et de la discrimination des Noirs est encore au pouvoir ; et l'explosion de la criminalité et du gangstérisme, symptôme de la désagrégation du tissu social sud-africain et d'une crise identitaire profonde.

Enfin, le chapitre 9 cherche à conclure et à établir des perspectives de comparaison entre Cape Town et les autres villes sud-africaines.

2.

De la colonisation à la fin de l'apartheid : bref aperçu de l'histoire sud-africaine

Tracer un tableau de l'histoire sud-africaine est une entreprise trop vaste pour être réalisable ici, même si la lecture du passé est indispensable à la compréhension du présent—et ce, encore plus en Afrique du Sud qu'ailleurs. Il faut donc se féliciter de la parution récente d'un certain nombre de synthèses historiques, notamment sur la période contemporaine. On pourra consulter avec profit la quatrième édition de *South Africa : A Modern History* de T. R. H. Davenport [32], l'ouvrage de Nigel Worden intitulé *The Making of Modern South Africa : Conquest, Segregation and Apartheid* [152], ou *From Colonization to Democracy : A New Historical Geography of South Africa* d'Alan Lester [82].

Je souhaite simplement donner ici un cadre de référence et développer un certain nombre de thèmes ou d'événements importants à la compréhension de la situation des Africains au Cap¹ : la mise en place de l'apartheid à partir de 1948 ; la résistance des Noirs aux politiques de ségrégation, puis d'apartheid ; les dernières années du régime du Parti national et la transition vers les premières élections démocratiques d'avril 1994 ; enfin, l'histoire immédiate du gouvernement Mandela.

2.1 La mise au point de l'apartheid

2.1.1 La victoire des nationalistes

Le 26 mai 1948, le Parti national de Daniel F. Malan gagne la majorité au parlement sud-africain par 79 sièges à 71 pour l'*United Party* du général Smuts.

¹J'ai présenté ailleurs des événements plus anciens, en particulier la situation de l'Afrique du Sud aux débuts de la colonisation, les guerres de frontières entre colons blancs et Xhosa ou la formation de la nation afrikaner (Houssay-Holzschuch, 1995, 1996 et 1997 [63, 64, 60]. On voudra bien s'y reporter en cas de besoin.

Pour la première fois, le gouvernement sera constitué uniquement d'Afrikaners. Le Parti national gardera le pouvoir jusqu'en 1994, date de l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la république sud-africaine. Ce sera lui qui transformera une ségrégation raciale présente et installée dans les mentalités mais susceptible d'évoluer, en une séparation systématique des races dans tous les domaines, par la loi : l'apartheid.

La défaite de Smuts

Cette victoire peut sembler surprenante : l'*United Party* et Smuts ont mené l'Afrique du Sud à la victoire aux côtés des Alliés. Le prestige international du général, alors premier ministre, est à son comble : il participe à la création de l'Organisation des nations unies (ONU) et à la rédaction de sa Charte. Mais cela ne suffit pas à assurer sa victoire électorale : en effet, sa politique intérieure connaît un certain nombre d'échecs.

Tout d'abord, ses initiatives en politique intérieure se révèlent souvent contre-productives. Par exemple, il tentera d'ancrer l'Afrique du Sud dans le Commonwealth en invitant les souverains anglais à visiter le pays au début de l'année 1947. Mais cette visite renforcera en fait les idées républicaines (Davenport, 1991 [32, p. 320]). De même, Smuts a favorisé l'immigration européenne entre 1947 et 1948. Il espérait ainsi réduire le déséquilibre démographique entre Noirs et Blancs. Les Afrikaners lui reprocheront de vouloir les « submerger » démographiquement au profit des anglophones.

De plus, la situation intérieure entre Noirs et Blancs se dégrade, et les électeurs blancs en rendent le gouvernement de Smuts responsable : la résistance non-européenne se renforce dans le contexte décolonisateur de l'après-guerre (cf. page 40) : A. B. Xuma, à la tête de l'*African National Congress* (ANC), réforme son mouvement pour en faire une organisation moderne. En même temps, la *Youth League*, menée entre autres par Mandela, Oliver Tambo et Walter Sisulu monte en puissance à l'intérieur de l'ANC et accède aux positions dirigeantes. Elle prône une attitude plus active et revendicatrice, aux accents africanistes. Enfin, l'ANC se rapproche des mouvements de résistance indiens : elle coopère avec le *Transvaal Indian Congress* et le *Natal Indian Congress* et cherche à unifier la résistance à l'oppression blanche.

Une campagne brillante, un slogan porteur

Les Nationalistes ont mené une brillante campagne, très organisée, grâce notamment à leur contrôle de la presse de langue afrikaans. Avec un art politique consommé, ils réussissent à ne s'aliéner ni les anglophones, ni le reste de l'Afri-

kanerdom².

Ils bénéficient d'un certain nombre de facteurs favorables : sur le plan démographique, les Afrikaners sont plus nombreux que les anglophones et leur taux de natalité est plus élevé. Le découpage électoral est aussi en leur faveur. De plus, lors des élections de 1948, quelques catégories socio-professionnelles clés changent d'allégeance et quittent l'*United Party* pour le Parti national (Davenport, 1991 [32, p. 322]) :

- Les fermiers blancs du Transvaal sont en effet mécontents de la suspension de l'*influx control* pendant la Seconde guerre mondiale ; l'exode des Noirs vers les villes n'étant plus freiné artificiellement, il augmente et met en cause la stabilité de la réserve de main-d'œuvre des fermiers.
- Les ouvriers blancs du Witwatersrand se sentent menacés par le recrutement massif de Noirs dans l'industrie, souvent à des postes semi-qualifiés, et par leur syndicalisation croissante.

Le slogan central de la campagne électorale est celui d'*apartheid*, ou développement séparé. Les conséquences de la politique d'*apartheid* sur le plan économique sont de contrôler encore plus sévèrement la main-d'œuvre noire. Ouvriers et fermiers blancs y trouvent leur compte.

Enfin, l'intégration raciale a progressé dans les villes sud-africaines pendant la Seconde guerre mondiale. Ce phénomène inquiète la majorité des Blancs et le projet d'un développement séparé des races répond à cette inquiétude.

Le concept d'*apartheid* a été mis au point pendant les années 1930 par le *Broederbond*, société secrète afrikaner, et un certain nombre d'intellectuels voulant la séparation « verticale » des races—chacune se développant selon ses propres critères et son génie propre, sans interaction avec les autres. Le rapport Sauer (Davenport, 1991 [32, p. 323]) lui donnera une ampleur et un contenu politique ; le programme du Parti national est donc le suivant :

- empêcher l'intégration des Indiens et des Métis dans la société européenne ;
- consolider les réserves africaines, y susciter un développement industriel et y installer un système politique autonome et « traditionnel » ;
- abolir le contrôle des églises sur l'éducation des Noirs ;
- renforcer et généraliser l'*influx control* de telle sorte que seuls les ouvriers sous contrat soient autorisés à séjourner en ville.

²L'*Afrikanerdom* désigne à la fois la communauté afrikaner et le sentiment national afrikaner. Elle s'exprime dans une vision particulière de l'histoire, l'importance de la religion calviniste et l'attachement à l'afrikaans. Pour compléter cette définition un peu à l'emporte-pièce, voir Houssay-Holzschuch, 1995 et 1996 [63, 64].

2.1.2 La législation d'apartheid

Le gouvernement Malan prend de nombreuses mesures pour réaliser cette politique d'apartheid. En particulier, Hendrik Verwoerd et W. W. M. Eiselen, enthousiastes de l'apartheid, nommés aux Affaires indigènes (*Native Affairs*) en octobre 1950, concevront de nombreuses lois ségrégationnistes³ (cf. tableau 2.1).

Année	Lois	Objet
1949	<i>Prohibition of Mixed Marriage Act</i>	Interdiction des mariages entre membres de différentes races.
1950	Renforcement de l' <i>Immorality Act</i>	Les relations sexuelles hors mariage entre personnes de race différente sont sévèrement punies.
	<i>Population Registration Act</i>	Chaque personne est définie par sa race.
	<i>Group Areas Act</i>	Des zones résidentielles différentes sont attribuées à chaque race.
	<i>Separate Representation of Voters Bill</i>	Première tentative pour établir une liste électorale séparée pour les Métis.
1951	<i>Suppression of Communism Bill</i>	Interdiction du parti communiste. La définition donnée du communisme est si vague que cette loi permettra de poursuivre de nombreuses organisations anti-gouvernementales.
	<i>Bantu Authorities Act</i>	Mise en place d'un système politique autonome dans les réserves.
	<i>Prevention of Illegal Squatting Act</i>	Donne le droit au Ministre des Affaires Indigènes d'expulser des squatters du terrain qu'ils occupent, qu'il soit public ou privé.
1952	<i>Native Laws Amendment Act</i>	Limite le droit des Africains à résider en ville : selon la section 10, seuls ceux y ayant résidé 15 ans, ou ayant travaillé 10 ans sans interruption pour le même employeur ont des droits urbains.
	<i>Natives (Abolition of Passes and Coordination of Documents) Act</i>	Tous les Africains, y compris les femmes, doivent porter un passeport intérieur.

TAB. 2.1 – Tableau récapitulatif : la législation d'apartheid.

³Pour plus de détail sur la position d'Eiselen, on se reportera à la thèse de Bettina Schmidt, *Creating Order : Culture as Politics in 19th and 20th Century South Africa*, 1996 [120].

Année	Lois	Objet
1953	<i>Reservation of Separate Amenities Act</i>	En réponse à la <i>Defiance Campaign</i> , la ségrégation des espaces publics (bus, plages, bancs, toilettes, postes, etc.) est renforcée.
	<i>Public Safety Act</i>	Permet au gouvernement d'instaurer l'état d'urgence.
	<i>Criminal Law Amendment Bill</i>	Renforce les peines pour ceux ayant troublé l'ordre public.
	<i>Bantu Education Act</i>	Le <i>Department of Native Affairs</i> est seul responsable de l'éducation des Noirs, laquelle se fait selon un cursus particulier.
1957	<i>State-Aided Institutions Act</i>	Permet au gouvernement de mettre en place la ségrégation dans les bibliothèques, les stades et les salles de spectacle.
	<i>Native Laws Amendment Bill</i>	Le gouvernement peut interdire toute réunion (y compris des services religieux) ayant lieu dans une zone résidentielle blanche si des Noirs y assistent.
	<i>Extension of University Education Act</i>	Des universités spécifiques sont créées pour les Noirs, les Indiens et les Métis : ils n'ont plus le droit de s'inscrire dans les autres universités.

TAB. 2.1 – Tableau récapitulatif : la législation d'apartheid.

Ainsi l'apartheid essaie-t-il d'instaurer *par la loi* une totale séparation entre les races, et ce, dans tous les domaines. Verwoerd le comprend d'ailleurs bien ainsi dans ce texte de 1954 :

« L'apartheid comprend une multitude de phénomènes. Il comprend la sphère politique ; il est nécessaire dans la sphère sociale ; c'est un but dans le domaine religieux ; il est pertinent dans tous les aspects de la vie. Même dans la sphère économique il n'est pas un simple problème arithmétique. Ce qui importe est de savoir si l'on maintient la *colour bar* ou non. » (Verwoerd H.F., *Senate Debates*, 1954, cité dans Davenport, 1991 [32, p. 339])⁴

Les analyses les plus récentes (Posel, 1991 [107] ; Bonner *et al.*, 1993 [13]) remettent en cause la conception de la politique d'apartheid comme un plan d'en-

⁴Les citations en anglais ont été traduites soit par Christophe Bonnet, soit par moi-même.

semble, mis au point par les Afrikaners et se réalisant petit à petit. La mise en place de l'apartheid n'est pas simplement linéaire et cumulative. Deborah Posel (1991) définit cette politique

« (...) comme ayant été construite par une série de luttes, à l'intérieur de l'État et au delà, qui forcèrent les architectes de la politique gouvernementale à adapter et réviser bon nombre de leurs stratégies de départ. Incertitudes, conflits, échecs et dérives, bien que souvent moins visibles que les continuités et les triomphes de l'Apartheid, furent fondamentaux dans son développement. » [107, p. 5]

Trois faits sont ainsi soulignés par les nouveaux analystes de l'apartheid :

- En 1948 par exemple, les Afrikaners sont loin d'être unis quant à la définition même de l'apartheid. L'économie sud-africaine, alors comme aujourd'hui, était largement dépendante de la main-d'œuvre africaine. L'ampleur—réelle comme souhaitable—de cette dépendance faisait l'objet de nombreuses discussions. Or, c'est la base de toute politique de contrôle de l'urbanisation noire.
- Autre nouveauté dans l'analyse, on souligne le rôle des intérêts capitalistes dans la genèse de l'apartheid. Certes, la poursuite simultanée de la prospérité économique blanche et de la suprématie politique blanche ne va pas sans tensions internes. Mais la politique d'*influx control* a été largement conçue en faveur de l'industrie, qui disposait ainsi d'une main-d'œuvre docile et bon marché.
- Enfin, le rôle de la résistance politique des Noirs, en particulier dans les années 1950 (*cf.* page 43) est perçu comme fondamental. C'est lui qui va forcer le *Native Affairs Department* à changer de politique : c'est aussi en *réaction* que l'apartheid s'est forgé. Il aurait donc entamé une deuxième phase au début des années 1960, phase plus dure : c'est le début de la politique des homelands, de la décentralisation industrielle, des expulsions de grande ampleur. Par exemple, le *Promotion of Bantu Self-Government Act* de 1959 cherchait, en développant les homelands, à contrer les revendications politiques de l'ANC.

2.2 La résistance des Noirs

2.2.1 Les débuts d'une résistance politique

Chrétiens, électeurs et journalistes

Dans son *Vukani Bantu! : The Beginnings of Black Protest Politics in South Africa to 1912*, André Odendaal a étudié la transformation d'une résistance armée, sur le terrain, à une résistance politique (Odendaal, 1984 [104]). Il distingue

deux réponses au contact avec les Européens : une réponse traditionaliste, qui rejette l'ensemble de la société et des valeurs occidentales, et une réponse moderne cherchant une participation active à cette nouvelle société⁵. Celle-ci est le fait de gens éduqués, christianisés, et entrés dans l'économie de marché. Les débuts de la résistance politique sont marqués par un transfert du leadership des chefs vers cette nouvelle élite.

Sa taille est loin d'être négligeable : dans les années 1860, il y a quelques 500 000 convertis africains en Afrique du Sud. Quant aux Africains ayant bénéficié de l'éducation élémentaire dispensée par les missions, ils sont 9 000 dans les années 1850 et 100 000 à la fin du siècle, surtout dans la Colonie du Cap. Le nombre des Africains avec une éducation secondaire et supérieure ne cesse également d'augmenter. Conformément à l'idéal assimilationniste, ils souhaitent participer à la vie politique.

Dès 1836, une participation africaine restreinte aux élections locales au Cap est acquise. Le droit de vote sans distinction de race (*colour-blind*) est inscrit dans la constitution de la colonie en 1853⁶. Parmi ces nouveaux électeurs, les Mfengu sont les premiers à voter en masse, dès les années 1860. En 1872, l'année de l'instauration d'un gouvernement responsable, plus de 100 Mfengu s'inscrivent sur les listes électorales à Oxkraal près de Queenstown. Dès lors, la classe éduquée renonce à la guerre comme moyen de lutter contre les Blancs et se tourne vers la politique et la presse, comme le souligne Odendaal :

« Dans les années 1880, à une époque qui coïncide approximativement avec la fin de la résistance militaire, une augmentation considérable de l'activité politique africaine eut lieu. Les inscriptions sur les listes électorales s'accéléchèrent, les Africains commencèrent à fonder des organisations, politiques ou autres, un journal africain fut lancé et l'on assista à la montée en puissance de la première génération de responsables politiques africains non tribaux. La population de cette nouvelle classe instruite augmenta au point que ces Africains furent identifiés comme une nouvelle couche sociale distincte et bien définie. » [104, p. 6]

Ainsi, le *Kaffir Express* (futur *Isigidimi Sama Xhosa*, premier journal comprenant un éditeur africain, John Tengo Jabavu) est créé à Lovedale en 1870. *L'Imbumba Yama Nyama* est fondé à Port Elizabeth en 1882, avec un but explicitement politique : unir les Africains et combattre pour leurs droits nationaux.

⁵On peut rapprocher ces deux réponses de la célèbre typologie développée entre autres par Philip Mayer pour les Xhosa, entre les *Red* traditionalistes, au corps enduit d'ocre rouge, et les *School*, plus occidentalisés (Mayer, 1961 [97] ; voir aussi chapitre 5.1.3, page 127).

⁶Il ne s'agit pas pour autant d'un suffrage universel : un certain nombre de conditions, concernant notamment l'éducation et le revenu, devaient être remplies pour être électeur.

Au lancement de journaux polémiques en langues africaines s'ajoute la prolifération des associations à but politique : citons par exemple la *Native Educational Association* fondée en 1879, la *Thembu Association* ou le *South African Native Congress* (SANC), précurseur de l'*African National Congress*. Certaines combinent politique et éducation (ou loisirs), d'autres se restreignent à une région ou une tribu, d'autres enfin comme le SANC transcendent d'emblée les frontières tribales. Toutes témoignent de ce formidable dynamisme politique de l'extrême fin du XIX^e siècle. Citons également, à la même époque, la naissance du mouvement des églises éthiopiennes (*cf.* chapitre 7) : c'est en 1884 que Nehemiah Tile fonde la *Thembu Church*. Certes, ce mouvement est avant tout religieux, mais son message « éthiopien » (autonomie religieuse de l'Afrique christianisée) a une portée politique.

Ce développement se fait essentiellement dans les colonies de la couronne britannique, les républiques afrikaners offrant moins de possibilités d'expression. De plus, même si le Natal joue un rôle avec le journal *Funamalungelo* qui demande les droits civiques pour les Noirs depuis 1888, ce nouveau dynamisme politique se concentre surtout dans le Cap oriental.

Vers l'union des résistances

La période suivant la guerre des Boers (1899–1902) est marquée par une série de désillusions : en effet, si de nombreux Noirs avaient soutenu les Anglais, c'était dans l'espoir d'une extension des droits politiques existant dans la colonie du Cap au reste de l'Afrique du Sud, et notamment aux républiques afrikaners. Il n'en est rien, bien au contraire : la fin de la guerre et l'acte d'union de 1910 marquent un renversement de tendance, les Noirs perdant les droits qu'ils avaient au lieu d'en gagner d'autres.

En même temps, les organisations africaines accroissent leur influence : SANC et organes de presse ont un véritable impact, y compris dans les zones rurales où le pasteur ou l'instituteur se chargent de les lire publiquement. Des associations, à durée de vie plus ou moins longue, prolifèrent pendant la première décennie du XX^e siècle : associations d'enseignants, de tempérance, financières, sociales, sportives... Enfin, en lien avec les mouvements noirs américains, on s'applique à développer la fierté d'être noir.

C'est la mauvaise volonté des autorités coloniales qui va précipiter l'unité de la résistance africaine : les peu libérales recommandations de la South African Native Affairs Commission (Odendaal, 1984 [104, p. 64–91]) et la répression féroce de la révolte Bambata au Natal en 1906 pousseront les différents mouvements à se rapprocher les uns des autres à partir de 1907. Par ailleurs, les débuts du panafricanisme, qui tiendra sa première conférence—à laquelle des Sud-Africains participeront—à Londres en septembre 1900, encourageront les Noirs sud-africains

dans leurs revendications, partagées avec les Noirs des États-Unis, des Caraïbes ou d'Afrique de l'ouest.

La rédaction de l'Acte d'Union, qui sera adopté en 1910 et qui restreint les droits politiques selon la couleur, amène un certain nombre de protestations (Odendaal, 1994 [104, p. 151–180]). Une délégation africaine, formée en particulier de membres de la SANC et de Jabavu, se rend en Angleterre pour éviter que l'acte soit entériné. D'autres leaders, comme John Dube, Alfred Mangena ou Pixley ka Isaka Seme sont également à Londres. En vain. À leur retour, on comprend la nécessité d'une organisation nationale forte qui pourrait représenter effectivement les Africains auprès du gouvernement de manière unie et efficace. Pour cela, des chefs tribaux et des leaders politiques régionaux de diverses organisations se réunissent à Bloemfontein pour une conférence de 4 jours à partir du 8 janvier 1912. Ils forment le *South African Native National Congress* (SANNC), qui adoptera plus tard le nom d'*African National Congress* (ANC).

2.2.2 La résistance noire, de 1912 aux années 1980

Le rôle de l'ANC, 1912–1960

On peut, à la suite de Tom Lodge, établir la périodisation suivante des mouvements de résistance (Lodge, 1983 [83, p. viii]) :

- Pendant l'entre-deux-guerres, l'ANC est un mouvement de faible ampleur, soutenant un certain nombre de manifestations — dont le mouvement contre les passeports intérieurs de 1919 — mais profondément réformiste. Pétitions, délégations, déclarations sont les outils utilisés : on cherche à convaincre. À côté de l'ANC, le syndicat *Industrial and Commercial Workers' Union* (ICU) et le parti communiste (*Communist Party of South Africa*) regroupent un certain nombre de Noirs.
- Les années 1940 voient une prolétarianisation et une industrialisation croissantes, ainsi qu'une crise socio-écologique des campagnes. La réponse des mouvements de résistance traditionnels est hésitante, mais la classe ouvrière urbaine réagit spontanément aux problèmes immédiats (coût de la nourriture, des transports, crise du logement, faibles salaires). Cette période est un véritable tournant, la résistance se radicalisant dans le contexte d'une montée du syndicalisme noir.
- Les années 1950 sont caractérisées par un certain nombre de campagnes politiques de masse, résultat de la phase précédente de radicalisation.
- Pendant la décennie suivant l'interdiction des partis de résistance en 1960 a lieu la transformation difficile d'organisations de masse peu structurées en une élite révolutionnaire clandestine.
- Enfin, des années 1970 à 1983-85, révoltes et répressions se combinent pour faire glisser la société sud-africaine vers une crise généralisée (*cf.* page 48).

La radicalisation des années 1940 passe à l'ANC par deux démarches : la fondation en 1944 de la *Youth League* et le rapprochement avec les communistes. La *League*, dirigée par Anton Muziwakhe Lembede, compte Mandela, Sisulu et Tambo parmi ses membres principaux. Elle souhaite donner au mouvement « l'esprit du nationalisme africain » et veut se rapprocher de la résistance populaire (cf. page 45). À ce titre, elle mettra donc l'accent sur l'importance du leadership indigène et sur l'auto-détermination nationale. Des membres de la *Youth League* accéderont au bureau national de l'ANC après la guerre. À la même époque, le parti communiste (CPSA) change de direction politique et professe désormais que la révolution socialiste doit passer par le combat nationaliste et décolonisateur. Il se rapproche de l'ANC et plusieurs communistes participent au bureau national.

Devant les premières mesures du gouvernement du Parti national (cf. tableau 2.1 et page 38), un *Programme of Action* est adopté à Bloemfontein en 1949. Il préconise une stratégie plus revendicatrice, basée sur la non-violence, la désobéissance civile et les démonstrations de force. Cette tactique sera adoptée lors de la *Defiance Campaign* de 1952, dont Walter Sisulu est l'idéologue. Pendant des mois, des milliers de volontaires seront arrêtés pour avoir volontairement et pacifiquement transgressé les lois de ségrégation. La campagne sera particulièrement suivie dans le Cap oriental, et aura pour conséquence durable le renforcement de l'ANC : Lodge [83, p. 33–66] estime que quelques 100 000 personnes soutiendront l'ANC à la suite de la *Defiance Campaign*.

La consolidation du pouvoir nationaliste aux élections de 1953 va lui permettre d'accélérer la mise en place de l'apartheid. Pourtant, l'ANC ne lance pas de campagne majeure ; il faut dire que le harcèlement policier s'ajoute aux difficultés organisationnelles pour lui rendre la vie difficile : en 1952, 11 des 27 membres du *National Executive Council* sont « bannis »⁷ ; à partir de 1953, le procès (*Treason Trial*) de la majorité des leaders les retire pour de long mois de la vie politique active. Cependant, l'ANC rédige avec quelques alliés la Charte de la liberté (*Freedom Charter*), qui lui servira de programme dans les décennies suivantes.

Enfin, en 1959, un petit groupe fait sécession de l'ANC pour former le *Pan-Africanist Congress* (PAC) autour de Robert Sobukwe : ils contestent en effet le rôle et l'influence des sympathisants blancs de l'ANC et souhaitent que les Noirs se libèrent par leurs propres forces.

⁷Le fait d'être « banni » (*banned*) implique en général en Afrique du Sud une assignation à résidence, une interdiction de participer à des réunions, fussent-elles à caractère privé et ne réunissant que deux ou trois personnes ainsi qu'une interdiction de s'exprimer publiquement, par oral comme par écrit.

Mouvements populaires et résistances spontanées

Sans aller jusqu'à vouloir narrer en détail la résistance noire à la mise en place de l'apartheid, il faut faire une place aux formes de résistance spontanée, particulièrement fréquentes dans la seconde moitié des années 1950. De plus, certains de ces mouvements sociaux ont été relativement efficaces, plus que les principaux partis d'opposition.

Une résistance populaire et spontanée a surtout été le fait des townships de Johannesburg, dont Alexandra est le plus connu. Elle surgit lorsque la vie quotidienne devient trop difficile. Il est vrai que la situation sociale sur le Rand au lendemain de la Seconde Guerre mondiale est difficile : crise du logement, « invasions » de terres par des squatters, faiblesse des salaires ou hausse des prix, toutes les conditions sont réunies pour rendre la situation explosive. On estime que 80 % des familles noires de Johannesburg vivent en dessous du seuil de pauvreté (Lodge, 1983 [83, p. 153 *sq.*]). Les nouvelles de Can Themba [139] décrivent cette société à la fois miséreuse et magnifique.

Dans ces circonstances, il n'y a rien d'étonnant à ce que la moindre aggravation de conditions de vie proches de la simple survie déclenche une farouche résistance. Je n'en prendrai ici qu'un seul exemple⁸.

Le boycott des bus à Alexandra, entre 1955 et 1957, fit suite à une augmentation des tarifs de la société PUTCO, chargée d'assurer la liaison entre Alexandra et le centre de Johannesburg. Pendant des mois, les habitants d'Alexandra ont marché de leur résidence à leur lieu de travail, distants de plus de 10 km. Notons que ce mouvement préfigure les difficultés éprouvées par la plupart des Noirs sud-africains qui, à cause de la géographie de l'apartheid (*cf.* chapitre 5), doivent parcourir des dizaines de kilomètres par jour. Ils obtinrent gain de cause, ce qui eût du inspirer les stratégies de l'ANC selon Tom Lodge :

« Les deux mouvements⁹ (...) démontrent la possibilité d'obtenir par la lutte des progrès matériels immédiats et d'en retirer un capital politique. Les possibilités qu'offraient de telles luttes furent trop fréquemment négligées. Pour les chrétiens de l'ANC, la route de la liberté passait par la croix et le salut, par le martyre : "...nous vous demandons d'être les apôtres qui accompliront la noble et sainte tâche d'amener le peuple africain dans le royaume de Dieu sur terre". Pour les révolutionnaires au sein de l'Alliance du Congrès, rien ne valait l'échec : la nature oppressive du régime devait être exhibée encore et encore. Dans cette perspective, les héros étaient les vaincus, pas les vainqueurs. La victoire finale ne pouvait être atteinte qu'à travers une

⁸Pour plus de détails sur ces mouvements populaires, se reporter aux études de Lodge, *op. cit.* [83, p. 114–200 et 261–294].

⁹Lodge analyse également le boycott des bus à Evaton, à la même époque.

succession de défaites. » [83, p. 182]

De Sharpeville à Soweto

En 1960, le PAC et l'ANC préparent chacun des manifestations contre le port du passeport intérieur. Elles n'ont rien de radical, bien au contraire : pour l'ANC et son chef Albert Lutuli, profondément chrétien, il faut, par des manifestations non-violentes, éduquer les Blancs afin qu'ils se rendent compte de leurs erreurs. Le plan du PAC est de submerger la police par des milliers de volontaires sans passeport intérieur se soumettant volontairement à l'arrestation ; une grève générale illimitée et une mobilisation soutenue auraient permis d'accéder à l'indépendance, prévue avec un bel optimisme pour 1963. . . Le jour dit, le 20 mars 1960, la manifestation prévue par le PAC est très suivie à Langa (Cape Town) et Sharpeville (Vereeniging). La police, surprise par l'ampleur de la foule et peu habituée à de telles situations, tire. À Langa, la fusillade fera trois morts ; à Sharpeville, 69 morts et 180 blessés. Dans les jours suivants, le gouvernement proclame l'état d'urgence, arrête de nombreux militants et interdit l'ANC et le PAC.

La situation n'avait rien de révolutionnaire pour autant :

« Le rôle de la crise de Sharpeville n'est pas celui d'une occasion où les conditions politiques et sociales d'une révolution auraient été présentes et par la suite gâchées. Elle représente plutôt un tournant de l'histoire du nationalisme africain, où la protestation se durcit enfin en résistance et où les politiciens africains furent obligés de commencer à penser en termes de stratégie révolutionnaire. » [83, p. 225]

L'ANC tirera les conséquences de cette répression féroce : la non-violence est inefficace, et l'opiniâtreté que met le gouvernement à refuser toute discussion réduit les mouvements de résistance à l'utilisation de tactiques violentes. Sur proposition de Mandela, *Umkhonto we Sizwe* (la lance de la nation, ou MK), branche armée de l'ANC, est fondée en juin 1961. Son programme fait preuve de retenue, puisqu'il se restreint au sabotage d'installations économiques et de cibles symboliques, avec ordre d'éviter les pertes humaines. Une fois encore, l'objectif avoué est de faire prendre conscience au public des conséquences de la politique gouvernementale : si le gouvernement ne négocie pas, la guerre civile est proche. L'entraînement des guérilleros commence en 1961 et les premières attaques auront lieu le 16 décembre 1961¹⁰. L'année et demi suivant cette ouverture des hostilités verra plus de 200 attaques, allant des bombes incendiaires au sabotage des lignes électriques ou téléphoniques. Les grandes villes et le Cap orien-

¹⁰Cette date n'a pas été choisie au hasard : elle commémore la victoire des Afrikaners sur les Zoulous à Blood River en 1838. Ce fait d'armes a acquis une importance symbolique extrême dans l'histoire des Blancs sud-africains et incarne au plus haut degré leur supériorité sur les Noirs (Houssay-Holzschuch, 1995 et 1996 [63, 64]).

tal sont particulièrement touchés. L'insuffisance de la sécurité interne au mouvement et la férocité de la réponse gouvernementale—c'est à cette époque que la torture se banalise—conduisent à l'arrestation de l'ensemble du haut commandement d'*Umkhonto*, Nelson Mandela inclus. Dès lors et jusqu'en 1976, l'ANC sera surtout actif en exil, cherchant à sauvegarder l'unité du mouvement, à obtenir le soutien de l'ONU et à infiltrer maigrement le territoire sud-africain en s'alliant à d'autres mouvements de libération du sous-continent.

Le PAC répondra également à la répression par un recours à la violence, sa stratégie incluant explicitement l'assassinat. Le groupe *Pogo*, important au Cap et à Paarl, se rendra coupable de plusieurs attaques sanglantes.

La répression a été si féroce que le calme règne peu ou prou pendant les années 1960 et le début des années 1970. À la fin de la période, le mouvement de la Conscience noire (*Black Consciousness*) mené par Steve Biko laisse présager un renouveau de la résistance. Simultanément, le mouvement ouvrier et syndical reprend de la vigueur : il y avait en moyenne 2 000 grévistes par an dans les années 1960 ; en 1972, ils sont 5 000 ; de janvier à juin 1973, 61 000.

Le 16 juin 1976, une manifestation de lycéens et d'écoliers de Soweto refusant l'usage obligatoire de l'afrikaans à l'école est brutalement dispersée par la police. Des semaines d'émeutes suivront, dans l'ensemble du pays (Hermer, 1980 [59] ; Kane-Berman, 1978 [72]) : 2 mois après le 16 juin, 80 communautés se sont révoltées ; 4 mois après, 160. Le Reef de Mohlakeng à Daveyton est particulièrement touché, mais aussi Nelspruit, Kimberley, Langa, Nyanga, Port Elizabeth, East London et différentes universités. Soweto reste l'épicentre et le calme n'y est restauré qu'au début de 1978, malgré l'imposition de la loi martiale et la présence permanente de l'armée et de la police. Boycotts, manifestations de masse, grèves succèdent aux arrestations et aux meurtres : il y aura 700 morts entre juin 1976 et octobre 1977. De nombreux étudiants et lycéens partiront en exil.

C'est ce renfort soudain qui a permis à l'ANC de redevenir une force majeure dans les townships après 1976. MK est présente en Afrique du Sud, grâce à ces milliers de nouvelles recrues motivées et éduquées : d'octobre 1976 à mai 1981, 112 attaques et explosions ont eu lieu. Les cibles ont désormais une considérable importance stratégique : la raffinerie de pétrole synthétique de Sasolburg est attaquée en juin 1980, la base militaire de Voortrekkerhoogte en août 1981. Les centrales électriques du Transvaal oriental et les commissariats font également partie des cibles favorites. Épargner les vies humaines, civiles ou militaires, n'est plus prioritaire : le pays s'enfonce dans une guerre civile larvée.

2.3 1985-1994 : état d'urgence et négociations

L'insurrection des années 1980 marque un véritable tournant : les townships se soulèvent, obéissant au mot d'ordre lancé par Oliver Tambo sur Radio Freedom pour le Nouvel An 1985 : « Make the country ungovernable ». Dans un contexte de crise économique, le pays va connaître dix années de guerre civile larvée et la pire violence de son histoire. Au milieu de la période, le président de la République sud-africaine, Frederik Willem de Klerk décidera de prendre le chemin d'une certaine démocratisation en levant l'interdiction de l'ANC et en libérant les prisonniers politiques, dont Nelson Mandela. Les négociations qui s'ensuivirent entre l'ANC et le Parti national aboutiront aux élections démocratiques d'avril 1994.

2.3.1 La crise du début des années 1980

Depuis 1978, P. W. Botha est au pouvoir. Il montre quelques velléités réformistes, en abolissant par exemple le *Prohibition of Mixed Marriages Act*, sans doute pour tenter de prévenir une vague de mécontentement. Il est également responsable de la réforme constitutionnelle de 1983, mettant en place un parlement tricaméral : une assemblée de Blancs, une de Métis, une d'Indiens, dont les électeurs figurent sur des listes séparées¹¹.

Mais ces réformes restent de l'ordre du cosmétique et ne remettent pas en cause les principes du « grand apartheid » : si « l'apartheid mesquin » (*petty apartheid*) est réformé, avec un assouplissement du *Separate Amenities Act*, le grand dessein des homelands se poursuit (*cf. infra*). En fait, ces tentatives réformistes sont tout juste suffisantes pour aliéner l'extrême-droite. Les Afrikaners les plus conservateurs cessent de soutenir le Parti national et rejoignent soit le Parti conservateur (*Konserwatiewe Party*) de Treurnicht soit l'*Afrikaner Weerstandsbeweging* (AWB), mouvement de résistance afrikaner mené par Eugène Terre'Blanche.

Le gouvernement sud-africain sous P. W. Botha est surtout caractérisé par une concentration et une militarisation du pouvoir. Il est concentré entre les mains de Botha, notamment après la réforme constitutionnelle de 1983 qui confond les postes de président de la République et de Premier ministre. La militarisation est marquée par l'entrée au gouvernement du général Magnus Malan, ancien chef des armées, au ministère de la Défense. Le gouvernement diffuse l'idée du *total onslaught* (littéralement assaut global) : l'Afrique du Sud est assaillie de tous côtés par le terrorisme d'inspiration communiste, et il faut contrer ces attaques par une stratégie globale (*total strategy*), faisant la part belle à la répression. Les grandes décisions politiques sont prises par un cabinet réduit, le *State Security Council*, où siègent les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de la Justice et de

¹¹Pour plus de détails sur la constitution de 1983, voir Davenport, 1991 [32, p. 428 *sq.*].

l'Intérieur (*Police, Law and Order*).

En même temps, la politique des homelands atteint son apogée : jamais les expulsions n'ont été aussi nombreuses. Elles auront concerné 3,5 millions de personnes entre 1960 et 1982 (Surplus People Project, 1983 [133]). . . Le gouvernement sud-africain cherche à consolider les homelands pour les rendre viables. Après le Transkei en 1976, le Bophuthatswana, le Venda et le Ciskei obtiendront leur indépendance. La population africaine du Ciskei passera de 357 801 personnes en 1970 à 630 353 personnes en 1980 (Davenport, 1991 [32, p. 405]).

Le contexte économique sud-africain des années 1980 est marqué par une crise d'importance, déclenchée par une crise agricole : en effet, les années 1982-1984 connaîtront une sécheresse exceptionnelle. Les fermiers en faillite seront soutenus par des subventions gouvernementales, alors que les dépenses militaires croissent de façon spectaculaire à cause des conflits dans les pays frontaliers et que la politique de grand apartheid coûte cher à l'État. Il frôle la faillite et une crise monétaire aggravée par l'effondrement du cours de l'or touche l'ensemble du pays.

C'est dans ce contexte que la résistance noire trouve un nouvel élan. Le lancement de l'*United Democratic Front* (UDF) en 1983 lui donne une façade politique, la première depuis l'interdiction de l'ANC et du PAC en 1960. Dans un premier temps, l'UDF mené par Allan Boesak, Mohamed Valli Moosa et Trevor Manuel fait campagne — avec succès — pour le boycott des élections de 1984, les premières après la réforme constitutionnelle de 1983 : dans le Western Cape, la participation des Métis ne sera que de 11 % et la moitié seulement des électeurs potentiels s'est inscrite sur les listes (Seekings, 1992 [123]). Il lancera par la suite de nombreuses campagnes, sur des problèmes locaux comme nationaux. Par ailleurs, l'UDF dans sa majorité se réclame de l'ANC. Le mouvement syndical noir se reconstitue lui aussi : la COSATU (*Congress of South African Trade Unions*), fédération de syndicats, est fondée en novembre-décembre 1985¹². Enfin, une nouvelle vague de protestation lycéenne, aux griefs variés, commence au début des années 1980 : écoliers et lycéens boycottent leurs écoles pour protester contre l'immoralité ou l'incompétence des enseignants, les bas salaires dans le secteur de l'éducation, le manque d'infrastructures et le système de la *Bantu Education*.

2.3.2 L'insurrection

C'est donc dans ce contexte extrêmement volatile que l'insurrection commence. Ce sont les quelques concessions cosmétiques accordées par P. W. Botha qui vont déclencher la révolte : la réforme de l'éducation, la construction de logements, l'accès des Noirs à des emplois qualifiés ne sont que des améliorations

¹²Sur l'histoire de la COSATU, voir *The Shopsteward*, vol. 4, n°6, décembre 1995. Ce numéro anniversaire, intitulé *Ten Years of Worker's Unity and Struggle* peut également être consulté sur le World Wide Web, <http://www.anc.org.za:80/cosatu/shop/shop0406.html>.

matérielles.

Le domaine du politique reste fermé ou, pire, moqué. Les lois Koornhof, du nom du ministre de la Coopération et du Développement¹³, mettent en place des conseils municipaux noirs, les *Black Local Authorities* (BLA), chargés des affaires des townships. Mais ces conseils ne sont ni légitimes ni populaires : les organisations anti-apartheid ayant appelé au boycott des élections, les BLA sont élus par une fraction infime de la population. Dans l'East Rand, 20 % seulement des inscrits ont voté ; à Soweto, 5 %. De plus, les BLA ne sont pas indépendants : le ministre pouvant en nommer ou renvoyer les membres à volonté, ils suivent ses directives. Enfin, et c'est le principal grief de la population, ils doivent être financièrement autosuffisants : pour cela, ils augmentent dramatiquement les loyers et en profitent pour s'enrichir.

L'insurrection commence sur l'East Rand, dans les townships de Sharpeville, Bophalong, Sebokeng et Evaton : c'est là que les loyers sont les plus élevés. La foule s'attaque surtout aux conseillers des BLA, brûlés vifs par le supplice du collier¹⁴. Grâce à la répression policière et au mécontentement général, l'insurrection s'étend rapidement dans tout le pays : Soweto, les camps de squatters de Cape Town autour de Crossroads, les townships du Cap oriental, Inanda et Umlazi à Durban et même les townships des petites villes sont en flammes. La présence fédératrice de l'UDF fait que, pour la première fois dans l'histoire du pays, l'ensemble de la population noire prend parti contre le gouvernement : anciens activistes de l'ANC, leaders des émeutes de 1976, syndicats, étudiants, églises, mouvement de la Conscience noire (*Black Consciousness*) et même quelques Blancs participent à la révolte. Elle durera trois ans, fera plus de 3 000 morts. Plus de 30 000 personnes seront arrêtées, l'armée sera mobilisée et P. W. Botha devra imposer l'état d'urgence (Sparks, 1990 [127, p. 328 sq.]).

Pendant ces trois ans, les townships vont fonctionner comme des zones libérées malgré la poursuite du conflit. Les *Black Local Authorities*, premières victimes de la violence, seront remplacés par des associations locales, les *civics*, qui prendront en charge la gestion municipale. L'arbitrage des conflits et le système judiciaire seront assurés par des cours de justice populaire, les *people's courts*¹⁵. Pour la première fois aussi, l'armée et la police sont confrontées à une guérilla urbaine organisée, menée par les *comrades*, comme en février 1985 à Crossroads et Alexandra. En même temps, une certaine terreur s'abat sur les townships pris entre la répression policière et le zèle révolutionnaire des *comrades*.

¹³Nouveau nom du *Native Affairs Department*.

¹⁴Le supplice du collier ou *necklacing* consiste à enfiler autour du cou de la victime un pneu rempli d'essence et à y mettre le feu. Il est caractéristique de cette période.

¹⁵Pour plus de détails sur les *civics* et l'organisation des townships à la fin des années 1980, voir les travaux de Scharf W. [16, 119] ; Bähre E., 1996 [7] ; Cole J., 1986 [24] ; Jaffee G., 1986 [68] ; et surtout Seekings J., *Civic Organisations in South African Townships*, 1992 [122].

La réaction gouvernementale varie. La police se rend responsable de massacres, comme le 21 mars 1985 à Langa, près de Uitenhage, où elle tire sans raison sur une foule se rendant à un enterrement, faisant vingt morts et vingt-sept blessés. Mais pendant les premiers mois de l'insurrection, la répression reste modérée, pour ne pas aliéner l'Occident de Reagan, Thatcher et Kohl, avec lequel Botha espère créer des liens (Sparks, 1990 [127, p. 349]). L'état d'urgence ne sera déclaré qu'au mois de juillet et sur une partie du territoire seulement.

Le gouvernement durcira sa position en août, après l'échec du « discours du Rubicon » (*Rubicon speech*) de P. W. Botha. Le ministre des Affaires étrangères, Pik Botha, avait promis à l'Occident que ce discours annoncerait des réformes majeures. Il n'en fut rien, bien au contraire. En conséquence, l'Occident imposa à l'Afrique du Sud des sanctions économiques et les banques réclamèrent le paiement immédiat de la dette extérieure sud-africaine, dont 67 % était en emprunts à court terme. C'est la crise financière, le rand se déprécie brutalement et le gouvernement sud-africain, incapable de payer, décide de geler la dette.

L'insurrection continuant de plus belle, les « sécuocrates » autour de Magnus Malan prennent les rênes. L'état d'urgence est renforcé—il ne sera supprimé qu'en 1990 par F. W. de Klerk. Une censure efficace muselle la presse, les organisations anti-apartheid sont harcelées et interdites. À cette répression sans précédent s'ajoute une campagne de propagande très bien orchestrée, s'appuyant sur des programmes massifs de logement et de rénovation urbaine dans plus de 200 townships.

Sur le terrain, deux stratégies se complètent. Tout d'abord, le gouvernement cherche à diviser pour régner : il exploite, encourage, voire provoque des conflits internes. Présentés ensuite comme *black on black violence*, ils permettent au gouvernement de montrer l'immaturité politique des Noirs et leur tendance à la violence¹⁶. Ainsi, l'UDF et l'AZAPO (mouvement de la Conscience noire) s'affrontent à Soweto et dans le Cap oriental, l'UDF et Inkatha, le mouvement zoulou du chef Buthelezi, au Natal. La seconde stratégie est celle de la tache d'huile : il s'agit de prendre le contrôle d'une zone qui servira de base à la reconquête des quartiers avoisinants : Crossroads au Cap, Atteridgeville à Pretoria ou les townships de Port Elisabeth et Uitenhage seront ainsi utilisés. À Crossroads, les affrontements entre les *witdoeke*¹⁷, soutenus par la police, et les *comrades* de la mi-mai à la mi-juin 1986 feront quelques 70 000 réfugiés.

À la fin de l'année 1987, l'insurrection est endiguée mais non terminée. La propagande gouvernementale n'a pas suffi à gagner le soutien des townships. La résistance noire, quant à elle, reste légitime et bien vivante, mais ne peut renverser

¹⁶Cette tactique sera également utilisée au début des années 1990 : cf. Amnesty International, *Afrique du Sud, enquête sur la violence 1990-1992*, 1992 [4].

¹⁷Ainsi appelés à cause des chiffons blancs qu'ils portaient comme signe de reconnaissance. Cf. Cole J., *Crossroads : the Politics of Reform and Repression, 1976-1986*, 1986 [24].

le gouvernement. La situation est donc bloquée, c'est un véritable équilibre de la violence.

2.3.3 Les négociations

C'est alors qu'interviennent un certain nombre de changements, notamment extérieurs. La *perestroïka* de Gorbatchev change la donne géopolitique. Des accords de paix sont conclus en Namibie et en Angola. Le *total onslaught* a vécu. L'unité des Afrikaners, qui s'était faite dans les années 1970–1980 selon le principe de la survie et du combat contre le communisme, est remise en cause. L'Union soviétique encourage ANC et gouvernement sud-africain à négocier. Dès 1986, Oliver Tambo, conscient de l'impasse, fait la liste des conditions nécessaires pour que l'ANC accepte de négocier : libération des prisonniers politiques dont Nelson Mandela, levée de l'interdiction de l'ANC et des autres organisations politiques, abolition de quelques lois-clefs de l'apartheid et autorisation du retour des exilés. Le gouvernement sud-africain entame des négociations secrètes avec Mandela, accélérées par le remplacement de P. W. Botha par de Klerk en 1989 (Sparks, 1994 [128]).

En même temps, la société civile évolue vers plus d'intégration raciale : des « zones grises » où Noirs, Blancs, Métis et Indiens habitent côte à côte apparaissent dans le centre des grandes villes et notamment à Johannesburg (Guillaume, 1997 [57]). La mobilité sociale ascendante des Noirs est réelle et encouragée par le patronat, qui agit ainsi soit par intérêt, soit à cause de la politique d'*affirmative action*¹⁸ proposée par l'ANC. Tout cela est renforcé par le nombre croissant de Noirs ayant une éducation supérieure : à la fin des années 1980, les non-Européens constituaient 40 % de la population étudiante (Sparks, 1990 [127, p. 376]). Ces jeunes cadres sont ensuite recrutés par les grandes entreprises et quittent souvent les townships pour aller habiter dans les banlieues blanches.

C'est dans ce contexte que le nouveau président, F. W. de Klerk, monte à la tribune parlementaire le 2 février 1990. Après avoir annoncé son intention de développer les relations extérieures de l'Afrique du Sud, notamment avec les pays d'Afrique australe, de faire respecter les droits de l'homme et de les inscrire dans la constitution, de suspendre les exécutions, il annonce des réformes politiques de grande ampleur. Son discours vaut la peine d'être cité longuement :

- « Les décisions qui ont été prises sont les suivantes :
- L'interdiction de l'*African National Congress*, du *Pan Africanist Congress*, du *South African Communist Party* et d'un certain nombre d'organisations auxiliaires est levée.

¹⁸Cette politique vise à encourager la mobilité sociale des Noirs en leur donnant une préférence à l'embauche.

- Les personnes emprisonnées simplement parce qu'elles étaient membres de l'une de ces organisations ou pour avoir commis un autre délit qui n'était un délit que parce que l'interdiction de l'une de ces organisations était en vigueur seront identifiées et libérées. Les prisonniers condamnés sous d'autres chefs tels que meurtres, actes de terrorisme ou incendies volontaires ne sont pas concernés.
- La législation d'urgence concernant les media et l'éducation est totalement abolie.
- La législation d'urgence sur la sécurité sera amendée afin de continuer à permettre un contrôle effectif des documents visuels relatifs aux émeutes.
- Les restrictions aux termes de la législation d'urgence concernant 33 organisations sont levées. Ces organisations comprennent : le *National Education Crisis Committee*, le *South African National Students Congress*, l'*United Democratic Front*, la COSATU, *Die Blanke Bevrydingsbeweging van Suid-Afrika*. (...)
- La période de détention aux termes de la législation d'urgence sur la sécurité sera dorénavant limitée à six mois. Les détenus obtiennent de plus le droit d'être représentés par un avocat et soignés par le médecin de leur choix.

(...) Entre autres choses, [l]es objectifs [du gouvernement] comprennent une nouvelle constitution démocratique ; le droit de vote pour tous ; l'absence de domination ; l'égalité de tous devant une justice indépendante ; la protection des minorités comme des droits individuels ; la liberté religieuse ; une économie saine basée sur des principes économiques sains et l'entreprise privée ; des programmes dynamiques pour l'éducation, la santé, le logement et les conditions de vie de tous.

Concernant tout ceci, M. Nelson Mandela aurait un rôle important à jouer. Le gouvernement a pris note de ce qu'il s'est déclaré prêt à contribuer de manière constructive au processus politique pacifique en Afrique du Sud.

Je tiens à dire clairement que le gouvernement a pris la ferme décision de libérer sans condition M. Nelson Mandela. »¹⁹

Le 11 février 1990, Nelson Rolihlala Mandela était libéré de prison.

En fait, les négociations entre le gouvernement d'apartheid et l'ANC avaient

¹⁹L'ensemble du discours de de Klerk est reproduit dans l'ouvrage de Willem de Klerk, *FW de Klerk : The Man in his Time*, 1991 [34, p. 34-46].

commencé bien avant ce discours historique. Dès 1985, Mandela, conscient de la détérioration de la situation, avait demandé à rencontrer P. W. Botha. Un séjour du leader de l'ANC à l'hôpital en 1985 avait permis d'établir des premiers contacts avec Kobie Coetsee, ministre de la justice et des prisons (Sparks, 1994 [128]).

Par ailleurs, les contacts entre des Sud-Africains blancs et l'ANC en exil se multiplient : le patronat et les intellectuels sont parmi les premiers, mais on compte aussi le Broederbond, société secrète afrikaner et tête pensante du Parti national et les modérés ou *verligtes* (litt. éclairés) de ce parti.

Après février 1990, le dialogue entre les deux partis prend un tour plus formel. Les *Minutes de Grootte Schuur* de mai 1990 sont un premier pas : il s'agit de rendre les négociations possibles en libérant les prisonniers politiques, en facilitant le retour des exilés—ce qui veut bien souvent dire suspendre ou annuler les poursuites judiciaires dont ils font l'objet—et en amendant l'état d'urgence. Le 7 août 1990, Mandela annonce au nom de l'ANC la suspension de la lutte armée.

Cependant, le Parti national est encore très loin d'accepter de donner le pouvoir au parti majoritaire : il n'accepte qu'un partage du pouvoir (*power sharing*). Il voit l'Afrique du Sud comme une nation constituée de minorités : en effet, chaque tribu noire est à ses yeux une entité ethnique à l'image des Afrikaners et les droits politiques de chaque minorité en tant que telle doivent être protégés. Ses propositions politiques reflètent cette vision : il suggère la mise en place de deux assemblée, l'une élue au suffrage universel et l'autre constituée de délégués régionaux (en pratique, représentants de la tribu majoritaire dans leur région) et de représentants des Anglais, Afrikaners et Asiatiques (*background groups*). Le gouvernement d'unité nationale serait constitué pour moitié de ministres choisis selon le même principes, les autres étant nommés par le président. Enfin, ce dernier ne serait pas un individu, mais un collège (*collegiate chairmanship*) devant atteindre ses décisions à l'unanimité. Tout cela visant à garantir la prééminence politique des Blancs ne peut bien entendu être accepté par l'ANC.

Un autre conflit d'importance séparant les deux partis porte sur la rédaction de la nouvelle constitution. Pour l'ANC, elle doit être rédigée par une assemblée constituante élue au suffrage universel. Pour le Parti national, cette tâche revient à une assemblée paritaire de délégués de chaque parti politique.

Ces conflits sont résolus par la proposition de l'ANC d'établir des structures temporaires : un gouvernement d'union nationale sera mis en place après les élections de 1994 et il faudra attendre les élections de 1999 pour sortir de ce système. Quant aux problèmes constitutionnels, ils sont aussi résolus en deux étapes : une convention multipartite devra rédiger une constitution temporaire, sous laquelle les élections auront lieu. Par la suite, une constituante rédigera le texte final, en accord avec un certain nombre d'obligations (*binding principles*) inscrites dans le premier texte.

La première étape commence avec la *Convention for a Democratic South*

Africa (CODESA), réunie au World Trade Center de Johannesburg fin décembre 1991. 228 délégués de 19 partis politiques différents, avec la notable exception du PAC et de Buthelezi²⁰ s'y rencontrent mais, très vite, l'intransigeance du Parti national fait échouer la réunion.

1992 et 1993 sont des années de négociations difficiles, parfois interrompues, dans un contexte de violence politique sans précédent. L'aile la plus militante de l'ANC lance des mouvements de protestation, démonstrations de force ayant pour but de soutenir les négociateurs et de limiter les compromis. Le conflit entre l'ANC et l'Inkatha s'aggrave : townships et *hostels* du Witwatersrand s'affrontent, trains et taxis sont le théâtre de violences. La police sud-africaine prend parti en faveur de l'IFP (Amnesty International, 1992 [4]). Le 17 juin 1992, 41 personnes sont massacrées par l'IFP et la police dans le township de Boipatong. L'ANC se retire des négociations et demande que la régime renonce à sa campagne de terreur. C'est effectivement de cela qu'il s'agit : les assassinats politiques n'ont jamais été aussi nombreux. Dans les années 1980, Une dizaine de personnes par an étaient tuées pour des motifs politiques ; en 1990, il y a 28 victimes ; en 1991, 60 et en 1992, 97 (Sparks, 1994 [128, p. 168]). D'anciens policiers comme Dirk Coetzee confirment l'implication de la police et l'existence d'une malfaisante *third force*.

Malgré d'autres incidents²¹, les négociations reprennent pour de bon fin 1992. La « révolution négociée » à la sud-africaine (Adam et Moopley, 1993 [2]) se met en place petit à petit. La constitution intérimaire sera adoptée le 18 novembre 1993.

2.3.4 Les élections

Les dernières semaines précédant les élections voient monter la tension²². Buthelezi refuse de laisser l'Inkatha participer au scrutin, ce qui laisse présager des violences au Kwazulu-Natal et remet en cause la légitimité du processus. Au dernier moment cependant, il acceptera de participer, ce qui posera un certain nombre de problèmes logistiques : des autocollants pour son parti devront être collés sur les 80 millions de bulletins de vote.

Par ailleurs, l'extrême-droite afrikaner tente elle aussi de s'opposer aux élections. Dans un premier temps, l'AWB se porte au secours de Lucas Mangope,

²⁰La délégation de l'*Inkatha Freedom Party* était présidée par Frank Mdlalose.

²¹On peut citer le massacre de Bisho de septembre 1992 (28 morts, plus de 200 blessés, tous supporters de l'ANC) ; l'assassinat de Chris Hani, l'immensément populaire chef du Parti communiste en avril 1993 ; l'invasion du World Trade Center par l'AWB ; le massacre de St James Church à Cape Town, où 12 fidèles seront tués par des hommes masqués ; le meurtre d'une étudiante américaine, Amy Biehl, à Gugulethu ; etc. (Sparks, 1994 [128]).

²²Pour une chronique plus détaillée de cette période, voir Houssay-Holzschuch, 1996 [64, Annexe, p. 81-90].

président du homeland du Bophuthatswana : son refus de laisser les citoyens du « Bop » participer aux élections et la perspective de voir le homeland se désintégrer au matin du 27 avril jettent dans les rues des milliers de personnes, partisans de la démocratisation comme fonctionnaires inquiets de leur avenir. Devant cette menace pour son pouvoir, il fait appel à l'aide de l'extrême-droite. Cela ne suffira pas et discréditera l'AWB. Juste avant les élections, des attentats à la bombe à Johannesburg, Germiston, Pretoria, feront des dizaines de victimes.

Malgré cela, les élections ont lieu dans le calme, du 26 au 29 avril 1994. Les problèmes logistiques sont très nombreux : les bulletins de vote se font attendre — certains seront apportés par hélicoptère — ou ne comportent pas l'autocollant pour l'IFP ; urnes et lampes UV pour l'identification des votants manquent. Certains bureaux de vote ouvrent en retard ; d'autres pas du tout. Les files d'attente s'allongent : les gens font la queue pendant six ou sept heures pour aller voter, disant seulement : « I have waited all my life for this. I am 83, so I can wait a few more hours ».

L'atmosphère est au recueillement, à la ferveur quasi-religieuse. La violence des journées précédentes a complètement disparu. Les élections sont une véritable catharsis nationale dont les participants parlent avec émotion, par petites phrases hachées :

« C'est comme de tomber amoureux »²³
 « Maintenant, je suis un homme libre »
 « C'est *ma* nation maintenant »

Les résultats parviennent petit à petit, au fur et à mesure du dépouillement. L'ANC est le grand vainqueur mais n'est pas parvenue à rassembler les deux tiers des suffrages, ce qui l'oblige à coopérer avec les autres partis pour la rédaction de la constitution (cf. tableau 2.2 et page 60).

En même temps avaient lieu des élections provinciales : l'ANC remporte 7 provinces sur 9 (Houssay-Holzschuch, 1996 [64, p. 11]). Le Western Cape est dirigé par Hennis Kriel du Parti national (cf. chapitre 8.2.1, page 250). Le Kwazulu-Natal revient à l'Inkatha, sous la direction de Frank Mdlalose²⁴.

2.4 Le gouvernement Mandela : chronique d'une jeune démocratie

Le gouvernement d'unité nationale qui se met en place a une lourde tâche. Il est présidé par Nelson Mandela, assisté de deux vice-présidents : de Klerk, repré-

²³C'est la réaction de Desmond Tutu, archevêque anglican et prix Nobel de la paix.

²⁴Il sera plus tard remplacé par Ben Ngubane, ancien ministre de la Culture du gouvernement d'unité nationale.

Partis	%	Nb de voix	Sièges
ACDP	0,45	88 104	2
ANC	62,65	12 237 655	252
DP	1,73	338 426	7
FF/VF	2,17	424 556	9
IFP	10,54	2 158 294	43
PAC	1,25	243 478	5
NP	20,39	3 983 690	82
Total	99,18	19 533 497	400

TAB. 2.2 – Résultats des élections de 1994 : nombre de sièges au parlement.

Partis en présence : ACDP, African Christian Democratic Party ; ANC, African National Congress ; DP, Democratic Party ; FF/VF, Freedom Front ; IFP, Inkatha Freedom Party ; PAC, Pan-African Congress ; NP, National Party. NB : seuls les partis ayant obtenus des sièges sont mentionnés ici. Source : Independent Electoral Commission.

sentant du Parti national et Thabo Mbeki de l'ANC. 27 ministres et 13 secrétaires d'état (*Deputy Cabinet Ministers*) constituaient le corps du gouvernement. Neuf d'entre eux appartenaient au Parti national, à qui un certain nombre de postes-clé revenaient : l'agriculture, les finances, les mines et l'énergie (détenues par Roelof « Pik » Botha). Enfin, les affaires provinciales et le développement constitutionnel (*Provincial Affairs and Constitutional Development*) étaient aux mains de Roelf Meyer, brillant négociateur pour le Parti national lors des discussions avec l'ANC.

L'*Inkatha Freedom Party* faisait aussi partie du gouvernement d'unité nationale avec 3 ministres et un secrétaire d'état. Buthelezi était nommé ministre de l'Intérieur, Siphon Mzimela ministre des Prisons (*Correctional Services*) et Ben Ngubane ministre des Arts, de la Culture, de la Science et de la Technologie.

2.4.1 Le Programme de Reconstruction et de Développement (RDP)

Une première phase de l'action gouvernementale a été marquée par le souci de reconstruire l'économie sud-africaine. La crise était profonde : un contexte de dépression s'ajoutait à des années de sanctions économiques internationales et au coût financier et économique de l'apartheid. L'appareil productif sud-africain est dans une large mesure ancien, avec une faible productivité. Son isolation a limité l'adaptation et l'emploi de nouvelles technologies, comme les investissements étrangers. Enfin, l'économie sud-africaine repose encore trop sur ses productions minières traditionnelles, ce qui la rend dépendante. Une relance économique est donc nécessaire.

En même temps, l'ampleur des inégalités sociales est un facteur fragilisant. Pour des raisons politiques comme économiques, l'ANC a été conduit à élaborer une politique globale, intégrée, unissant croissance économique, développement et réduction des inégalités héritées de l'apartheid. Avec le souci de transparence typique des premières années de la démocratisation, cette politique a été élaborée en consultant aussi bien la population que des experts ou des ONG, avant d'être diffusée largement avant les élections de 1994 sous le titre *The Reconstruction and Development Programme : A Policy Framework* [3].

Le RDP est ainsi présenté :

« Le RDP est un cadre politique socio-économique intégré et cohérent. Il cherche à mobiliser tout notre peuple et les ressources de notre pays pour l'éradication finale de l'apartheid et la construction d'un avenir démocratique, non-racial et non-sexiste. » (*Reconstruction and Development Programme*, 1994 [3, § 1.1.1])

Le RDP est basé sur six principes (RDP [3, § 1.3]) : une approche intégrée et durable (*sustainable*) ; l'importance accordée et aux besoins des citoyens et à leur participation ; le rétablissement de la paix civile ; la construction nationale ; la promotion conjointe de la reconstruction (sociale) et du développement (économique) ; la démocratisation de la société sud-africaine. Ces principes sous-tendent l'ensemble du RDP et trois d'entre eux sont fondamentaux dans la politique du gouvernement : la participation des citoyens et la recherche systématique du consensus sont des traits marquants de la vie sud-africaine, hérités sans doute des idéaux démocratiques des mouvements anti-apartheid comme des modalités pratiques de la révolution négociée (Aji et Houssay-Holzschuch, 1997 [62]). Construction nationale et démocratisation de la société sont les buts que s'est fixé le président Mandela, avec celui, ô combien symbolique, de la réconciliation.

Cette politique globale du RDP passe par cinq grands programmes (RDP [3, notamment § 1.4]) :

- Pourvoir aux besoins de la population. Cela passe par la création d'emplois, la réforme agraire et la mise en place d'infrastructures dans les zones qui en sont dépourvues (zones rurales, anciens bantoustans, camps de squatters, etc.) : eau, électricité, transports et télécommunications doivent être développés. À la crise du logement et à la multiplication des camps de squatters, le RDP répond par un plan de construction d'un million de maisons en cinq ans. La protection de l'environnement, des programmes de nutrition destinés en particulier aux enfants des écoles et le développement d'un système de santé et de sécurité sociale accessible à tous sont également parmi les objectifs.
- Développer les ressources humaines. Il s'agit ici de permettre à la population d'acquérir des qualifications, en développant le système éducatif de

l'école primaire à l'université comme en insistant sur la formation continue. Dans le contexte de la politique d'*affirmative action*, les femmes et les populations non-blanches seront les premiers bénéficiaires de ce programme. Le développement de la culture comme des sports est vu comme un moyen de développer les qualifications et capacités créatrices de la population.

- Construire l'économie. Forces et faiblesses de l'économie sud-africaine sont reconnues : les mines, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les services financiers et les infrastructures sont vus comme des atouts—de façon un peu optimiste peut-être. Par contre, selon le RDP, il faut remédier rapidement à la faiblesse des investissements dans le domaine de la recherche-développement, à l'absence de qualification de la main-d'œuvre, aux coûts de production trop hauts, à la faible productivité et à la montée du chômage. Pour cela, l'Afrique du Sud doit resserrer les liens économiques qui l'unissent aux autres pays d'Afrique australe et participer à la création d'une zone de prospérité ainsi caractérisée : « a large stable market offering stable employment and common labour standards in all areas » (RDP [3, § 1.4.16]).
- Démocratiser l'État et la société. Ce processus est vu comme une condition nécessaire à la mise en place des autres programmes. La rédaction de la Constitution définitive, incluant une Déclaration des droits (*Bill of Rights*) en est une des étapes (*cf.* page 60).
- Enfin, le dernier principe du RDP est curieusement d'« appliquer le RDP » (*Implementing the RDP*, [3, § 1.4.21]). Il s'agit en fait de trouver les ressources nécessaires à l'application de ce programme, soit en réattribuant une partie des ressources gouvernementales (celles consacrées auparavant aux dépenses militaires, par exemple), soit en rationalisant le budget, soit en trouvant de nouveaux financements, par la participation du secteur privé à un certain nombre de projets ou la privatisation de certaines entreprises publiques.

Le patronat a plutôt bien reçu ce programme, en se félicitant de l'approche intégrée, de l'appel lancé à tous les secteurs de la société, du pragmatisme et de l'intervention de l'État (Godsell, 1994 [52]). Mais « l'irréalisme » du RDP l'inquiète.

Un an après le lancement du RDP, Jay Naidoo, le ministre qui en avait alors la charge, le qualifie de « succès majeur » (*Cape Times*, 25 mai 1995) :

- Le nombre de patients traités dans les zones rurales a quadruplé depuis que les plus pauvres sont soignés gratuitement.
- 172 dispensaires ont été construits ou rénovés.
- 378 171 logements ont été électrifiés, plus que les 300 000 prévus.
- Cinq millions d'enfants ont bénéficié des programmes de nutrition dans 12 800 écoles.

- Des plans de développement et de réhabilitation urbaine ont été préparés pour les zones en crise.
- Plus d'un million de personnes recevront l'eau courante en 1995-96 dans les zones rurales.

Mais le problème majeur reste celui du manque de logements qui s'aggrave au moment où Naidoo parle : en 1994, il était évalué à 1,5 million de logements ; il continue de s'accroître, au rythme de 200 000 par an.

En 1996, un remaniement ministériel place Jay Naidoo aux Télécommunications et ferme le bureau du RDP. L'explication officielle est que chaque ministère applique ce programme dans son domaine de compétence. En même temps, le gouvernement se lance dans une politique économique libérale, insistant sur la croissance plus que sur le redressement des inégalités (*cf.* page 63).

2.4.2 Créer la démocratie

Après les élections d'avril 1994, les 490 députés et sénateurs se réunissent pour la première fois le 24 mai 1994 en assemblée constituante, chapeauté par un comité constitutionnel (*Constitutional Committee*) de 46 membres. Pendant deux ans, ils vont essayer de rédiger un texte sur lequel les partis seront d'accord, tout en tenant compte des principes directeurs donnés par la constitution temporaire de 1993 et des quelques deux millions de lettres, interventions et pétitions envoyées par les citoyens appelés à participer au processus.

Une version préliminaire sera publiée fin novembre 1995, dans les onze langues officielles ²⁵ et à plus de quatre millions d'exemplaires (Drechsel et Schmidt, 1996 [40]). Elle sera largement critiquée mais témoigne une fois de plus de la volonté de transparence dans les institutions. Le 8 mai 1996, une première version sera adoptée par l'Assemblée, avant de passer devant la Cour constitutionnelle, chargée de vérifier si les principes directeurs de la constitution temporaire sont effectivement respectés. Elle sera amendée en conséquence le 11 octobre 1996, et entrera en vigueur le 21 mars 1997, jour anniversaire du massacre de Sharpeville, après la signature du président Mandela.

Son préambule souligne la nouveauté de la démocratie mais affirme en même temps l'unité nationale et la volonté de réformes sociales :

²⁵Les onze langues officielles de la République sud-africaine sont le sepedi, sesotho, setswana, siSwati, tshivenda, xitsonga, afrikaans, anglais, isiNdebele, isiXhosa et isiZulu.

« Nous, peuple d’Afrique du Sud,
 Reconnaissons les injustices de notre passé ;
 Honorons ceux qui ont souffert pour la justice et la liberté sur notre
 terre ;
 Respectons ceux qui ont travaillé pour construire et développer notre
 pays ; et
 Croyons que l’Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent,
 unis dans notre diversité
 Nous adoptons par conséquent, par l’intermédiaire de nos représen-
 tants librement élus, cette constitution comme loi suprême de la Ré-
 publique afin de—

- Guérir les divisions du passé et établir une société fondée sur
 les valeurs démocratiques, la justice sociale et les droits fonda-
 mentaux de l’homme ;
- Établir les fondations d’une société ouverte et démocratique
 dans laquelle le pouvoir se fonde sur la volonté du peuple et
 où chaque citoyen est protégé par la loi ;
- Améliorer la qualité de la vie de tous les citoyens et libérer le
 potentiel de chaque personne ; et
- Construire une Afrique du Sud unie et démocratique qui puisse
 prendre sa place légitime d’État souverain dans la famille des
 nations.

Que Dieu protège notre peuple.

Nkosi Sikelel’iAfrika. Morena boloka setjhaba sa heso.

God seën Suid-Afrika. God bless South Africa.

Mudzimu fhatutshedza Afurika. Hosi katekisa Afrika. » [111, p. 1]

Elle met en place un régime bicaméral, constitué d’une Chambre des députés et d’un Conseil national des provinces (*National Council of Provinces*). Les députés (de 350 à 400) sont élus au scrutin proportionnel de liste : on vote donc pour un parti, non pour une personne, ce qui pose (et a déjà posé) un certain nombre de problèmes. Ainsi, un député ne peut démissionner de son parti sans perdre son siège. De même, lors de certains votes comme celui légalisant l’avortement, un certain nombre de députés a essayé d’invoquer une clause de conscience, alors que cette proposition figurait sur le programme électoral de leur parti. La Chambre haute est constituée de 90 membres, 10 pour chaque province. Les deux assemblées élisent conjointement le Président de la république.

Le *Bill of Rights* sud-africain est l’un des plus complets au monde. Ainsi, toute forme de discrimination (selon « race, gender, sex, pregnancy, marital status, ethnic or social origin, colour, sexual orientation, age, disability, religion, conscience, belief, culture, language and birth ») est interdite. Un certain nombre de droits du

travail (« Everyone has the right to fair labour practices ») sont inclus. Le droit à un environnement protégé et sain est reconnu, ainsi que le droit au logement. Chaque citoyen a, de droit, accès aux services de santé et de sécurité sociale. Droits des enfants, droit à l'éducation, à une nourriture suffisante (« Everyone has the right to have access to sufficient food and water ») sont également inscrits.

Le déroulement de la cérémonie du 8 mai 1996 à l'assemblée constituante permet d'analyser la scène politique sud-africaine actuelle. La cérémonie a été ouverte par un griot traditionnel, chantant les louanges des rédacteurs de la constitution et de la jeune démocratie. Puis, Cyril Ramaphosa, le président ANC de la Constituante et l'interlocuteur privilégié de Roelf Meyer lors des négociations, a présenté le texte. Les vice-présidents lui ont succédé : Thabo Mbeki a présenté un discours lyrique et visionnaire sur l'identité africaine et ce qu'elle représente. De Klerk a exprimé le « oui, mais... » du Parti national à la Constitution. Il a entre autres déploré la stricte adhésion au principe de majorité, la légalisation de l'avortement et l'abolition de la peine de mort. La droite afrikaner du *Freedom Front* a déclaré qu'elle s'abstiendrait : un certain nombre de ses objectifs (mise en place d'une commission de protection de la langue et de la culture, reconnaissance des droits d'un groupe inscrite dans le *Bill of Rights*) était atteint mais le droit à l'éducation dans sa langue maternelle n'est pas inscrit dans le texte. Le *Democratic Party* et le PAC appellent à voter en faveur du texte. L'*African Christian Democratic Party* appelle à voter contre, se refusant à accepter l'idée d'une loi suprême qui ne soit pas la loi divine.

Seul l'IFP, qui n'a pas voulu participer à la Constituante, appelle les Sud-Africains à rejoindre ses rangs pour arrêter la dérive tyrannique (*sic*).

Le président Mandela conclut la cérémonie en insistant sur l'aspect démocratique du processus de rédaction lui-même : la constitution n'a pas été écrite par l'ANC, mais par l'ensemble des partis. Enfin, il souligne l'importance de ne pas marginaliser une partie de la population.

Enfin, la création d'une démocratie en Afrique du Sud passe aussi par la compréhension du passé. Comment réagir face à un tel héritage ? D'une part, construire une nouvelle nation, intégrant Noirs et Blancs, est impératif. D'autre part, de nombreux crimes commis au nom de l'apartheid, meurtres, tortures, raids, disparitions, impliquent les Blancs. Les victimes veulent savoir qui est responsable de ce qui leur est arrivé. Plus même, elles veulent savoir ce qui est vraiment arrivé : le culte du secret de l'ancien régime a permis d'ensevelir un certain nombre d'actes. Officiellement, ils n'existent pas — même si l'armée ou la police en sont responsables.

En même temps, le gouvernement Mandela a le permanent souci de l'unité nationale, qui dépend dans une large mesure de l'attitude des Blancs. Pour les rassurer et éviter soit un exode massif fatal à l'économie, soit violences et guerre civile, l'ANC a refusé toute chasse aux sorcières : les fonctionnaires sont maintenus, y compris dans l'armée et la police, principaux outils de la répression.

C'est pour concilier ces deux exigences que la Commission Vérité et Réconciliation (*Truth and reconciliation Commission* ou TRC) a été créée²⁶. Elle est présidée par l'archevêque anglican Desmond Tutu. Elle est chargée de découvrir ce qui s'est vraiment passé et de promouvoir la réconciliation nationale. Pour cela, elle entend à la fois les victimes et les coupables.

2.4.3 La fin de l'état de grâce

Le paysage politique sud-africain, tel qu'il existait lors des négociations, se redessine. Dès la publication du texte de la nouvelle Constitution en mai 1996, le Parti national a annoncé son départ du gouvernement d'unité nationale, mis en place par les élections de 1994. Il en est effectivement sorti au mois de juillet suivant, ce qui a conduit à un remaniement ministériel : les postes autrefois occupés par le NP (cf. page 56) ont été attribués à des membres de l'ANC. L'argument donné par de Klerk est que le Parti national souhaite jouer le rôle d'une véritable opposition. Cependant, son refus de coopérer véritablement avec la TRC est l'indice d'autres difficultés. En effet, le Parti national a de plus en plus de difficultés à se faire à la « nouvelle Afrique du Sud ». En février 1997, par exemple, des rumeurs parlent d'une scission interne : la presse afrikaner (*Rapport, Die Burger*), traditionnel soutien du parti, se joint à des intellectuels pour dénoncer le rôle de F. W. de Klerk lors des négociations de 1990-1993 avec l'ANC : il aurait tout cédé.

Une fraction donc du parti se réaligne sur la droite. Les tentatives de rénovation du parti menées par Roelf Meyer échouent : la commission qu'il présidait est dissoute par de Klerk, sans doute pour répondre aux critiques sur sa droite. La recomposition du Parti national en un parti multiracial de type démocrate-chrétien n'est plus à l'ordre du jour. En mai 1997, Roelf Meyer quitte le Parti national, suivi d'un certain nombre de députés provinciaux et des Jeunesses NP de Gauteng. Il cherche actuellement à former un nouveau parti.

Du côté de l'ANC, la succession de Nelson Mandela est désormais réglée : c'est le vice-président, Thabo Mbeki, qui se présentera aux élections de 1999. Ses deux principaux rivaux, Cyril Ramaphosa et Tokyo Sexwale ont abandonné la politique. Le premier a achevé son travail de président de l'assemblée constituante, tout en étant déjà impliqué dans le secteur privé. Il se consacre depuis la mi-1996 au développement du pouvoir économique des Noirs (*black economic*

²⁶Voir sur ce point Houssay-Holzschuch M., Aji H., 1997 [62].

empowerment). Le second, Premier Ministre de la province de Gauteng, a annoncé fin mai 1997 qu'il partirait dans le secteur privé début 1998.

Le bilan de trois ans de démocratie en Afrique du Sud est mitigé. Bien des choses ont changé : par exemple, la mise en place d'infrastructures dans les zones rurales est un succès. En mai 1997, le ministre de l'eau Kader Asmal a célébré la millionième personne ayant reçu l'eau courante depuis avril 1994. Fin 1996, 6,4 millions de personnes avaient accès pour la première fois à de l'eau potable²⁷. L'électrification des camps de squatters, des écoles et des cliniques dans tout le pays est également un succès. La croissance économique a repris pour la première fois depuis près de 20 ans. L'appareil judiciaire a été réformé de fond en comble, pour assurer à la fois son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique et l'accès des Noirs, Métis et Indiens aux fonctions judiciaires. Le service militaire obligatoire a été aboli. Les services de santé sont gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de six ans ; 297 cliniques ont été construites.

Cependant, un certain nombre d'objectifs n'a pas été atteint. La disparition du *Reconstruction and Development Program* en tant que tel inquiète, d'autant que la politique adoptée par Trevor Manuel, nouveau ministre des Finances, est d'inspiration libérale²⁸. Mais la croissance économique reste faible, autour de 3 % par an. Cela ne permet pas de résoudre le problème croissant du chômage : seulement 31 000 emplois ont été créés en 1996, mais sans compter les 60 000 licenciements ayant eu lieu pendant la même période. La réforme agraire n'avance pas et les programmes de construction de logements sont loin des objectifs : en trois ans, un peu moins de 200 000 maisons ont été construites ; le RDP avait promis un million en cinq ans. Enfin, la criminalité continue de croître et les plans du gouvernement pour la contenir semblent échouer les uns après les autres. Le manque de ressources humaines est une des raisons de cet échec : depuis mars 1995, quelques 35 000 policiers ont quitté leur poste, notamment à cause de la faiblesse des salaires²⁹, sans être remplacés.

²⁷*Sunday Times*, 27/4/1997. L'eau potable, dont la pureté est surveillée, a pu être installée avec des robinets publics.

²⁸Il s'agit de GEAR, *Growth Empowerment And Redistribution programme*.

²⁹Un policier non gradé gagne entre 1000 et 1500 rands par mois (en juillet 1997, ZAR 1 = FRF 1).

3.

***Mother City* : une géographie historique de Cape Town**

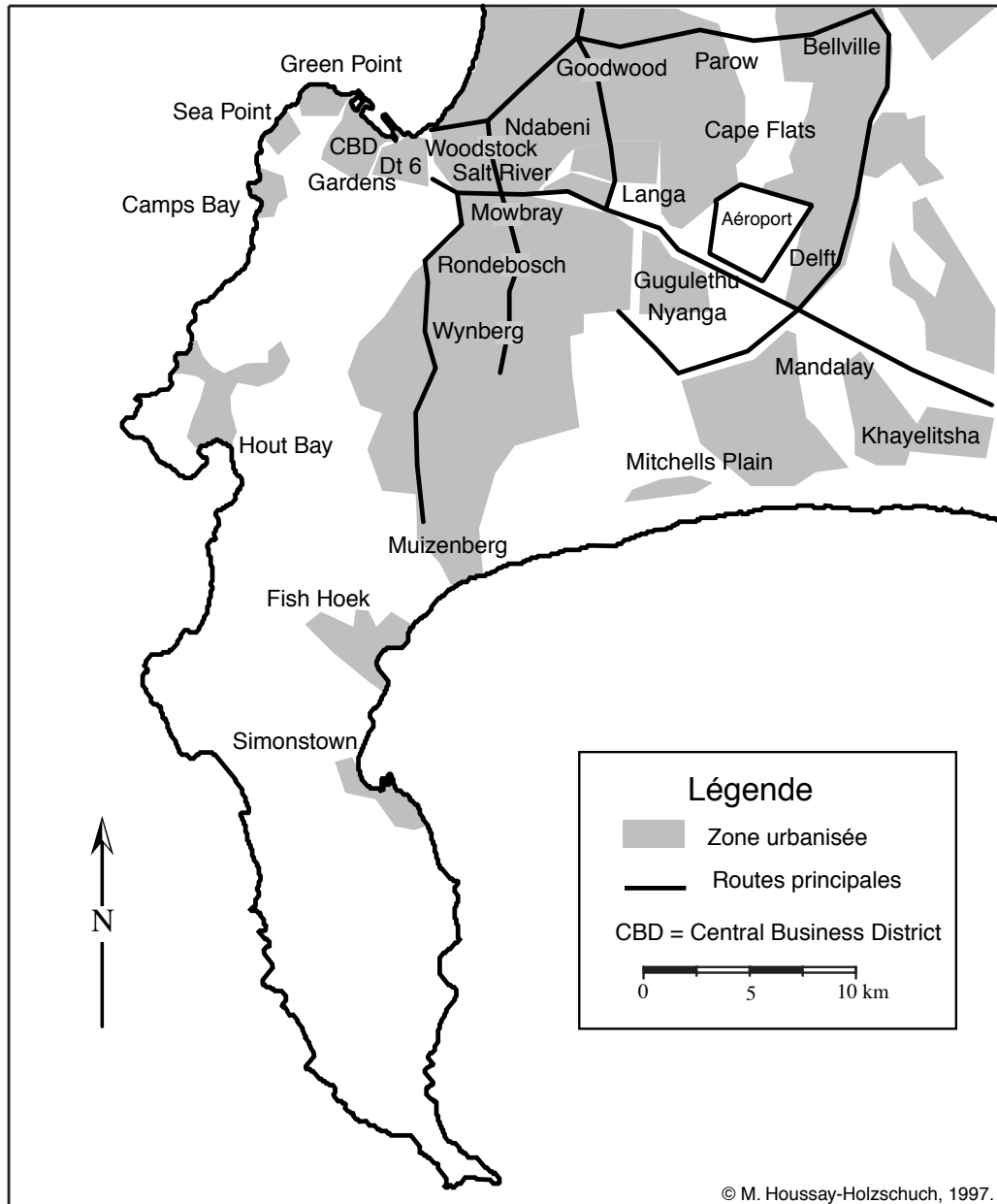
La ville du Cap est la première que les Européens fondèrent en Afrique australe. À ce titre, elle joue un rôle symbolique dans l'imaginaire des Blancs sud-africains : c'est la *Mother City*. Son développement reflète celui du pays : elle a d'abord été un village fortifié replié sur lui-même, une île d'Europe en terre d'Afrique. Cette phase de refus et de méfiance vis-à-vis de l'arrière-pays est remplacée à partir du XVIII^e siècle par une phase d'expansion coloniale : Cape Town est alors le port et le centre politique d'un territoire en pleine expansion : la ville prend alors le caractère d'une capitale.

Mais c'est à la fin du XIX^e siècle que la croissance urbaine du Cap démarrera pour de bon, grâce aux découvertes minières dans son hinterland. La ville grandit, des quartiers se créent, d'autres se spécialisent. Le développement spatial de l'agglomération et l'accroissement de sa population sont tels qu'il devient nécessaire de les contrôler. L'espace urbain du Cape Town d'alors est la double projection d'une technique, la planification urbaine, et d'une idéologie, la ségrégation.

C'est en 1901 que Cape Town devient l'une des premières villes sud-africaines à créer un quartier réservé aux Noirs et dans lequel ils sont forcés de résider, Nda-beni (*cf.* chapitre 4). À cette époque, la ville occupe l'amphithéâtre montagneux délimité par la montagne de la Table, Lion's Head et Signal Hill (*cf.* carte 3.2) et ses banlieues se développent vers le sud le long du piémont montagneux. La plaine sableuse des Cape Flats est encore largement inoccupée.

On a construit là, au cours des siècles, une ville européenne, même si la majorité de la population est métisse (*Coloured*) et descend des esclaves importés par la Compagnie hollandaise des Indes orientales : Cape Town est une ville dont le plan, orthogonal, est hollandais et dont le développement est britannique. Je retracerai ici rapidement la construction de cet espace urbain, encore mal connu.

L'absence de véritable géographie historique de Cape Town est d'autant plus regrettable que cette ville symbolique dans l'histoire sud-africaine a été l'une des



Carte 3.1 – Cape Town et ses environs.

premières à appliquer une ségrégation résidentielle. C'est aussi sans doute la ville sud-africaine où le processus de transformation d'une ville coloniale en ville de la ségrégation, puis en ville de l'apartheid, a été le plus complet¹.

3.1 La haie d'amandes amères

3.1.1 Une station de ravitaillement

Le succès de la colonisation hollandaise dans les Indes orientales et le développement du commerce avec Batavia entraînaient une croissance de la circulation maritime autour de l'Afrique. Il devenait alors crucial de pouvoir assurer à mi-parcours le ravitaillement de cette flotte en eau, en bois, comme en nourriture pour l'équipage—en particulier en fruits et légumes frais, pour lutter contre le scorbut.

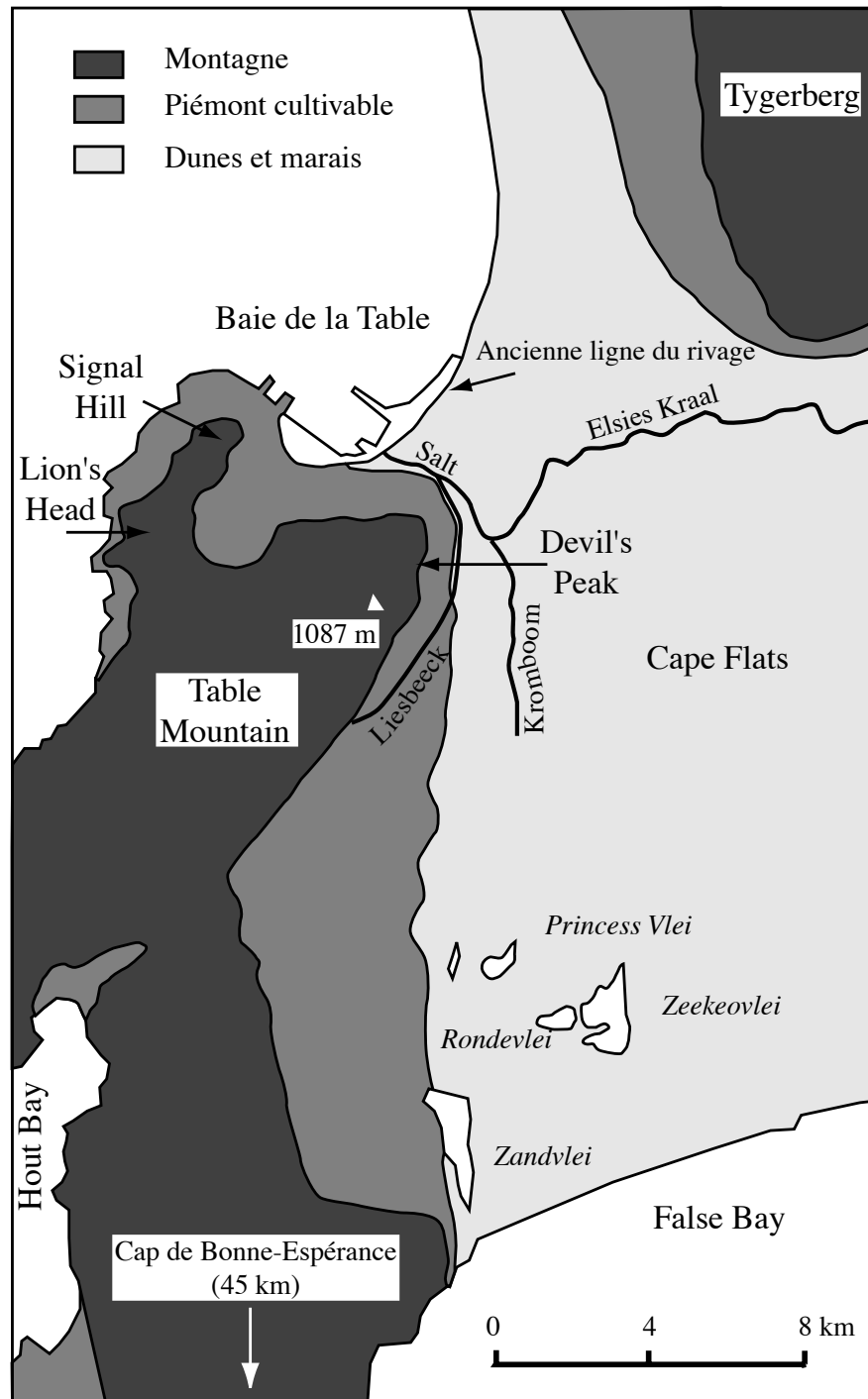
Une station idéale devait également offrir un ancrage sûr et abrité, un ravitaillement en eau facile et de qualité, et des possibilités de commerce avec les Khoisan (Hottentots) pour se fournir en viande. La Baie de la Table (*cf.* carte 3.2) remplissait ces conditions.

Le Conseil des Dix-Sept, à la tête de la Compagnie néerlandaise des Indes Orientales (ou VOC), opta pour la création d'une station de ravitaillement, « rendez-vous and fort » (*sic*) dans la baie de la Table (Whittingdale, 1973 [149, chapitre 1]). Le 6 avril 1652, le *Reiger*, l'*Oliphant*, le *Walvisch* et le *Drommedaris*, commandés par Jan Van Riebeeck, jetaient l'ancre dans la baie.

Les premiers développements de la ville répondaient à deux critères : assurer la défense des employés de la compagnie et produire le ravitaillement demandé. Jan Van Riebeeck fit construire un fort aux murailles de terre le long de la Varsrivier, à l'emplacement de l'actuelle poste centrale. Un jardin potager fut planté au sud et à l'ouest du fort de Bonne-Espérance (*cf.* carte 3.3)—les actuels Jardins de la Compagnie n'en sont que le reliquat. Enfin, en 1654, une jetée de bois fut bâtie près du fort et la Varsrivier fut canalisée. Dans un geste à l'importance symbolique extrême, Van Riebeeck érigea la première barrière physique entre les Européens et les Khoisan : il ordonna de planter une haie d'amandes amères, courant de la plage à la colline de Wynberg, autour de Devil's Peak (*cf.* carte 3.3). Ainsi, les employés de la Compagnie s'isolaient de l'Afrique.

La petite colonie se développe dans les années qui suivent, principalement par accroissement naturel. Malgré la volonté explicite de la Compagnie, les bourgeois libres (*vrij burghers*) construisent des chaumières à l'extérieur du fort. Des routes pour chariots menant vers les jardins se forment de chaque côté du canal principal—à la place de l'actuelle Adderley Street—et quelques « rues », bien visibles sur le plan de 1660 conservé aux Archives (*cf.* aussi carte 3.3) se développent

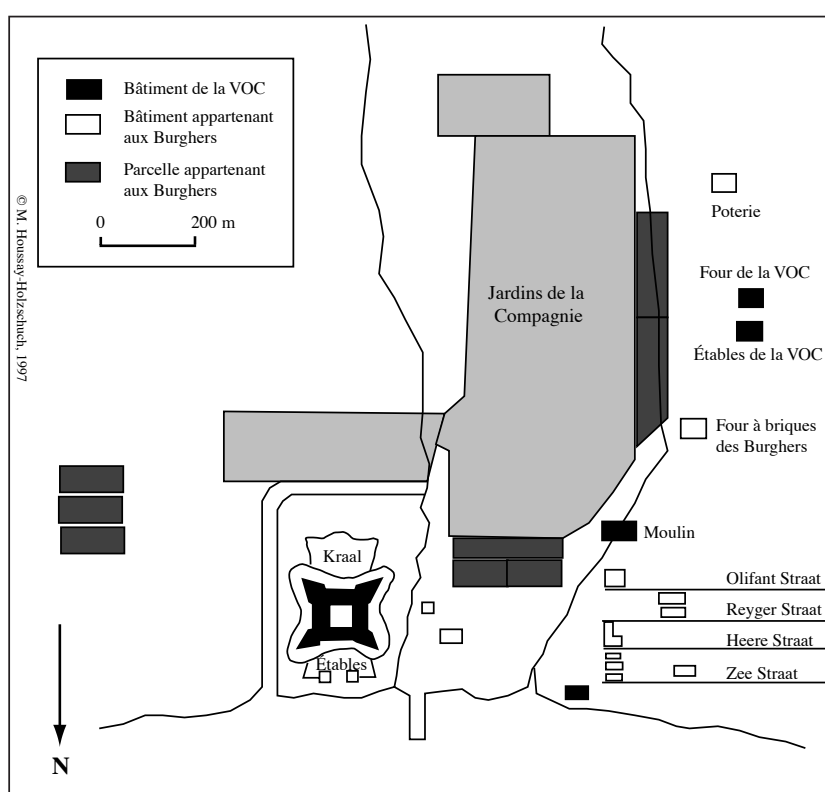
¹Pour plus de détail sur ce thème, on voudra bien se reporter à Houssay-Holzschuch, 1997 [65].



Carte 3.2 – Le site de Cape Town. Source : Western, 1981 [147, p. 97].

perpendiculairement à l'axe nord-sud. Enfin, une autre piste à chariots relie les carrières de Signal Hill au fort (actuelle *Wale Street*), puis continue vers l'est sous le nom de « *den Wagen pad na t'bos* » (piste à chariot vers les broussailles), là où est aujourd'hui *Main Road* [149, 94].

Petit à petit, un hameau (*Het Vlek*) se construit par densification entre les rues *Herrengracht* (actuelle *Adderley*), *Burg*, *Longmarket* et *Waterkant*. Canaux (le long des rues *Keisersgracht*, *Wale* et *Strand*) et passages étroits créent une ville à la hollandaise, où apparaissent, quelques manufactures (brasserie, briqueterie, moulins).



Carte 3.3 – Cape Town en 1660. Source : d'après Walker, 1922 [145].

La croissance des besoins en produits frais comme en céréales conduit Van Riebeeck à allouer des terrains agricoles à des francs-bourgeois, sur les premières pentes de la montagne de la Table (quartier de *Gardens*) comme sur les terres fertiles de la vallée de la *Liesbeeck*, vers *Rondebosch*, *Constantia* et *Steenberg*. De la vigne sera également plantée à *Wynberg* et à *Constantia*, où les domaines

de Groot Constantia, Buitenverwachting, etc. en témoignent encore aujourd'hui.

La station du Cap à la fin du XVII^e siècle a déjà acquis un certain nombre de caractéristiques. Sa population fluctue au gré des navires qui y font escale et des équipages mis au repos, mais elle ne dépasse vraisemblablement pas encore trois cents personnes. Pourtant, l'essentiel est en place pour les deux siècles qui vont suivre : c'est une ville tournée vers son port, volontairement séparée du reste de l'Afrique. Le plan est à damier, les rues tirées au cordeau et les petits pâtés de maisons carrés caractérisent le centre-ville encore aujourd'hui. Enfin, les axes urbains principaux sont définis dès cette époque : le Herrengracht (actuelle Adderley Street) mène des jardins à la mer et les berges ombragées de son canal sont le haut-lieu de la sociabilité capetonienne. Wale Street lui est perpendiculaire et sert d'axe est-ouest, menant vers les fermes avoisinantes. Les axes préférentiels du développement urbain des siècles ultérieurs sont également en place : les banlieues sud égrenent leurs fermes, leurs auberges et leurs villages le long de Main Road ; vers l'ouest, un poste avancé veille sur le gué de Zoute Rivier (Salt River) et la future route de l'intérieur (*cf.* carte 3.4).

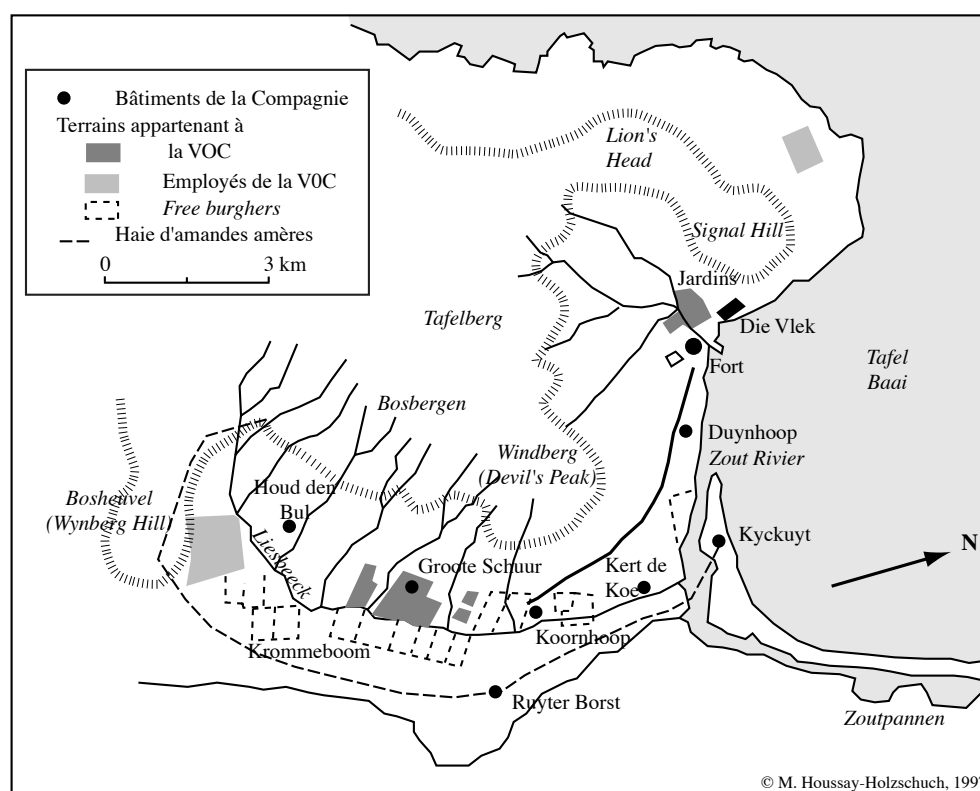
3.1.2 Het Vlek—Kaapstadt : du hameau à la ville

Un siècle de VOC : une consolidation urbaine et coloniale

Le siècle qui suivit les premières décennies fondatrices fut une période de consolidation urbaine, toujours sous l'égide de la Compagnie des Indes Orientales. L'équipement urbain en bâtiments publics se poursuit, le port est aménagé. La population croît, par accroissement naturel comme par solde migratoire (*cf.* figure 3.1, page 78) : colons et esclaves abordent à Kaapstadt. Enfin, la logique isolationniste est brisée : la conquête et la colonisation de l'intérieur connaissent leur premier élan.

Outre la première église d'Afrique du Sud, la Compagnie fait construire un hôpital sur le Herrengracht, face à la *Groote Kerk*. Entrepôts, abris pour les bateaux, étables, se dressent sur la plage, de Rogge Bay à Grand Parade (Marshall, 1940 [94, p. 32 *sq.*]). Le plus important de ces nouveaux bâtiments est le hangar abritant des mâts de rechange.

Il s'agit donc de donner au hameau du Cap les moyens de remplir son rôle de station de ravitaillement et d'assurer la survie de ce comptoir. Dans le même ordre d'idées, le site de l'ancien fort est utilisé comme réservoir d'eau, collectant les eaux de ruissellement comme celles de la Varsrivier pour les redistribuer grâce à des tuyaux de bois aux navires à l'ancre. L'irrigation des jardins est améliorée. Enfin, le déboisement des pentes de la montagne de la Table comme des Cape Flats, réduits à une plaine sableuse, faisait craindre des problèmes de ravitaillement en combustible et pièces de charpenterie. Pour y remédier, les gouverneurs de la Compagnie font planter des chênes entre Rondebosch et Wynberg.



Carte 3.4 – Développement agricole dans la Péninsule en 1660.

Source : d'après Walker, 1922 [145].

La mise en place des structures de population

La croissance de la population du Cap se fait d'abord par l'arrivée annuelle de colons européens. Parmi eux se trouvent des huguenots français, chassés du royaume de France par la Révocation de l'Édit de Nantes et arrivant à partir de 1688. Ils trouvent refuge dans les pays protestants, notamment à Amsterdam. Là, on cherche à utiliser leurs compétences. Un certain nombre de ces réfugiés vient du pourtour du Massif Central où ils cultivaient la vigne. C'est une occasion inespérée pour les puissances européennes : le vin étant à l'époque la principale source de devises du royaume de France, l'exportation de plants de vigne ou du savoir-faire d'un vigneron était punie de mort—ce dont les huguenots, déjà poursuivis, n'avaient cure. Ils transformeront la culture de la vigne dans les campagnes du Cap : la piquette aux qualités purement antiscorbutiques produite jusqu'alors sera remplacée par du très bon vin, reconnu sur la scène œnologique internationale.

Malgré l'arrivée des colons européens, la colonie du Cap souffre d'un manque de main-d'œuvre, un problème chronique qui se poursuivra jusqu'au XX^e siècle. La Compagnie décide donc d'importer des esclaves.

L'esclavage est alors courant et accepté dans les colonies hollandaises, notamment à Batavia. Jan Van Riebeeck, manquant de main-d'œuvre, fait immédiatement appel aux négriers de la Compagnie ou à des entreprises privées².

Sur les 3 283 esclaves importés au Cap entre 1680 et 1731, 48,5 % arrivent de Madagascar, 15,8 % d'Inde, 15,8 % d'Indonésie—les quelques 20 % restant sont d'origine inconnue (Armstrong et Worden, 1989 [5, p. 121]). À la fin du XVIII^e siècle, à l'apogée de la traite, le Mozambique et l'Afrique Orientale deviendront à leur tour des fournisseurs de choix.

Armstrong et Worden [5, p. 129 *sq.*] ont mis au point une périodisation de la traite des esclaves au Cap. Ils distinguent les périodes suivantes :

- De 1658 à 1717, le nombre des esclaves importés est limité : la Compagnie est longtemps leur principal employeur. Le développement économique de la colonie est faible et lent.
- La période 1717–1808 marque l'apogée de la traite. L'esclavage est accepté par les autorités comme la source principale de main-d'œuvre pour l'expansion agricole. Les fermiers libres sont les principaux importateurs et propriétaires d'esclaves.
- Enfin, entre 1808 et 1834, l'esclavage est aboli. La traite est donc terminée et la population d'esclaves n'augmente que par accroissement naturel. En 1834, les esclaves restant sont émancipés.

L'expérience de l'esclavage dans la colonie du Cap est marquée par plusieurs caractéristiques. Il faut d'abord souligner l'hétérogénéité de la population servile : à l'exception de Madagascar, il n'y a pas de provenance majoritaire. De plus, il n'y a pas de grandes plantations : chaque fermier ne possède que quelques esclaves. L'acculturation est donc très rapide, marquée par la perte de la langue maternelle. Le langage employé est une créolisation du hollandais et formera la base de l'*afrikaans*³.

La répartition géographique des esclaves montre une concentration dans l'ouest de la colonie : ils se trouvent dans les districts du Cap, de Stellenbosch, de Drakenstein (Worcester)⁴. Plus encore, ce déséquilibre spatial s'accroîtra avec le temps : si dans les années 1760, 25 % de la population servile se trouve à Cape

²Pour plus de détails, voir Armstrong J. C., Worden N. A., « The Slaves, 1652–1834 » [5], dans Elphick R., Giliomee H. (éds), *The Shaping of South African Society, 1652-1840*, 1989 [44], p. 109–183.

³Pour plus de détails sur la formation de l'*afrikaans*, voir Houssay-Holzschuch M., « L'Afrique du Sud ou la patrie utopique », 1995 [63].

⁴À Stellenbosch et Drakenstein, les esclaves sont employés comme ouvriers agricoles dans le vignoble.

Town, la croissance urbaine portera ce chiffre à 31,4 % en 1806 [5, p. 138]. Ils sont domestiques ou artisans et formeront la base de la classe ouvrière capetonienne du XIX^e siècle.

En 1795, la ville compte 14 021 habitants, dont 4 357 Européens (*cf.* figure 3.1, page 78)

L'expansion coloniale

Pour répondre aux demandes de ravitaillement des navires faisant escale, les jardins potagers de la station du Cap se révèlent vite insuffisants. Dès février 1657, Jan Van Riebeeck alloue des terrains agricoles à des employés de la Compagnie ayant terminé leur contrat. Ces terrains sont situés à Rondebosch, sur les pentes de la montagne, le long de la vallée de la Liesbeeck. Mais l'agriculture qu'on cherche à implanter là est conforme au modèle hollandais : on souhaite une agriculture intensive, avec rotation des cultures. Or, pour réussir une telle agriculture, il faut un apport de capital initial important et un travail intensif. Malheureusement, capital et main-d'œuvre manquent au Cap. De plus, des conditions écologiques défavorables s'ajoutent à ces mauvaises conditions économiques pour consacrer l'échec de cette première tentative agricole. La Compagnie décide alors de confier toute tentative postérieure à des hommes libres (*vrij burghers*), dont elle n'aura pas à supporter financièrement l'échec. . .

En 1679, avec l'arrivée du gouverneur Simon Van der Stel, la VOC adopte une politique d'expansion territoriale au-delà de la station de ravitaillement. Le gouverneur alloue aux colons des parcelles fertiles au-delà des Cape Flats : la ville de Stellenbosch est ainsi fondée. Contrairement aux règles appliquées lors de l'expérience malheureuse de 1657, il n'y a pas de taille limite aux parcelles allouées. Très vite, les colons s'installent à Drakenstein, Paarl, Franshoek, Tijgerberg, Paardeberg et dans le Swartland. Ces colons sont Hollandais, mais comptent également des huguenots français (*cf. supra*, page 71) ou des Allemands chassés par les ravages de la guerre de Trente Ans.

Cette colonisation est de faible densité : L. Guelke a compté 0,78 homme libre par km² [56, p. 75]. À cause de la rareté de la main-d'œuvre et du capital, on leur substitue une abondance de terre. Il n'y a que très peu de villages, la faiblesse et la mauvaise qualité du réseau routier ne faisant qu'accentuer le phénomène. L'agriculture qui se met en place est donc une agriculture extensive, ce qui déterminera la forme de la colonisation sud-africaine, comme L. Guelke le souligne :

« L'adoption de l'agriculture extensive prenait le contrepied du processus d'intensification agricole en Europe de l'Ouest ; c'est donc un événement de grande importance. Elle eut lieu avant que les cultures des bourgeois libres soient suffisamment étendues pour être autosuffisantes ou pour répondre aux besoins céréaliers de la VOC. Si

le Conseil des Dix-Sept avait investi le capital nécessaire au ferme établissement d'une agriculture intensive, ou s'il avait fixé le prix du blé à un niveau suffisamment élevé pour encourager les bourgeois libres à faire eux-mêmes ces investissements, l'expansion au delà de la péninsule du Cap aurait été inutile et une colonie conforme aux projets originaux des Dix-Sept, restreinte à une portion aisément défendable de la péninsule du Cap, aurait pu émerger. » [56, p. 73]

Quoi qu'il en soit, quand en 1717 la Compagnie décide de clore cette politique d'allocation de parcelles, 2 000 hommes libres cultivent blé et raisin et pratiquent l'élevage (bovin et ovin principalement) [56, p. 66].

À partir de 1717, l'absence d'accès à la terre dans les districts proches du Cap va pousser les hommes libres à devenir *trekboers*, éleveurs itinérants sur la frontière (Guelke, 1976 et 1989 [55, 56] ; Houssay-Holzschuch, 1995 [63]). Ce mouvement est encore accentué par la stabilisation du nombre de navires se ravitaillant au Cap, principal marché pour la production agricole. En conséquence, la zone colonisée ne se compose plus seulement de quelques districts agricoles dans l'extrême sud-ouest de l'Afrique du Sud actuelle, mais comporte une vaste région aux limites floues et fluctuantes, allant jusqu'à l'Orange au nord et la Great Fish à l'est. Cette société de *trekboers* est formée de fermiers pratiquant l'élevage extensif et assurant leur survie par le travail familial et servile. Travail, discipline, ordre et orthodoxie calviniste sont les valeurs qui passent avec eux les montagnes au XVIII^e siècle (voir à ce sujet Houssay-Holzschuch, 1995 et 1996 [63, 64]).

3.2 Taverne des mers et glaive impérial

3.2.1 La route des Indes

La Compagnie des Indes Orientales fait banqueroute en 1794, mais les troupes françaises présentes au Cap assurent à la fois le gouvernement et les débouchés pour les productions locales. Dès 1795 pourtant, la Grande Bretagne en prend possession sans difficultés en se proclamant représentante des princes d'Orange. Cette première présence britannique sera brève : à la suite du Traité d'Amiens, la République batave retrouve son contrôle sur la colonie. Mais les Anglais ont noté l'importance stratégique du Cap, comme l'écrit le capitaine Blankett au secrétaire de la guerre (*Secretary of War*) en 1795 :

« Tous les vaisseaux qui se rendent aux Indes ou en reviennent viennent en vue des côtes aux environs du Cap. Pour battre des croiseurs qui y seraient basés il faudrait, par conséquent, organiser de puissants convois. Il importe pour nous de prévenir tout ce qui permettrait à la France de prendre pied aux Indes. Il serait vain d'ajouter quoi que ce soit pour souligner l'importance du Cap, sinon dire que

ce qui était une plume aux mains de la Hollande serait un glaive aux mains de la France. »⁵

Barrer la route des Indes à la France : le grand mot est lâché. Il n'y a donc pas à s'étonner que dès 1806 la Grande Bretagne reprenne le contrôle de la colonie. Elle lui sera formellement cédée par la Hollande, contre compensations, en 1814.

La première conséquence de ce changement de maître sera commerciale. En effet, la Compagnie exerçait un monopole sur les échanges commerciaux en provenance ou à destination du Cap, échanges qu'elle cherchait à limiter. La Grande Bretagne va, au contraire, encourager les marchands : ils profitent de la présence d'une garnison et d'une flotte britannique pendant les guerres napoléoniennes. Le commerce devient florissant, des banques s'ouvrent (Marshall, 1940 [94, p. 51]) et une courte prospérité s'installe. Cela est d'autant plus vrai que la métropole pratique des tarifs protectionnistes qui favorisent les produits agricoles, principales exportations de la colonie. Mais la fin des guerres napoléoniennes sonne le glas de ce traitement préférentiel.

3.2.2 L'influence britannique

Le Cap va connaître sous l'influence britannique une première série de changements majeurs : le rôle de la ville comme l'échelle de son développement vont évoluer de façon radicale. Les Britanniques sont, on l'a vu, arrivés au Cap pour des raisons stratégiques. Le site du Cap en fait d'ailleurs un port facilement défendable. À ces considérations géopolitiques s'ajoute un facteur économique : les nouveaux arrivants souhaitent transformer cette petite ville en un port important, exportant des matières premières vers l'Angleterre et ses industries en plein développement : en particulier, l'élevage ovin sud-africain va fournir l'industrie anglaise de la laine.

Pour cela, des programmes d'aide à l'émigration vers l'Afrique du Sud sont mis en place en Angleterre. Le plus connu est celui qui verra débarquer les Colons (*Settlers*) à Grahamstown en 1820, mais l'ensemble de la colonie—Le Cap y compris—en bénéficiera. Par ailleurs, on développe les infrastructures de transport : de nombreuses routes sont tracées ou élargies (*cf. infra*) ; Thomas Baines équipe d'ouvrages d'art (ponts, tunnels...) les routes et les cols de l'arrière-pays. Enfin, la Couronne rétablit les tarifs protectionnistes pour la laine et le vin.

Les derniers changements apportés par les Anglais seront d'ordre politique : pour contrôler le pays, ils réforment les systèmes politiques, administratifs et judiciaires en vigueur. La colonie du Cap bénéficiera d'une certaine autonomie politique (*self-government*), tout en s'intégrant dans l'empire colonial.

⁵Lettre du capitaine J. Blankett, R.N. au *Secretary of War*, 1795, in G.M. Theal (éd), *Records of the Cape Colony*, I, p. 23 ; cité dans Marshall, 1940 [94, p. 49-50].

Avec l'arrivée des Britanniques, la ville du Cap va bénéficier d'un certain nombre de nouvelles technologies, nées de la Révolution industrielle. Il faut cependant souligner que l'Afrique du Sud n'est pas encore en voie d'industrialisation même si le chemin de fer, la vapeur, etc. s'installent : l'économie sud-africaine est agricole, coloniale et extravertie jusqu'en 1867, date de la découverte des diamants de Kimberley. Ce n'est qu'après cette Révolution *minière* — appelée localement *Mineral Revolution* — que l'Afrique du Sud entrera dans l'ère industrielle.

Les nouvelles technologies qui auront le plus d'impact sur le développement et la morphologie de la ville du Cap seront celles des transports. Les années 1840 verront le développement des routes ; le début des années 1860, celui du chemin de fer. Il est en effet nécessaire d'établir des liens rapides avec les centres de production agricole. Certes, les districts viticoles de Paarl, Stellenbosch et Franshoek sont tout proches du Cap. Mais la laine mohair est produite dans l'intérieur, du Karoo au Cap oriental. L'élevage des autruches pour leurs plumes se développe autour d'Oudtshoorn, à plusieurs centaines de kilomètres à l'est du Cap.

Le chemin de fer, au Cap comme ailleurs, va modifier la morphologie urbaine. Jusque là, les seuls transports en commun existant étaient des omnibus à cheval. Leur lenteur—en particulier sur de mauvaises routes—limitait le développement urbain. En 1863, le premier tramway à cheval, bien plus rapide, est installé entre le centre-ville et Sea Point. En 1865, la première ligne sud-africaine de chemin de fer pour passagers ouvre entre le centre de Cape Town et Wynberg. La ligne a été posée parallèlement à Main Road, l'axe principal sur lequel s'alignent les villages et des gares desservent chacun de ces noyaux (Dewar *et al.*, 1990 [36, p. 12]). La ligne sera prolongée vers Simonstown en 1889.

Enfin, les Britanniques installèrent de nouvelles autorités locales par l'ordonnance de 1836. Des conseils de délégués (*boards of commissioners*) assistés de chefs de circonscription (*wardmasters*) devaient être élus dans chaque zone habitée. La ville du Cap fut la première à en être pourvue. Ces autorités locales embryonnaires (Dewar *et al.*, 1990 [36]) avaient des pouvoirs limités à la collecte des impôts, la maintenance des infrastructures urbaines et le maintien de l'ordre. À ce titre, ils étaient responsables du réseau d'eau, de la voirie, de l'éclairage public et des marchés. À l'exception de ces domaines, il n'y avait aucun contrôle public sur l'utilisation de l'espace. La croissance de la ville du Cap s'est donc faite à cette époque de façon spontanée, selon divers critères de localisation : facilité d'accès, prix des terrains, etc.

3.2.3 Différentiation sociale et fonctionnelle

Dans un contexte de croissance de la population urbaine (*cf.* figure 3.1, page 78) comme de croissance économique, la ville du Cap s'étend et se complexifie.

Au centre-ville

Le centre du Cap connaît à cette époque une différenciation sociale et fonctionnelle : une zone « industrielle » se développe près du port. Là s'installent surtout des entrepôts, des services d'emballage et de distribution et des shipchangers. Ce début de zonage est renforcé par la localisation des voies de communication : en 1845, Voortrekker Road est élargie pour faciliter les communications avec les Cape Flats et les districts viticoles (*cf. supra*) ; en 1862, elle est doublée par la première voie de chemin de fer, destinée au transport des produits agricoles entre Wellington et le port.

La densification du centre-ville se poursuit, mais de façon différenciée : une ségrégation spatiale apparaît entre les différentes classes sociales. Les plus pauvres se concentrent sur les marges est et ouest de la ville. À l'ouest, les Malais⁶ s'installent sur les pentes de Lion's Head et forment les quartiers actuels

⁶Par Malais (*Malay* ou *Cape Malay*), j'entends une partie de la population métisse, descendant

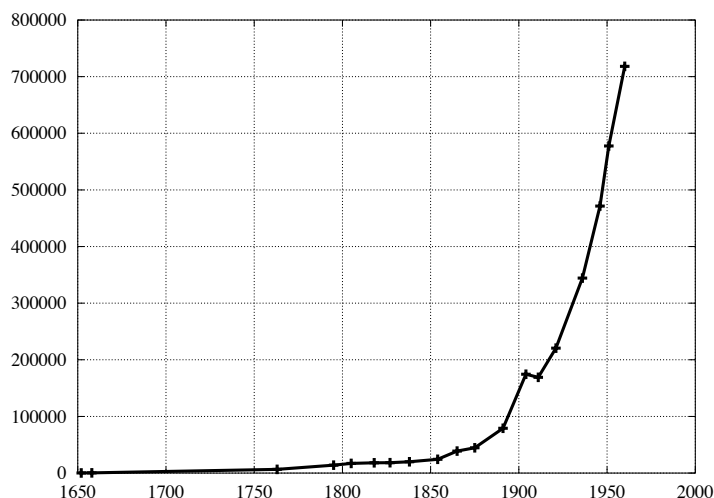


FIG. 3.1 – Évolution de la population de Cape Town, 1652 à nos jours.

Source : 1652-1854 : *Records of the Cape Colony*, reproduits dans Marshall, 1940 [94] ; 1865 à nos jours : recensements.

de Bo-Kaap et Schotschekloof. À l'est, un prolétariat métis et blanc commence à s'installer à District Six. Les classes moyennes bâtissent leurs petites villas ou leurs rangées de maisons mitoyennes (*terraces* ou *semi-detached houses*) au sud des jardins, dans le quartier de Gardens. Les classes les plus aisées, quant à elles, habitent les quartiers les plus centraux, autour de Grand Parade et du Herengracht, mais commencent également à s'établir en banlieue : Sea Point, Wynberg et Rondebosch sont leurs destinations favorites. Elles sont remplacées par des marchands : la spécialisation du centre-ville comme zone commerciale a commencé.

Cette tendance à la différenciation met en place un paysage urbain tout en nuances et donne au Cap une partie de sa spécificité architecturale : la bourgeoisie construit de grandes villas, entourées de jardins ; pour la classe moyenne, on construit des maisons mitoyennes, derrière un minuscule jardin. Leur façade est ornée d'un *stoep*, véranda surélevée ou grand perron abrité qui sert d'interface entre l'espace privé de la maison et l'espace public de la rue : on s'y assoit souvent pour veiller le soir, surveiller les enfants qui jouent dans la rue ou discuter avec le voisin d'en face.

Enfin, le centre-ville continue à s'équiper en bâtiments publics pour répondre

d'esclaves originaires de Malaisie et d'Indonésie. Ils forment une communauté soudée, distincte des autres Métis par la force de leurs traditions.

à la croissance urbaine : des hôpitaux, comme le Old Somerset Hospital, sont construits ; le *Commercial Exchange* s'élève sur Grand Parade.

Le développement des banlieues

Comme ailleurs, le développement des banlieues va de pair avec celui des transports. Au moment où les Britanniques prennent possession de la colonie du Cap, l'occupation du versant est de la chaîne péninsulaire était faible et surtout agricole. Un certain nombre de noyaux de peuplement s'échelonnaient le long de Main Road, à quelques kilomètres les uns des autres : Rosebank, Rondebosch, Newlands, Claremont, etc. De vastes domaines agricoles, comme ceux de Constantia, occupaient les premières pentes.

Trois bourgs présentaient des caractéristiques différentes, s'étant construits moins autour de l'agriculture que des transports :

- Simonstown, qui se développe petit à petit autour de son port et de sa base navale. La construction d'une route d'accès à cette époque soutient sa croissance. En 1827, Simonstown compte 1 390 habitants dont 559 Européens.
- Muizenberg accueille à la fois un camp militaire et le péage de la route de Simonstown.
- Enfin, Wynberg sert d'étape principale sur la route de Simonstown. En même temps, ses collines accueillent en été la haute société anglophone du Cap qui fuit la chaleur. Wynberg est par ailleurs très bien relié à la ville : dès 1836, un omnibus quotidien est mis en service ; le chemin de fer y arrive en 1865.

La construction de la voie de chemin de fer vers ces banlieues sud (*Southern suburbs*) renforce le rôle résidentiel des villages intermédiaires de Rosebank, Rondebosch et Claremont. Désormais, de nombreux migrants pendulaires choisissent de s'y installer, ce qui encourage un développement commercial et industriel local. L'axe double de Main Road et de la voie de chemin de fer concentre ce développement : boutiques et industries légères s'y alignent, dans des immeubles à un ou deux étages précédés d'arcades. L'atmosphère particulière de ces banlieues tient à l'élaboration de cet espace, qui concentre les relations sociales.

Un second axe de développement des communications est la route allant vers le nord-est, du port à l'intérieur, aujourd'hui Voortrekker Road. On l'a vu, cet axe routier puis ferroviaire se développe à partir des années 1840 et entraîne un essor industriel. Mais il ne fixera pas de zones résidentielles, contrairement à Main Road. En effet, la croissance des banlieues sud s'était appuyée sur un certain nombre de noyaux. Là, l'absence de terres arables a limité d'emblée l'occupation humaine. Les quelques hameaux existant le long de cette route ne sont que des gîtes d'étape, éloignés les uns des autres. Enfin (Dewar *et al.*, 1990 [36, p. 18]), le chemin de fer a d'abord été conçu pour des marchandises ; lorsqu'il de-

vient accessible aux passagers, la tarification n'est en rien adaptée aux migrations pendulaires.

La croissance urbaine du Cap se fait également vers l'ouest. Les banlieues de Sea Point et de Green Point accueillait jusque là les classes les plus riches mais l'arrivée du tramway à cheval en 1863 rend ces quartiers accessibles aux classes moyennes. L'arrivée d'artisans et de petits commerçants est donc la cause principale de la croissance spectaculaire de ces banlieues.

3.2.4 Conclusion

Ainsi, à la veille de la révolution minière, la ville du Cap vient de connaître un certain nombre de transformations. Le contrôle anglais sur la colonie a donné l'impulsion nécessaire à cette première phase d'urbanisation en relançant l'économie, en favorisant l'immigration et en apportant de nouvelles technologies industrielles, notamment dans le domaine des transports.

Le centre-ville s'est densifié, notamment dans les quartiers pauvres et une spécialisation spatiale s'est mise en place : quartiers industriels, commerciaux et résidentiels apparaissent ; dans ces derniers, la ségrégation socio-spatiale commence à s'imposer. Néanmoins, l'intégration reste importante.

Le développement des banlieues est linéaire, suivant les voies de communication. L'axe principal est Main Road, la route du sud. Quelques noyaux pré-urbains concentrent la croissance.

Enfin, ce développement est spontané et ses principaux agents sont des spéculateurs. Les autorités nationales et locales n'ont qu'un très faible contrôle sur la croissance urbaine et l'accent mis par les Hollandais sur l'espace public disparaît peu à peu.

Cette période pré-industrielle est l'une de celles qui marqueront le plus le paysage urbain actuel de Cape Town.

3.3 La révolution minière

En une génération, la ville du Cap va se transformer d'une station de ravitaillement avec un hinterland limité au port majeur d'un ensemble subcontinental au sous-sol extrêmement riche. . .

3.3.1 Or, diamants et prospérité

La découverte des diamants à Kimberley en 1870 sera le premier événement transformant Cape Town en un grand port d'exportation. De plus, cette ville peu tournée vers son hinterland cherche désormais à établir des liens solides avec le reste de l'Afrique du Sud actuelle : le réseau de transports recevra à cette époque une impulsion décisive. La colonie souhaite aussi resserrer les liens sur le plan

politique : c'est l'époque où les Britanniques, sous l'égide de Cecil John Rhodes, mettent au point la grandiose vision impériale d'une Afrique anglaise—au sous-sol fabuleusement riche—du Cap au Caire. Mais la découverte de l'or du Witwatersrand en 1886 va transformer cet intérêt pour l'intérieur du pays en une véritable ruée et va modifier en profondeur l'Afrique du Sud pour lui donner son visage actuel.

Charles van Onselen a étudié les premières années de l'histoire de Johannesburg dans ses *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand 1886-1914, New Babylon – New Nineveh* (van Onselen, 1982, [142, 143]). Il montre l'ampleur et la soudaineté de ce développement (tableau 3.1).

Année	Part du Rand dans la production mondiale d'or (en %)	Année	Population du Rand (en milliers)
1886	0,16	1886	3
1898	27	1896	100
1913	40	1914	250

TAB. 3.1 – Développement du Witwatersrand, 1886–1914 : part dans la production mondiale d'or et population du Rand.

Source : Charles van Onselen, *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand 1886-1914, New Babylon*, 1982 [142, p. 1–43].

Une ville, Johannesburg, va donc naître de rien en quelques années. Elle attirera des immigrants de l'ensemble du pays, Noirs ou Blancs, mais aussi de l'étranger. Comme à Kimberley, des fortunes se bâtiront et les magnats des mines (*mine magnates*), non contents de contrôler l'économie, influenceront durablement le politique : on peut penser en particulier au plus célèbre d'entre eux, Cecil Rhodes, premier ministre de la colonie du Cap, artisan inlassable de l'impérialisme britannique et des tentatives successives d'annexion du Transvaal, qui mèneront à la guerre des Boers.

Cet essor sans précédent ni équivalent va bien sûr rejaillir sur Le Cap. La ville n'est alors que faiblement développée sur le plan industriel. Sur le plan économique, des grandes firmes mercantiles importent des marchandises finies ou semi-finies à très faible prix : cela handicape bien sûr un développement industriel local. De plus, les droits de douane sur les matières premières sont élevés et la ville du Cap n'est proche d'aucune source d'énergie. C'est pourquoi, en 1875, il y a peu d'industries et celles qui existent sont de petite taille et peu mécanisées : fabriques de savons, de chandelles, de biscuits, voire imprimeries, et fabriques de meubles (Whittingdale, 1973 [149]).

La révolution minière va moins se traduire par une industrialisation du Cap que par une prospérité économique. De 1870 à 1882, grâce aux diamants de Kimberley, les revenus du gouvernement du Cap seront multipliés par cinq (Bickford-Smith, 1995 [10, p. 43]). Cet argent est largement consacré à l'amélioration des infrastructures, et notamment du port. Il faut dire que Cape Town profite d'une situation de monopole : les réseaux routiers et ferroviaires sont dessinés de telle sorte, dans les premières années de l'exploitation minière, qu'importations et exportations à destination des mines de diamants de Kimberley ou de l'or du Witwatersrand passent obligatoirement par le port du Cap, unique débouché possible. De 1870 à 1882, le chiffre des importations sera multiplié par trois.

L'économie locale bénéficie non seulement de ce boom minier, mais aussi des guerres de frontières dans le Cap oriental puis au Zoulouland. Enfin, le marché intérieur continue de croître, grâce à l'arrivée massive d'immigrants en provenance d'Europe ou de Saint-Hélène : ils seront 22 000 à arriver entre 1873 et 1884, dont plus de la moitié entre 1879 et 1883. Des Africains, attirés par l'essor économique du Cap, viendront du Cap oriental comme du Mozambique s'y installer.

Cette phase de prospérité se terminera en 1881, inaugurant une phase de dépression, aux importantes conséquences socio-culturelles (*cf.* chapitre 3.3.2, page 83). Un rapport d'inspection bancaire de 1883 en énumère les raisons :

« Toute guerre de quelque importance a cessé en Afrique du Sud depuis le traité de paix signé avec les Boers à Laings Nek. Il y a certes lieu de s'en féliciter au point de vue humanitaire, mais guère au point de vue commercial. La cessation subite des hostilités, en plus d'interrompre la circulation de l'or, a laissé aux marchands d'importantes quantités de biens spécialement commandés pour les besoins de l'action et qui sont donc devenus invendables. Ont suivi peu après l'effondrement des mines de diamants, la dépréciation de l'autruche et de ses plumes, la sécheresse et les mauvaises récoltes qui s'ensuivent. Tout ce qui pouvait être mauvais semblait s'abattre sur nous d'un seul coup. » [10, p. 92]

Une seconde phase de prospérité débutera dans les années 1890, grâce à l'or du Witwatersrand, mais elle n'égalera pas la première. En effet, une vague initiale de spéculation entraînera plusieurs faillites. Par ailleurs, la situation de monopole du port du Cap est terminée : non seulement la voie ferrée relie Durban et Johannesburg, mais le président du Transvaal, Paul Kruger, soucieux d'indépendance vis-à-vis des Britanniques, fera construire la voie Johannesburg-Lourenço Marques (actuelle Maputo). Malgré tout, le volume des importations via Le Cap augmente et les transports font l'objet d'investissements lourds : la gare centrale est construite et le bassin Victoria ouvre en 1895.

À la fin du siècle, une série de calamités viendra menacer cette prospérité : la

peste bovine, la sécheresse et une seconde attaque de phylloxéra s'abatront sur la colonie. Heureusement—dirait le banquier cité ci-dessus—la guerre des Boers débute en 1899 : aux bénéfices d'une économie de guerre s'ajoutera la croissance du marché local, car la population du Cap s'accroît de nombreux réfugiés (cf. figure 3.1, page 78).

3.3.2 Fin de l'idéal assimilationniste

La période d'industrialisation au Cap est aussi celle où des identités s'affirment de façon exclusive et où l'idéal d'assimilation des Noirs et des Métis à la « civilisation anglo-saxonne » perd de sa force.

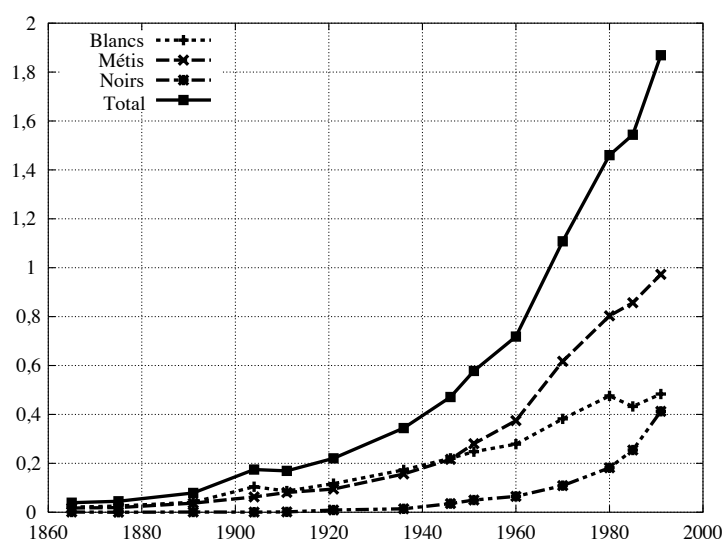


FIG. 3.2 – Évolution de la population de l'agglomération de Cape Town par groupe racial de 1865 à nos jours.

Source : recensements.

Jusqu'alors, la colonie du Cap se caractérisait par un certain libéralisme, comme le prouve la présence d'« hommes de couleur respectables » sur les listes électorales. Notons d'emblée que ce libéralisme a souvent été exagéré⁷ : la ville

⁷Voir à ce sujet Bickford-Smith, 1995 [10, p. 26 *sq.*], qui distingue à la suite de Stanley Trapido deux courants différents : la « petite » et la « grande » tradition libérale. La « petite » tradition est celle d'alliances locales opportunistes entre Noirs et Blancs. La « grande » tradition, celle de l'égalité devant la loi et du droit de vote, dérive de l'idéal d'assimilation : la différence entre les races n'est qu'une différence d'éducation et de culture ; à ce titre, les Noirs « civilisés » sont égaux aux Blancs.

du Cap a été l'une des premières du pays à mettre en place une ségrégation résidentielle (*cf.* chapitre 4, page 87). Néanmoins, il existe et va être remis en cause.

Ce qui va contre cet idéal, c'est la mise en place d'identités blanches exclusives : une identité afrikaner et une identité britannique (*Englishness*).

L'invention de l'identité afrikaner est extrêmement tardive, ce qui peut surprendre quand on en connaît à la fois les conséquences—l'apartheid—et l'ampleur : c'est le fruit du travail d'un petit groupe d'intellectuels, à la fin du XIX^e et pendant les premières décennies du XX^e siècle (Houssay-Holzschuch, 1995 et 1996 [63, 64]). Ce groupe, autour de S.J. Du Toit, est constitué de clercs et de professeurs, seules professions intellectuelles où les néerlandophones ont leur place. Il commencera à agir à la fin du XIX^e, en fondant la *Genootskap van regte Afrikaners* (Société des vrais Afrikaners). Son action part d'un constat : deux processus, l'un économique—l'industrialisation –, l'autre linguistique—l'emprise croissante de l'anglais—sont à l'époque en train de détruire la culture afrikaner traditionnelle. Ils décident de contrer ces influences et de créer une nation consciente d'elle-même. Le contexte politique d'un pouvoir aux mains des anglophones ne fait qu'accentuer pour eux la nécessité d'une réaction. L'outil principal de cette reconquête sera une langue, l'afrikaans, qu'ils fonderont véritablement (Houssay-Holzschuch, 1995 [63]).

Au même moment, un discours mêlant hygiénisme, impérialisme britannique anti-Afrikaner et racisme s'élabore : ces thèmes sont regroupés sous ce que Bickford-Smith appelle la *promotion of Englishness in Cape Town* [10, p. 45]. Les promoteurs de ces valeurs se regrouperont sous l'appellation de *Clean Party* et feront de la réforme urbaine leur cheval de bataille : réglementation de l'urbanisme, propreté, gestion des ressources en eau.

La victoire du *Clean Party* aux élections municipales de 1882 se fait dans un contexte économique défavorable : ils ne pourront pas mettre leurs propositions en application. Pourtant, leur discours servira de paradigme à l'interprétation des difficultés sociales des années 1880 : la pauvreté, engendrée par la crise économique, entre dans le débat public. Mais ces victoriens vont distinguer entre pauvres « méritants » et pauvres non méritants. Les premiers sont majoritairement blancs, les autres non. Les uns sont propres, ou cherchent à le rester, les autres se complaisent dans leur saleté. Et l'épidémie de variole de 1882 confirme ce diagnostic : les non-Européens mettent en danger la santé des bourgeois capetonniens. Le débat sur la ségrégation résidentielle est ouvert. . . (*cf.* chapitre 4).

3.3.3 La croissance urbaine

La prospérité des années 1870 a largement contribué à l'émergence décisive d'un *Central Business District* : de nombreux bâtiments résidentiels sont transformés en commerces dans les dix-huit pâtés de maison centraux (Whittingdale,

s.d. [150, p. 87]). Adderley Street en est l'artère principale et les magasins s'y alignent entre la nouvelle gare et le bâtiment néo-classique de la Standard Bank. Les premiers grands magasins, Stuttaford et Markhams, des compagnies maritimes comme la Union Shipping Company, y ont également leur siège. Parallèlement à Adderley, St George Street concentre de nombreuses banques, dont la South African Bank, et les sièges de nombreux journaux, dont le *Cape Times*.

Ce CBD est desservi à partir des années 1880 par le tramway électrique, qui amène une clientèle variée de Kloof Street, Camps Bay, Gardens, District Six, Sea Point et des banlieues sud.

La seconde phase de prospérité (*cf. supra*) va relancer la construction à partir de 1893, comme le décrit Noble en 1896 :

« Dans Adderley Street en particulier, le travail de reconstruction a été des plus importants. Les modestes bâtiments des précédents habitants ont laissé place à des édifices modernes et à des façades ornées, à l'imitation du meilleur style de l'architecture des rues européennes. L'African Banking Corporation, la Colonial Mutual Buildings et sa tour d'horloge, les drapiers, habilleurs, bijoutiers, pharmaciens, libraires, courtiers d'assurance ou de fret maritime et autres établissements commerciaux sont nombreux d'un côté de la rue, tandis que de l'autre se succèdent les bureaux de l'administration portuaire, le terminus des chemins de fer, l'imposant immeuble de la Standard Bank, l'église réformée hollandaise et les bâtiments administratifs avec, en arrière-plan, les Chambres du Parlement. » [103, p. 95 *sq.*]

Cette période victorienne et edwardienne de l'histoire du développement de Cape Town, période de rapide croissance urbaine, se caractérise donc en centre-ville par l'introduction d'immeubles victoriens à plusieurs étages, abritant des commerces et formant un *Central Business District* (CBD). Dans les premières banlieues—ou les quartiers périphériques—le développement linéaire selon les axes de communication se poursuit. Des rangées de maisons mitoyennes se construisent le long de Caledon et Hanover Street. Ce développement a surtout lieu à District Six, de façon plus ou moins anarchique et spéculative. Vers l'ouest, Waterkant et Somerset Street connaissent une croissance similaire.

Il y a donc consolidation et densification des zones urbaines périphériques, habitées principalement par les classes moyennes et ouvrières. Les classes les plus favorisées, elles, profitent de la mise en place du tramway électrique pour bâtir des villas dans des banlieues plus lointaines : Upper Buitenkant, Orange, Kloof Street et dans le nouveau quartier d'Orangezicht, sur les pentes au sud-est des jardins. En 1905, ces nouveaux quartiers résidentiels commencent à s'étendre au sud de Camp Street (Whittingdale s.d. [150]).

Les banlieues sud connaîtront aussi un essor soutenu pendant la période victorienne. Une fois de plus, c'est la rapidité de la liaison avec le centre-ville qui en est la cause principale : le tramway électrique atteint Salt River et Woodstock en 1885 ; Mowbray en 1890 ; Claremont en 1897 et Wynberg en 1898 (Dewar *et al.*, 1990 [36, p. 28]).

4.

La mise en place de la ségrégation : Ndabeni, 1901-1936

La présence africaine au Cap date du XIX^e siècle. Longtemps, les Africains ont habité en centre-ville, dans des quartiers qu'ils partageaient avec Blancs et Métis. Mais au début du XX^e siècle, une épidémie de peste fait coïncider les discours victoriens sur le sauvage, sur l'hygiène et la propreté et sur la ville : les Noirs mettent en danger la santé urbaine. La solution apportée est celle de la ségrégation. Dès 1901, la population africaine du Cap est légalement obligée de résider dans une *location* délimitée par décret municipal, Ndabeni.

La naissance d'une culture proprement africaine et proprement urbaine au Cap date de la construction de Ndabeni. Auparavant, l'intégration raciale et résidentielle tendait à créer des cultures urbaines par classe sociale : ainsi, une culture ouvrière partagée par Blancs, Noirs et Métis était probablement en train d'apparaître à District Six. Mais la concentration autoritaire de la population africaine dans un quartier a diminué ses possibilités d'interaction avec les autres communautés. Relations sociales, éducation, engagements politiques se feront désormais à l'échelle du township, donnant naissance à une géographie culturelle hors du commun.

4.1 Les Africains au Cap avant 1901

Lorsque Van Riebeeck est arrivé en baie de la Table pour installer le poste de ravitaillement qui allait devenir Cape Town (*cf.* chapitre 3, page 67), il y rencontra des Khoisan, et non des tribus de langue bantoue. Des siècles de migrations bantoues avaient repoussé ces Khoisan dans les régions les plus arides du sud-est de l'Afrique australe. Le peuplement noir de l'Afrique du Sud actuelle se concentrait dans deux grandes régions : les hauts-plateaux entre le Limpopo et la Caledon étaient occupés par les Sotho ; les Nguni (Swazi, Zoulous, Xhosa. . .) s'étaient installés sur la plaine côtière orientale.

En conséquence, les premiers Africains résidant au Cap ont été les esclaves importés par la Compagnie des Indes Orientales pour répondre au besoin de main-d'œuvre. Ils viennent de Madagascar, du Mozambique ou d'Afrique orientale. D'autres esclaves sont amenés d'Asie (*cf.* chapitre 3, page 72).

4.1.1 Les premiers arrivants : aventuriers et prisonniers

Au début du dix-neuvième siècle, les carnets des voyageurs commencent à mentionner des petits groupes de « Cafres »¹ migrant vers l'ouest. Mais jusqu'en 1830, la population africaine de Cape Town sera constituée de deux types d'hommes : quelques individus aventureux et des prisonniers. En effet, les vaincus de la guerre sur la frontière orientale de la colonie en 1819 sont ramenés à Cape Town pour être détenus sur Robben Island. Ils y rejoignent quelques criminels, des fous et des lépreux. Ce qui permet à Elijah Makiwane, catéchiste de l'église presbytérienne, de rendre compte de l'image de la ville du Cap à la fin du dix-neuvième siècle :

« Pendant des années, Cape Town était pour nous associé avec Robben Island et Robben Island avec ces malheureux chefs qui s'étaient rebellés contre le gouvernement, avec des condamnés à de longues peines dont on n'attendait plus le retour et avec des malheureux qui avaient perdu la raison. J'ai connu des cas où, quand quelqu'un rentrait de Cape Town, ses amis faisaient des sacrifices aux ancêtres tellement il semblait extraordinaire qu'il rentre. » (*Cape Times*, 5 mai 1899, cité dans [117, p. 33])

Cape Town est donc vu comme le lieu de l'homme blanc par excellence. On peut d'emblée remarquer que cette vision africaine datant de la moitié du XIX^e sera reprise par le gouvernement d'apartheid jusqu'à la fin des années 1980 : de nombreuses dispositions législatives chercheront à « préserver » cette région pour les seuls Européens et Métis. Le Cap est aussi, pour les Africains, un lieu d'exil et de répression : dès cette époque, les chefs africains résistant à la colonisation sont internés sur Robben Island. Les chefs xhosa Makanda et Maqoma y seront détenus ; Cetshwayo, dernier roi zoulou indépendant, sera déporté au Cap après sa défaite contre les Anglais. Nelson Mandela et Walter Sisulu leur succéderont.

4.1.2 Une petite communauté mfengu

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les premiers Africains venant s'installer à Cape Town soient des réfugiés : à partir de la fin des années 1830, quelques

¹Ou *Kafirs*, terme employé pour désigner d'abord les Noirs du Cap oriental, Mfengu et Xhosa, puis progressivement l'ensemble des populations de langue bantoue habitant l'Afrique du Sud actuelle [117].

familles mfengu vivaient dans des huttes sur les pentes de la montagne de la Table.

Les Mfengu font partie des populations déplacées lors du *Mfecane*. L'émergence de la royauté zouloue sous Chaka entre 1818 et 1828 est marquée par une série de guerres au cours desquelles les Zoulous soumettent leurs voisins. Cette politique belliqueuse engendre de nombreux fuyards, qui à leur tour déstabilisent les régions sur lesquelles ils se replient. Les Mfengu font partie de ceux-là : ils ont fui le Natal pour trouver refuge dans le Transkei, occupant souvent une position servile parmi les Xhosa.

Déracinés, mécontents de leur nouveau statut, les Mfengu seront les premiers à s'occidentaliser. Partout, les missionnaires chrétiens ont recruté d'abord marginaux et opprimés. Dans le Cap oriental, les Mfengu se sont convertis en masse au christianisme. Puis, ils se sont engagés dans l'armée anglaise comme auxiliaires dans les guerres de frontière menées pendant tout le dix-neuvième siècle contre les Xhosa. Enfin, ils ont été les premiers à acquérir une éducation à l'occidentale et à venir chercher meilleure fortune en ville.

En 1840, un rapport gouvernemental compte une demi-douzaine de huttes « dans la *location* fingo au pied de la montagne de la Table », regroupant vingt à quarante personnes [117, p. 19]. Ces huttes seront détruites la même année lors de l'épidémie de variole. Les Mfengu n'ont aucun mal à trouver des emplois au Cap, qui souffre d'un chronique manque de main-d'œuvre non qualifiée. Ils sont employés dans trois secteurs principaux : le port, le bâtiment ou la municipalité.

4.1.3 Attirer la main-d'œuvre

Une seconde vague de migrants, eux aussi réfugiés, arrive du Cap oriental en 1857. Il s'agit cette fois de Xhosa chassés par la famine due à l'« abattage du bétail » (*cattle-killing*).

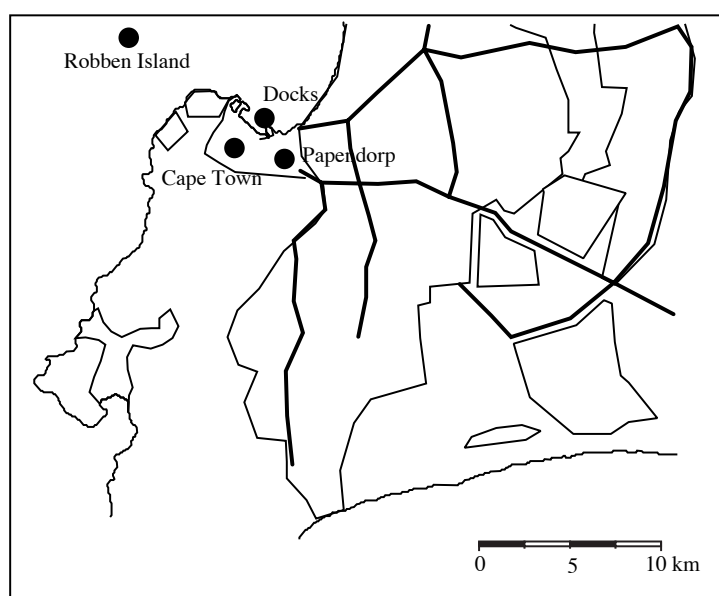
Dans un contexte de guerres perpétuelles contre les Anglais, l'organisation sociale et politique des Xhosa subissait alors une crise : le pouvoir et le statut des chefs déclinaient au profit de ceux des leaders religieux. Aussi, lorsqu'en avril 1856, la jeune Nongqawuse dans une vision reçut un message des ancêtres, nombreux furent ceux qui la suivirent. Ce que les ancêtres demandaient était l'abattage de l'ensemble du bétail, la destruction des réserves de céréales et l'arrêt de toute activité agricole—il s'agissait de purifier la nation des influences étrangères comme de celles des sorciers. À ce prix, les morts ressusciteraient et viendraient chasser les colonisateurs. Toute la nation ne se soumit pas à cette injonction mais des milliers de têtes de bétail furent abattues. La famine qui suivit fit entre 35 000 et 50 000 victimes.

Fuyant la famine, des milliers de Xhosa atteignent Le Cap, soit d'eux-mêmes, soit après condamnation : les vagabonds et petits délinquants cherchant de quoi se nourrir et arrêtés pour vol sont souvent condamnés à la déportation et à l'emprisonnement.

sonnement au Cap. À la même époque, de nombreux habitants du Ciskei signent des contrats de travail de trois ans dans la Colonie, formant la troisième catégorie d'arrivants africains au Cap. Si la majorité d'entre eux rentre au bout de quelques années dans leur lieu d'origine, certains resteront à Cape Town de manière définitive (cf. carte 4.1).

Il faut dire que depuis les années 1840 la ville du Cap connaît une importante croissance économique : l'industrie textile britannique offre un débouché de rêve pour la laine des élevages ovins du Karoo. En conséquence, le réseau de communications de la colonie se développe : chemin de fer, routes et télégraphe sont construits, pour améliorer les communications à l'intérieur du pays. Un port moderne se met en place avec la construction du bassin Alfred en 1860. Des bâtiments publics sortent de terre : *South African Library*, musées, etc. Pour tous ces travaux, Le Cap a besoin de main-d'œuvre et emploie des Africains : outre les travaux portuaires et les constructions citées plus haut, ils participeront à la construction de Victoria Road, menant vers Sea Point, et à celle du réseau ferroviaire de banlieue. On entendra même un gouverneur encourager un chef xhosa à venir visiter la ville, dans l'espoir qu'il pousse les siens à venir y travailler.

Si les ouvriers et les prisonniers formaient la majorité de la population africaine de Cape Town à cette époque, il ne faut pas oublier un certain nombre de fils de chefs amenés là par le gouverneur moitié comme otages, moitié pour les



Carte 4.1 – Répartition de la population africaine au Cap en 1865.

Source : compilé d'après Saunders [115, 117].

éduquer à l'européenne au Zonnebloem College (District Six). Enfin, les chefs méritants sont souvent récompensés de leur docilité par un voyage dans la *Mother City*—ce qui a comme avantage supplémentaire de les convaincre encore plus de la supériorité technologique de leurs colonisateurs.

Si la demande de main-d'œuvre au Cap diminue légèrement pendant la récession des années 1860, elle reprend après la découverte des diamants à Kimberley. Les commissions officielles demandent de résoudre simultanément la question indigène et le manque de main-d'œuvre, particulièrement criant dans les fermes à cause de l'exode rural des travailleurs agricoles métis. Des agents recruteurs font le tour des *missions stations* du Transkei. On a même recours à des importations de travailleurs du Mozambique pour travailler à la construction ferroviaire et dans les fermes : ils seront 1 140 à arriver entre 1876 et 1877. Tout cela ne suffisant pas, on se tourne vers d'autres continents :

« Dans la province du Cap, le gouvernement est appelé à “scruter l'humanité de la Chine au Pérou” dans l'espoir de de créer et de conserver une classe de main-d'œuvre bon marché qui accepterait volontiers des travaux serviles sans être troublée par l'ambition déplacée d'améliorer sa condition. »²

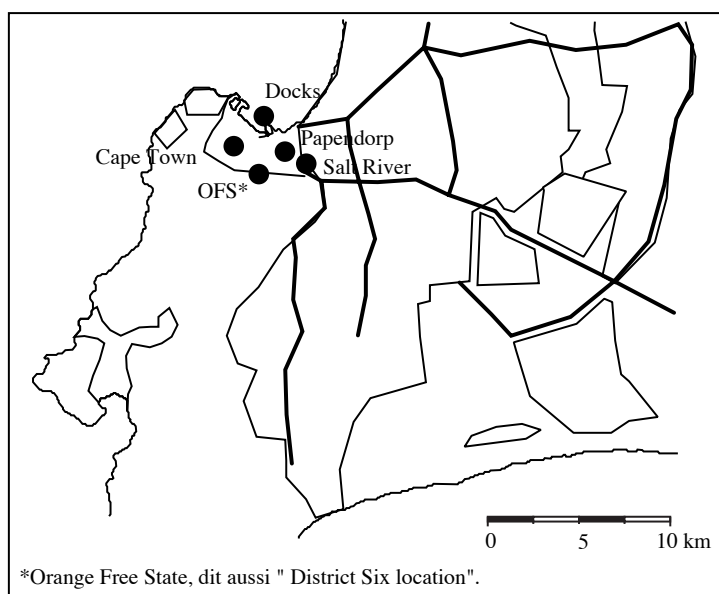
Mais la conquête militaire et l'annexion du Transkei après la dernière guerre cafre de 1878 permettent aux employeurs de se tourner définitivement vers la main-d'œuvre locale : plus de 400 Xhosa furent transportés dans le Western Cape entre avril 1878 et janvier 1879. Loyalistes, prisonniers de guerre, femmes accusées d'espionner en faveur des rebelles furent installés dans un *Kafir depot* avant de trouver du travail. Si beaucoup d'entre eux quittèrent leur emploi (souvent avant la fin de leur contrat) ou retournèrent après son expiration dans le Cap oriental, nombreux sont ceux qui s'installèrent définitivement en ville.

4.1.4 Le problème cafre

C'est à cette époque que l'opinion blanche découvre le « problème cafre » : la présence des Africains en milieu urbain est découverte et crainte. On se plaint de leur apparence indécente, on les trouve amoraux, on cherche à protéger les femmes blanches contre leurs assauts. De plus, les Africains—comme une partie de la population métisse—ne peuvent accéder à des logements décents à cause des bas salaires et des règlements contre le surpeuplement de la municipalité. À Papendorp (rebaptisé Woodstock en 1882 après avoir été érigé en municipalité indépendante), à Salt River divisé en parcelles constructibles, surpeuplement et insalubrité sont flagrants. La fièvre de 1879 déclenche une première manifestation

²John X. Merriman, ministre des Transports publics, G8-1876, *Public Works Department Report on Immigration and Labour Supply*, cité dans Kinkead-Weekes [73, p. 51].

du « syndrome sanitaire » [135] : les quartiers noirs (*cf.* carte 4.2) sont regardés comme la source de toutes les infections. Sous la pression des bons citoyens, une *kaffir location* est établie entre la gare de Salt River et Upper Main Road, mais l'absence d'une obligation de résidence fait échouer ce premier essai de ségrégation.



Carte 4.2 – Répartition de la population africaine au Cap en 1880.
Source : compilé d'après Saunders [115, 117].

Une bataille rangée en 1881 entre Africains d'un côté et Blancs et Métis de l'autre marque le début du départ de la population africaine de Papendorp. L'épidémie de variole de l'année suivante, particulièrement meurtrière dans les taudis habités par les Africains, encourage les pétitions des Blancs en faveur de l'établissement d'une *location* officielle. Enfin, l'installation d'autorités municipales particulièrement répressives dans ce qui est devenu Woodstock, imposant des amendes pour surpeuplement, nuisance ou insalubrité finit de chasser les Noirs. Il n'est plus fait mention de leur présence entre 1885 et 1893, où un journaliste entreprenant découvre une famille... La plupart d'entre eux emménagèrent dans une portion de terrain dans le sud de District Six, entre Zonnebloem College et la ville, baptisée Orange Free State.

Au même moment, les employeurs connaissent des difficultés de main-d'œuvre croissantes : non contrôlés, les ouvriers en prennent un peu trop à leur

aise au goût des patrons. Ces derniers regardent alors vers les avantages offerts par le système des *compounds* de Kimberley (cf. page 94). Ce système sera employé sur les docks à partir de 1884, lors de la construction d'un nouveau compound bâti selon les règles en cours à Kimberley. Les dockers xhosa ayant refusé d'y déménager sans leur famille et dans d'aussi mauvaises conditions sont renvoyés par centaines.

En ajoutant aux habitants d'Orange Free State ceux du centre-ville, de Woodstock, de Maitland, de Mowbray et de Sea Point, et grâce à un afflux constant de migrants dans les dernières années du dix-neuvième siècle, Cape Town comptait près de dix mille Africains en 1900. Cette attraction s'explique par des salaires relativement hauts et des conditions de travail plus intéressantes qu'à East London ou Port Elizabeth. Enfin et surtout, la législation transforme en une génération les réserves en pures réserves de main-d'œuvre : le Glen Grey Act de 1894 alloue des parcelles ne pouvant permettre l'autosubsistance. Avec la peste bovine de 1896-1897, les réserves ont désespérément besoin d'argent, qu'il faut aller gagner en ville.

4.2 La mise en place de la ségrégation : le syndrome sanitaire

4.2.1 La ville et le sauvage à l'ère victorienne

Nous l'avons vu, le « problème cafre » est né au début des années 1880 dans les municipalités voisines des lieux occupés par les Noirs. Les thèmes invoqués sont ceux de l'hygiène, de la protection des femmes blanches et de la « sauvagerie » des Noirs. Peu de temps avant les émeutes de Papendorp, le *Cape Argus Weekly* recevait la lettre suivante d'un correspondant écrivant sous le pseudonyme d'« Humanitarian » :

« Le gouvernement ne peut-il pas fournir un endroit où ces misérables pourraient se loger confortablement dans les huttes auxquelles ils sont habitués ? ... Le risque pour la santé publique devrait certainement être une raison suffisante à l'intervention du magistrat résident. . . De même, l'administration portuaire, qui importe des Cafres pour les travaux des docks, ne devrait pas les autoriser à s'établir un peu partout aux limites de la ville mais devrait leur fournir des *Kafir Locations* en des lieux adéquats par rapport aux travaux. » (*Cape Argus Weekly*, 26 juillet 1881, cité dans [115, p. 134])

« Humanitarian » évoque ici un certain nombre des thèmes majeurs de la ségrégation à la sud-africaine. Tout d'abord, le logement des Noirs dans un lieu ségrégué est du ressort de l'état central. Pas de mention ici d'une ségrégation plus

informelle—mais tout aussi efficace, organisée par des associations de résidents ou des agents immobiliers, à l'américaine (Massey et Denton, 1995 [95]). Après l'état, c'est aux employeurs de s'occuper du logement de leurs ouvriers : *hostels* et *compounds* sont sortis de ce type de raisonnement. Il s'agit donc de concentrer la population noire, ce qui est justifié par une argumentation très victorienne : d'abord paternaliste—il faut s'occuper de ces « poor wretches », ensuite obsédée par la maladie et par l'hygiène.

Très victorienne aussi est la vision de la ville invoquée pour cette ségrégation. Dans un premier temps, la ville est phare de la civilisation, lieu des accomplissements techniques de l'homme blanc—pour ne pas dire de l'Anglo-Saxon. C'est la ville marchande commerçante, et qui s'équipe d'infrastructures : entre 1890 et 1910, Le Cap s'est enrichi de centrales électriques, de réservoirs d'eau construits au sommet de la montagne de la Table, d'un réseau d'égout, d'un réseau de tramways électriques. Ses rues sont désormais pavées. Dans cette ville-lumière de la fin du dix-neuvième siècle, le « sauvage » arrivant du Cap oriental fait mauvaise figure. Il est « barbare » et « mal dégrossi » (*raw*). En même temps se met en place l'image du noble sauvage, s'accordant au Cap avec celle de la corruption urbaine. Cette ville est le lieu de tous les dangers, où la noblesse naturelle est confrontée d'emblée à tous les vices. L'innocence admirable du sauvage est remplacée par une dégénérescence physique due à l'alcool, et une dégénérescence morale : sa fiabilité, sa docilité, sont remplacées par de l'insolence (*cheek*) et un manque de respect vis-à-vis des femmes blanches, deux crimes capitaux aux yeux des Sud-Africains blancs. Il est donc non seulement noble, mais aussi de bonne politique de protéger cette innocence avant qu'elle ne disparaisse.

Pour protéger et se protéger, la solution avancée par les Blancs est la séparation des Noirs du reste de la population urbaine.

4.2.2 Modèles invoqués

Les *compounds* de Kimberley

Le premier modèle invoqué est celui des *compounds* de Kimberley³. La découverte de diamants a transformé ce coin désert du nord de la colonie du Cap en une agglomération d'importance, attirant migrants de toutes couleurs et de toutes origines. Très tôt s'est posé le problème du contrôle de la main-d'œuvre : les désertions étaient nombreuses, à cause de la dureté des conditions de travail comme des liens que les mineurs gardaient avec leur lieu d'origine. Assurer la stabilité de la main-d'œuvre était donc rapidement devenu l'un des problèmes-clés des magnats de l'industrie minière. À cela s'ajoutait la fréquence de l'alcoolisme, augmentant les accidents et faisant diminuer la productivité. Enfin, les ventes illicites

³Pour plus de détails, voir Turrell R.V., « Kimberley's Model Compounds », 1984 [140] ; Turrell R.V., *Capital and Labour on the Kimberley Diamond Fields, 1890-1971*, 1987 [141].

de diamants de contrebande pouvaient atteindre un million de livres par an.

L'industrie minière répondit à cela en élaborant le système du travail migrant (*migrant labour*) : les ouvriers étaient recrutés sur des contrats de trois à douze mois et devaient abandonner femmes et enfants dans les zones rurales pour venir travailler à des centaines de kilomètres de leur lieu d'origine. Ils étaient logés par leurs employeurs dans de véritables casernes ouvrières, les *compounds*, installés à proximité des puits. Là, ils sont nourris et confinés pour la période du contrat. Le *compound* est un lieu fermé et clôturé de murs, dont on ne peut sortir sans l'accord des employeurs. Les bâtiments de brique d'un seul étage, en quadrilatère, sont composés de pièces juxtaposées, dortoirs des mineurs. Dans ces dortoirs où parfois plusieurs dizaines d'hommes logent, l'ameublement est réduit : des hamacs ou des paillasses en béton sans matelas forment l'essentiel. Douches, cuisines sont communes, bien souvent placées au centre de la cour. Là aussi sont les boutiques que les ouvriers peuvent fréquenter et qui appartiennent aussi à la compagnie minière. La vente d'alcool est très sévèrement réglementée et même les journées de loisirs se passent dans le *compound*.

Un tel système assure non seulement un contrôle parfait sur la main-d'œuvre, mais aussi limite l'urbanisation des Noirs : leur vie se partage entre le *compound* et la campagne, où restent leurs racines. Ils envoient de l'argent régulièrement, rentrent à la fin du contrat. Les valeurs des travailleurs migrants sont celles du monde rural et ils cherchent à les conserver : bien souvent, une chambrée est constituée d'un groupe de « pays » (*home-boys*) dont la présence maintient les traditions⁴.

Les locations du Cap oriental

La *location* de Ndabeni n'est pas la première à instaurer la ségrégation résidentielle en Afrique du Sud : elles sont déjà nombreuses dans l'est de la colonie du Cap. En 1855, Port Elizabeth, en 1856, Grahamstown, en 1873, Worcester, en 1879, Queenstown, pour ne citer que quelques villes, ont délimité des terrains réservés à la résidence des indigènes (*Natives*).

De façon prévisible, c'est dans les villes proches de la « frontière » avec les Xhosa que le problème de la résidence urbaine des Noirs s'est posé en premier. Le cas de Grahamstown est quelque peu particulier, dans la mesure où le terrain du « Fingo Village » a été donné par les autorités britanniques aux Mfengu en récompense de leur dévouement pendant les « guerres cafres ».

La ville de Port Elizabeth a donc été le laboratoire sud-africain de la ségrégation, comme l'a démontré A.J. Christopher (*cf.* en particulier [19, 20, 21]), qui

⁴Pour plus de détails concernant ces structures sociales, voir l'étude de I. et Ph. Mayer à East London, *Townsmen or Tribesmen* [97] et chapitre 5.1.3, page 127.

souligne que la séparation entre la population indigène et le reste de la population est un thème qui revient sans cesse dans l'histoire de Port Elizabeth.

La première concentration de population africaine dans l'agglomération se fait dans une *mission station* de la London Missionary Society. Le but des missionnaires était double : il s'agissait à la fois de convertir et d'éduquer, pour éviter que les indigènes soient corrompus par les traits les plus déplaisants de la société industrielle et coloniale [20]. En 1834, la LMS obtint un terrain à 500 mètres à l'ouest de Main Street. La congrégation dont elle assurait la charge s'y installa. Néanmoins, ce quartier ne regroupait pas l'ensemble de la population africaine de Port Elizabeth.

C'est la présence de squatters sur des terrains publics et privés qui fit réagir la municipalité en 1855 : elle choisit un site adjacent au terrain des missionnaires. Tous les Noirs vivant au sud de Cape Road devaient y emménager. Cette mesure fut appliquée avec l'aide de la police, ce qui résolut le problème du squatt. À l'intérieur de cette toute nouvelle *location*, les parcelles de terrain étaient louées pour un maximum de 21 ans. Dès 1855 donc, les droits fonciers des Noirs en ville étaient très limités : les Noirs n'étaient présents en milieu urbain que de façon temporaire. Le nom donné à ce quartier ne faisait que souligner cette conviction : *Native Strangers Location (sic)*. Le logement n'y était pas fourni par la municipalité : les résidents devaient construire leur propre maison, tout en se conformant aux normes exigées et illustrées par une maison-modèle bâtie par les autorités.

La Native Strangers Location a très tôt rencontré des problèmes qui allaient devenir récurrents dans l'histoire des townships sud-africains. L'afflux de population conduisit rapidement à son surpeuplement : dès 1862, des plans sont faits pour l'agrandir. Mais dans un contexte de croissance urbaine, la *location* est de plus en plus proche des banlieues blanches, dont les résidents se plaignent. Ils s'opposent à l'extension du quartier noir, avec d'autant plus de succès que des intérêts immobiliers entrent en jeu : la valeur du terrain occupé par les indigènes ne cesse d'augmenter. Logiquement, on réclame donc leur expulsion. Les émeutes inter-tribales d'octobre 1882 décideront la municipalité à agir : la Native Strangers Location sera fermée, un nouveau terrain plus éloigné de la ville accueillera les expulsés à partir de 1884⁵.

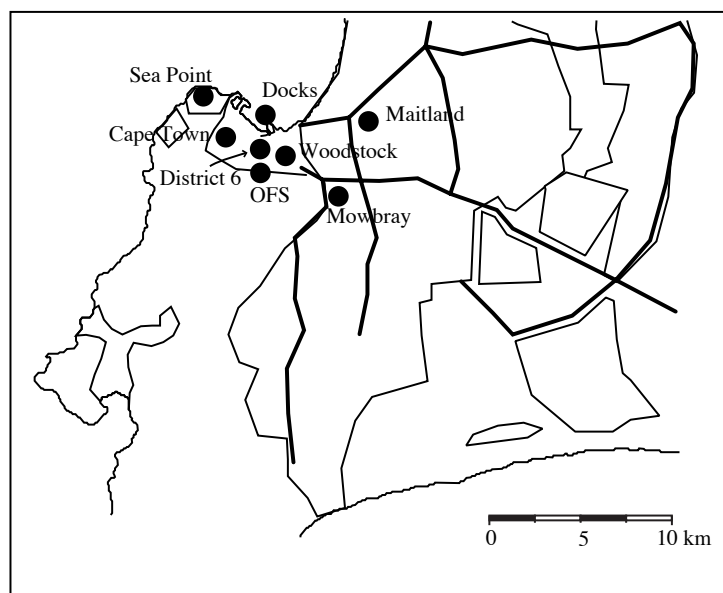
À la fin du dix-neuvième siècle, Port Elizabeth dispose donc d'un système de ségrégation assez complet : missionnaires, municipalité et quelques employeurs privés gèrent chacun au moins une *location*. Les conditions varient selon le gestionnaire : ainsi, les habitants de la *mission station* ont des droits fonciers et la sécurité de la tenure ; dans certaines *locations* privées, les habitants ont le droit de brasser de la bière indigène ou de construire des maisons traditionnelles. La peste de 1901, qui atteindra également Port Elizabeth, ne fera que renforcer un système

⁵Le coût de ces expulsions sera tel qu'elles cesseront au bout de quelques années.

existant.

4.2.3 La peste de 1901 au Cap

La conscience croissante du « problème cafre » à Cape Town engendre des appels croissants à la ségrégation à la fin du dix-neuvième siècle. La municipalité de Woodstock, qui hébergeait le plus grand nombre d'Africains (*cf.* carte 4.3), joua un rôle déterminant. Avec des députés de Cape Town, Mowbray, Rondebosch, Claremont et Maitland, elle proposa au gouvernement d'établir une *location* sur la ferme de Uitvlugt, sur les Cape Flats entre Mowbray et Maitland [115]. Si le gouvernement n'agit pas, la proposition était à l'étude à la municipalité lorsque la peste bubonique se déclara début février 1901. Parmi les premières victimes se trouvaient des Africains travaillant et logeant sur les docks.



Carte 4.3 – Répartition de la population africaine au Cap en 1901.

Source : compilé d'après Saunders [115, 117] ainsi que le *Cape Times* et le *Cape Argus* de février 1901.

Ceci, comme la mauvaise volonté de la population africaine à déclarer les nouveaux cas, décida le gouvernement à utiliser les dispositions du *Public Health Amendment Act* de 1897, lui permettant de prendre toute action nécessaire pour enrayer des épidémies. Dans ce cadre législatif, des règlements furent édictés pour réserver un terrain à Uitvlugt, contraindre tout Noir non exempté à s'y installer et

permettre l'usage de la force si nécessaire. Quelques huttes sont construites, et le 12 mars 1901, presque un millier d'Africains sont expulsés de District Six et emmenés à Uitvlugt sous bonne escorte.

Le reste de la population africaine du Cap, quasiment dans son ensemble, suivra les premiers expulsés un peu plus tard, « volontairement » ou non. Le 19 mars, Uitvlugt compte déjà 5000 habitants (*cf.* figure 4.1). Les seuls Africains à rester hors de Ndabeni sont quelques illégaux ayant échappé aux rafles policières, quelques exemptés et les habitants du *compound* du port.

4.3 Les principes planificateurs

4.3.1 Les recommandations

Uitvlugt avait été recommandé comme site d'une *location* par différents groupes de pression dans les années précédant la mise en place officielle de la ségrégation. Ce terrain non construit, appartenant à l'État, semblait convenir : suffisamment éloigné du centre-ville pour que les résidents ne s'en offusquent pas ; suffisamment proche des lieux de travail pour que l'économie ne s'en ressente pas trop. La commission d'enquête Stanford, nommée par le gouvernement en 1900 pour étudier les possibilités d'une *location* à Cape Town, note :

« Bien isolée de la population blanche et de la circulation, entourée par la ligne principale du chemin de fer au nord, la rivière Black au sud et sud-ouest et les pépinières du gouvernement à l'ouest. » [9, p. 3]

La commission passait sous silence l'existence de la ferme voisine, pourtant une nuisance majeure : on y traitait les eaux usées. . .

Les autres recommandations de la commission étaient à la fois réalistes et modestes, compte tenu de ce que deviendra Ndabeni. Elle proposait de commencer petit, avec quelques *cottages* destinés à la population noire stable du Cap. Ces cottages serviraient en particulier à loger les familles africaines déjà implantées au Cap. Ces premiers aménagements reconnaissent qu'une partie des Noirs est déjà, à la fin du dix-neuvième siècle, urbanisée de façon définitive. À ces maisons familiales s'ajoutaient dans le plan de la commission Stanford des baraquements destinés à loger les travailleurs migrants. Cette proposition venait d'un double constat : la population noire permanente de Cape Town ne suffisait pas aux besoins de l'industrie ; il fallait donc faire appel à une main-d'œuvre rurale, qu'on n'était pas prêt à voir s'installer en ville.

Techniquement, la commission recommandait de bâtir des maisons de bonne qualité avec du matériel bon marché, par exemple la brique. Quarante pieds carrés (environ 3,7 mètres carrés) de surface au sol et 400 pieds cubiques (11,3 m³) d'air devaient être alloués à chaque occupant adulte. Une infrastructure sanitaire

(drainage et eau courante) ainsi qu'une voirie devaient être installées. L'aspect hygiéniste de la ségrégation apparaît bien dans ces recommandations. Elles ne seront pas suivies sur ce point. On insiste aussi sur la nécessité de réserver des sites pour une école et pour une église.

Pourtant, la commission Stanford établissait déjà un certain nombre de restrictions. Le logement devait être construit par les autorités : il n'était pas question de laisser les Noirs bâtir leur propre logement, pas plus que de les laisser cultiver un jardin. Ensuite, la *location* devait être clôturée de barbelés. Enfin, la commission souhaitait sinon une totale prohibition de l'alcool, du moins une réglementation extrêmement stricte de son usage et de sa vente.

4.3.2 Principes d'administration

Mi-1901, le statut de Uitvlugt changeait : d'un camp d'isolement sanitaire il devenait légalement une *Native location*. C'est alors que furent publiés certains règlements concernant les habitants de la *location* :

- Chaque résident devait posséder un *token*, jeton de métal indiquant qu'il était un résident légal de Uitvlugt. S'il ne pouvait pas produire ce jeton, il lui était interdit de prendre le train au départ de la *location*.
- Chaque nouvel arrivant à Uitvlugt devait déclarer sa présence dans les 24 heures au Superintendent.
- Aucune hutte ou bâtiment ne pouvaient être construits sans une permission spécial du Secrétaire colonial⁶.
- Agriculture et jardinage étaient interdits.
- Le Superintendent et toute personne ayant son autorisation pouvaient pénétrer dans les huttes et les logements à n'importe quelle heure.
- Le port de sagaies, de casse-têtes ou de toute arme pouvant être utilisée de façon offensive était prohibé.
- Le brassage de bière ou de toute autre boisson alcoolisée était interdit.
- Aucune femme ne pouvait être présente dans les quartiers destinés aux travailleurs migrants, dits célibataires.

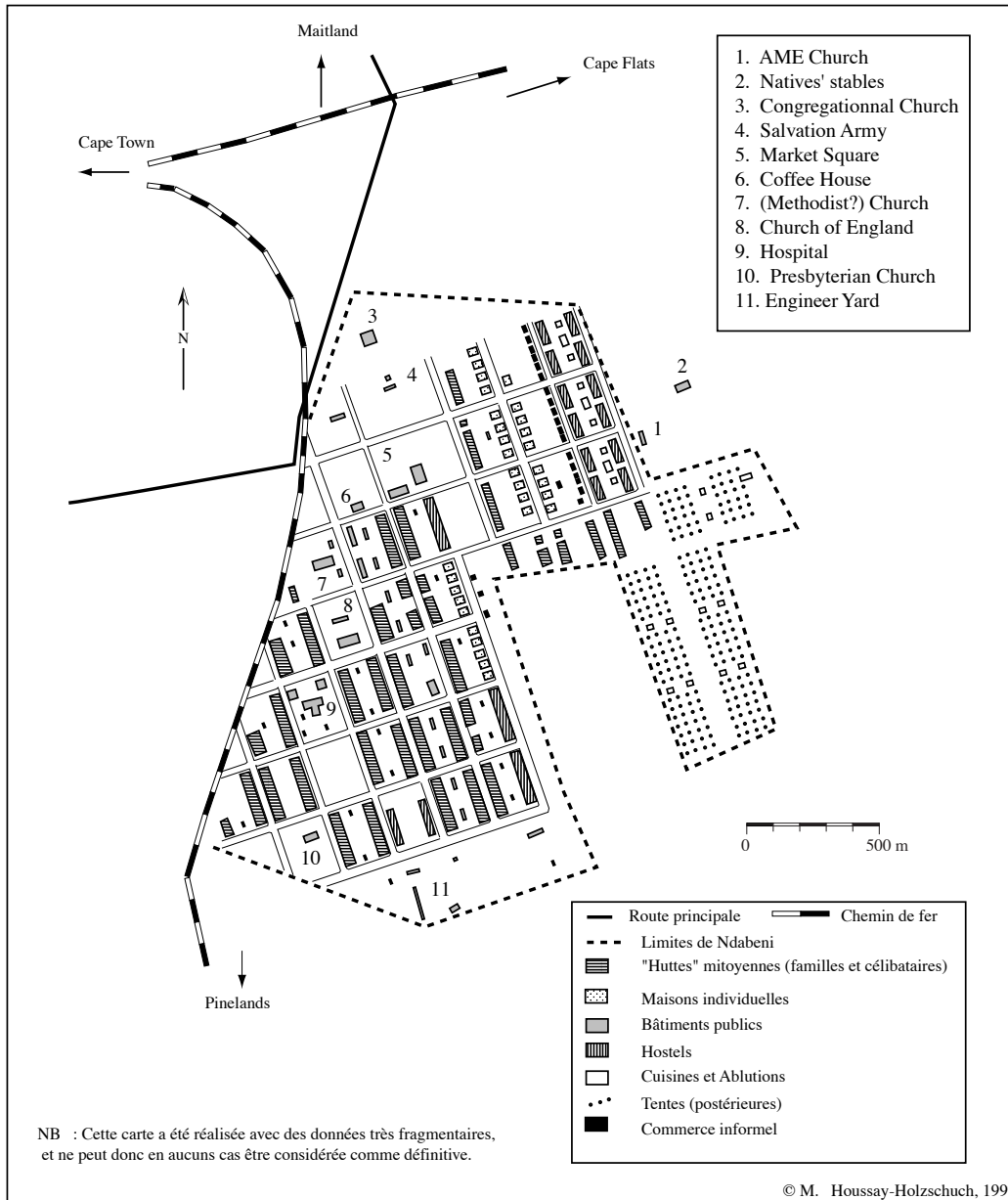
Ces principes (Elias, 1983 [43, p. 4-7]) réapparaîtront dans l'ensemble de la législation concernant la présence des Africains en milieu urbain, de 1901 aux années d'apartheid.

4.3.3 Le parc de logements

Le parc de logements construit à Ndabeni a été insuffisant dès le départ. Deux types d'habitation étaient prévus (d'après Elias, 1983 [43]) :

- Unités familiales :
 - 192 huttes logeant 234 familles (*cf.* carte 4.4) ;
 - 3 dortoirs divisés en 14 compartiments chacun, ce qui loge 42 autres familles ;
 - 24 maisons plus « luxueuses » ou *better-class houses*.
- Logement des « célibataires » :
 - 400 huttes logeant sept « célibataires » chacune ;
 - 10 huttes logeant sept femmes seules chacune ;
 - 2 dortoirs logeant chacun 250 personnes ;
 - et, à partir de 1923, 10 tentes d'acier pour loger les habitants supplémentaires et remplacer les plus dégradées des anciennes huttes.

⁶Rappelons que jusqu'à l'acte de 1910 instituant l'Union sud-africaine, la colonie du Cap est sous l'autorité du Gouvernement colonial.



Carte 4.4 – Ndabeni. Source : photo aérienne, campagne de 1926, Surveyor General.

4.4 Ndabeni, 1901-1936

La caractéristique la plus remarquable de Ndabeni pendant ses quelques 35 ans d'existence est l'instabilité de sa population. Née de rien en quelques semaines, la *location* se vide et s'emplit au gré des circonstances extérieures (*cf.* figure 4.1).

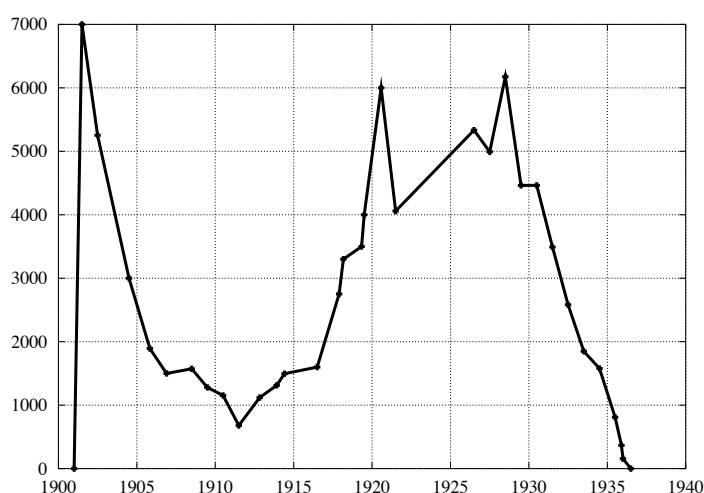


FIG. 4.1 – Évolution de la population de Ndabeni, 1901-1936.
Source : compilé d'après Barnett [9] et Kinkead-Weekes [73].

La récession sévère de 1903-1909 met de nombreux Noirs au chômage et, par conséquent, dans l'incapacité de payer un loyer. Les résidents de Ndabeni rentrent alors au Transkei ou quittent la *location* pour se loger en ville : les systèmes de sous-location permettent d'être hébergé à peu de frais. Une autre raison de quitter Ndabeni est la dégradation très rapide des « huttes », non entretenues. Enfin, aucun système de coercition permettant de maintenir les gens à Ndabeni n'existe. Les Noirs sont retournés habiter en centre-ville (St. Johns, Francis et Roger Streets), à District Six, à Athlone, Ysterplaat et Maitland. Des actions ponctuelles des municipalités concernées ou des raids de la police expulsent un certain nombre d'entre eux dans les années 1910, ce qui provoque de soudains pics de population à Ndabeni. Mais ces actions sont trop sporadiques pour avoir un réel effet à long terme sur le contrôle de la population noire, d'autant qu'outils législatifs et moyens policiers manquent. Ndabeni reste donc partiellement vide de 1903 à la fin des années 1910 et on va jusqu'à détruire une partie des anciennes huttes.

La fin des années 1910 voit une hausse générale des loyers au Cap. Pour y échapper, certains Noirs reviennent loger à Ndabeni, qui voit sa population augmenter dans un parc de logement diminué par les démolitions, à tel point que le surpeuplement est flagrant. Les Noirs ne résidant pas à Ndabeni se rendent toujours coupables de contrevenir à la ségrégation et sont traînés devant les tribunaux, mais devant l'absence de logements disponibles à Ndabeni, les juges refusent de les condamner. En 1919, alors que Ndabeni compte environ 3 500 personnes (dont 2 300 « célibataires », c'est-à-dire travailleurs migrants), le superintendant responsable de la *location* estime que 1 000 personnes emménageraient immédiatement s'il y avait la place. En 1922, un gel des entrées à Ndabeni est instauré.

Conséquence du surpeuplement, la criminalité augmente. Pneumonie et typhus font désormais des apparitions régulières. Le ministre de la santé publique (*Minister of Public Health*), le secrétaire à la santé publique (*Secretary of Public Health*) et l'assistant officier sanitaire (*Assistant Health Officer*) de l'Union sud-africaine visitent Ndabeni en mai 1921 :

« [Ils ont trouvé,] dans l'ensemble, les logements très sales et infestés... Toute la *location* est mal tenue, dégradée, sale et malsaine. On trouve partout les preuves d'une surveillance et d'une supervision inefficaces. » [73, p. 95-96]

Un éditorial du *Cape Argus* du 25 juin 1921 renchérit :

« La *location* indigène est surtout un dortoir pour notre main-d'œuvre non qualifiée. C'est son rôle fondamental; la honte de Ndabeni est son échec à remplir convenablement une tâche aussi simple. » [73, p. 96]

En conséquence de cette négligence, au début des années 1920, le "Kaffir problem" est bien pire que celui qui avait présidé à la création de Ndabeni. Cependant, l'idée de la ségrégation résidentielle est désormais complètement acceptée, en plus d'être un fait établi.

Pourtant, la ségrégation résidentielle voulue ne peut être effective que s'il y a contrôle sur l'immigration africaine : sinon, l'exode rural des Noirs du Transkei et du Ciskei surpeuple rapidement les infrastructures existantes, les déborde, crée taudis urbains ou camps de squatters périphériques. Il faut aussi avoir les moyens législatifs et policiers d'éradiquer les camps de squatters existants, ce qui permettrait de fixer la population flottante de la *location*. Tout cela explique que la question d'un contrôle de la circulation des personnes (*influx control*) apparaisse localement dès 1921.

De plus, la récession de 1921 fait considérer la possibilité de rapatrier les Noirs dans leur lieu d'origine. Les libéraux du Cap soutiennent également les propositions visant à établir l'*influx control*, pour éviter la taudification et assurer des

emplois à la population métisse. Ils ajoutent au besoin que la « Native invasion » est la cause de la croissance de la criminalité.

Ainsi, les années 1920 voient au Cap une ségrégation résidentielle établie, acceptée, que l'on cherche unanimement à renforcer. Rappelons que tout ceci se passe dans un contexte où l'urbanisation des Africains est de plus en plus flagrante : le journal de Pretoria *Die Volkstem* décrit au Cap des Africains détribalisés, rejoignant les syndicats et manifestant le premier mai. Cela est confirmé par un autre bon indicateur d'urbanisation, le nombre de femmes africaines présentes à Cape Town : il a augmenté de 110 % entre 1911 et 1921.

C'est dans ce contexte qu'est adopté l'*Urban Areas Act* de 1923 qui consacre l'idée d'une présence africaine seulement temporaire en milieu urbain. Il comprend la possibilité de rapatrier la population « superflue »—même si sur ce point il y a conflit entre la municipalité et le Native Affairs Department en ce qui concerne le financement d'un tel rapatriement. En juin 1926, la section 12 de cet acte entre en vigueur : un permis de 14 jours pour trouver un emploi, 1 mois sinon, sont nécessaires sous peine d'arrestation et de rapatriement. En fait, ce nouvel outil législatif est quasiment inefficace car cette loi a de nombreuses lacunes juridiques. À la même époque, un premier système encourageant l'emploi préférentiel des Métis est également mis en place mais, là encore, l'absence de système législatif effectif de contrôle des migrations, réclamé par le Native Affairs Department, le rend inefficace

4.5 La vie à Ndabeni

Les photographies d'époque⁷ montrent d'abord une série de tentes militaires, gardées par des patrouilles armées. Puis, des maisons de métal mitoyennes, en rangées d'une douzaine. Devant chacune de ces maisons, une minuscule cour où est entassé le bric-à-brac des habitants de Ndabeni.

La zone commerçante est constituée de petites baraques en tôle de quelques mètres carrés à peine, alignées au bord d'une rue trop large, non pavée et traversée d'un égout à ciel ouvert. Parfois seulement, un guichet s'ouvre en vantail pour servir de comptoir. Ailleurs des vendeurs assis à côté de leurs réchauds proposent des têtes de mouton pour le repas du dimanche.

Les maisons sont si petites que la rue est annexée : les poules y picorent et des groupes d'enfants se pressent autour d'un bidon de paraffine usagé empli de braises. Pendant l'été, les femmes enturbannées s'y asseyent, jambes à l'équerre, sur les quelques touffes d'herbe rescapées. Les hommes y discutent, sérieux, en petits groupes. Quelqu'un y répare sa charrette pendant que la lessive sèche...

⁷Voir les collections de la *South African Library*, notamment le dossier « Cape Town. Black people : living conditions ».

Si les zones de maisons mitoyennes offrent ainsi à la postérité l'image d'une communauté vivante, les alignements de huttes Nissen s'étendent géométriquement à perte de vue : plantés dans le sable et les broussailles, sans fenêtres, avec une seule porte, les latrines en bout de rangée, ils offrent l'image même de la désolation.

4.5.1 Histoires

Les témoignages de résidents de Ndabeni ont été recueillis par le *Western Cape Oral History Project*⁸ et confirment cette idée d'une communauté vivante malgré de difficiles conditions de vie. Les témoignages du Révérend Msengana et de N.G. Qunta jettent une certaine lumière sur les conditions et modes de vie des Africains au Cap avant 1901. Ils racontent également leur arrivée à Ndabeni et décrivent le nouveau township.

Le Révérend Sobantu Msengana est né le 4 mars 1910 dans le camp de squatters sur les pentes de Signal Hill. Son père, ouvrier des docks, est arrivé de Cala dans le Transkei. Sa mère est femme au foyer et complète les revenus du ménage en tenant dans le camp un petit commerce informel du pain qu'elle fait et de pieds de mouton. Huitième enfant sur neuf, le révérend raconte comment les habitants du camp de squatters ont été déplacés vers Ndabeni, lorsqu'il avait cinq ou six ans :

« Indiscutablement, [Signal Hill] était un camp de squatters, parce que tout y était fait de tôle rouillée, les logements étaient très mauvais à l'époque. Peu après les gens des docks ou l'association des docks ou je ne sais quoi, nous avons été déplacés de Signal Hill à Salt River. Nous avons des maison temporaires en tôle et en bois. Quand le conseil a agi, la première *location* construite a été Ndabeni, alors nous avons été à Ndabeni. »⁹

Le camp de squatters était formé de migrants récents, encore très proches des valeurs traditionnelles, ce qu'en bon religieux le révérend décrit ainsi :

⁸Department of History, University of Cape Town.

⁹Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview du Rev. S. Msengana, p. 1.

« Les gens [de Signal Hill] ne savaient rien de la religion chrétienne, ça venait d'outre-mer. Les pères de l'église ont lancé la religion et ils l'ont amenée aux squatters. »¹⁰

N. G. Qunta est née le 1^{er} juillet 1917 à Frances Street, à Woodstock. Son père charpentier y loue un immeuble, dont il sous-loue une partie. Venant du Transkei, il a d'abord résidé à Genadendal pour y recevoir l'éducation dispensée par les missionnaires moraves. Il est ensuite venu travailler au Cap. La mère de N.G. Qunta est arrivée de Vryberg à quatorze ans pour continuer ses études près du reste de sa famille après la mort de ses parents. Elle est devenue institutrice, avant de se marier en 1909. Lors d'un des raids policiers de la fin des années 1910, la famille est déplacée vers Ndabeni dont N.G. Qunta retrace ainsi l'origine :

« Je crois qu'il y avait un peu de peste bubonique, vous voyez, on leur [les Noirs] a dit qu'on les envoyait là-bas pour se faire soigner et qu'ils retourneraient chez eux plus tard. Mais cette histoire d'habiter à Ndabeni est devenue définitive, il ne sont jamais rentrés, alors que d'autres sont effectivement rentrés chez eux. »¹¹

À Ndabeni, son père obtient un site pour y installer une cantine (*eating-house*) et une épicerie. La famille y résidera dans un premier temps, avant d'être forcée par les autorités d'aller vivre dans les quatre pièces d'une *better-class house*. N.G. Qunta décrit ainsi les différents quartiers de Ndabeni :

« Les maisons étaient surtout faites de bois et de tôle, on les appelaient des "A", les "A" étaient des cabanes, elles étaient comme ça... (geste décrivant les maisons) C'était comme si des soldats avaient campé là il y a longtemps. Il y avait aussi des "B", elles avaient la même allure... (geste), et puis il y avait des emplacements. Il y avait aussi les "D", elles étaient plus ou moins faites comme des maisons normales. Il y avait aussi des *halls/hostels*, des trucs tout en longueur coupés en morceaux. »¹²

Elle note aussi la faiblesse de la voirie :

« Il y avait des routes en gravier, c'était une bénédiction d'avoir une route en gravier parce que la plupart des rues, c'était surtout du sable et on voyait bien qu'avec la pluie la rue serait dans un état lamentable. »¹³

Ndabeni bénéficiait pourtant de quelques infrastructures, notamment un hôpital, des églises, des écoles (le plus souvent gérées par les église), des commerçants.

¹⁰*Ibid.*, p. 2.

¹¹Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview de Mrs. N.G. Qunta, p. 3.

¹²*Id.*

¹³*Ibid.*, p. 4.

4.5.2 Le commerce

Comme le père de N.G. Qunta, nombreux furent les commerçants cherchant à s'établir à Ndabeni. Le secteur informel est florissant, des vendeurs en plein air aux échoppes de tôle autour de Market Square, sans oublier ceux qui utilisent leur maison. En ce qui concerne le secteur formel, de nombreuses demandes d'autorisation furent envoyées au Native Location Board : on souhaitait ouvrir des épiceries, des cantines, vendre des rafraîchissements, etc.

Un examen des premières demandes de 1901 fait apparaître le faible nombre d'Africains parmi les commerçants (Barnett [9, chapitre 13]). La majorité d'entre eux sont des immigrants de fraîche date, juifs arrivés de Lituanie à la suite des pogroms de la fin du dix-neuvième siècle et déjà établis comme commerçants dans le centre de Cape Town.

Les cafés et les cantines seront tenus par des Africains autorisés par les autorités. Ils s'installeront dans des bâtiments fournis par le gouvernement. La sélection de ces gérants se fait selon des critères peu commerciaux : beaucoup de demandes d'autorisation furent refusées car les candidats ne payaient pas leur loyer. Ce critère vise en fait à éliminer les personnes ayant participé à la campagne de résistance des premiers mois (*cf.* page 112). Les licences commerciales étaient donc attribuées aux habitants « méritants » selon les critères de l'administration—c'est-à-dire dociles : ainsi, la candidature d'Annie Sipika fut écartée car elle était « la femme d'un agitateur », instigateur de la campagne de non-paiement des loyers. Par contre, David Pukwana s'est vu attribuer un site pour ouvrir une cantine ; cela n'a rien d'étonnant, vu l'opinion qu'en a l'inspecteur Stubbs :

« Il a rendu de grands services au gouvernement lors de la panique indigène qui a suivi l'épidémie de peste et, depuis, à l'occasion de l'agitation parmi les indigènes... au sujet des loyers, et il fait preuve de sa bonne volonté à nous aider chaque fois que l'occasion s'en présente. » [9, p. 119]

L'antisémitisme d'une bonne partie de l'administration n'était qu'une raison de plus pour favoriser les candidatures de ces collaborateurs.

Malgré la présence de nombreux commerces à Ndabeni, la plupart des résidents préfèrent, comme N.G. Qunta, faire leurs achats dans les magasins voisins de Maitland et de Salt River. En effet, ceux-ci pratiquent des prix moins élevés que ceux de l'intérieur de la *location*, avantage appréciable pour une population toujours proche du seuil de pauvreté. Enfin, les fluctuations de la population de Ndabeni handicapent elles aussi le commerce local. Dès les années 1900, les faillites sont extrêmement nombreuses (Barnett [9, p. 128 *sq.*]).

4.5.3 Shebeens

Le règlement de Ndabeni (*Ndabeni Township Regulations*) interdit explicitement d'introduire de l'alcool dans la *location*. Il s'agit de protéger la morale, d'assurer les bonnes mœurs et de faire respecter l'ordre. Une délégation de résidents de Ndabeni, constituée notamment d'hommes d'église, soutient les autorités. Mais cela ne suffit pas et la prohibition engendre la production de nouveaux mélanges d'alcool dont le *Dantee*, l'une de ces mixtures détonantes, aux conséquences pathologiques effrayantes, comme le *Barberton* décrit par Can Themba [139]. Des Métis comme des Africains exemptés de l'obligation de séjour à Ndabeni, le vendent souvent juste à l'extérieur de la *location*, le long de la clôture qui l'entoure. Inutile de dire qu'ils font là le désespoir des autorités.

Le brassage d'un certain volume de bière traditionnelle est cependant autorisé, et les résidents se relaient pour le faire : le quartier de « four corners » brasse un week-end, celui de « Kasalam » le week-end suivant [43, p. 12]. L'importance sociale et traditionnelle de la « bière cafre » (*utshwala*) est telle (cf. chapitre 6.2.1, page 179) que cette limitation en volume ne pouvait être respectée.

La consommation de bière illégale dans des shebeens se fait cependant d'une manière encore très proche de la manière traditionnelle. On boit entre hommes, c'est-à-dire entre initiés, dans un cadre connu et apprécié. On discute là de la famille, du lieu d'origine, du travail. Les anciens résidents s'en félicitent encore et comparent favorablement les shebeens de Ndabeni à ceux qui existent dans notre époque décadente et où filles et non-initiés boivent à côté des hommes¹⁴.

Les autres loisirs à Ndabeni incluaient le sport : on jouait au cricket et au football, les filles jouaient au volley-ball. De nombreux bals étaient organisés, se rappelle un résident, qui y a passé sa jeunesse :

« Chez nous [à Ndabeni] on aimait danser. (...) Pas les danses d'aujourd'hui. On dansait à l'ancienne. On s'habillait bien, en noir et blanc, les dames avaient des robes longues, jusqu'à la cheville. On allait avec les Métis. On commençait à huit heures du soir et jusqu'à quatre heures du matin. On s'amusait bien. Nous n'allions jamais au bal sous l'influence de l'alcool. Nous étions disciplinés. Lorsqu'on était amoureux, on prenait rendez-vous pour rencontrer sa bien-aimée loin des parents et des personnes âgées. On voyait rarement des couples dans les coins sombres. Si je voulais voir mon amie, j'allais voir sa mère et demander la permission de sortir avec elle et je la ramenais à l'heure. On ne faisait pas de bêtises. Nous aimions aller à l'église. Il y avait des bioscopes [cinémas] à Ndabeni. J'allais à pied de Ndabeni à Athlone sans problème, sans accident. La vie était

¹⁴Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview de Mrs. N.G. Qunta, p. 13 sq.

si belle, mais de nos jours il n'y a plus rien de beau. Je ne bois toujours pas d'alcool, je ne bois que dans des occasions exceptionnelles. Mon premier amour fut ma première femme et nulle autre. Dieu nous a donné six enfants. L'un d'eux est mort. »¹⁵

4.5.4 Éducation et religion

« Il y avait des églises à Ndabeni, l'église anglicane et l'église wesleyenne. Je ne me souviens plus des autres églises, mais la plupart des autres églises célébraient la messe dans les écoles. Seules les églises anglicanes et wesleyennes avaient des bâtiments. Une église qui n'avait pas de salle allait dans une école. »¹⁶

La première candidature auprès du Location Board est celle de l'Église wesleyenne, dès février 1901. Un an après la création de Ndabeni, la *location* comptait six églises établies (cf. carte 4.5) : l'Église africaine méthodiste épiscopale (*African Methodist Episcopal*), l'Armée du salut, l'Église anglicane (*Church of England*), les Presbytériens, les Congrégationalistes et les Méthodistes wesleyens. Quelques églises indépendantes (cf. chapitre 7) étaient également représentées, notamment l'Église éthiopienne (*Ethiopian Church*).

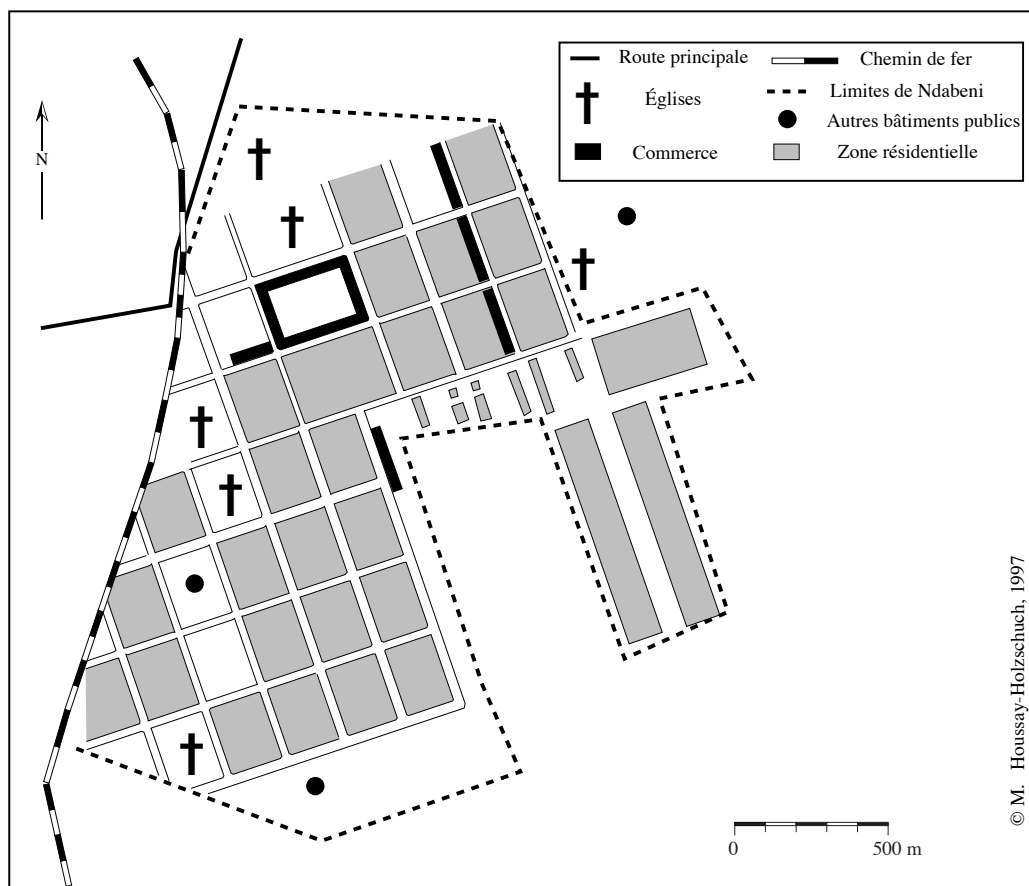
Outre leur aspect purement religieux, les église joueront un grand rôle social à Ndabeni. En effet, elles établissent un certain nombre d'associations de jeunesse, chœurs ou Union des mères (*Mothers' Union*). C'est à travers ces associations que la communauté de Ndabeni s'est créée. La solidarité entre résidents qu'elles instaurent est particulièrement bien exprimée dans le témoignage d'Antoinette Mgenko, membre de l'Union des mères :

« Nous gardions [l'association des mères] en vie en célébrant la messe tous les jeudis. (...) Nous priions et mettions nos problèmes et nos souffrances devant Dieu. On disait que si les problèmes et les douleurs de quelqu'un étaient trop lourds pour lui, il devait venir voir l'association des mères et on priaient ensemble pour que ça aille mieux. (...) Oui, une mère prierait et vous encouragerait à ne pas céder aux problèmes que vous aviez. C'est ce que nous faisons toujours, c'est-à-dire prier les unes pour les autres, même si vous avez un problème avec votre enfant et qu'il n'est pas rentré à la maison. Nous l'appelons juste par son nom et il revient chez lui. (...) Oui, n'importe qui revient aussi vite que possible même s'il est parti depuis plusieurs années déjà. Nous portions les peines les unes des autres puisque nous étions des mères. »¹⁷

¹⁵Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview de Mr. Patrick Temba Soha, p. 1.

¹⁶Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview de Mrs. Antoinette Mgenko, p. 3.

¹⁷*Ibid*, p. 9.



Carte 4.5 – Ndabeni : espace public, espace religieux. L'espace public formel est ici presque uniquement composé d'églises, lieux de culte, mais aussi de réunions, d'éducation, d'aide sociale.

De plus, les infrastructures d'éducation à Ndabeni seront organisées par les églises. L'Armée du Salut, les Presbytériens, les Congrégationnalistes et les Méthodistes feront pression sur le gouvernement pour obtenir la construction d'une école, qui sera terminée le 28 février 1902 [9, p. 114]. Elles obtiendront également des subventions gouvernementales pour contribuer (jusqu'en 1905) au paiement du salaire de l'enseignant. Cette première école « publique non confessionnelle » (*undenominational public school*) n'était pas la seule à opérer à Ndabeni : dès juin 1901, l'Église anglicane ouvrait l'école primaire Saint Cyprien, accueillant 82 en-

fants par jour¹⁸. De nombreuses écoles du soir organisées par ces mêmes églises dans la *location* attirent des centaines d'élèves par an.

4.5.5 Stratification sociale

Les images qui nous restent de Ndabeni montrent que le principal clivage social existant à l'intérieur de la *location* était celui de l'éducation : les Noirs éduqués, urbanisés, tenaient à se démarquer des travailleurs migrants (*amagoduka*—« Ceux qui rentrent chez eux »). Instituteurs, religieux, commerçants, habitaient Ndabeni. Ainsi, les valeurs et les modèles étaient ceux d'une classe moyenne en formation. N.G. Qunta raconte :

« Nous admirions tellement les enseignantes que nous nous appelions maîtresse une telle. »¹⁹

Et même si elle souligne quelques différences de revenus,

« Sur le plan social [il n'y avait pas de différences] parce qu'on attribuait aux gens n'importe quelle maison, mais en ce qui concerne l'argent, il y avait des classes. (...) On pouvait [le] voir à l'ameublement, à la façon dont les gens habillaient leurs enfants et s'habillaient eux-mêmes. »²⁰

Les rapports de l'administration soulignent une coexistence pacifique entre les différents éléments de Ndabeni, rendus solidaires les uns des autres par la ségrégation qui leur est imposée.

4.6 Résistance

Il y a peu de preuves d'une activité politique organisée au sein de la population africaine de Cape Town avant l'ouverture de Ndabeni. Certains leaders comme le Révérend Elijah Mdolomba, de l'église wesleyenne, ou William Sipika prônaient même l'installation d'une *location* au Cap. Ils espéraient que cela permettrait d'avoir accès à des logements décentes pour de faibles loyers et que la *location* offrirait de nouvelles opportunités professionnelles à de nombreux Africains (dont eux-mêmes). Mais ils souhaitaient une *location* modèle, avec accès à la propriété foncière, activités commerciales internes réservées aux Africains et représentation de la population dans les autorités de tutelle.

Dès l'ouverture de Ndabeni, de nombreux Africains résistent aux ordres d'expulsion et ne cèdent que devant l'usage de la force. Une manifestation organisée

¹⁸L'école « publique » en accueillera en moyenne 54 par jour.

¹⁹Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview de Mrs. N.G. Qunta, p. 14.

²⁰*Ibid*, p. 13.

sur Grand Parade est dispersée par la police. Une grève largement soutenue contre les expulsions durera jusqu'en septembre 1901. Un *Uitvlugt Committee*, mené par William Sipika, qui trouve que Ndabeni a bien peu en commun avec la *location* de ses rêves, proteste auprès des autorités contre des règlements trop draconiens ou les conditions de vie, rendues encore plus précaires par les premières pluies d'avril.

Après ces premières manifestations, les habitants de Ndabeni tenteront — avec un certain succès — de boycotter les loyers. D'autres résistances, plus ponctuelles, prouvent la capacité de mobilisation de la communauté. Ce dynamisme politique ne permettra cependant pas aux résidents de s'opposer efficacement à la destruction de Ndabeni.

4.6.1 Non-paiement des loyers

Pendant les trois premiers mois, les résidents de la toute nouvelle *location* n'avaient pas à payer de loyer. Ensuite, s'il était toujours possible de continuer à les confiner dans le camp, faire payer un loyer (et des frais de transport) à ceux forcés de rester à Ndabeni posait problème. En effet, la base légale de la ségrégation restait le *Public Health Act*, lequel bien évidemment ne prévoyait rien quant à la collecte de loyers dans un camp d'isolement sanitaire.

En juin 1901, les autorités demandèrent aux résidents de Ndabeni de payer 10 shillings par mois, somme devant couvrir le coût de leur transport ferroviaire, l'administration du camp et quelques bénéfices. Elles rencontrèrent un net refus de payer (Saunders, 1979 [115, p. 145 *sq.*]).

Cette résistance dans les premiers mois d'existence de la *location* n'est pas complètement unanime. Deux factions prônent le non-paiement des loyers : la première, menée par William Sipika, demande des droits fonciers à l'intérieur de Ndabeni. L'autre, plus radicale, remet en cause l'existence même de la *location* maintenant que l'épidémie est terminée. La faction radicale est liée à Alfred Mangena, avocat, qui sera l'un des fondateurs du *South African Native National Congress* (premier nom de l'*African National Congress* en 1912). Cependant, le rôle de Mangena est moins celui d'un organisateur que celui d'un porte-parole, conseiller légal et traducteur.

Le boycott des loyers se poursuivit malgré des concessions du gouvernement réduisant la somme à payer et malgré les poursuites judiciaires contre les mauvais payeurs. En fait, très rapidement, les autorités se sont trouvées dans une impasse : le non-paiement des loyers rendait la gestion de Ndabeni déficitaire. Mais il n'était pas possible d'expulser les mauvais payeurs dans la mesure où ils étaient légalement obligés de résider dans la *location*...

Les autorités demandèrent alors à la compagnie de chemin de fer, dont les frais étaient jusqu'alors inclus dans le loyer, de collecter elle-même le paiement

des tickets de transport. Cela déboucha sur un boycott des trains, une grève et des émeutes. Celles-ci sont intéressantes dans la mesure où c'est la première fois au Cap que la résistance noire utilise avec profit la géographie même de la ségrégation : le fait que Ndabeni soit entouré d'une clôture avec très peu d'entrées a permis aux partisans de la grève de poster des hommes à chaque sortie. Ces derniers, armés de bâtons, bloquaient la sortie et assuraient ainsi le succès de la grève. Il a fallu faire appel à la police pour rétablir l'ordre et briser la grève et cette première campagne de résistance.

L'acte 40 de 1902 transforma le camp d'isolement sanitaire de Uitvlugt en *location*, au sens légal du terme. C'est alors qu'elle fut rebaptisée Ndabeni. En particulier, le paiement du loyer était défini comme l'une des conditions de résidence. La période 1903-1918 fut politiquement plus calme, les conservateurs placés à l'*Advisory Board* dominant la politique locale. Cependant, nombre de loyers restent dûs. D'autres formes de résistance apparaissent : les règlements, en particulier ceux prohibant la consommation d'alcool à l'intérieur de la *location*, sont massivement enfreints. De nombreux Africains continuent de vivre illégalement en ville ou squattent juste à l'extérieur des limites municipales. Enfin, même le très modéré corps qu'est l'*Advisory Board* ne peut parfois se retenir de critiquer les conditions de vie. Ses activités comprennent aussi, à partir de décembre 1911, une campagne en faveur de l'éducation obligatoire dans la *location*, qui échoue sur l'argument donné par les autorités qu'il n'y a nulle part d'éducation obligatoire pour les Noirs.

4.6.2 Résistances ponctuelles

Ponctuellement, des conflits ont déclenché la résistance de la population de Ndabeni. L'exemple le plus marquant est celui de la mobilisation de la communauté sur le problème éducatif. Les habitants de Ndabeni ont en effet lancé une véritable campagne en mai 1918 pour refuser le licenciement arbitraire par les autorités du directeur de la United Mission School. Elle est dirigée par le révérend Z.R. Mahabane, leader provincial du SANNC à cette époque et qui sera président de l'ANC en 1924. Mais l'épidémie de grippe de l'« octobre noir » 1918, qui touchera particulièrement la population de Ndabeni, est fatale à ce début de résistance.

Notons aussi :

- la résistance des « célibataires » à libérer des huttes désignées comme logements familiaux pour aller s'entasser dans les logements qui leur sont réservés, tentes sans même un plancher ;
- la réunion de protestation du 2 septembre 1919, où les résidents se plaignent du manque de consultation ;
- l'élection à l'*Advisory Board* de délégués non acceptés par les autorités, par

exemple celle du révérend Mtimkulu ;

- la résistance à la mise en place de la politique d'emploi préférentiel pour les Métis (*Coloured Preference Policy*) et aux autres lois Hertzog de 1926.

Cependant, la résistance politique à Ndabeni est handicapée par les divisions internes entre l'ANC, le parti communiste, les syndicats dont l'ICU (*Industrial and Commercial Workers' Union*), les résidents, etc., si fortes qu'elles engendrent des violences entre factions rivales dans le premier trimestre de 1921 et en janvier 1932²¹. Une répression sévère à l'échelon national, menée par le ministre de la justice Pirow, s'ajoute à ces désunions pour rendre toute résistance locale impossible.

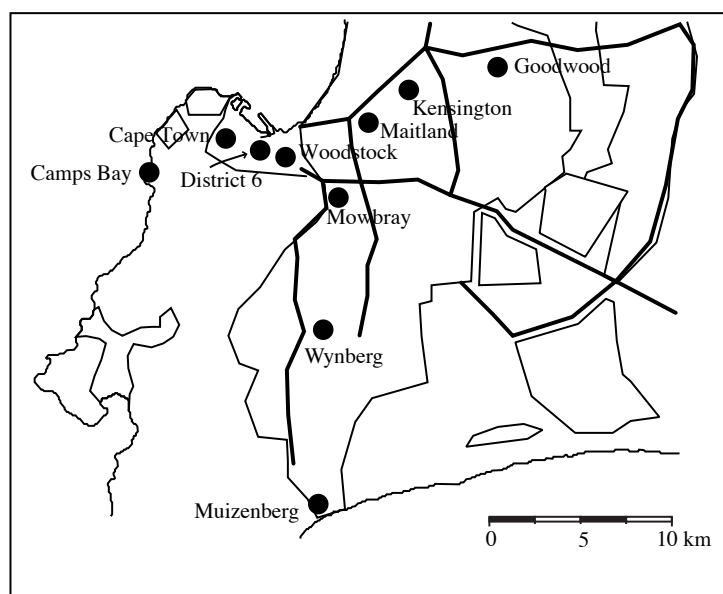
À Ndabeni, à part les tentatives venant des partis politiques, il y a peu de résistance entre 1919 et 1929, jusqu'à la construction d'une nouvelle *location*, Langa, et la menace de détruire Ndabeni.

4.6.3 Destruction de Ndabeni

Après la première guerre mondiale, l'afflux d'Africains à Cape Town reprit de plus belle. De nombreux ouvriers arrivaient des zones rurales directement avec leur femme, ce qui laissait présager une volonté d'urbanisation permanente. L'épidémie de grippe de 1918 et ses 254 victimes à Ndabeni attirèrent une fois de plus l'attention de l'opinion publique sur les conditions de vie de la population africaine et les dangers sanitaires qu'elles faisaient courir à l'ensemble de la population de Cape Town. Par ailleurs, la présence illicite d'Africains en ville se faisait de jour en jour plus voyante (*cf.* carte 4.6). C'est dans ce contexte qu'en 1919 le gouvernement central demanda à la municipalité du Cap de se charger de la responsabilité de la *location*. Plutôt que d'accepter de se charger d'un tel poids financier, cette dernière décida de construire une *location* modèle, qui remplacerait Ndabeni : Langa (*cf.* chapitre 5.1, page 117).

Le terrain de la réserve forestière de Uitvlugt, à quelques kilomètres à l'est de Ndabeni, fut choisi. Mais comme la construction de Langa prendrait plusieurs années, deux cents huttes Nissen furent construites à Ndabeni pour loger les Africains que les raids policiers expulsaient du centre-ville. En ce qui concerne la nouvelle *location*, elle devait comprendre à la fois des baraquements pour célibataires, construits sur le modèle du *compound* de la City Deep Mine de Johannesburg, et des quartiers pour familles, à l'image de ceux construits à Bloemfontein [116, p. 173]. Langa, planifié de façon plus réfléchi que Ndabeni, est le premier exemple complet à Cape Town de ce que Pinnock a appelé l'« architecture policiable » (*policeable architecture*) des townships. Le nouveau township ouvrit en août 1927, avec fort peu de succès : une bonne partie des logements nouvellement construits resta vide pendant des mois.

²¹Pour plus de détails concernant ces dissensions, voir le mémoire de B. Kinkead-Weekes [73].



Carte 4.6 – Répartition de la population africaine au Cap au début des années 1920.

Source : compilé d'après Saunders [116].

La réaction des résidents de Ndabeni ayant profité de la priorité qui leur était accordée pour les logements de Langa montre que la *location* modèle était bien loin de satisfaire ses habitants :

« Le nom de township n'est pas adapté à l'endroit. C'est un *compound*. . . On nous avait dit que Langa appartiendrait uniquement aux indigènes. Nous aimerions bien que le superintendant et la police soient des indigènes » [116, p. 186]

La principale objection concernant Langa était le prix des loyers. Les « célibataires » des baraquements devaient payer 14 shillings par mois ; à Ndabeni, depuis 1901, ils ne payaient que 4 shillings par mois. . . S'ajoutait à cela une hausse—presque un doublement—du coût des transports, Langa étant encore plus éloigné que Ndabeni des zones d'emploi.

Le refus des habitants de Ndabeni de déménager est tel qu'en 1930, trois ans après l'ouverture de Langa, Ndabeni comptait encore 4 463 habitants ; Langa n'en réunissait que 1 760. Il fallut que le Conseil municipal s'attribuât des pouvoirs législatifs accrus pour expulser les résidents. Ce n'est qu'au début de 1932 que la population de Langa réussit à dépasser celle de Ndabeni. Par la suite, l'absence

totale d'entretien du parc de logement de Ndabeni poussa les derniers résidents à déménager. En mai 1936, Ndabeni cessait officiellement d'être une *Native Location*.

Les anciens résidents gardent un souvenir heureux de Ndabeni. Outre le témoignage cité plus haut de Patrick Soha, Wellington Mahu raconte :

« Kowu ! C'était bien là-bas. Je peux dire que nous étions très heureux à kwaNdabeni, il n'y avait aucun problème, pas de bagarres. Je veux dire que dans notre jeunesse nous étions très heureux. »²²

Mais ce que les anciens résidents regrettent est plus une époque où la ségrégation commençait seulement à s'imposer dans les villes sud-africaines, où la violence était faible, où les perspectives de mobilité sociale existaient encore pour la population africaine et où il était possible de passer à travers les lois—non les huttes de tôles rouillées, inondées chaque hiver de la première *location* de Cape Town.

²²Oral History Project, Langa/Ndabeni project file, interview de Wellington Mahu, p. 1.

5.

L'apartheid dans la ville : Cape Town et le *Group Areas Act*

La géographie urbaine du Cap est ainsi marquée très tôt par les principes d'une ségrégation imposée par la loi, en particulier en ce qui concerne les Africains. La seconde moitié du XX^e siècle verra la systématisation de cette ségrégation, touchant l'ensemble de l'agglomération comme l'ensemble de la population du Cap : l'apartheid redessinera la ville de fond en comble. La présence des Africains sera de moins en moins tolérée : la région du Cap est proclamée zone d'emploi préférentiel des Métis (*Coloured Labour Preference Policy*).

Pourtant, la population noire du Cap continue de croître. Le pouvoir en place lui refuse l'accès à la ville, lui dénie tout territoire. Les townships de Langa, Nyanga, Gugulethu et Khayelitsha sont bâtis de plus en plus loin du centre-ville. De 1964 à 1986, aucun logement familial n'est bâti pour les Noirs¹. Sachant qu'ils ne peuvent bâtir leur propre maison ou habiter hors des townships désignés, cette politique délibérée déclenche une crise du logement sans précédent. Des camps de squatters en témoignent dès la fin des années 1970.

5.1 Langa : un premier modèle

La construction de Langa se fait au moment où l'idée de ségrégation commence à se durcir, à devenir une idéologie et plus seulement une pratique. Elle servira de base à l'élaboration de l'idée d'apartheid par des intellectuels afrikans dans les années 1930.

¹Seuls quelques *hostels* seront bâtis par la municipalité ou par des employeurs.

5.1.1 Le *Native (Urban Areas) Act* de 1923

Le syndrome sanitaire sert une fois de plus de catalyseur. Après l'épidémie de grippe espagnole de 1918 qui coûte la vie à 500 000 non-Européens, la commission Stallard est chargée d'enquêter sur les conditions de vie des Noirs en milieu urbain. Dans son rapport de 1922, elle souligne l'inadéquation de ces conditions. Hygiène et décence doivent être respectées et la gestion des *locations* doit passer du gouvernement aux municipalités. Cependant, à ces recommandations de bon sens s'ajoute l'idée que les Noirs sont en ville de façon temporaire et subordonnée :

« Nous considérons que l'histoire des races, en particulier en ce qui concerne l'histoire de l'Afrique du Sud, montre que le mélange des Noirs et des Blancs n'est pas souhaitable. L'indigène ne devrait être autorisé à pénétrer dans les zones urbaines, qui sont essentiellement la création de l'homme blanc, que s'il vient y répondre aux besoins de l'homme blanc, et devrait en repartir lorsqu'il aura cessé de le faire. . . »²

Le *Native (Urban Areas) Act* de 1923 suivra largement les recommandations de la commission Stallard : il cherche notamment à assurer des conditions de vie décentes dans les *locations* et n'est que peu marqué par des considérations purement idéologiques. Enfin, il n'est pas obligatoire : les municipalités choisissent ou non de l'adopter. Ainsi, il sera appliqué immédiatement à Johannesburg mais la ville de Port Elisabeth attendra 1935 pour s'y soumettre. Cependant, il marque les débuts du contrôle systématique des Noirs en milieu urbain, par les municipalités mais aussi par le gouvernement, grâce au tout nouveau *Department of Native Affairs*. Il inclue les dispositions suivantes (voir Morris, 1981 [101]) :

- Les autorités locales ont le pouvoir de réserver des terrains séparés pour les Noirs, les *locations*, de loger les Noirs employés par la municipalité et de demander aux employeurs de loger leurs ouvriers. Les Noirs n'ont pas accès à la propriété foncière dans ces enclaves, qui doivent pourtant contenir des « villages » pour la frange bourgeoise.
- Les Blancs ne peuvent ni posséder ni occuper de terrain dans les *locations*.
- Les Noirs non exemptés ne peuvent vivre à l'extérieur des *locations*, même s'ils peuvent acquérir des terrains hors de ces enclaves jusqu'en 1937.
- Les municipalités doivent ouvrir des comptes séparés (*Native Revenue Accounts*) sur lesquels loyers, amendes, impôts et bénéfices faits sur la vente d'alcool doivent être versés. Le budget annuel doit être approuvé par le gouvernement.
- Des *Advisory Boards* sont établis pour représenter l'opinion noire.

²Stallard Commission, 1922, cité dans Morris, 1981 [101, p. 18].

- Les autorités locales doivent enregistrer les contrats de travail des Africains, pour permettre l'exclusion des Noirs surnuméraires des zones urbaines.
- Le brassage de la bière traditionnelle à domicile est sévèrement réglementé, la fabrication et la vente de ce produit étant monopolisées par les autorités locales.

Ces règlements permettent d'ailleurs d'avoir une idée des pouvoirs dévolus aux townships en matière de gouvernement local : ils sont quasiment inexistantes. Pendant très longtemps, les townships ont été gérés directement par la municipalité ou par le gouvernement central, grâce à un « superintendant » résidant sur place, qui consultait un conseil de résidents et de notables, l'*Advisory Board*³. Ce n'est que dans les années 1980 que les Noirs des townships purent élire des municipalités, les *Black Local Authorities*. Celles-ci, perçues comme des valets du régime d'apartheid et n'ayant aucun moyen financier de gouverner, furent boycottées par l'immense majorité de la population. Ainsi, ce n'est qu'à partir des élections de 1995 et 1996 qu'un pouvoir local légitime et efficace s'est mis en place.

5.1.2 La construction de Langa

Langa a été construit comme un township modèle par le *Cape Town City Council*. Contrairement à Ndabeni, les nombreux experts consultés soulignent la nécessité de prévoir des logements familiaux en nombre suffisant. La possibilité de laisser les Africains bâtir leur propre maison est même—brièvement—évoquée. L'architecte chargé de Langa est Thompson, le responsable de la cité-jardin de Pinelands. Comme d'autres planificateurs sud-africains, il a été influencé par ce qui se fait en Grande-Bretagne ou aux États-Unis et par les concepts de cité-jardin et d'unité de voisinage, développés en réaction aux problèmes des grandes métropoles. En Afrique du Sud, nous allons le voir, cette idéologie planificatrice va permettre de concilier une démarche urbanistique et hygiéniste d'une part, et la volonté de ségrégation raciale d'autre part. Créer des quartiers isolés du reste de la ville par des espaces non construits, et racialement homogènes, permet de prévenir les épidémies qui se répandent à partir des quartiers pauvres de haute densité, mais aussi de contrôler et de limiter la liberté urbaine des populations de couleur.

Le procès-verbal du conseil municipal décrit ainsi le plan élaboré par Thompson pour Langa :

« [II] a été conçu d'après les meilleurs exemples d'urbanisme moderne. Le chemin de fer donnant accès au village ne croisera aucune rue... Ceci permet au chemin de fer d'être totalement clos au contact

³Sur les dynamiques géopolitiques de ce conseil, ses liens avec les partis politiques et les autres organisations locales, voir Fast, 1995 [46] sur le cas de Nyanga et Kinkead-Weekes, 1985 et 1992 [73, 74].

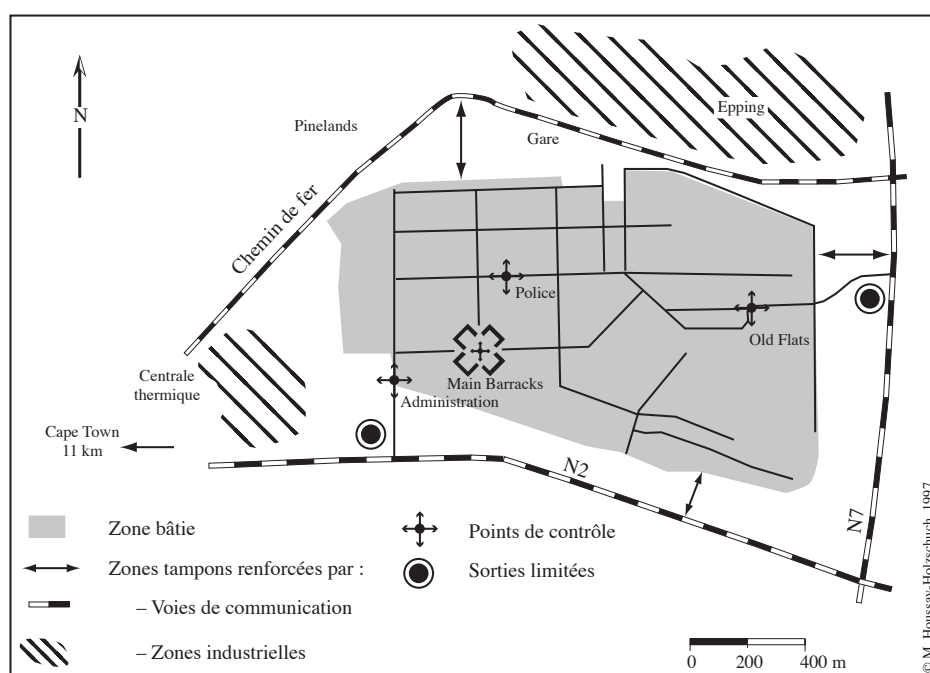
du township indigène... Le maintien d'une ceinture arborée de 30 mètres de large à la limite ouest a été proposé... La principale voie d'accès au township devrait être Klipfontein Road... La question de la surveillance est une autre considération importante pour la conception du plan et l'emplacement du poste de police a été prévu pour permettre un contrôle suffisant. L'homme en faction sur la tour pourra voir la totalité du quartier... L'homme en faction au Central Square pourra voir... d'un bout à l'autre de Central Avenue... et pourra regarder dans chacun des grands *compounds*.»⁴

La cité-jardin s'efface ici devant le contrôle absolu de la population noire. Le centre du township est ainsi investi par le pouvoir blanc, d'autant plus que les bâtiments administratifs (Bureau du Superintendant) en sont immédiatement voisins. La géographie du township est en place (*cf.* carte 5.1) : un nombre limité d'entrées, deux dans le cas de Langa, en provenance de la N2 et sur la N7, vers l'est. Ainsi, le township peut être fermé par la police en quelques minutes. Les zones tampons (*buffer zones*) l'isolent du reste de l'agglomération (*cf.* aussi carte 5.2). Ici, elles sont renforcées : au nord, la voie de chemin de fer, la gare et la zone industrielle d'Epping ; à l'est, la voie rapide N7, menant vers le nord de la province et la Namibie ; au sud, la voie rapide N2 vers Port Elisabeth ; à l'ouest, la centrale thermique. Enfin, rappelons que Langa est situé à 11 kilomètres environ du centre de Cape Town.

À l'échelle du township, l'urbanisme de contrôle social se lit encore. Le dessin des rues reproduit en plus petit celui du township : très peu d'entrées mènent dans des zones bien séparées les unes des autres. La division interne est certes moins prononcée ici que dans d'autres townships, que ce soit Soweto ou Khayelitsha : la petite taille de Langa en est la principale raison. Mais quartiers familiaux et hostels juxtaposés créent une multitude de micro-territoires séparés les uns des autres. De même, la construction progressive de Langa sépare les zones les plus anciennes, vers l'ouest, de celles construites plus tard. Parmi les logements familiaux eux-mêmes, une différence s'établit entre les zones des maisons à deux pièces et celles des maisons mitoyennes de quatre pièces. Enfin, l'installation récente de camps de squatters dans la zone tampon au sud et à l'est de Langa crée un type de territoire supplémentaire.

Les *Main Barracks* ou les *Old Flats* donnent encore un exemple de cet urbanisme de contrôle, cette fois à l'échelle des hostels (*cf.* cartes 5.1 et 5.2). Les bâtiments des *Main Barracks* sont regroupés autour d'une cour centrale, contenant les installations sanitaires et la cuisine. Le principal lieu de réunion est ainsi sous la surveillance directe des policiers installés sur la place centrale. Les *Old Flats* ont été bâtis à proximité d'un rond-point, qui permet de tenir sous le feu d'un seul

⁴*Mayor's Minutes*, septembre 1923, p. 22. Cité dans Le Grange, 1985 [80, p. 10].



Carte 5.1 – Langa : le territoire contrôlé.

véhicule de police plusieurs rues à la fois. Ces pratiques sont d'ailleurs loin d'être exceptionnelles dans la géographie des townships sud-africains : Soweto, pour ne citer que le plus célèbre, en montre de nombreux exemples.

En ce qui concerne le logement, Langa est un compromis cherchant à répondre à différentes situations. Pour le *Cape Town City Council*, la population africaine du Cap se divise en travailleurs migrants, qui souhaitent rentrer dans les zones rurales après la fin de leur contrat, et en familles souhaitant vivre au Cap en tant que telles. Langa contient donc à la fois des « baraques » (*barracks*, des *hostels*) et des unités familiales, maisons de deux, trois ou quatre pièces (cf. figure 5.1).

La monotonie du paysage urbain de Langa a été parfaitement saisie par le Révérend Citashe de l'*Ethiopian Church of South Africa* à Langa :

« Les architectes, ingénieurs et constructeurs de Langa devaient être conducteurs de locomotive ou contrôleurs. Tout Langa ressemble à des trains. Les maisons sont accrochées entre elles pour former des chaînes de plusieurs maisons. Chaque chambre consiste en une fenêtre, avec un toit qui a l'air de tomber sur la personne qui s'y

trouve. »⁵

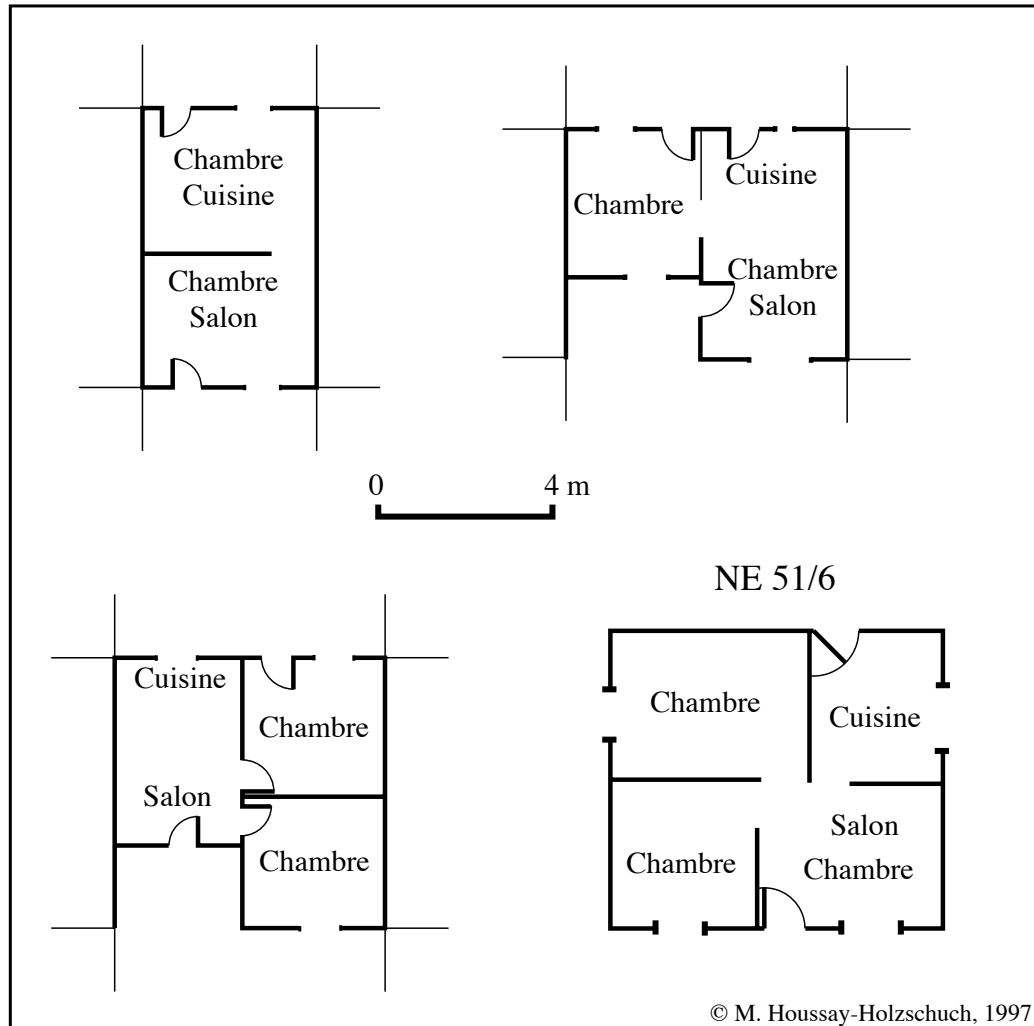


FIG. 5.1 – Types de maisons à Langa. Source : Granelli et Levitan, 1977 [54].

La toponymie de Langa n'a pas été imposée de l'extérieur. Elle permet donc de connaître la perception des lieux qu'avaient les habitants de Langa dans l'entre-deux-guerres. Le nom de Langa est lui-même à double sens : *langa* désigne en

⁵Rév. Citashe, « Passenger-Train Architecture : Native Housing—Through A Native's Eye ; Ragged Nerves in Crowded Quarters », *Cape Argus*, 28 novembre 1947, cité dans Musemwa, 1993 [102, p. 39-40].

xhosa le soleil—nom de lieu peu politique et peu discutable. C'est cette première interprétation qui amènera les autorités locales à appeler le second township *Nyanga*, la lune, pour faire pendant. Pourtant, le nom de Langa commémore en fait la captivité du chef Langalibalele, rebelle aux autorités coloniales du Natal en 1873–1875⁶. Après un passage à Robben Island, il fut détenu sur le lieu de l'actuel township.

Cette subtile perversion du discours toponymique est moins apparente dans les autres noms de lieux, même si la perception des habitants s'y exprime tout de même (Musemwa, 1993 [102, p. 34 *sq.*]). La première tranche de constructions, aux routes non goudronnées et sans électricité, a été fort logiquement nommée Old Location. La seconde, construite en 1927–1928 et constituée de logements familiaux, est Bhongweni, « Fierté du peuple ». La qualité de l'urbanisme y est meilleure, et le nom a été donné...

« ...de manière à rassembler les gens pour qu'ils puissent garder l'espoir d'accomplir ce que porte ce nom. »⁷

Les constructions de 1935 ont été nommées Thembani, « Confiance », reflétant ainsi l'espérance populaire d'amélioration des conditions de vie grâce à l'électricité, installée pour la première fois. Enfin, Bulawayo (« Tuer ») retrouve la verve utilisée dans le baptême de Langa. Ce toponyme est l'expression directe de la résistance des habitants aux idéaux ségrégationnistes et à l'urbanisme des townships, explique Price Siqwana :

« Elles [les maisons de Bulawayo] étaient très serrées avec très peu de place pour que les enfant s'amuse ou alors pour jardiner, c'était très petit. Les gens n'étaient pas contents des maisons de Bulawayo et pensaient que c'était une façon de se débarrasser des Noirs—on pensait que ces maisons ne valaient pas cher, comme constructions—elles n'avaient pas les qualités nécessaires qui les auraient rendues agréables. (...) Ce qui nous préoccupait tous était qu'ils étaient un peu en train de tuer les Noirs en douceur en leur donnant de petites maisons sans confort, même de loin, on voyait bien qu'il n'y avait même pas assez d'espace pour que les enfants soient contents. »⁸

Les noms de rue de Langa indiquent quant à eux la formation précoce d'une identité noire urbaine. Elle se caractérise par son sens de l'histoire et par la réf-

⁶La différence est claire en xhosa : si la première solution était la bonne, le locatif serait *eLanga*. La forme employée, *kwaLanga*, indique la référence à une personne. L'équivalent anglais de *kwaLanga* serait *at Langa's (place)*.

⁷Price Siqwana, Langa, cité dans Musemwa, 1993 [102, p. 34].

⁸*Id.*, [102, p. 34].

rence à un certain nombre de « grands hommes » de la résistance noire à l'oppression européenne.

- Ndabeni Road maintient le souvenir de la première *location* du Cap, d'où viennent un certain nombre de résidents de Langa ;
- Mendi Road commémore le naufrage du *Mendi*, bâtiment emportant le contingent noir sud-africain vers les champs de bataille européens de la première guerre mondiale ;
- Jabavu Road évoque John Tengo Jabavu, Mfengu né en 1859, éditeur à partir de 1881 d'*Isigidimi Sama Xhosa* puis de *Imvo Zabantsundu* (L'Opinion indigène), vice-président de la *Native Educational Association*. Impliqué en politique, il sera le porte-parole des Africains jusqu'au conflit qui l'opposera à une branche plus radicale de la résistance africaine. Son fils sera l'un des membres fondateurs de l'ANC ;
- Washington Road honore Booker T. Washington, pionnier de l'éducation noire américaine ;
- enfin, Harlem Road évoque la similarité des oppressions subies par les Noirs américains et les Noirs sud-africains — similarité vue ici sous la forme du ghetto imposé — mais aussi la fierté d'une culture africaine et urbaine propre : nous sommes à la fin des années 1920, à l'époque de l'apogée de Harlem comme centre de rayonnement culturel.

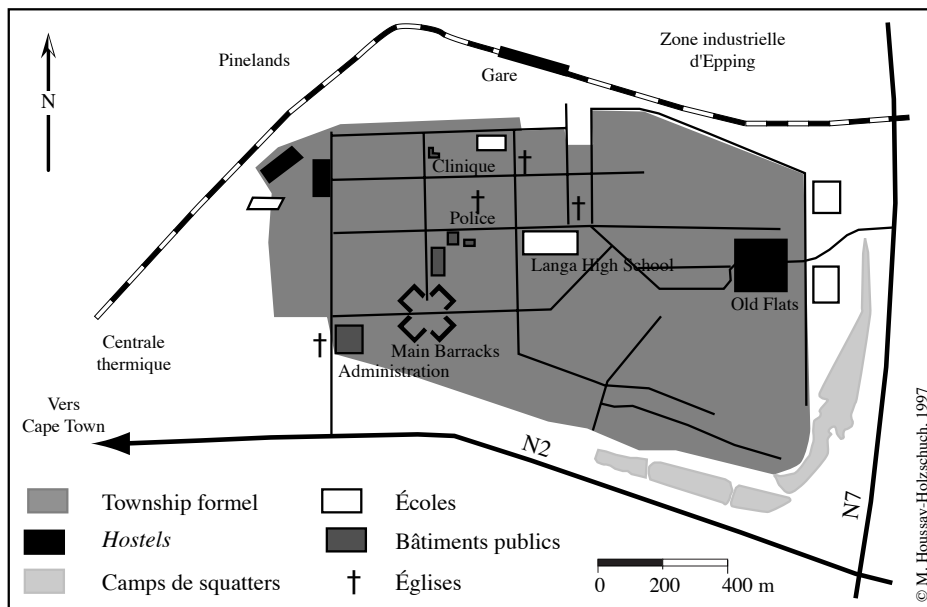
5.1.3 Urbanisation et stratification sociale

Langa est donc le plus ancien des townships noirs existant au Cap. Cette caractéristique, ajoutée à la profusion des études historiques dont il a été l'objet, permet d'étudier en détail la façon dont une identité urbaine noire s'est formée au Cap, et comment les clivages sociaux se sont peu à peu adaptés au milieu urbain. Bien entendu, l'évolution entre ces formes de sociabilité n'est pas linéaire ou irréversible : plusieurs réseaux différents coexistent dans le temps ou pour un même individu. Simplement, la forme dominante évolue selon la période et les populations considérées. Elles n'ont été séparées ici que pour la clarté de la discussion.

La mémoire tribale

Les premières formes d'identité locale à Langa apparaissent selon des clivages tribaux. En effet, les principales fêtes populaires, des années 1940 à la fin des années 1950, commémorent des figures ou des événements qui, loin de rassembler l'ensemble de la population du township, mettent en avant ses divisions.

La première est la fête annuelle mfengu dite aussi *Fingo Celebration* (Kondlo, 1990 [78] ; Musemwa, 1993 [102]). La mise en place de la *Mfengu Memorial Association* en février 1943 et de la fête qui suivit le 14 mai de la même année a souligné les clivages existant à l'intérieur du township. Il faut dire que cette



Carte 5.2 – Langa aujourd'hui.

Source : photo aérienne, campagne de mai 1996, Surveyor General.

journee commémorait « l'émancipation » des Mfengu de la tutelle xhosa (*cf.* chapitre 4.1.2, page 88).

Le 14 mai 1835, les Mfengu avaient prêté serment, en tant que nation, de :

- se convertir au christianisme et suivre ses enseignements ;
- être loyaux au roi d'Angleterre ;
- donner une éducation occidentale à leurs enfants.

Alors que les guerres de frontières étaient loin d'être terminées, un tel serment a été perçu par les Xhosa comme une trahison, sentiment renforcé par le fait que des Mfengu se sont enrôlés dans l'armée coloniale. Pour les Xhosa, commémorer ce serment est commémorer à la fois une trahison et la victoire des colonisateurs. Cela bien sûr ne peut être accepté et a été source de nombreuses tensions à Langa. Mais les autorités — blanches — donnent leur permission, fidèles en cela à leur stratégie de diviser pour régner.

C'est en réaction à cette célébration mfengu que la fête annuelle de Ntsikana fut organisée par les Xhosa. Ntsikana (Peires, 1981 [105, p. 72 *sq.*]) est un des premiers notables xhosa converti au christianisme. Après une vision religieuse, il prêcha la soumission devant Dieu et la conversion au christianisme dans un

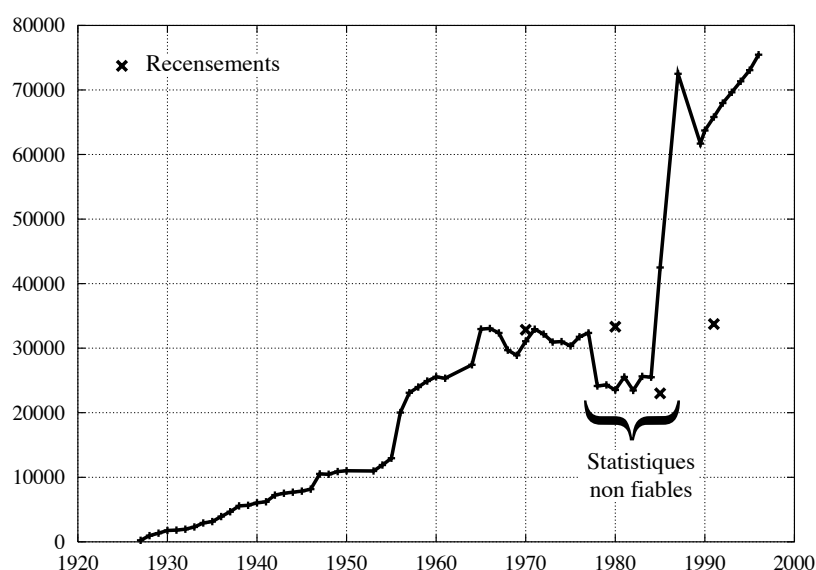


FIG. 5.2 – Évolution de la population de Langa, de 1927 à nos jours.

Source : 1927-1996 : Medical Officer of Health, City of Cape Town ; les chiffres des recensements de 1970, 1980, 1985 et 1991 ont été ajoutés à titre indicatif.

contexte de crise nationale aiguë : son influence date du début du XIX^e siècle. Il est considéré par les chrétiens xhosa comme leur saint patron national.

Il est intéressant de constater que cette réponse à une célébration tribale est plus complexe. Certes, elle commémore une figure nationale, mais dont le message dépasse les seuls Xhosa. De plus, les festivités sont suivies par la classe moyenne urbanisée (Wilson et Mafeje, 1963 [151, p. 35]).

Enfin, les Sotho de Langa célébraient *Moshweshwe Day* le 12 mai en mémoire de leur chef Moshesh, fondateur de la nation basotho et de l'actuel Lesotho.

Progressivement, ces célébrations ont perdu leur caractère tribal : les Mfengu ont dans un premier temps accepté d'inclure le *Nkosi sikelel' iAfrika*⁹. Dans les années 1950, les fêtes de Ntsikana perdent ce qu'elles avaient pu avoir de tribal pour insister sur la cohésion de l'ensemble de la communauté. Malgré ces changements, elles disparaîtront petit à petit à la fin des années 1950, sous la pression du politique : les activistes de l'ANC notamment lutteront avec succès contre ce qui peut diviser et « tribaliser » Langa au détriment de revendications politiques

⁹Cet hymne, « Dieu bénisse l'Afrique », d'abord hymne nationaliste africain adopté par de nombreux mouvements de libération dont l'ANC, forme aujourd'hui une partie de l'hymne national sud-africain.

modernes.

Les « pays »

D'autres formes de sociabilité aident les habitants de Langa à faire la transition entre milieu rural et milieu urbain. Elles concernent en particulier les travailleurs migrants des *hostels* : des petits groupes de « pays »¹⁰ accueillent les nouveaux arrivants.

Ce phénomène a été décrit pour la première fois par Mayer (1961 [97]) pour les townships d'East London. Il étudie la façon dont les deux grandes catégories de Xhosa, les *Red* et les *School*, réagissent à l'urbanisation en formant notamment des groupes de pays.

Pour mieux comprendre ces formes de sociabilité, il est nécessaire de rappeler les fondements de la différenciation entre les deux groupes. Elle est décrite ainsi par un informateur School de Mayer :

« La différence entre un homme Red et moi-même est que je porte des vêtements comme ceux des Blancs, aussi chers que je peux, alors qu'il se contente de vieux vêtements et qu'il laisse sa femme aller en robe de peau. Après m'être lavé, je me mets de la vaseline sur le visage : il utilise de l'ocre rouge pour se faire beau. Il est illettré alors que je peux lire et écrire. Je veux éduquer mes enfants, mais lui veut seulement circoncire ses fils pour pouvoir trouver une bru. Un homme Red va aux sacrifices, moi à l'église. Je prie pour la rémission de mes péchés lorsque je suis malade. Il ne sait rien des péchés et va voir un devin pour sa maladie. J'ai été baptisé, on a fait un sacrifice à sa naissance. Je ne dois utiliser aucun mot qui soit obscène, mais lui utilise de tels mots, même en présence de ses aînés, sans crainte et sans qu'on le lui reproche. » [97, p. 21]

Les différences sont donc critiques dans quatre domaines : l'habillement, l'éducation, les manières et surtout la religion. Pour les Red, sacrifices et divination font partie de la vie quotidienne : le culte des ancêtres, célébré au niveau domestique, a survécu à la fin de la structure politique traditionnelle et à la transformation des chefs en agents du gouvernement. Les School quant à eux sont christianisés et relativement occidentalisés. Cette grande division de la société xhosa apparaît donc dès la seconde génération suivant l'arrivée des missionnaires, soit au dernier tiers du siècle dernier. Elle est la conséquence d'un choix politique : échapper à l'oppression des Blancs est pour les Red, en être indépendants ; pour les School, être égaux.

¹⁰J'utilise l'ancien mot populaire français « pays » pour traduire l'anglais *home-boy* et le xhosa *amakhaya*, selon l'acception du Littré : « Celui qui est du même pays, du même canton. Au fém., payse ».

Red comme School habitant les zones rurales sont obligés par la situation économique des réserves de venir en ville, dans le monde des Blancs, pour gagner de l'argent comme travailleurs migrants. Pour les Red, il s'agira de tout mettre en œuvre pour éviter d'être attirés par les lumières de la ville ; le migrant va s'entourer d'un réseau social exclusif, conservateur et rural, l'aidant à garder ses racines : c'est ce que Mayer appelle l'*incapsulation*.

La ville a une image négative : on peut s'y perdre. Pour contrer ce risque, on invoque la piété filiale, la crainte des ancêtres et l'attachement à la maison (*umzi*). C'est donc ultimement la loyauté vis-à-vis du lignage qui justifie le séjour en ville : il a besoin d'argent, de bétail, que l'on va gagner. Par ailleurs, femme et enfants appartiennent au lignage, il n'est donc pas pensable de les amener en ville.

Pour maintenir le contact avec le lieu d'origine et outre des visites fréquentes, les migrants utilisent la solidarité des *amakhaya*, leurs pays. C'est une association volontaire. Quand un migrant arrive en ville, il partage un logement avec un pays ; plus tard, il trouvera un logement indépendant dans le voisinage. Il offre un cadeau d'arrivée (brandy), ne paie pas de loyer avant d'avoir trouvé un travail, mais se charge des travaux domestiques et reconnaît l'autorité des aînés.

Ce lieu d'accueil des arrivants est aussi le lieu de loisirs des Red pendant leur séjour en ville : on se réunit toujours avec les mêmes pays pour boire et parler du village—cette institution permet d'organiser un contact quasi quotidien entre le migrant et ses pays et occupe son temps libre.

Les *amakhaya* se chargent également du contrôle social : ils agissent en corps constitué pour maintenir la discipline entre leurs membres, résoudre les conflits et gérer les situations de crise (décès, maladie grave d'un des membres).

À East London, ce procédé ne concerne que les migrants Red. Au Cap, il regroupe les gens selon leur origine géographique, qu'ils soient Red ou School (Wilson et Mafeje, 1963 [151, p. 47 sq.]).

Tsotsis et ooscuse-me : les voies de la ville

Les citadins, dont la maison est à Langa contrairement aux migrants *amagoduka*—ceux qui rentrent chez eux—sont divisés en plusieurs groupes sociaux (Wilson et Mafeje, 1963 [151, p. 22 sq.]). Tous pourtant « regardent vers les Blancs », c'est-à-dire ont adopté un mode de vie à l'occidentale.

La première catégorie est celle des *tsotsis*, également nommés *location boys*, *ooclever* ou *bright boys*. Ce sont des petits délinquants, violents, habitués à fumer du haschich (*dagga*) et à se battre au couteau. Ils se distinguent par leur habillement extravagant de pantalons très larges. Ils parlent un argot fait d'un mélange entre le xhosa et l'afrikaans. Les femmes appartenant à ce groupe s'habillent également à la dernière mode, fument et boivent en public, et portent leurs paquets à

la main, non sur la tête comme celles qui arrivent de la campagne. Plus vieux et quelque peu rangés, ils deviennent les *ooMac*.

La seconde catégorie regroupe les gens respectables, appelés soit *decent people* soit, péjorativement, *ooscuse-me* par allusion à leur politesse et à leur utilisation de l'anglais (*excuse-me*) même entre eux. Ils forment la classe moyenne éduquée des infirmières, instituteurs, prêtres, etc. Logement et nourriture cherchent à imiter au maximum ceux de la classe moyenne blanche. Contrairement aux *tsotsis*, ils vont régulièrement à l'église et appartiennent à des associations locales (clubs sportifs, cercles d'épargne, associations de bienfaisance, etc. ; cf. chapitre 6.2.2, page 185).

5.2 La loi au service de la partition raciale

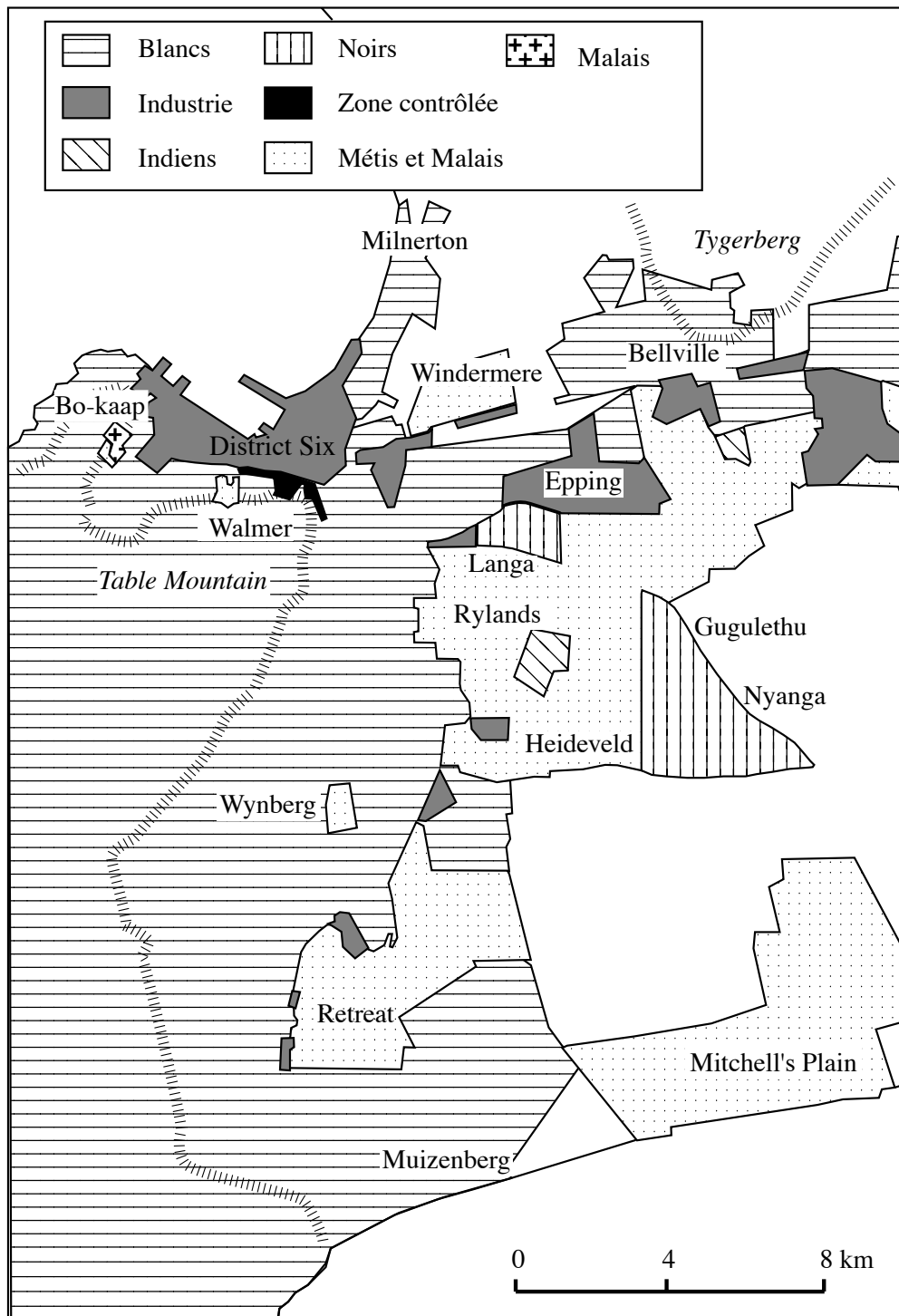
5.2.1 La mise en place du *Group Areas Act* : les Métis hors de la ville blanche

L'application du *Group Areas Act* au Cap a déjà fait l'objet d'études détaillées (Western, 1981 [147] ; Surplus People Project, 1983 [134] ; Cook, 1991 [27]). On l'a vu, il concerne moins les Africains, dont la résidence est déjà contrôlée, que les Métis (cf. page 118). Je ne donnerai donc ici que les grandes lignes de sa mise en place.

Après le passage du *Group Areas Act* au Parlement en 1950, tout transfert de propriété foncière entre les races est gelé. Les municipalités doivent proposer des plans au gouvernement pour redessiner la ville selon les principes de l'apartheid. Le *Cape Town City Council*, traditionnellement libéral et où siègent des conseillers municipaux métis, résiste et refuse de fournir des données au gouvernement (Western, 1981 [147, p. 121 sq.]). Cette résistance explique en partie la lenteur de la mise en place du système : si une carte est rapidement dessinée (cf. carte 5.3), les premières proclamations n'auront lieu qu'en 1957.

L'agglomération est légalement divisée entre les races entre 1957 et 1962, mais quelques zones sont proclamées (*proclaimed*) plus tardivement : District Six ne sera attribué aux Blancs qu'en 1966 ; en 1981, Salt River n'a toujours pas été entièrement proclamé (Western, 1981 [147, p. 123]). Les décennies suivant ces proclamations sont marquées par l'expulsion de milliers de personnes (cf. tableau 5.1), la destruction totale de quelques quartiers et le relogement des Métis dans des townships construits pour l'occasion sur les Cape Flats.

Le déséquilibre entre le nombre de Blancs et le nombre de Métis affectés est tel qu'il serait comique s'il n'était pas tragique. Des communautés métisses extrêmement vivantes ont été détruites par ces expulsions et les conséquences sociales du *Group Areas Act* sont encore extrêmement présentes sur les Cape Flats (cf. chapitre 8.2.2, page 258 ainsi que Houssay-Holzschuch, 1997 [61] ; Pinnock, 1984 [106] ; Western, 1981 et 1996 [147, 148]).



Carte 5.3 – Le *Group Areas Act* à Cape Town. Source : d'après Western, 1981 [147].

Date	Blancs	Métis	Indiens/Chinois	Total
Fév. 1971	285	27 918	720/64	28 987
Déc. 1979	732	58 366	2 581	61 679

TAB. 5.1 – Nombre de familles expulsées au Cap pour la mise en place du *Group Areas Act*.

Source : Surplus People Project, *Forced Removals in South Africa*, 1983 [134, p. 18].

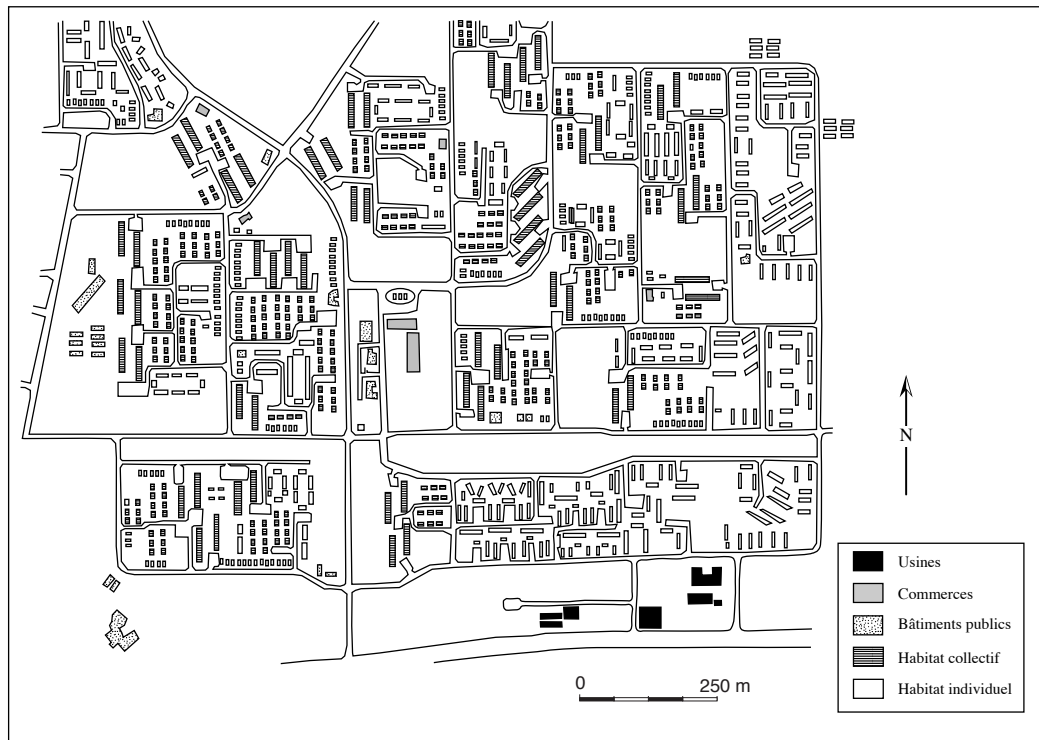
Le traumatisme de l'expulsion que décrivent de nombreux résidents est encore accentué par l'aspect des quartiers où ils sont autoritairement relogés. Contrairement à une tradition urbaine organique incarnée par District Six (Houssay-Holzschuch, 1997 [61]), Hanover Park, Belhar et Mitchell's Plain sont des développements urbains volontaires, planifiés par les pouvoirs publics (municipaux ou nationaux). La population est installée dans un cadre pré-existant, dont la conception répond à des exigences qui ne sont pas les siennes (*cf.* carte 5.4). Comme à Langa, les townships métis, isolés par des zones-tampons, incarnent un urbanisme de contrôle. Ce type de planification pose immédiatement un énorme problème d'aménagement : l'isolement du quartier est tel qu'il devrait être autosuffisant en ce qui concerne les services (sociaux, commerciaux, etc.) et autres infrastructures. En pratique, ces townships sont dépourvus d'une grande partie des services nécessaires. Cela rend encore plus pénible leur éloignement de parfois plusieurs dizaines de kilomètres par rapport au centre-ville et aux zones d'emploi.

5.2.2 Les Africains : du contrôle au rejet

Cape Town sous l'apartheid devient de plus en plus la ville de l'homme blanc. Si les Métis sont expulsés du centre-ville, ils restent relativement privilégiés : la présence *africaine* est, elle, fondamentalement remise en cause. La politique de W.W.M. Eiselen, secrétaire d'État aux Affaires indigènes (*Secretary for Native Affairs*) est de déclarer le Western Cape une zone d'emploi préférentiel pour les Métis (*Coloured Labour Preference Policy*)¹¹. Il s'agit de les protéger dans leur région d'origine : un Noir ne peut être employé que s'il s'avère qu'aucun Métis ne veut ou ne peut être embauché. Eiselen espère même réduire considérablement la population africaine dans la province et la limiter à des travailleurs migrants sous contrat. Il s'explique ainsi dans un discours de 1955 :

« La politique à l'égard de l'immigration indigène dans le Western Cape est, brièvement, comme suit :

¹¹Pour plus de détails sur la mise en place progressive de la *Coloured Labour Preference Policy*, voir les recherches de Kinkead-Weekes, 1985 et 1992 [73, 74] ; Morris, 1981 [101].



Carte 5.4 – Utilisation de l'espace à Hanover Park.

Source : d'après Dewar *et al.*, 1990 [36].

- (a) Tous les indigènes étrangers [*sic*] devront progressivement quitter la Western Province et aucun ne sera autorisé à venir dans cette région.
- (b) Les flux d'indigènes doivent être rigoureusement contrôlés.
- (c) Les indigènes de l'Union déjà dans la région sont passés au crible en vue de rapatrier les familles les plus récemment arrivées.
- (d) Le reliquat légalement admis sera logé dans de bons logements de *location* pour famille ou pour travailleurs célibataires.

Parce que les indigènes, dans cette région métisse, ne doivent pas bénéficier des mêmes privilèges de résidence que les Métis, ils ne sont pas autorisés—contrairement à ce qui se fait ailleurs—à acheter ou construire des maisons. Nous pensons et espérons que la population indigène n'augmentera pas mais di-

minuera régulièrement.

- (e) Lorsque de la main-d'œuvre indigène supplémentaire est absolument indispensable, elle devra prendre la forme de travailleurs migrants qui peuvent aisément être renvoyés chez eux lorsque leurs services ne sont plus nécessaires dans la Western Province. » [41, p. 11]

L'urbanisation des Noirs au Cap fait ainsi l'objet d'une longue série de mesures de contrôle (cf. tableau 5.2).

Année	Mesure	But
1923	<i>Native (Urban Areas) Act</i>	Dans les zones urbaines concernées, les Africains sous contrat de travail doivent être enregistrés, les nouveaux arrivants doivent demander la permission de séjourner en zone urbaine. C'est le système de l' <i>influx control</i> qui empêche l'urbanisation de la population noire.
1930	<i>Urban Areas Act</i>	Les autorités locales du Transkei cessent d'accorder des passeports intérieurs aux Africains voulant aller chercher du travail au Cap. La législation précédente est renforcée et prévoit des sanctions pour les Africains <i>cherchant</i> du travail en zone urbaine.
1940	<i>Industrial Decentralization Committee</i>	Promotion d'une décentralisation de l'industrie en dehors des villes principales.
1941	<i>Cape Town City Council Procl. 105</i>	Les autorités locales ont désormais le pouvoir de refuser l'entrée de Cape Town aux Africains.
1945	<i>Native (Urban Areas) Consolidation Act</i>	Renforcement de la législation précédente : les Africains n'ont plus le droit de pénétrer dans des zones urbaines proclamées.
1949	<i>Cape Peninsula Government Notice 1032</i>	Les Africains cherchant du travail ne peuvent légalement rester que 14 jours à Cape Town.

TAB. 5.2 – Tableau récapitulatif : mesures de contrôle de l'urbanisation noire au Cap

Année	Mesure	But
1952	<i>Native Laws Amendment Act</i>	Limitation du droit des Africains à résider en ville : selon la section 10, seuls ceux y ayant résidé 15 ans, ou ayant travaillé 10 ans sans interruption pour le même employeur ont des droits urbains. Selon la section 27, toutes les femmes africaines résidant au Cap doivent être enregistrées.
	<i>Natives (Abolition of Passes and Coordination of Documents) Act</i>	Tous les Africains de plus de 16 ans doivent porter un passeport intérieur.
1955	Mise en place de camps d'urgence	Les Africains de différents camps de squatters sont concentrés dans les camps d'urgence, « passés au crible » (<i>screened</i>) et les illégaux expulsés.
1956	<i>White Paper</i> gouvernemental développant le principe des « zones frontalières »	Développement des réserves pour que les Africains trouvent un emploi à l'extérieur des zones urbaines.
1964	<i>Bantu Labour Act</i>	Renforcement de la <i>Coloured Labour Preference Policy</i> .
1965	Les entreprises employant des Métis dans des zones déterminées sont subventionnées par l'État	Tentative de réduction du chômage parmi la population urbaine métisse.
1966	Gel de la population active africaine dans le Western Cape	L'embauche des Africains ne peut se faire qu'avec une permission du Ministre. On cherche à réduire la population africaine de la région de 5 % par an
1967	Les contrats de travail pour Africains dans le Western Cape sont limités à 12 mois.	
1968	<i>Physical Planning and Utilisation of Resources Act</i> , section 3 (1)	L'installation ou le développement d'usines dans l'agglomération du Cap sont subordonnés à l'emploi exclusif de Blancs et de Métis.
1973	Atlantis et Darling sont des « points de croissance »	L'urbanisation de la population métisse est limitée.

TAB. 5.2 – Tableau récapitulatif : mesures de contrôle de l'urbanisation noire au Cap

Année	Mesure	But
1975	<i>National Physical Development Plan</i>	Volonté de limiter la croissance urbaine, les villes sud-africaines étant jugées trop grandes.
1977	<i>Prevention of Illegal Squatting Amendment Act</i>	Les autorités locales peuvent empêcher des personnes sans logement de résider en ville ou d'obtenir un emploi.
1980	<i>Spatial Development Strategy for the Western Cape</i>	Atlantis est classé « point de déconcentration », pour attirer la population métisse. La croissance de Cape Town doit être contenue, aucune nouvelle industrie ne peut s'installer dans l'agglomération.
	<i>Prevention of Illegal Squatting Amendment Act</i>	Les camps de squatters bâtis après 1977 peuvent être démolis.
1986	<i>Urbanisation Act</i>	L' <i>influx control</i> est aboli et remplacé par des formes de contrôle plus subtiles, selon le logement ou l'emploi.

TAB. 5.2 – Tableau récapitulatif : mesures de contrôle de l'urbanisation noire au Cap.

Source : Dewar et Watson, 1990 [35].

5.3 Nyanga et Gugulethu

Les restrictions croissantes portant sur leur résidence au Cap poussent de plus en plus les Africains à habiter hors des limites municipales. Cette tactique d'évasion date des premiers règlements sanitaires édictés par le *Cape Town City Council* pour lutter contre la taudification de certains quartiers du centre-ville. Mais la mise en place d'un système de ségrégation urbaine, de Ndabeni au *Native (Urban Areas) Act*, est l'élément décisif : les Africains qui refusent de résider à Langa ou qui ne peuvent y trouver de logement vont construire des cabanes (*shacks* ou *pondokkies*) dans les bidonvilles hors des limites municipales.

5.3.1 Lutter contre les squatters

Les impératifs de la croissance économique pendant la seconde guerre mondiale amèneront les autorités à suspendre l'*influx control*. L'exode des Africains à destination des villes reprend alors. Cependant, aucun logement n'est disponible pour les nouveaux arrivants : Langa est déjà surpeuplé et le conseil municipal ne souhaite pas investir dans le logement social. Langa loge en 1945 7 849 personnes.

On estime la population africaine totale présente dans l'agglomération à quelques 60 000 personnes, la plupart habitant dans des camps de squatters (*cf.* page 144)...

Le *Cape Town Divisional Council* est l'autorité locale chargée d'administrer les zones rurales autour de Cape Town : Kommetjie, Hout Bay, Philippi, Durbanville et Elsies River—ainsi que la plupart des camps de squatters—sont sous sa juridiction. En 1946, il décide de construire la *location* de Nyanga pour y loger les Africains squattant sur son territoire (*cf.* carte 5.7). Le choix du terrain lui permet de « déguerpir » les résidents du camp de squatters de Sakkiesdorp—le village de sacs—(Fast, 1995 [46, p. 53]). La première tranche de Nyanga—la lune—est construite en bordure de Sakkiesdorp, formant le quartier de *Old Location*.

Les maisons de ce quartier comprennent quatre pièces, soit deux chambres, un salon et une cuisine. Eau courante et électricité y sont installées. Mais elles n'ont pas de plancher : les sols sont en brique. En outre, elles n'ont qu'une porte intérieure (Fast, 1995 [46]). Enfin, le locataire peut y faire des améliorations à ses frais mais, ce qui n'a rien d'étonnant dans les townships de la Péninsule, il n'aura aucune compensation financière pour ces améliorations si son bail vient à être subitement résilié par les autorités locales (Granelli et Levitan, 1977 [54]).

L'absence d'infrastructures se fait cruellement ressentir pendant les premières années de l'existence de Nyanga : malgré l'éloignement du nouveau township, il n'y a pas de transports en commun organisés, ni de commerces, d'églises, d'écoles ou de téléphones publics. Enfin, le loyer demandé par le *Cape Divisional Council* (Divco) aux habitants de Nyanga est bien plus élevé que les quelques shillings qu'ils avaient à payer à Sakkiesdorp au propriétaire du terrain. En conséquence, un certain nombre de familles quittent les maisons qui leur ont été attribuées pour retourner s'installer dans le camp de squatters qui continue de se développer.

Les autorités locales ont donc non seulement échoué dans leur tentative de contrôle des camps de squatters, mais la juxtaposition d'habitat formel et d'habitat informel à Nyanga reste encore aujourd'hui un des traits marquants de ce township (*cf.* carte 5.5).

5.3.2 Les différentes phases de la construction de Nyanga

- Les difficultés financières rencontrées par Divco après la construction de Old Location sont telles que la phase suivante est caractérisée par la volonté d'économie. En effet, si peu luxueuses que soient les premières maisons, elles ont coûté trop cher et le boycott des loyers ne fait rien pour arranger les choses. 325 nouvelles maisons de quatre pièces seront construites et les premières familles emménageront à Mau-Mau au mois de juillet 1953. Les maisons y sont plus petites, de moins bonne qualité : elles sont conçues pour être partagées entre deux ménages, chaque ménage ayant la jouissance de deux pièces. Il n'y a pas d'électricité, de plancher ou de plafond. Les

latrines à l'extérieur doivent également être partagées. Les loyers sont plus élevés que pour les maisons de Old Location, malgré la faible qualité du bâti.

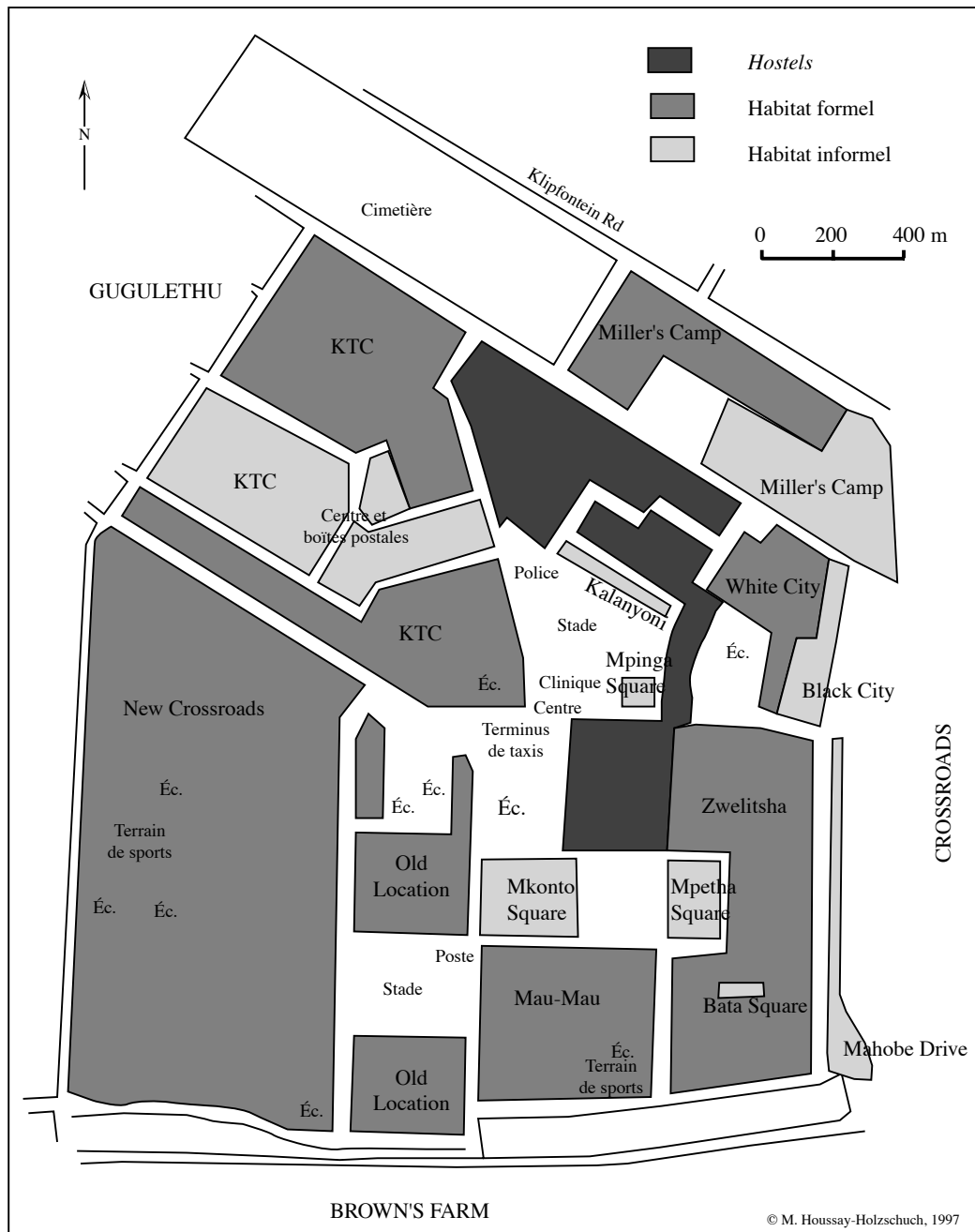
Mau-Mau accueille les expulsés des camps de squatters de l'agglomération, de Bellville, Parow et Goodwood en particulier. D'emblée, la criminalité y règne : c'est un lieu mal famé, où l'on vole et assassine—d'où le nom attribué à ce nouveau quartier. La vie sociale y est peut-être interlope mais elle est bien plus intense que dans la bonne société de Old Location : la densité des shebeens n'a d'égale que celle des associations, politiques ou non. Un résident l'explique ainsi :

« Tous ces gens venus d'endroits différents dans la même marmite, ça crée forcément des conflits, pas vraiment des conflits, mais de la délinquance. Maintenant encore, si on va là-bas, il y a de la bagarre. L'occupation partagée (*dual-occupancy*) a gardé ses caractéristiques effrayantes. » [46, p. 112]

L'impact des structures spatiales sur les structures sociales est donc particulièrement important à Nyanga : de profondes différences et des tensions entre les quartiers en sont la conséquence.

- Mais la construction de Mau-Mau et la destruction d'un certain nombre de camps ne suffisent pas à débarrasser la zone contrôlée par Divco des squatters. Bien au contraire, l'exode rural se poursuit à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Le nombre de *black spots* continue d'augmenter. Les autorités locales décident alors d'établir un camp d'urgence (*emergency camp*) pour les squatters au nord-ouest de Old Location et de Mau-Mau. Ce camp d'urgence sera rebaptisé camp de transit puis KTC (*Kaffir Transit Camp* pour les autorités). Il se maintiendra au fil des années : seules quelques parcelles seront utilisées pour la construction d'*hostels* (cf. carte 5.5).

Le but des autorités en établissant ce camp était double : dans un premier temps, y reloger les squatters expulsés des *black spots* permettait de contrôler la croissance de l'habitat informel. Le coût financier d'une telle opération était limité par l'adoption du modèle des sites viabilisés (*site and service*) : les autorités se contentaient de fournir eau (un robinet pour 30 familles), latrines (une pour 2 familles) et un minimum de voirie, les habitants construisant eux-mêmes leurs maisons. De plus, un tel environnement permet de souligner symboliquement que la présence des Noirs dans le Western Cape n'a rien de permanent. Dans un second temps, les squatters rassemblés dans ce camp étaient passés au crible (*screened*) et séparés selon leur statut légal : ceux ayant le droit de résider en ville étaient placés sur une liste d'attente pour obtenir un logement formel de la municipalité ;



Carte 5.5 – Nyanga : juxtaposition de l'habitat formel, des *hostels* et des camps de squatters.

Source : Awotona *et al.*, *Townships in Cape Town*, 1995 [6] ; photographie aérienne, campagne de novembre 1996, Surveyor General.

les autres, « illégaux » ou « non-autorisés » (*unqualified*), étaient expulsés vers les homelands.

Dès octobre 1956, et sans compter les squatters voisins de Sakkiesdorp, le camp de transit comptait 3 158 personnes. En 1959, les *black spots* de Goodwood, Parow, Bellville, Kraaifontein ont disparu ; le camp compte 11 474 personnes (Fast, 1995 [46]). C'est cette série d'expulsions qui permet d'expliquer la croissance démographique phénoménale de Nyanga à cette époque (cf. figure 5.3).

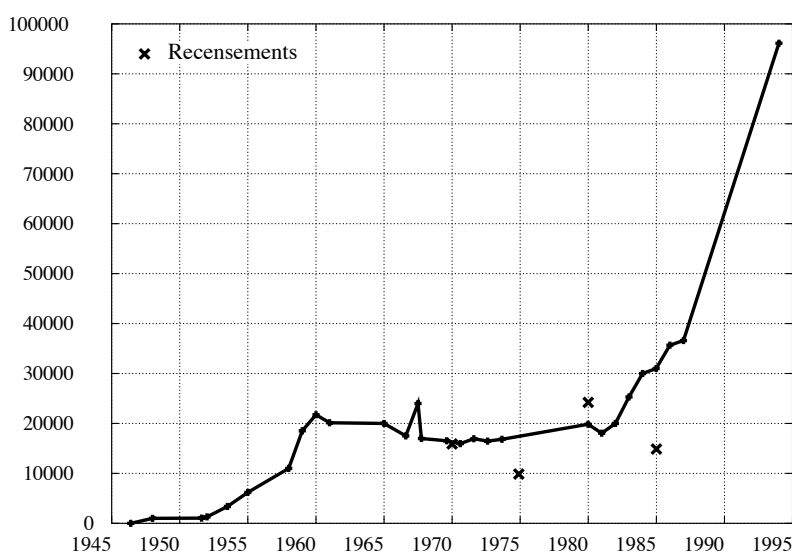


FIG. 5.3 – Évolution de la population de Nyanga, de 1946 à nos jours.

Source : Fast, 1995 [46] ; Elias, 1983 [43] ; 1994 : Mazur, 1995 [98] ; rapports annuels du Medical Officer of Health et du Chairman, Cape Town Divisional Council. Les résultats des recensements de 1970, 1980 et 1985 ont été ajoutés à titre indicatif, ainsi que le chiffre de décembre 1974 du Bantu Affairs Administration Board (cité dans Granelli et Levitan, 1977 [54]).

- Le quartier de Zwelitsha, « Nouveau lieu », a été construit entre 1957 et 1962. Il s'agit de séries de quatre maisons mitoyennes de quatre pièces chacune, comprenant des toilettes et un robinet à l'extérieur. L'électricité n'y a été installée qu'au milieu des années 1990. Le paysage de Zwelitsha ne diffère en rien de celui des hostels voisins : ces logements familiaux étaient prévus pour être transformés en hostels, conformément à la politique décrite par Eiselen de remplacement des familles noires dans le Western Cape par des travailleurs migrants (cf. *supra*). Plus encore, les maisons de Zwelitsha devaient être transformées une dernière fois en logements familiaux, cette fois pour des Métis, une fois l'ensemble de la population noire expulsé du

Western Cape (Awotona *et al.*, 1995 [6]).

- De la fin de la construction de Zwelitsha à 1981, aucun logement n'a été construit à Nyanga à l'exception d'hostels pour des travailleurs migrants. Au début des années 1960, le township voisin de Gugulethu a été construit. Mais de 1968 à 1981, et dans l'ensemble de l'agglomération, aucun logement familial n'a été construit pour les Noirs. Ce qui, ajouté à l'accroissement naturel, à l'obligation légale d'habiter dans les townships et à l'interdiction de construire sa propre maison, a créé une crise du logement sans précédent. À Nyanga comme dans les autres townships noirs, l'espace est un luxe et la maison est surpeuplée. La multiplication des *backyard shacks*, ces cabanes d'arrière-cour construites comme pièces d'appoint, est une conséquence directe de cette politique. Bien souvent, les situations sont dramatiques : ainsi, les enfants de familles « autorisées », eux-mêmes nés au Cap et légalement autorisés à y résider, n'ont pas de logement. Certains habitent encore aujourd'hui avec leurs parents, souvent dans les *backyard shacks*. D'autres ont contribué à former les camps de squatters des années 1970 (*cf. infra*).
- Le développement de Nyanga a repris en 1981 avec les programmes de relogement des squatters de Crossroads à New Crossroads. D'autres habitants de Crossroads, mais aussi de KTC, Nyanga Bush, Nyanga Extension et Portland Cement sont venus se réfugier à Nyanga à cause de la violence du milieu des années 1980 (Cole, 1986 [24]). Ils ont occupé des terrains vacants au centre de Nyanga ou sur les marges (*cf. carte 5.5*) : Miller's Camp, Mpe-tha Square, Bata Square, Mahobe Drive, Mpinga Square, Mkonto Square, Black City et Kalanyoni (Awotona *et al.*, 1995 [6, p. 2-7]).

La faible qualité du bâti de Nyanga ainsi que l'imbrication du formel, de l'informel et des hostels expliquent sans doute à la fois la faiblesse de l'identité locale et l'image négative de Nyanga auprès du reste de la population noire de Cape Town. Les habitants de Nyanga, à l'exception de ceux de Old Location, ont été forcés d'y habiter. Si on leur en donnait l'opportunité, ils souhaiteraient quitter les lieux (Dludla, 1983 [38]). Plus encore que Langa, Nyanga est fragmenté en une multitude de micro-territoires. Le tissu social a du mal à se former à l'échelle du township. La criminalité qui y règne depuis la construction de Mau-Mau en est la preuve.

Nyanga a également une place à part dans la hiérarchie mentale des lieux pour les Noirs de Cape Town. Langa est un lieu respectable, habité par des gens urbanisés depuis longtemps. Gugulethu vient en second sur la liste. Nyanga, pourtant plus ancien, a mauvaise réputation : c'est le *slagpaal*, l'abattoir de la péninsule (Elias, 1983 [43, p.65]). C'est pourtant un endroit extrêmement vivant ; surtout, sa structure spatiale particulière en fait l'un des townships les plus difficiles à réhabiliter et par là même un étalon pour mesurer l'apparition de la ville post-apartheid.

5.3.3 Gugulethu

C'est en 1957 que la municipalité a acquis le terrain de Gugulethu pour £ 99 161, alors que le manque de logements pour Africains à Cape Town est estimé à 7 000 maisons. Le terrain et le township qui y sera construit sont sous la juridiction du *Cape Town City Council*, même s'il est adjacent à Nyanga. Il est situé sur les dunes des Cape Flats, à quinze kilomètres du centre-ville et en bordure de la route nationale 2. Une fois de plus, le Conseil municipal souhaitait créer un township modèle mais il faut souligner que Gugulethu¹² est le premier township du Cap à avoir été conçu et construit selon l'idéologie de l'apartheid, telle qu'elle est systématisée et appliquée par le gouvernement du Parti national après 1948 : Langa en 1923 et Nyanga en 1946 ne répondaient qu'aux exigences de l'idéal ségrégationniste. Les contemporains en sont conscients :

« Le développement de ce township ne répondra pas seulement aux demandes du Conseil municipal et aux besoins du commerce et de l'industrie mais (...) sera aussi conforme à la politique gouvernementale de logement des indigènes. »¹³

Ainsi, le conseil municipal est soucieux de construire une voirie décente et d'amener le chemin de fer avant l'installation des nouveaux habitants. Le 14 novembre 1958, une *Location and Native village* est créée par la notice 1 697 du gouvernement, sous le nom de Nyanga West, remplacé en 1963 par Gugulethu, « notre fierté ». Les maisons sont attribuées au fur et à mesure de leur construction à ceux des squatters concentrés dans le camp de transit de Nyanga qui sont à la fois autorisés à résider au Cap et employés dans la juridiction du *Cape Town City Council*. La majorité d'entre eux vient des camps de squatters de Windermere.

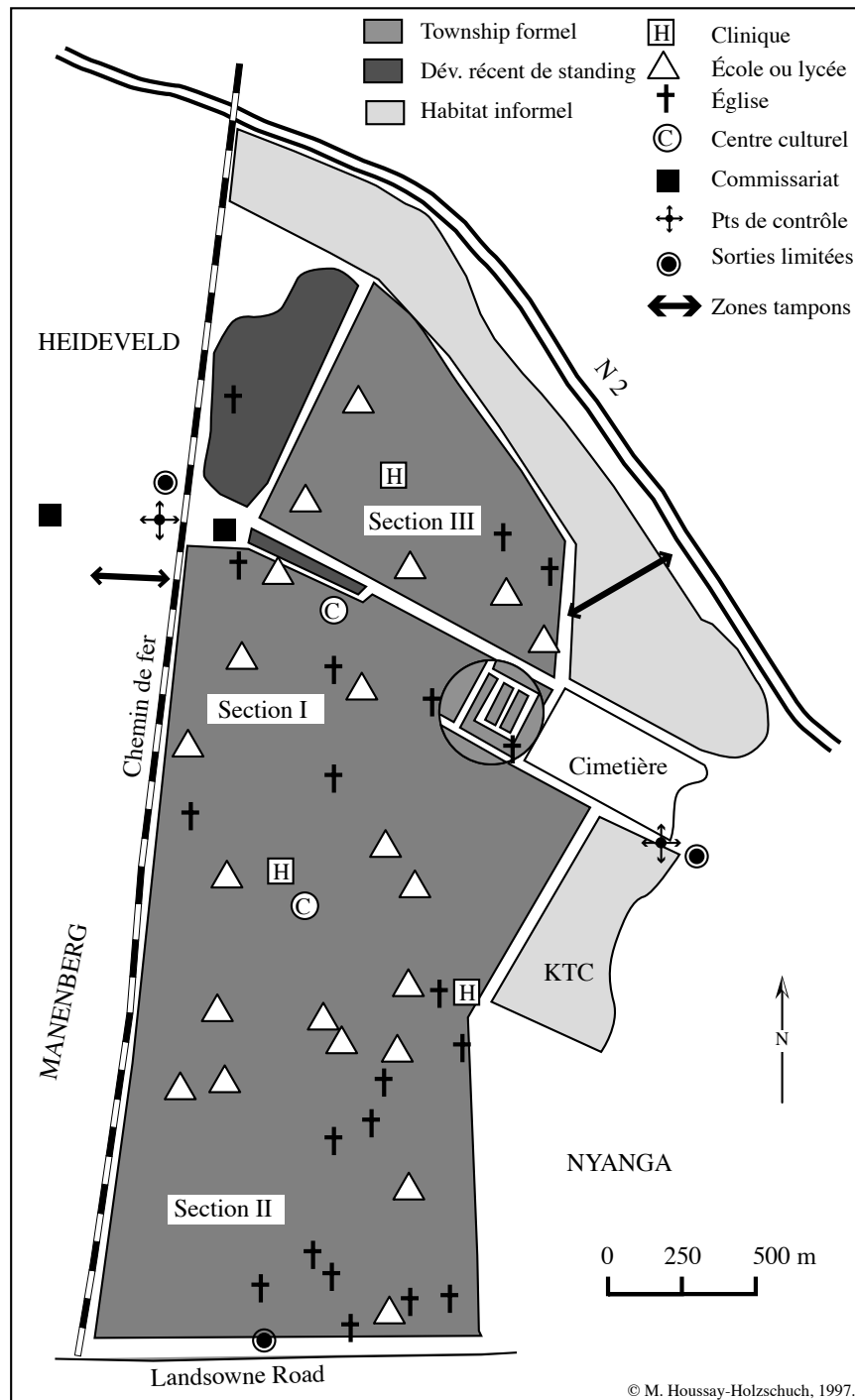
Gugulethu est divisé en cinq sections :

- Section I, comprise entre Klipfontein Road au nord, NY 78 au sud, NY 3 à l'est et la voie de chemin de fer à l'ouest. Section IV, entre NY 99 à l'ouest, NY 103 au sud, NY 78 à l'est et NY 5 au nord, est incluse dans Section I.
- Section II, comprise entre NY 3 au nord, NY 78 à l'est, Landsowne Road au sud et la voie de chemin de fer à l'ouest. Section II inclue également Section V.
- Section III, comprise entre Klipfontein Road au sud, NY 111 et le canal à l'est.

Le parc de logements de Gugulethu est constitué d'hostels et de logements familiaux construits soit par la municipalité, soit par le secteur privé. Depuis la fin des années 1980, des squatters sont venus s'installer en marge du township, notamment dans les zones tampons le séparant de Nyanga et de la route nationale 2.

¹²Gugulethu est aussi écrit Guguletu. J'ai choisi d'utiliser la première orthographe, plus proche de l'étymologie.

¹³Mayor Minutes, 1954, p. 25 ; cité dans Elias, 1983 [43, p. 88].



Carte 5.6 – Gugulethu.

Source : photographie aérienne, campagne de novembre 1996, Surveyor General.

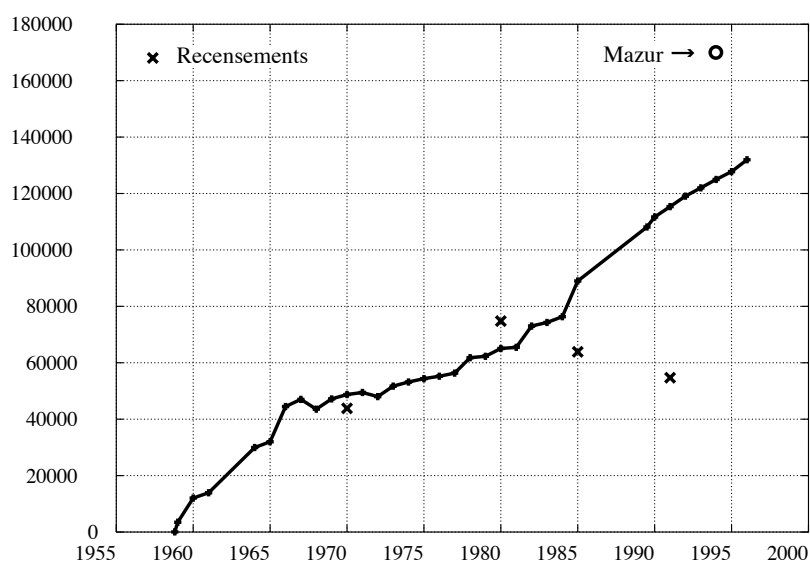


FIG. 5.4 – Évolution de la population de Gugulethu, de 1958 à nos jours.

Source : 1958-1970 : Elias, 1983 [43]; 1964-1996 : rapport annuel du Medical Officer of Health, Cape Town City Council; 1994 : Mazur, 1995 [98]. Les chiffres des recensements de 1970, 1980, 1985 et 1991 ont été ajoutés à titre indicatif.

Le paysage de Gugulethu est particulièrement peu varié : le modèle NE 51/6 (*cf.* figure 5.1) y prédomine largement. Ces maisons de briques, comprenant trois pièces et une cuisine ainsi qu'une salle de bains dans l'arrière-cour, sont le plus souvent construites en série comprenant jusqu'à huit maisons mitoyennes. Les aménagements intérieurs sont minimaux : pas de plafond, de plancher, d'électricité, de portes intérieures ou d'évier dans la cuisine. L'absence d'électricité jusqu'à la fin des années 1970 a forcé les résidents à utiliser des réchauds de paraffine, dont la suie a longtemps maculé les murs.

De l'extérieur, ces maisons stéréotypées, souvent en mauvais état, forment de longues rangées monotones. De plus en plus souvent pourtant, les habitants de Gugulethu ont apporté des modifications : une pièce ou deux ont été ajoutées, électricité et téléphone sont désormais installés ainsi que planchers, plafonds et portes intérieures.

Les habitants de Gugulethu sont en général urbanisés depuis plusieurs générations, comme en témoignent ces deux exemples.

Euginia

Euginia, veuve de 64 ans, est à la retraite et habite dans une des maisons mi-toyennes de Gugulethu avec ses trois filles et 9 petits-enfants. Née au Transkei, elle est arrivée à Cape Town en 1948 pour habiter avec sa sœur mariée après la mort de leurs parents. À Cape Town, elle habitait le camp de squatters de Vrygrond, mais a été expulsée en 1973. Le *Bantu Affairs Administration Board* lui a alors attribué cette maison à Gugulethu. Après avoir été employée de maison de 1948 à 1988, elle vit aujourd'hui de sa retraite et du commerce informel de sucreries, vêtements d'occasion et boissons fraîches. Elle ne retourne plus qu'une fois par an au Transkei, pour rendre visite à sa famille, assister aux funérailles et visiter la tombe de ses ancêtres. Euginia a pu étendre l'espace habitable de sa famille en employant l'arrière-cour, d'autant plus facilement que sa maison est la dernière de la rangée. Deux constructions, fièrement appelées appartements (*flats*) logent deux de ses filles et leurs enfants, dans trois pièces supplémentaires. Un débarras a aussi été construit à côté de la salle de bain. Elle mène une vie sociale intense, étant membre de l'association des mères de l'église anglicane, mais aussi du *street committee* et du *civics* (Questionnaire G1/2, 26 août 1996).

Vuyiswa

Vuyiswa est née à Cape Town il y a cinquante ans, de parents installés à Mui-zenberg. Elle a poursuivi ses études jusqu'à deux ans avant le baccalauréat et a travaillé comme employée de maison, comme aide-soignante et comme ouvrière non qualifiée dans un supermarché. Quatre autres personnes habitent sa maison : deux fils, une fille et un neveu. Elle est célibataire. Elle est arrivée à Gugulethu en 1962 après avoir été expulsée et déplore la ségrégation, qui « influence l'attitude de nos enfants vis-à-vis des autres groupes ethniques ». Elle trouve sa maison de trois pièces bien trop petite pour sa famille, appartient à SANCO¹⁴ et se réjouit des changements apportés par le gouvernement démocratique (Questionnaire G12/3, 9 septembre 1996).

Ainsi, les gens âgés habitant Gugulethu viennent en général des camps de squatters détruits pendant les années 1960. Les gens de moins de soixante ans sont bien souvent nés à Cape Town. Les dynasties féminines, comme chez Euginia, sont relativement fréquentes : outre les veuves, les mariages sont très fragiles, le taux d'illégitimité élevé et la pratique d'unions temporaires avec des travailleurs migrants pendant la période de leur contrat fréquente.

5.4 Les squatters

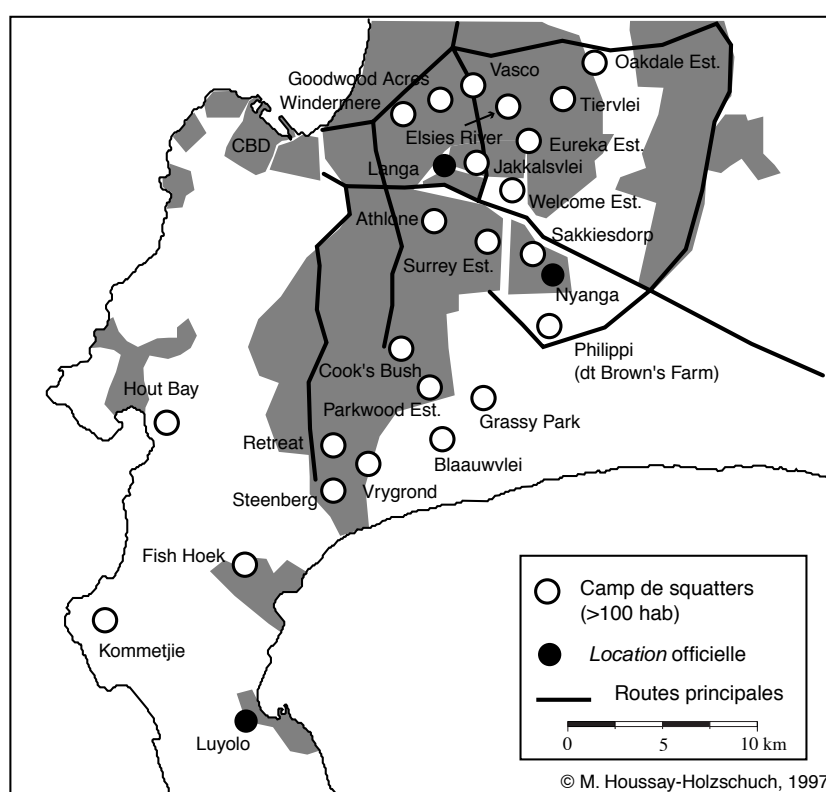
Les squatters sont un problème récurrent dans l'agglomération du Cap, à cause du manque de logements et du refus des autorités d'en construire. Si les premières mentions de squatters datent du milieu du XIX^e siècle, le phénomène a réellement

¹⁴La *South African Civics Association*.

pris de l'ampleur au début du XX^e siècle et dans l'entre-deux-guerres (Budow, 1976 [15]). Ceci n'a rien d'étonnant : c'est une période de croissance urbaine remarquable et, simultanément, de mise en place de la ségrégation urbaine. C'est à cette époque que s'installe le camp de Windermere.

5.4.1 Windermere

Le camp de Windermere est situé sur les Cape Flats, à proximité de Maitland, Ndabeni et des banlieues nord (*cf.* carte 5.7). Cette localisation lui permet d'être proche des principales zones industrielles de l'agglomération à cette époque¹⁵.



Carte 5.7 – Répartition de la population africaine au Cap en 1952.

Source : Fast, 1995 [46, 45].

La présence des squatters dans ce quartier date du début du XX^e siècle. Il s'agit alors principalement de Métis, expulsés de leurs logements en centre-ville et ayant

¹⁵Rappelons qu'après la destruction de la *location* en 1936, Ndabeni sera transformé en zone industrielle.

trouvé refuge à Windermere. Ils font partie des victimes du syndrome sanitaire : leurs logements ont été déclarés insalubres par les autorités après la peste de 1901. Pendant ces premières années, on compte environ 850 personnes dans le camp de squatters et 500 personnes dans un site voisin (Swart, 1983 [136, p. 1–2]). Déjà, ils dérangent : les habitants des quartiers voisins se plaignent du désordre et des ivrognes. Mais Windermere ayant été judicieusement installé en dehors des limites municipales, les autorités sont impuissantes à y faire appliquer les règlements d'urbanisme ou respecter l'ordre public. D'emblée, le camp de squatters apparaît comme un espace en marge, géographiquement comme socialement. C'est aussi largement un espace autonome politiquement.

La population de Windermere n'a commencé à augmenter de façon importante que dans les années 1920. Les habitants viennent du centre-ville ou des campagnes. Déjà, une des caractéristiques des camps de squatters sud-africains se met en place : Windermere, comme les camps de squatters entourant actuellement Alexandra (Lucas, 1994, 1995 et 1996 [84, 85, 86]) n'est pas un espace intermédiaire entre ville et campagne, où les nouveaux migrants s'adaptent au mode de vie urbain avant de chercher un logement dans les quartiers formels. Cela est vrai d'une partie de la population mais d'autres squatters sont urbanisés de longue date et ont adopté ce type d'habitat pour des raisons économiques.

Une enquête de la *Cape Flats Commission* en 1943 établit la liste des raisons données par les habitants à leur résidence à Windermere (Swart, 1983 [136]) :

- Échapper aux loyers, aux impôts locaux et aux règlements d'urbanisme ;
- Pour certains, garder un mode de vie semi-rural avec la possibilité d'élever du bétail ou de la volaille ;
- L'absence d'une politique municipale d'aide au logement ou de construction de logements sociaux. Même après l'adoption du *Housing Act* dans les années 1920, peu de projets sont réalisés à Cape Town. Les quelques projets existants, comme Ndabeni ou Langa, ne parviennent pas à attirer spontanément une population stable. Bien au contraire, la façon dont ces projets sont appliqués renforce les raisons citées plus haut pour les Africains.
- Surtout des raisons économiques. La population non européenne est structurellement désavantagée dans sa recherche d'un emploi. La *Civilised Labour Policy* réserve la plupart des emplois qualifiés aux Blancs. Métis et Noirs n'ont donc accès qu'à des emplois peu ou non qualifiés, avec de bas salaires. La pauvreté qui en résulte, ajoutée à la hausse des loyers et des prix immobiliers dans un contexte de forte demande, les pousse à aller squatter. Malgré le coût plus élevé des transports et celui du loyer payé au propriétaire du terrain¹⁶, il est financièrement plus intéressant de squatter à Windermere que d'habiter un taudis en ville.

La présence d'une population urbanisée à Windermere est confirmée par l'étude des statistiques démographiques existantes (*cf.* tableau 5.3) : accroissement naturel, taux de mortalité et nombre de personnes par ménage sont relativement faibles. Métis et Noirs de Windermere ont déjà largement entamé leur transition démographique.

En 1945, le *Cape Town City Council* estime la population de Windermere à 14 235 personnes, soit 557 Blancs, 7 138 Métis, 104 Asiatiques et 6 436 Noirs¹⁷. Ces chiffres sous-estiment certainement la taille du camp. En 1943, l'*Inspector of Native Locations* l'évaluait à 19 000 personnes. L'organisation *Food Control* portait ce chiffre à 25 ou 35 000 personnes (Swart, 1983 [136, p. 14]). Néanmoins, l'estimation officielle reflète sans doute avec justesse la composition raciale de Windermere, également divisée entre Noirs et Métis et comprenant quelques Blancs.

Les conditions de vie à Windermere sont difficiles : il n'y a pas de voirie décente, pas d'éclairage urbain ou de sanitaires. L'eau n'est installée qu'en 1948 (Swart, 1983 [136, p. 20]), sous la forme de robinets publics. Les catastrophes naturelles sont fréquentes : les dépressions interdunaires dans lesquelles les habitations sont construites sont inondées avec régularité en hiver. Les incendies sont fréquents et dévastateurs : ils se propagent rapidement dans un quartier dense et

¹⁶Certains habitants de Windermere ne sont d'ailleurs pas des squatters, dans la mesure où ils possèdent leur parcelle et leur maison.

¹⁷Rapport annuel du *Medical Officer of Health*, 1945. Mais il ne prend pas en compte l'ensemble du camp de squatter.

Composition des ménages : 47,7 % comprennent moins de 3 personnes, 41,6 % entre 4 et 7 personnes et 10,7 % plus de 8 personnes.

40,2 % des habitations de Windermere logent plus de 2 personnes par pièce.

28 % de la population a moins de 15 ans.

35 % des naissances non-européennes à Windermere sont illégitimes.

Taux de mortalité en 1944 (en %■) :

	Windermere	Cape Town
Européens	18	10,3
non-Européens	35,9	22,6

Taux de mortalité infantile en 1944 (en %■) :

	Windermere	Cape Town
Européens	133,3	32,7
non-Européens	315,1	134,6

Pourcentage des décès dus à la tuberculose :

	Windermere	Cape Town
Européens	1,8	0,7
non-Européens	10,3	6,9

Accroissement naturel des non-Européens : 7,8 %■ à Windermere, 20 %■ dans l'ensemble de l'agglomération.

TAB. 5.3 – Profil statistique de Windermere.

Source : enquête du Cape Town City Council à Windermere, 1944-46 pour les statistiques concernant le logement, et rapports annuels du Medical Officer of Health, 1944-54 pour les statistiques démographiques. Le tout est reproduit dans Swart, 1983 [136, appendix B].

bâti en matériaux inflammables. Ainsi, entre 1939 et 1954, 35 incendies d'importance ont causé 3 morts et la destruction de 935 habitations, rendant quelques 4 700 personnes sans logis.

Le paysage urbain de Windermere mêle maisons formelles et bidonville. Les *shacks* sont bâties soit entre les parcelles occupées par les maisons formelles, soit sur la parcelle elle-même. Comme à Alexandra, le propriétaire de la parcelle¹⁸, habitant la maison, loue les nombreuses cabanes qu'il y a construites. La densité peut ainsi être très élevée : on a compté jusqu'à 32 habitations par parcelle. 51 % des logements sont situés sur des parcelles en comprenant au moins six.

La société de Windermere est duale. Il ne s'agit pas d'une opposition entre

¹⁸La majorité de ces propriétaires possède leur parcelle en toute légalité.

propriétaires et locataires ou entre personnes ayant un emploi formel et chômeurs. En effet, seuls 12 % des logements sont habités par leur propriétaire. De même, la majorité des hommes a un emploi formel : 87 % des Africains et 82 % des Métis. Entre 30 et 40 % des femmes sont également employées. Mais deux réseaux sociaux coexistent : l'un est constitué de gens respectables autour des églises, qui assurent également l'éducation ; l'autre est moins recommandable. Il s'organise autour de quelques lieux, shebeens et bordels, renommés dans l'ensemble de l'agglomération. Cette partie de la population s'enthousiasme pour les courses de chevaux organisées dans l'artère principale du camp de squatters et participe à une véritable culture locale, caractérisée par sa musique, le *marabi* de musiciens comme les Merry Macs ou Dollar Brand (Coplan, 1985 [30] ; Wilson et Mafeje, 1963 [151] ; Swart, 1983 [136]). L'existence de ces deux cultures distinctes, voire antagonistes, décelée à Windermere, peut d'ailleurs être élargie à d'autres espaces urbains noirs en Afrique du Sud (*cf.* chapitre 6.2, page 179).

Windermere a été incorporé dans la municipalité de Cape Town en 1943. C'est alors un véritable bidonville, dont on planifie la démolition pour des raisons sanitaires autant que sociales et politiques. Les Métis sont envoyés par la municipalité dans le quartier voisin de Factreton ou dans les logements neufs construits sur le site du camp de squatters. La question du relogement des Noirs pose, elle, de nombreux problèmes : Langa est déjà complètement occupé et Nyanga dépend de Divco. De plus, la municipalité et le gouvernement central se renvoient la responsabilité du financement de nouveaux logements pour Africains. Cela est à l'origine de considérables délais (Swart, 1983 [136, p. 54–71]). Mais l'arrivée au pouvoir du Parti national en 1948 déclenche une série de raids policiers à Windermere pour contrôler les passeports intérieurs de la population. Arrestations et expulsions en sont les conséquences. Une bataille rangée opposant en 1953 des centaines de Xhosa à autant de Mfengu donne à la police l'occasion de terminer le « nettoyage » de Windermere : les « célibataires » sont envoyés autoritairement dans les *hostels* de Langa (*cf.* figure 5.2) ; les familles sont envoyées vers le camp de transit de Nyanga, puis à Gugulethu (Field, 1996 [47]). En 1960, le camp de squatters de Windermere a cessé d'exister.

5.4.2 En brousse

La destruction de Windermere et la mise en place du *Group Areas Act* à Cape Town marquent l'avènement d'une nouvelle période dans l'histoire des squatters. Pour éviter toute détection, les squatters des années 1950 et 1960 se cachent et s'installent hors de vue, protégés par des dunes, des broussailles ou des forêts. Ils échappent ainsi à la fois aux loyers du propriétaire du terrain ou de la municipalité et à la destruction de leurs habitations. L'ampleur du phénomène est par là même difficile à évaluer.

Par exemple, le camp de Brown's Farm a été établi à la fin des années 1940 (cf. carte 5.7). Ses habitants ont occupé une clairière au centre d'une forêt. Il s'agit d'Africains dont la présence à Cape Town n'est pas légale, voire de personnes nées au Cap, mais qui ont perdu leur droit de résidence après un séjour dans les réserves ou un licenciement (Kondlo, 1992 [79]). Brown's Farm est représentatif des camps de squatters de cette époque.

Aller se réfugier « en brousse » (*in the bush*) est une option d'autant plus viable que les municipalités concernées détruisent les camps de squatters trop voyants. Ainsi, la municipalité de Goodwood détruit les camps autour de Eureka Estates dans les années 1950. La population ainsi expulsée ne rentre pas au Ciskei ou au Transkei : elle se mêle aux milliers d'autres squatters cachés dans les dunes des Cape Flats. Josette Cole [24] évalue la population concernée à 150 000 personnes.

Ces communautés de squatters sont en permanence sous la menace d'expulsion vers le camp de transit de Nyanga. À la fin des années 1960, il semblerait que la majeure partie d'entre elles ait disparu—c'est en tous cas ce dont se félicitent les autorités locales, sans doute trop optimistes.

Par ailleurs, l'organisation sociale des camps de squatters du Cap diffère sensiblement de celle existant dans d'autres villes, en particulier à Johannesburg¹⁹. Les communautés sont ici extrêmement mobiles et instables. Les familles ne restent qu'un ou deux ans dans un camp donné, avant de s'installer dans un autre camp (Kondlo, 1992 [79, p. 113–117]). L'organisation interne y est très faible, sans leader charismatique comme James Mpanza à Johannesburg (Stadler, 1979 [129]). Quelques anciens assurent la direction du camp. Kondlo attribue ces différences à trois facteurs :

- La dispersion des squatters en une multitude de petits camps sur les Cape Flats, ce qui rend une organisation d'ampleur plus difficile ;
- La fréquence des raids policiers dans ces camps, due au statut particulier des Africains dans le Western Cape ;
- L'homogénéité de la population des camps du Cap. La présence massive de Xhosa contraste avec l'hétérogénéité des camps de Johannesburg, qui a poussé à innover en matière d'organisation sociale, les méthodes traditionnelles ne pouvant être appliquées.

5.4.3 Crossroads et la multiplication des camps de squatters

Les années 1960 sont marquées par les efforts du gouvernement pour faire diminuer la population africaine au Cap. En accord avec la politique définie par Eiselen (cf. page 129), les premières victimes sont les femmes. La façon dont elles ont été pourchassées a été bien mise en évidence, autant par des universitaires que

¹⁹Sur ce point, voir Stadler, « Birds in the Cornfield : Squatter movements in Johannesburg, 1944–47 », 1979 [129].

dans la littérature (Cole, 1986 [24]; Joubert, 1980 [71]; et les œuvres de Magona [89, 90, 91, 92]). Les femmes en possession d'un emploi ne se voyaient accorder que de très courts permis de résidence de 3 ou 6 mois et cela pendant des années. Les autres se cachaient dans les broussailles, essayant d'échapper aux raids policiers permanents, de jour comme de nuit. Les arrestations étaient suivies d'amendes, mais aussi de déportations vers les homelands. La majorité des déplacées revenait au Cap presque aussitôt.

La situation des squatters au Cap des années 1960 au début des années 1970 est encore mal connue. L'existence de camps cachés est probable mais il faut attendre 1975 pour que le problème des squatters redevienne d'actualité. C'est à cette époque que l'accroissement naturel dans les townships existants a rendu leur surpeuplement insupportable. D'autre part, les besoins de l'économie attirent de plus en plus de travailleurs migrants au Cap malgré les restrictions imposées par la loi : entre 1968 et 1974, le nombre des travailleurs migrants dans le Western Cape a augmenté de 56,3 % (Cole, 1986 [24, p. 9]). Le contexte politique est celui d'un renouveau de la résistance (cf. chapitre 2.2.2, page 46).

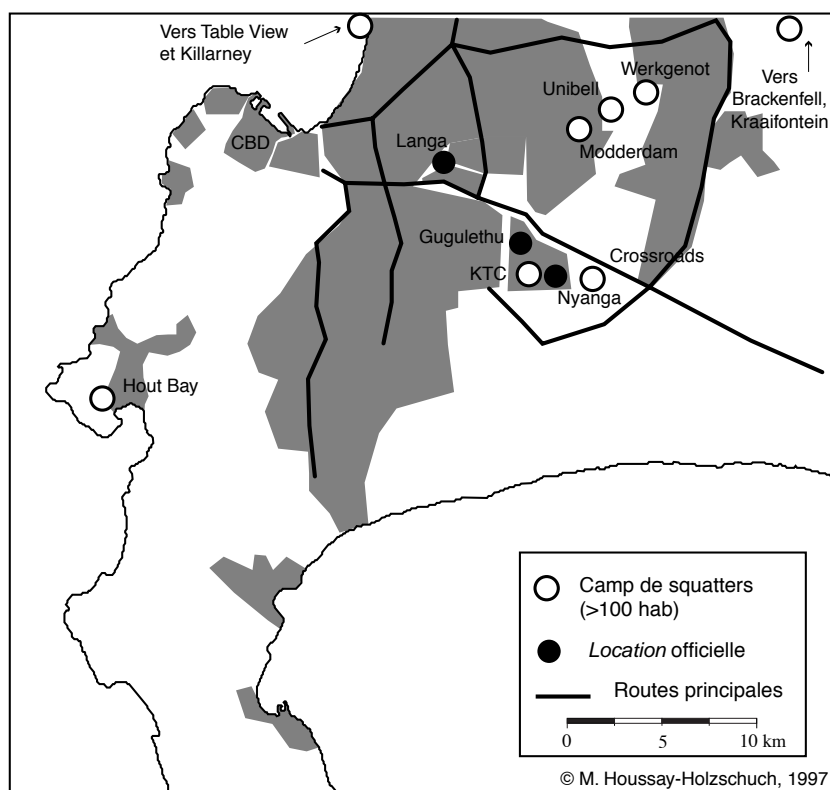
C'est en 1975-1976 que les camps de Crossroads, Unibell, Modderdam et Werkgenot²⁰ apparaissent sur les Cape Flats (cf. carte 5.8).

Si la plupart de ces camps ont été rapidement détruits, les habitants de Crossroads ont réussi à obtenir en juin 1976 une décision de justice déclarant Crossroads un camp d'urgence légal (*Emergency Camp*). Le *Cape Town Divisional Council* doit même y installer des services rudimentaires (robinets, poubelles...) contre un loyer de 10 rands par mois pour chaque site occupé. Le fait que le terrain soit donc administré par Divco et non par le *Bantu Affairs Administration Board* comme les autres townships implique moins de contrôle. Crossroads devient alors une sorte de zone libérée, à l'identité locale très forte et aux habitants extrêmement organisés (Cole, 1986 [24]). Le camp grandit, d'autant qu'une partie des déguerpis de Modderdam, Unibell et Werkgenot s'y réfugie. La population passe de 16 900 en juin 1977 à 20 000 habitants au mois de décembre de la même année.

À partir de fin 1978, le gouvernement sud-africain, personnifié par son ministre des Affaires plurielles (*Minister of Plural Relations*)²¹ Piet Koornhof, tenta de trouver des solutions au problème de Crossroads. En avril 1979, il annonce la construction de New Crossroads, township formel où une partie de la population sera relogée. Mais les camps de squatters adjacents à Crossroads (également appelé Old Crossroads) comme Nyanga Bush, Portland Cement ou Nyanga Extension ne seront pas touchés par ces améliorations. Les années suivantes verront la montée en puissance à Crossroads de Johnson Nxobongwana, homme fort lo-

²⁰Deux d'entre eux ont été documentés, par Cole (*Crossroads : the Politics of Reform and Repression, 1976-1986*, 1986 [24]) et Silk (*A Shanty Town in South Africa : The Story of Modderdam*, 1981 [125]) respectivement.

²¹Encore un avatar du vieux *Native Affairs Department*...

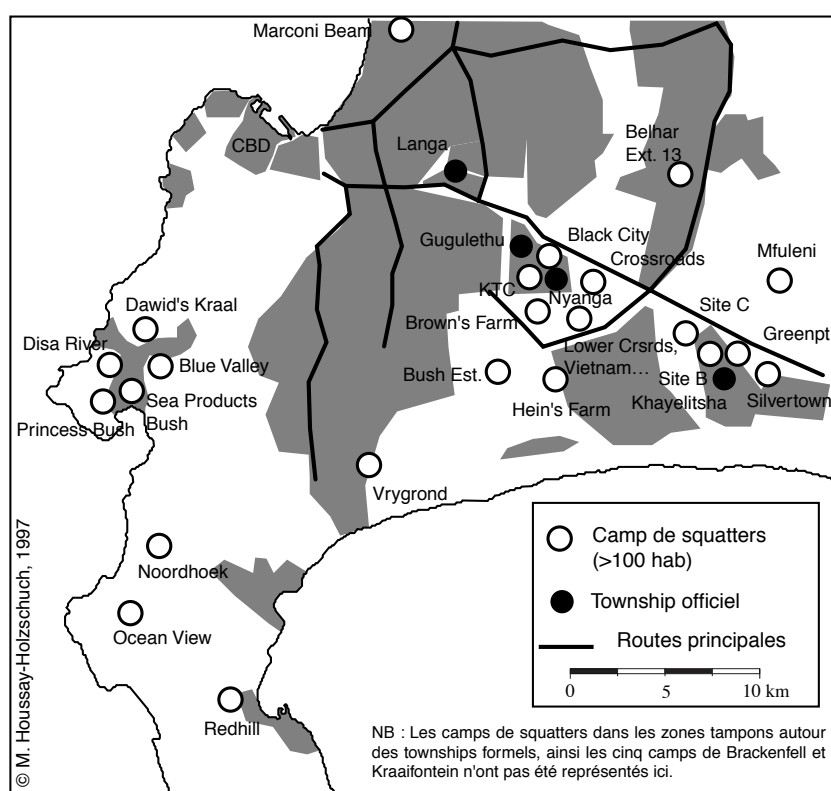


Carte 5.8 – Répartition de la population africaine au Cap en 1977.

cal²² se rapprochant de plus en plus du Parti national. Les affrontements entre ses troupes, les *witdoeke*, et la jeunesse progressiste des camps adjacents, les *comrades*, seront parmi les épisodes marquants du début de l'insurrection des années 1985-1986.

Depuis le début des années 1990, le nombre des camps de squatters est en perpétuelle augmentation (*cf.* carte 5.9). La zone de Nyanga, Crossroads et Philippi concentre la majorité d'entre eux. D'autres camps se sont installés à proximité des zones d'emploi comme à Hout Bay ou à Marconi Beam.

²²Les Sud-Africains ont inventé pour désigner ce type de personnage le terme de *shacklord*, forgé sur celui de *warlord*—seigneur de la guerre.



Carte 5.9 – Répartition de la population africaine au Cap en 1997.

5.5 Khayelitsha

5.5.1 Un changement de politique ?

C'est entre 1981 et 1986 que la politique gouvernementale vis-à-vis de la population africaine au Cap va évoluer. Dans un premier temps, la construction de New Crossroads marque un tournant : c'est la première fois depuis la fin de la construction de Gugulethu que des logements sont construits au Cap pour les Noirs. Il ne s'agit en fait que d'une reconnaissance partielle de la présence africaine au Cap : certes, elle est désormais conçue non plus comme un mal nécessaire avant l'avènement d'une province réservée aux Métis mais comme irréversible. Cependant, le gouvernement limite cette reconnaissance à une fraction de la population noire, la classe moyenne et la petite bourgeoisie. Les modalités de l'abolition de l'*influx control* en 1986 confirment cette interprétation : le contrôle de la circulation des personnes passe à partir de 1986 par des formes plus subtiles, comme le logement ou l'emploi.

Il est difficile de dire si cette nouvelle législation marque un réel tournant dans la politique gouvernementale ou si elle est simplement pragmatique : diminuer le surpeuplement dans les townships existants et rétablir en même temps un contrôle politique sur la population. C'est en tous cas dans ce contexte qu'il faut comprendre l'annonce de la construction de Khayelitsha le 30 mars 1983 par Piet Koornhof, ministre de la coopération et du développement²³.

Un examen attentif de son discours²⁴ confirme cette ambiguïté de la décision : il réaffirme l'importance de l'*influx control*, souligne la nécessité du développement économique des homelands du Transkei et du Ciskei et exclut clairement la construction de nouveaux logements dans les townships existants.

La zone choisie pour ce nouveau développement est—naturellement—très éloignée du centre-ville. Au-delà de Mitchell's Plain, ville nouvelle construite pour les Métis expulsés des zones blanches, s'étend la zone dunaire de Drift Sands/Swartklip. Dans un premier temps, le gouvernement parle d'y installer l'ensemble de la population noire de la péninsule, y compris les habitants des anciens townships de Langa, Nyanga et Gugulethu. À cette époque, les plans de Khayelitsha montrent le nouveau township comme l'apogée de l'urbanisme de contrôle à la sud-africaine. Sa localisation est parfaite : il est très éloigné et isolé du reste de l'agglomération, mais aussi sérieusement encadré. À l'ouest du township, entre Khayelitsha et Mitchell's Plain, se trouve une usine de munitions ; à l'est, les casernes d'un corps d'armée... Il semblerait même que le gouvernement ait songé à lui accorder un statut de bantoustan, faisant une ville-état d'une banlieue-dortoir. Ces plans ont été abandonnés par la suite.

Khayelitsha (« Nouvelle maison ») a été prévu pour loger 250 000 personnes sur une période de vingt ans. Aujourd'hui, le township en compte certainement plus de 600 000, même si les estimations varient du simple au triple. Ce bond numérique sans équivalent a de quoi surprendre : d'où viennent les habitants de Khayelitsha ? Certes, il y a parmi eux de nombreux migrants du Transkei et du Ciskei, comme on le verra par la suite (*cf.* page 158). Cependant, pour l'essentiel, l'urbanisation foudroyante de Khayelitsha est une urbanisation de « rattrapage ». En effet, l'abolition de l'*influx control*, la construction de nouveaux logements destinés aux Noirs, le relatif assouplissement des contrôles législatifs, tout cela a fait surgir une population depuis longtemps avide d'espace urbain :

- Les premiers à s'installer à Khayelitsha sont les habitants des camps de squatters de l'agglomération. En effet, ils espèrent trouver dans un développement formel un certain confort de vie et les infrastructures dont ils manquaient jusqu'alors ;

²³ *Minister of Co-operation and Development*, avatar de l'ancien *Native Affairs Department*.

²⁴ *Hansard*, cols. 891–3, 30 mars 1983 ; partiellement reproduit dans *Surplus People Project, Khayelitsha : new home—old story*, 1984 [132, p. 75-76].

- Des anciens townships de Langa, Gugulethu et Khayelitsha viennent des familles entières. Devant la crise du logement pour Noirs, ces personnes, souvent nées au Cap, avait dû s'entasser dans des cabanes d'arrière-cour ou *backyard shacks*. La construction de Khayelitsha leur permet d'« avoir leur propre maison » (Conradie, 1992 [26]) ;
- Enfin, de nombreux travailleurs migrants jusqu'alors logés dans les *hostels* saisissent là l'occasion de faire venir définitivement leur famille au Cap.

L'ampleur de la population concernée permet d'avoir une idée des perturbations introduites par l'apartheid dans le processus d'urbanisation.

5.5.2 Phases du développement

« En bref, cela signifie que nous considérons cinq zones centrales, chacune munie des équipements essentiels tels que centres commerciaux, bureaux, etc., et formant une communauté heureuse. De plus, une zone sera réservée à l'élite, offrant l'une des plus belles vues sur la mer de la péninsule, où ceux qui en ont les moyens pourront construire suivant leurs propres goûts. »²⁵

De cette ambitieuse et démagogique proclamation ne survivra que le principe planificateur des « super-blocks », appelés *towns* à Khayelitsha. Les centres commerciaux sont restés absents pendant bien longtemps : le premier a ouvert à Site B en décembre 1995. Jusque là, les centaines de milliers d'habitants de Khayelitsha ne disposaient que de magasins informels, aux tarifs relativement élevés. Ils se fournissaient soit près de leur lieu de travail, soit dans le centre commercial de Mitchell's Plain, à quelques 6 kilomètres. C'est encore le cas des habitants des quartiers sud de Khayelitsha (Harare, Macassar) qui doivent pour cela emprunter les taxis collectifs.

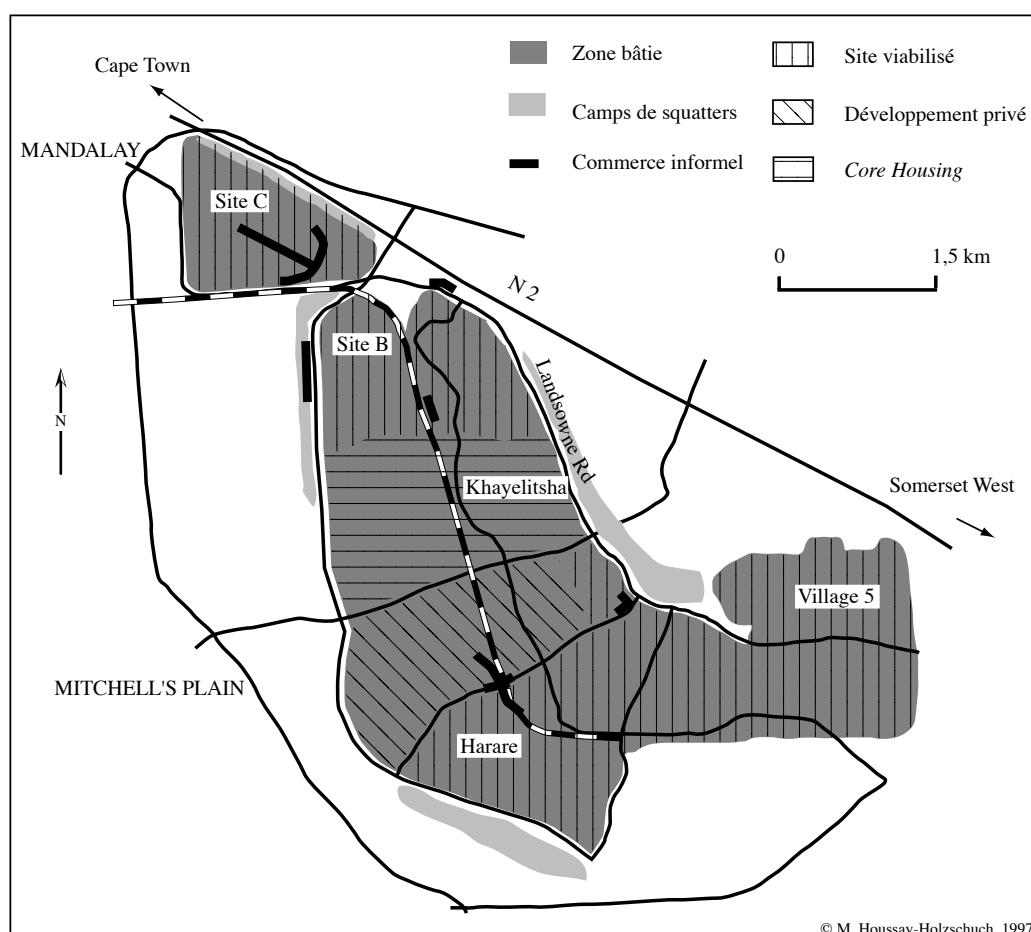
²⁵Dr G. Morrison, *Deputy Minister of Co-operation and Development, Hansard*, col. 8693, 6 juin 1983 ; cité dans Surplus People Project, 1984 [132, p. 85].

L'idée de créer un Sea Point noir dans un tel site paraît ubuesque. Elle a néanmoins été défendue par de nombreux ministres et députés. Aujourd'hui, le paysage urbain de Khayelitsha est bien loin d'évoquer celui souhaité par le ministre. Le quartier formel le plus ancien, Khayelitsha *stricto sensu*, est constitué de maisons minuscules : une chambre, une cuisine et une microscopique salle de bains. Les habitants les plus pauvres n'ont pu agrandir leur logement et s'entassent souvent à 5 ou 6 dans un aussi petit espace. D'autres ont eu les moyens de construire des espaces d'habitation supplémentaires en tôle ondulée, en général dans les arrières-cours (*backyard shacks*). D'autres enfin, plus favorisés, ont maçonné de nouvelles pièces. L'ensemble est posé sur du sable, rigidement aligné le long de rues en mauvais état. L'électricité n'y a été installée qu'en 1994. . .

Aujourd'hui, Khayelitsha forme une zone densément peuplée en forme de L, de quelques 10 kilomètres de long et 3 kilomètres de large (*cf.* carte 5.10). Le concept de départ définissait des *towns* divisées en quatre *villages* chacune et séparées par la ligne de chemin de fer et quelques grandes artères. Chaque « ville » avait un nombre d'accès limité, à l'image des quartiers des anciens townships. Les modalités de développement des villages ont évolué au fil des années. En conséquence, Khayelitsha est aujourd'hui organisé en bandes parallèles, chacune ayant un caractère différent (Awotona *et al.*, 1995 [6, § 3.2]). Au nord, les quartiers de Site C et Site B sont constitués d'habitat informel avec très peu d'infrastructures. Ils font pourtant partie des quartiers les plus anciens. En descendant vers le sud, on trouve le quartier formel de Khayelitsha *stricto sensu*, avec des petites maisons faites pour être agrandies (*core-houses*). Se succèdent ensuite des quartiers construits par le secteur privé pour la classe moyenne et une grande zone de sites viabilisés sur lesquels les gens ont construit des habitations informelles.

Les différentes phases du développement de Khayelitsha peuvent être résumées comme suit (*cf.* carte 5.10) :

- Dès juin 1983, des squatters venant des camps autour de Nyanga emménagent dans des huttes de plastique près de Town 1 ;
- En 1984, 5 000 *core-houses* sont construites à Town 1, villages 1 et 2, Khayelitsha *stricto sensu*. Elles étaient prévues pour les squatters de Old Crossroads mais, devant la résistance de ces derniers, seront attribuées à des gens habitant les *backyard shacks* de Langa, Nyanga et Gugulethu (Awotona *et al.*, 1995 [6]) ;
- En 1985, le camp de transit de Site C est établi au nord-ouest de Khayelitsha pour la population attendant qu'on lui construise un logement. Des infrastructures rudimentaires (un robinet et un WC pour 10 ménages) sont installées. Mais les occupants de Site C, conscients de la relative qualité de leur localisation ont refusé d'être relogés ailleurs. Depuis, les infrastructures ont été améliorées ;
- Site B (Town 1, villages 3 et 4), autre camp de transit situé entre Site C et



Carte 5.10 – Khayelitsha.

Source : photographie aérienne, campagne de novembre 1996, Surveyor General.

Khayelitsha *stricto sensu* date de 1986. Sa situation est la même que celle de Site C ;

- Mandela Park (Town 2, village 3) et Town 1 villages 4a et 4b, au sud de Khayelitsha *stricto sensu* ont été construits par le secteur privé pour la classe moyenne ;
- Enfin, les parties sud de Khayelitsha (Harare, Macassar, la quasi totalité de Town 2 et Town 3. . .) se sont développées depuis le début des années 1990. Elles sont principalement constituées de sites viabilisés.

Il faut ajouter à cette description la présence de squatters sur les espaces non-développés ou sur les marges de Khayelitsha. En effet, c'est surtout dans ce town-

ship que les nouveaux arrivants en provenance du Ciskei et du Transkei viennent s'installer (Mazur, 1995 [98]). Par exemple, de l'autre côté de la route délimitant Harare, des dizaines de personnes se sont installées dans les quatre premiers mois de 1997.

5.5.3 Histoires de vie

La population de Khayelitsha est marquée par la pauvreté et le chômage. En 1992, Cook estimait que 80 % des habitants étaient sans emploi formel (Cook, 1992 [28, p. 130]). Des enquêtes précédentes ont tracé un profil de cette population (Seekings *et al.*, 1988 [124] ; Conradie, 1992 [26]).

La majorité de la population de Khayelitsha pendant les premières années—et vraisemblablement encore aujourd'hui—n'est pas formée de migrants en provenance directe du Ciskei et du Transkei, même si ils y sont nés. Ils sont arrivés à Cape Town bien avant et se sont installés soit dans les *backyard shacks*, soit dans les camps de squatters comme Crossroads. La violence des *witdoeke* au milieu des années 1980 est une des raisons de leur installation à Khayelitsha mais ils sont également venus y trouver un logement « décent », où ils puissent vivre en famille : Conradie [26] a montré que Khayelitsha permettait à 58 % des ménages de vivre en famille pour la première fois depuis que l'homme était travailleur migrant. Auparavant, femmes et enfants venaient régulièrement au Cap, mais en rentrant dans les homelands au bout de quelques semaines ou de quelques mois selon les principes de la migration circulaire. Les habitants de Khayelitsha gardent encore des liens avec le Ciskei ou le Transkei : ils y possèdent de la terre, du bétail, y envoient leurs enfants à l'école et y vont régulièrement.

En 1988, 23 % des ménages enquêtés par Seekings [124] comptaient plus de 6 personnes. 42 % de la population était âgée de moins de 15 ans. Conradie [26] évalue le nombre d'enfants par femme entre 2 et 4, les familles les plus nombreuses étant constituées de membres plus âgés. La transition démographique est donc bien avancée à Khayelitsha.

Ce profil est confirmé par mes enquêtes qualitatives dont sont extraites les histoires de vie citées ci-dessous.

Khayelitsha *stricto sensu***Flora**

Flora a 39 ans. Elle est mariée depuis 1981 et mère de quatre enfants qui vivent tous avec leurs parents. Elle habite dans une des *core-houses* de Khayelitsha non modifiée. Elle est née à Gugulethu et a poursuivi ses études jusqu'à Standard 6 (fin du collège). Elle est sans emploi après avoir été employée de maison pendant 18 ans et la famille vit sur le salaire du père, employé comme ouvrier non qualifié dans le secteur formel.

Elle fait partie des premiers arrivants à Khayelitsha : après avoir loué une *backyard shack* à Gugulethu de 1972 à 1985, elle a saisi l'occasion d'avoir une véritable maison lors de la construction de Khayelitsha et s'est inscrite sur la liste d'attente de l'administration. Cette maison lui a été assignée en 1985.

Cette maison dont elle est l'heureuse propriétaire a l'eau courante, l'électricité, le téléphone et une salle de bain. Mais elle est ridiculement petite, n'ayant pas été agrandie au-delà du plan initial : une chambre, une cuisine et la minuscule salle de bains. Les six habitants s'entassent pour dormir dans la chambre, à grand renfort de lits superposés et de matelas. Flora se plaint de ces conditions de vie.

Elle essaie de les améliorer en participant à un cercle d'épargne informel avec d'autres femmes du voisinage. Tous les dimanches, elle va à l'église catholique de Khayelitsha. Flora a voté en faveur de l'ANC en 1994 et 1996 à cause de ses promesses électorales, mais ne voit rien venir : « It's still the same South Africa that I know »... (Questionnaire K13/4, 20 septembre 1996)

Gladys

Gladys est une voisine de Flora. Sa situation est bien meilleure, malgré des histoires comparables. Gladys est née il y a 50 ans au Ciskei où elle a poursuivi ses études jusqu'à Standard 6. Elle habite dans une *core-house* agrandie, qu'elle cherche perpétuellement à améliorer avec son mari, un de leur quatre enfants encore vivants et deux petites-filles. Elle travaille à Camps Bay (à près de 50 kilomètres de Khayelitsha) comme assistante dans la blanchisserie d'un hôtel, gagnant entre 1 000 et 1 500 rands par mois. Elle a été employée de maison de 1971 à 1989 avant de trouver cet emploi. À son salaire s'ajoute celui de son fils.

En 1963, Gladys est venue au Cap pour y trouver du travail et a habité rue NY3A à Gugulethu chez son oncle avant de se marier en 1965. De 1965 à 1985, elle a loué avec son mari et sa famille une *backyard shack* à Gugulethu. Comme Flora, elle est arrivée à Khayelitsha en 1985 et dans les mêmes circonstances. Pourtant, elle aurait préféré avoir une maison à Gugulethu mais s'est habituée à Khayelitsha. Le principal problème du quartier reste son accès difficile notamment par les transports en commun, peu sûrs lorsqu'il s'agit du train ou que les taxis collectifs sont en guerre.

Sa maison compte désormais 3 pièces en plus de la cuisine et de la salle de bain. La surface a été plus que doublée par la construction en dur d'une chambre et d'un grand living-room devant la maison originelle. L'intérieur est particulièrement soigné, bien meublé et décoré. Pourtant, Gladys n'est pas encore satisfaite : cette maison n'est pas assez grande, dans la

mesure où son fils et ses deux petits-enfants partagent la même chambre à coucher, ce qui, dit-elle, peut être gênant (*disturbing*). Elle espère pouvoir ajouter des plafonds dès que possible et souhaite protéger ses grandes baies vitrées par des barreaux après une tentative de cambriolage.

Elle appartient à de nombreuses associations : cercle d'épargne, association paroissiale des mères et une association aidant à financer les enterrements (*burial association*). Elle ne retourne qu'une fois par an au Ciskei pendant les vacances d'été pour rendre visite au reste de sa famille ou pour des enterrements. Elle ne pense pas y retourner définitivement un jour (Questionnaire K15/4, 20 septembre 1996).

Harare

Nokhuselo

Nokhuselo a 29 ans. Elle est née à Mdantsane au Ciskei d'où elle est arrivée en 1995 pour chercher du travail après avoir été employée de maison. Elle n'en a pas trouvé et son mari est également au chômage. Elle vit dans une cabane (*shack*) de deux pièces avec lui et deux de leurs trois enfants—le troisième vivant avec d'autres membres de la famille élargie qui aident ainsi financièrement le ménage. Nokhuselo et son mari n'ont aucune source fixe de revenus et subsistent sur l'aide qui leur est accordée par les autres membres de leur église.

Elle a acheté cette cabane de deux pièces en 1995. La première pièce sert de cuisine et de salle à manger : une table ronde avec des chaises, une étagère pour la vaisselle et un réchaud en forment l'ameublement. La pièce voisine sert de chambre et contient un grand lit, les vêtements de la famille et la radio. Chaque pièce fait entre 6 et 7 mètres carrés. Le bloc de béton des toilettes, auquel est adjoit le robinet est dans la cour, le long de la rue. L'électricité est installée. « I am happy, dit Nokhuselo de sa maison, because I don't have other places where to stay but the house is well built. But there are some holes, so the rain is coming inside, and it's cold ».

L'essentiel des activités de Nokhuselo tourne autour de sa maison (faire le ménage, nettoyer la cour) et de son église, l'*African Christian Apostolic Church in Zion*. Elle est également membre de l'ANC. Elle ne connaît quasiment personne à Khayelitsha et n'a jamais été dans le centre de Cape Town. Elle analyse ainsi sa situation :

« Je suis bien dans ce quartier avec mes voisins. Je m'entends très bien avec les autres membres de l'église, j'ai l'impression de faire partie de quelque chose. Le gros problème ici, c'est la pauvreté. Quand mon mari veut aller chercher du travail, il n'a parfois pas assez d'argent pour payer le bus. (...) Nous devons attendre l'argent de l'église. J'aimerais bien travailler. Mon premier enfant, une fille, est toujours au Ciskei ; j'aimerais bien qu'elle vienne pour qu'elle comprenne comment c'est ici, que nous n'avons pas d'argent. Par exemple, si elle veut des chaussures, elle nous demande de l'argent, elle ne comprend pas que nous n'en avons pas. (...) Je voudrais rentrer définitivement au Ciskei parce que je souffre tellement ici. Si je rentre, je serai avec

ma famille, alors peut-être que ça sera moins douloureux. » (Questionnaire K28H19/4, 12 novembre 1996)

Andile

Pour Andile, la vie est bien plus rose. Né à Queenstown il y a 27 ans, il a terminé ses études secondaires. Il est employé depuis 1993 dans la zone industrielle de Maitland comme assembleur et gagne entre 500 et 1 000 rands par mois. Il loge avec son frère depuis son arrivée au Cap en 1987, d'abord dans le camp de squatter de Green Point, puis sur le site viabilisé qui lui a été accordé à Harare par les autorités. Il partage cette maison avec son frère, sa belle-sœur et leurs deux enfants et s'entend bien avec eux.

La famille a l'électricité et le bloc toilettes-robinet à l'extérieur. La cabane est divisée en trois pièces, plus un débarras : une cuisine, une chambre et un living-room (également utilisé pour dormir). Les dimensions (6 x 8 m) permettent un certain confort et l'intérieur est soigné. Néanmoins, la maison n'est pas assez forte pour résister au vent. Une part du salaire d'Andile et de celui de son frère est mise en commun pour subvenir aux besoins de la famille.

Andile est l'un des rares enquêtés non affilié à une église. Il est membre de l'ANC. Pendant ses loisirs, il aime écouter la radio et regarder le football à la télévision (Questionnaire K21H12/4, 19 octobre 1996).

Nontle

Nontle vient de Tsomo, au Transkei. Elle a 41 ans et est divorcée depuis 1979. Elle est arrivée au Cap en 1972, pour aller travailler à Elsies River. Elle a eu ensuite différents emplois et a été chargée du nettoyage à l'hôpital de Tygerberg (1979-1982) et à l'hôpital de Somerset (1982-1986). En 1986, elle a quitté Elsies River pour le Transkei en laissant son emploi à sa cousine. Quand elle est rentrée, elle n'a pas retrouvé d'emploi et ne pouvait plus payer son loyer. Elle est allée s'installer dans le camp de squatters de Green Point, où il n'y avait pas de loyer à payer. En 1990, le site viabilisé qu'elle occupe à Harare lui a été attribué.

Elle habite dans une cabane de quatre pièces avec une amie. Depuis 1996, sa seule source de revenu est de vendre illégalement de la bière—classique stratégie de survie pour les femmes seules des townships. Elle est méthodiste et va au culte tous les dimanches. Elle appartient également à une *burial association*. Elle retourne une fois par an au Transkei pour rendre visite et assister aux funérailles et souhaite y être enterrée (Questionnaire K27H18/4, 12 novembre 1996).

Ainsi, Khayelitsha possède des traits originaux qui le différencient des autres townships : la population est plus pauvre et, même si elle est souvent en ville depuis longtemps, garde plus de liens avec les campagnes dont elle est originaire.

6.

Les lieux du township

Essayer de déterminer ce qui forme lieu¹ dans les townships est l'entreprise même de la géographie culturelle : que peut nous dire un tel paysage, en quoi reflète-t-il les techniques, croyances et coutumes de ses habitants ? Le paysage du township, nous l'avons vu, est un paysage imposé (*cf.* chapitre 5). Ce sont les lois de ségrégation puis d'apartheid qui ont forcé la population noire à résider dans ces endroits. Le paysage urbain est marqué par l'idéologie : l'urbanisme choisi permet de faciliter le contrôle de la population ; l'architecture des habitations est monotone, peu adaptée aux besoins des populations et de faible qualité.

Dans une certaine mesure, le paysage des camps de squatters reprend ces thèmes. En effet, il n'y a paradoxalement pas de différences majeures entre l'organisation de l'espace d'un camp de squatters et celle d'un township formel, à une exception près : le dessin des rues et places du camp n'est pas conçu pour contrôler, mais s'est développé de manière spontanée pour répondre aux besoins des habitants.

Ce paysage imposé a été cependant peu à peu assumé par ses habitants : l'attachement aux lieux, tout dégradés qu'ils soient, est réel. Les identités locales sont très fortes. L'espace vécu du township, comme celui du camp de squatters, est tissé de relations sociales extrêmement intenses, autour de lieux symboliques.

6.1 La maison

La maison est le premier lieu structurant du township. Il ne s'agit pas ici seulement d'un bâtiment, mais d'un ensemble de relations sociales construites autour de ce bâtiment et qui y prennent place. Il s'agit enfin d'une maison au sens lignager, comme on disait la maison de France. J'utiliserai ici le terme comme comprenant simultanément ces trois sens.

¹L'expression est de Joël Bonnemaïson.

6.1.1 La maison et le lignage

Fondamentalement, la maison sert d'abri, de lieu de réunion et de creuset de la vie familiale. C'est donc un lieu fondateur de l'identité de ses habitants. En même temps, la maison est ouverte sur l'extérieur, soit parce qu'elle accueille en permanence de nouveaux résidents, soit par ce qu'elle est lieu de réception.

À l'image de l'*umzi* traditionnel, la maison n'est pas occupée simplement par la famille nucléaire. Cependant, la composition de sa population est loin d'être traditionnelle.

Famille élargie et valeurs africaines

La famille est d'abord caractérisée par l'attachement à un certain nombre de valeurs « africaines ». La famille élargie est toujours largement représentée parmi les ménages des townships ou des camps de squatters. Cette persistance n'a rien d'étonnant : la famille élargie est perçue et revendiquée comme essentielle à la culture africaine. Accueillir différentes générations sous son toit, c'est défendre l'idéal de l'*ubuntu*.

Dans cette famille, les hommes les plus âgés ont le statut le plus élevé—conformément à ce qui se passe sur le reste du continent. Idéalement, ils ont fondé une lignée patriarcale qu'ils dominent avec fermeté. Les plus jeunes et les femmes sont soumis à l'autorité du patriarche, seul à prendre les décisions. Il abrite sous son toit ses enfants et ses petits-enfants. Bien souvent, son hospitalité s'étend plus loin : nièces, neveux ayant des raisons de séjourner au Cap logent au même endroit. Parfois, un cousin plus éloigné voire quelqu'un du même clan sont accueillis à titre temporaire.

Cependant, cet idéal patriarcal ne représente pas la majorité des ménages urbains. De plus, ses règles de fonctionnement ont été modifiées vers un assouplissement du pouvoir du patriarche. Un premier exemple est le comportement des jeunes et c'est l'un des héritages les plus importants des émeutes de 1976. En 1976, les écoliers et lycéens ne se sont pas seulement révoltés contre le gouvernement mais aussi contre la passivité politique de leurs parents. Il est vrai qu'après la répression des années 1950 et du début des années 1960, la résistance des Noirs a été balayée (*cf.* chapitre 2.2.2, page 46). C'est cette acceptation passive de l'oppression que les lycéens ont reprochée à leurs parents. Ils les rendent même partiellement responsables de la situation et tiennent à les garder à l'écart de leur mouvement de peur de se laisser influencer.

À Cape Town, Gugulethu a été le centre des violences de 1976. Les souvenirs de Maria Tholo, résidente à Gugulethu pendant la période des émeutes, ont été recueillis (Hermer, 1980 [59]). Ce retournement des valeurs sociales est un des aspects qu'elle souligne en permanence : les jeunes ont eu le pas sur leurs aînés pendant le déroulement des émeutes. Elle le décrit ainsi :

« C'est alors que l'un des étudiants se leva. "Je veux dire quelque chose à nos parents. Je dois vous dire les raisons pour lesquelles nous ne voulions pas vous impliquer. Premièrement, vous voulez tous être chefs. Vous aimez être Madame une telle, Président de ceci ou Chef de cela. Nous n'avons pas de chefs.

Deuxièmement, vous êtes des menteurs. Vous préférez dire que tout va bien plutôt que d'ouvrir la bouche pour vous plaindre. Troisièmement, vous êtes des lâches". Les autres étudiants l'acclamèrent. Pour nous les Africains, c'était vraiment quelque chose de nouveau. Entendre un enfant impertinent et se voir ensuite traité de lâche. Pfou ! » [59, p. 85]

Cette totale inversion des valeurs n'a pas duré, mais depuis, le rôle des jeunes par rapport au père de famille a changé : plus d'indépendance leur est accordée.

Les circonstances politiques ont également été le catalyseur d'autres changements au sein de la famille patriarcale, notamment dans les relations entre hommes et femmes. D'un côté, la situation particulière du Western Cape (*cf.* chapitre 5.2, page 129) tendait à renforcer le contrôle masculin (voir aussi Ramphele, 1993 [110]) : les autorités n'accordaient pas de passeport intérieur aux femmes dont le séjour au Cap était bien plus difficile. Elles dépendaient du bon vouloir de leurs maris à les héberger, fût-ce dans les *hostels*, et à les cacher en cas de raids policiers. Bien souvent, elles étaient expulsées vers le Transkei où elles devaient se contenter d'attendre les éventuels envois d'argent de leur mari pour survivre. Ramphele [110] décrit en détail les stratégies de survie mises au point par ces femmes.

Mais les années 1970 marquent également l'affirmation des femmes à la fois sur le plan politique, sur le plan urbain et sur le plan familial. La multiplication des camps de squatters à cette époque est largement provoquée par la volonté des femmes de vivre en ville (*cf.* chapitre 5.4.3, page 150). La nécessité de s'organiser pour résister aux tentatives de destruction du camp par les autorités est réelle. Les femmes sont plus à même de le faire efficacement, étant présentes sur place pendant la journée. Dans de nombreux cas, et en particulier à Crossroads, leur rôle politique sera de premier plan (Cole, 1986 [24]). Une des femmes engagées politiquement dans ce camp raconte ainsi son expérience :

« Entre 1975 et 1977, nous les femmes, nous sommes devenues fortes. Nous avons l'habitude de nous réunir tous les jours pour échanger nos opinions et nos pensées sur toutes sortes de choses... Nous avons décidé de choisir quelques meneuses pour être complètement sûres de qui allait travailler. C'est pour cela que nous avons élu 13 femmes, j'étais l'une d'entre elles. Au départ, les hommes n'ont pas aimé ça. Ils disaient que nous faisons les choses trop vite... cela

n'était pas facile pour les hommes car ils travaillaient pendant la journée. . . Les femmes se rendaient partout pour voir ce qui se passait. C'est pour cela que nous en savions plus que les hommes. . . Certains d'entre eux étaient vraiment jaloux. . . ils nous empêchaient parfois de nous réunir. » [24, p. 20]

Une autre retrace la nouveauté de ce comportement politique des femmes dans son contexte culturel :

« Les hommes sentaient que les femmes étaient si fortes et qu'ils en étaient rendus impuissants. Ils n'étaient pas contents car, selon la coutume, une femme n'a pas le droit d'agir en public sans consulter un homme. Nous nous moquions de ce que disaient les hommes. . . Et ils en disaient beaucoup. Mais nous voulions aider notre peuple. Et cette coutume est une chose terrible. Parfois, il y a un gros problème à la maison. En tant que femme, on essaie de donner des conseils. Mais lui, parce qu'il est un homme noir, il n'acceptera pas ce que vous avez à dire. Sauf si on force les choses, à ce moment-là il doit vous écouter. Ce n'est pas qu'on lui manque de respect. C'est juste que vous essayez de montrer que, sur un point particulier, ce que vous pensez ou que vous sentez vaut bien ce que pense un homme, si ce n'est mieux. Mais cela n'est pas une chose facile. » [24, p. 64]

D'autres facteurs font également évoluer la position de la femme au sein de la famille patriarcale. De plus en plus souvent, l'homme a du mal à trouver un emploi ou se retrouve au chômage. Dans de nombreuses familles, ce sont les femmes qui assurent le principal apport financier : elles sont souvent employées de maison ou femmes de ménages dans les entreprises.

De nouvelles formes

La composition des familles a également évolué pour répondre au contexte proprement sud-africain, qu'il soit politique, économique, social ou urbain. De nouvelles formes sont apparues et sont très largement représentées, en particulier dans les townships formels.

La première, et la plus frappante, est l'apparition de familles matriarcales. La raison de cela est l'instabilité des mariages et le très fort taux d'illégitimité existant dans les townships. Le cas d'Eugenia (*cf.* p. 144) est relativement typique de cette situation. La famille occupe une maison dans un township formel, ici Gugulethu. Elle lui a été attribuée alors que le père était encore en vie pour une famille autorisée à résider en ville. La veuve a ainsi réussi à conserver son logement. Elle y vit avec ses trois filles, chacune ayant elle-même des enfants. Les histoires des filles sont différentes : certaines ont été mariées avant de se séparer de leur mari.

Les autres n'ont pas eu de relations stables et le père de leurs enfants ne contribue pas financièrement à l'éducation de sa progéniture. Le cas n'a rien d'exceptionnel : l'autobiographie de Sindiwe Magona, elle-même de Gugulethu, narre une situation semblable [89, 91] : obligée par sa grossesse d'abandonner ses études, puis abandonnée par son mari, elle survit largement grâce à l'aide de sa mère. Très fréquemment, les enfants sont confiés après leur naissance à leur grand-mère, ce qui permet aux mères de travailler.

Le fréquence des unions temporaires entre filles des townships et travailleurs migrants, eux-mêmes déjà pourvus d'une famille restée dans les homelands, accentue encore ce phénomène.

L'autre forme nouvelle créée dans un contexte proprement sud-africain est en fait une adaptation de la famille élargie, fonctionnant sous le système dit des *migrations circulaires*. Ce système a d'abord décrit le mode de vie des travailleurs migrants, gardant femme et enfants dans les homelands. Chaque année, ils retournaient pour un mois dans les zones rurales avant de venir reprendre leur emploi au Cap. Ils faisaient ainsi en permanence la navette entre deux mondes (*cf.* chapitre 5.1.3, page 127). Leurs femmes effectuaient également ce mouvement circulaire en venant leur rendre visite régulièrement, soit pour leur demander de l'argent, soit pour se faire soigner dans les hôpitaux du Cap (Ramphela, 1993 [110]).

Si cette pratique a tendance à diminuer depuis l'abolition de l'*influx control*, d'autres aspects des migrations circulaires continuent de fonctionner. Ainsi, envoyer un enfant résider chez ses grands-parents ou d'autres membres de la famille au Transkei reste une pratique courante. Ce peut être le résultat de plusieurs stratégies, outre l'aspect traditionnel d'une éducation « déléguée » (Hunter, 1961 [66]). Par exemple, si le couple connaît de graves difficultés financières, la prise en charge d'un des enfants diminue le nombre de ventres à nourrir, même si les parents doivent contribuer à son entretien (voir le cas de Nokhuselo, p. 160). D'autre part, les fréquentes interruptions des cours dans les écoles de zones urbaines jusqu'en 1994 poussaient les parents à scolariser leurs enfants dans les homelands. Enfin, les élever dans un milieu traditionnel est souvent vu comme un moyen de leur inculquer le « respect » et la « discipline » dont ils manquent tant au goût des parents. Ces mêmes buts, respect et discipline, se trouvent parmi d'autres derrière le choix d'une initiation dans le lieu d'origine : elle sera plus « efficace » pour inculquer au fils ses nouveaux devoirs d'homme.

Les liens avec le reste de la famille habitant dans les homelands restent donc très forts. Les enfants en particulier circulent entre ville et campagne. Ces liens sont également des liens économiques : les entrepreneurs des townships font souvent appel à une main-d'œuvre familiale. Ainsi de Wesley, tenancier de shebeen à Macassar, qui est sur le point d'ouvrir un second bar, cette fois à Site C : la gestion en sera assurée soit par l'un de ses cousins, déjà au Cap mais sans emploi, soit par

l'un de ses neveux, qu'il fera venir du Transkei².

Rappelons enfin que le système des migrations circulaires est une réaction au système du travail migrant et aux restrictions apportées à la présence des Africains en milieu urbain. Ainsi, l'accès aux ressources urbaines comme rurales est maximisé, le réseau d'entraide et de solidarité étendu. Par exemple, l'accueil de membres de la famille élargie par un ménage urbain permet de contourner la crise du logement ou de leur permettre de bénéficier des infrastructures sanitaires d'une grande ville. Bien sûr, ceci a un coût : le surpeuplement des logements existants est énorme. Ainsi, dans les maisons de Gugulethu — à quatre pièces selon la nomenclature des autorités qui inclue la cuisine — il n'est pas rare de trouver plus de 8 personnes.

La famille nucléaire

Enfin, la famille nucléaire est aussi représentée. D'après mes enquêtes qualitatives, elle est plus largement représentée dans les camps de squatters récents et dans les quartiers de sites viabilisés que dans les townships formels. Les résultats du recensement de 1996 permettront peut-être de le vérifier. Cela n'a rien d'étonnant : la plupart des habitants de ces quartiers viennent des townships formels, où ils occupaient des cabanes d'arrière-cour. Leur décision de déménager est souvent causée par un besoin d'indépendance vis-à-vis des autres occupants de la parcelle ou de leurs propriétaires et par la volonté de vivre en famille dans un logement « décent ». Cette hypothèse est confirmée par le fait que les familles nucléaires présentes dans ces quartiers sont majoritairement constituées de jeunes couples, avec des enfants en bas âge.

6.1.2 Espace vécu, espace symbolique

Des camps de squatters aux townships formels les plus anciens, des sites viabilisés aux maisons nouvellement construites ou étendues, le plan des habitations reste quasiment constant.

L'idéal pavillonnaire

Ce qui frappe d'emblée est l'absence d'habitat collectif, à l'exception des *hostels* : les townships se conforment en cela à l'idéal des banlieues pavillonnaires anglo-saxonnes. L'image classique de Soweto, immortalisée par des photographes comme Peter Magubane [93] est ainsi l'archétype du township : des rangées de petites maisons boîtes d'allumettes (*matchboxes*), désespérément identiques et s'étendant jusqu'à l'horizon. Un tel urbanisme peut surprendre l'œil européen. En effet, les deux soucis principaux des planificateurs de la ségrégation, puis de

²Interview du 15 juillet 1996, Macassar.

l'apartheid, auraient dû, semble-t-il, favoriser l'habitat collectif. Le premier était de contrôler la population ; cela peut sembler plus facile dans des immeubles collectifs, ne serait-ce que parce que, pour une population donnée, la zone à contrôler est plus petite. Le second était de bâtir pour un très faible coût.

Mais l'influence idéologique d'un certain nombre de modèles urbains occidentaux était trop forte pour être contrebalancée par ce type d'arguments. Les premières *locations* ont été bâties sous l'influence des travaux d'Ebenezer Howard sur la cité-jardin. La force du modèle de la cité-jardin était telle qu'il s'est perpétué jusqu'à ce jour, où il est repris par le *Reconstruction and Development Program* : le gouvernement se propose de répondre à la crise du logement en construisant un million de maisons d'ici l'an 2000 (*cf.* chapitre 2.4.1, page 57). Notons rapidement les difficultés que pose ce modèle : pour loger une population donnée, il est aujourd'hui beaucoup plus coûteux de viabiliser le terrain nécessaire à des maisons individuelles qu'à de l'habitat collectif³.

L'idéologie derrière l'adoption de ce modèle ne vient pas seulement des planificateurs. C'est un idéal domestique victorien, condensé dans l'expression populaire « *A man's home is his castle* ». C'est également l'idéal que les missionnaires ont d'emblée essayé d'inculquer à leurs ouailles.

Ainsi, on peut analyser la confrontation de l'*umzi* xhosa et du *manor* des colons anglais de la frontière de l'Eastern Cape comme celle de deux modèles de société (Crais, 1992 [31]). Le *manor* y représenterait une utilisation segmentée, rationnelle, linéaire, de l'espace, s'opposant à l'espace chaotique, indifférencié de l'*umzi*. Il s'agissait de domestiquer l'espace africain. Les maisons africaines, la famille élargie, la polygamie, paraissent l'antithèse même de l'idéal domestique bourgeois. De plus, l'architecture labyrinthique des villes indigènes incarnait aux yeux des missionnaires l'absence de frontières claires dans cette étrange société, frontières entre les gens, les propriétés, les pratiques productives. La mission civilisatrice est centrée, conditionnée par la maison elle-même, comme le rappelle cet extrait de la publication missionnaire de 1875, le *Kaffir express* :

« Avec une maison convenable, ensuite vient la table, puis les chaises, une nappe propre, des murs tapissés ou blanchis à la chaux, femme et fille sont habillées de calicot imprimé propre, et ainsi de suite. »

Il faut des maisons carrées, des rues droites, et non cet enchevêtrement de courbes sans raison—le grand mot est lâché. À cela on ajoute que, certainement, la hutte ronde est favorable au développement de la vermine. Cet objectif sera atteint avec l'intégration de la maison africaine dans un environnement ordonné et policé ; elle est soumise entre autres à des contraintes urbanistiques telles que

³Entretien avec Paul Enderli, Institute of Realtors in South Africa, 18 juillet 1997.

« les maisons doivent être construites de façon à former régulièrement des rues se coupant à angle droit ». L'on va même jusqu'à accorder des prix à « l'homme/la femme/l'enfant le plus respectable et habillé le plus décent cette année » ou « la maison la meilleure, la plus propre et la mieux meublée »...

Ces diverses influences ont formé le paysage des townships : maison rectangulaire, construite au centre de la parcelle pour dégager un jardin sur le devant et une arrière-cour, le tout étant entouré d'une barrière. Ce paysage est également, *mutatis mutandis*, celui des camps de squatters. Les cabanes de tôle sont aussi de forme rectangulaire⁴. La parcelle occupée par le squatter est soigneusement délimitée par une barrière, faite d'abord de bric et de broc (panneaux de bois, fil de fer, piquets, panneaux publicitaires de récupération...). L'un des indices de la « durcification » d'un camp de squatters est la progressive amélioration de ces barrières : des haies sont parfois plantées, ce qui, dans les sables des Cape Flats relève de l'exploit. Ailleurs, elles sont remplacées par les omniprésentes plaques de béton ouvragées. L'espace individuel et familial est donc clairement délimité, séparé de l'espace public de la rue.

L'espace intérieur

Le plan de ces maisons est presque toujours le même, dans les townships comme dans les camps de squatters. L'uniformité du bâti en est la raison la plus évidente : lorsque la majorité des maisons dans un township comme Gugulethu est bâtie sur le même plan, l'organisation de l'espace intérieur risque d'être peu variée... Néanmoins, la présence de cette même organisation dans les camps de squatters et dans les maisons construites par le secteur privé permet de la relier à d'autres facteurs.

Maisons et *shacks* sont de petite taille (*cf.* figures 5.1 et 6.1). Le premier facteur d'organisation intérieure est d'aboutir à une utilisation optimale de l'espace. Nous l'avons vu, les maisons standard des townships formels peuvent abriter une dizaine de personnes dans leurs trois pièces. Lits partagés par plusieurs personnes, lits superposés ou pliants et matelas sont donc les principaux meubles. Les chambres en sont encombrées, les lits occupant même le jour l'essentiel de l'espace. Les vêtements possédés par la famille sont suspendus à des clous plantés dans le mur ou stockés dans des valises. Comme les autres pièces et malgré leur aspect extrêmement utilitaire, les chambres sont très soignées. Leur espace est fondamentalement privé : elles ne sont pas accessibles au visiteur et sont situées soit à l'arrière de la maison, soit sur le côté, mais hors de vue de l'entrée ou de la pièce principale.

Une pièce contiguë à la pièce principale ou, quand l'espace est vraiment trop restreint, un coin de celle-ci, sert de cuisine. Dans les camps de squatters ou dans

⁴Merci à Philippe Guillaume de m'avoir montré une exception à Soweto.

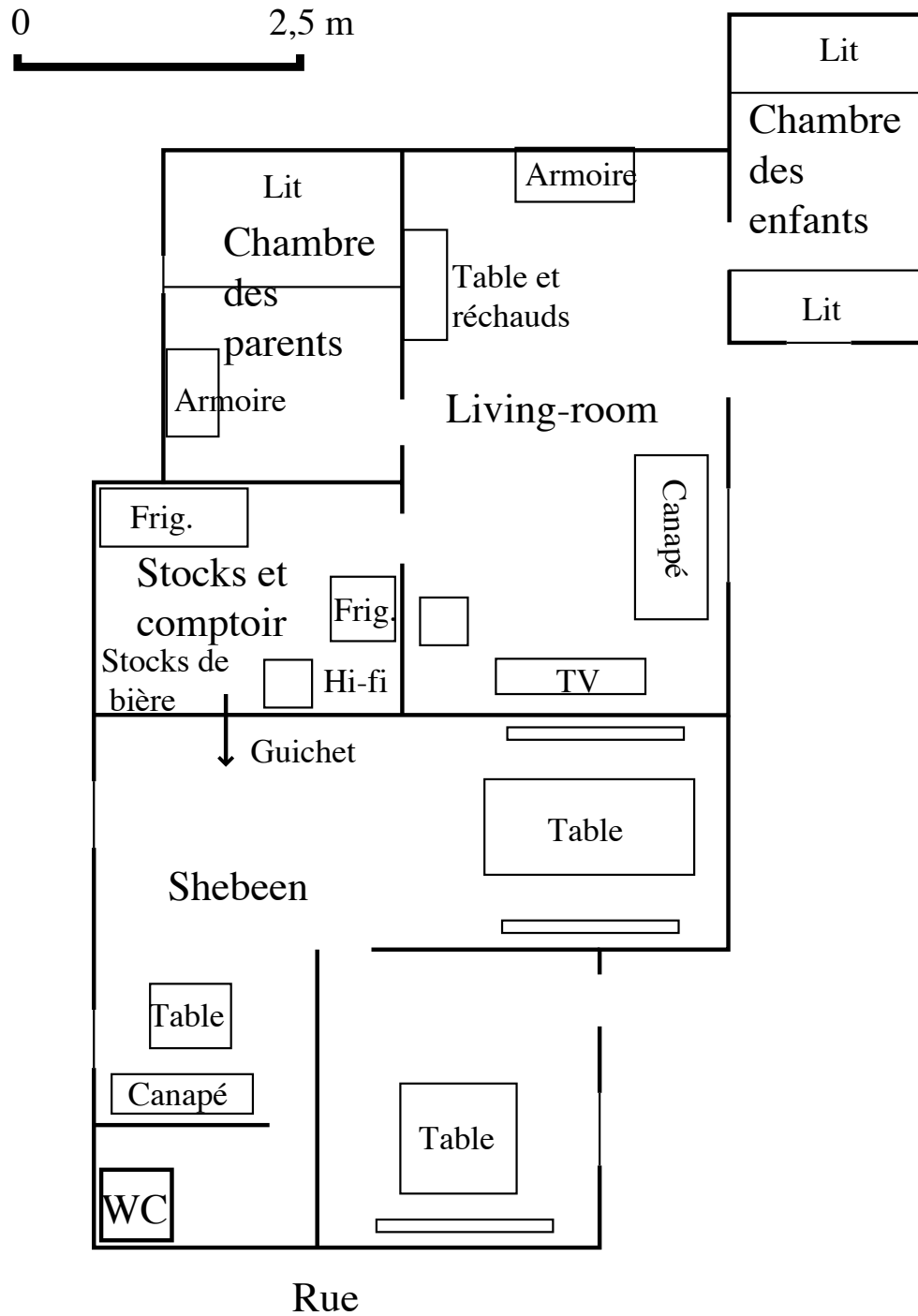


FIG. 6.1 – Organisation intérieure d'un *shack*.

Source : Interview avec Wesley Siswana, Macassar, 15 juillet 1996.

les zones en cours d'électrification, la cuisine est constituée de deux tables. La première supporte la vaisselle et autres ustensiles ; la seconde un réchaud électrique ou à paraffine. Seules les maisons formelles ont un évier. Le reste du temps, la vaisselle est faite dans une bassine, remplie au robinet le plus proche.

Le régime alimentaire des townships combine nourriture traditionnelle et apports occidentaux, le tout sous le signe de la pauvreté. Le porridge de maïs (*mealie*) forme avec le pain et le lait le régime de base, consommé sous différentes formes : porridge sucré ou salé, pain de maïs cuit à la vapeur. C'est une nourriture traditionnelle : depuis l'introduction de cette céréale par les Portugais au Mozambique il y a déjà plusieurs siècles, elle a remplacé mil, millet et sorgho pour la majorité de la population d'Afrique australe. Des haricots secs apportent l'essentiel des protéines. La viande est rare et se présente surtout sous la forme de poulet. Moutons et chèvres, voire bœufs, sont parfois consommés comme mets de fête. Thé et café, agrémentés de lait et de sucre, sont bus en quantité.

La pièce la plus importante de la maison est le salon, lieu de la vie sociale, où l'ameublement et la décoration reflètent les aspirations et les valeurs de l'occupant de la maison (*cf.* page 176).

Enfin, la maison est aussi bien souvent le siège de commerces informels : on y vend fruits et légumes ou vêtements d'occasion. Les couturières à domicile sont nombreuses. Souvent, on ajoute une pièce pour y établir un shebeen ou un *spaza shop*, petite épicerie de quartier (cf. figures 6.1 et 6.2).

La maison se transforme au gré des besoins de ses occupants. Nous l'avons vu, la famille est à géométrie variable. Il en va de même pour son logis. Dans les townships formels, agrandir les maisons a longtemps posé problème (Graneli et Levitan, 1977 [54]). En effet, les occupants n'étaient pas propriétaires ; leurs contrats précisaient qu'en cas de rupture des baux, aucune compensation financière ne leur serait versée, même s'ils avaient agrandi et rénové la maison sur leurs propres deniers. En conséquence, bien des occupants n'ont pas osé le faire même s'ils en avaient les moyens. Bien souvent, leur besoin d'espace se traduisait par la construction de *backyard shacks* peu coûteuses.

Depuis que leur statut s'est amélioré, nombreuses sont les améliorations apportées. À Gugulethu par exemple, les occupants ont rajouté des pièces, en mordant notamment sur le jardin de devant. Quant aux *shacks*, elles évoluent plus souplement encore (cf. figure 6.2 et tableau 6.1).

Wesley

Wesley vient du Transkei. Il a d'abord travaillé à Port Elisabeth, puis au Cap, notamment comme soudeur. Au chômage depuis 1994, il s'est lancé avec bonheur dans le commerce informel comme stratégie de survie depuis son *shack* de Macassar :

« J'ai appris la soudure au cours de mon travail au Cap, de 1986 à 1994. Depuis, je suis au chômage. Les gens qui savent que je suis soudeur ici à Macassar me demandent parfois de le faire. Par exemple, j'ai fait un braai [barbecue] avec un sommier métallique et un bidon de fioul. Mais les gens ne me connaissent pas beaucoup comme soudeur. Ils savent que je retapisse les sièges. C'était mon travail à Port Elisabeth jusqu'en 1986, et comme je l'ai fait pour moi ou pour une commande devant ma maison, les gens le savent. Je le fais pour eux quand ils me le demandent, mais à ce moment-là, j'ai besoin d'arrhes pour pouvoir acheter le matériel.

J'en ai fait pour ma maison du Transkei. Mais je ne le fais plus depuis 1994. Ce que je fais aussi, c'est tailler du bois. J'ai fait d'abord pour moi un cendrier, incrusté dans un triangle de bois découpé à la scie. J'ai fixé le tout en clouant de l'aggloméré. J'ai enduit le bois de colle, et j'ai collé du sable et du verre de pare-brise récupéré, que j'ai peint en vert, argent et or. Je l'avais fait juste pour m'occuper, mais les gens m'ont dit qu'ils en voulaient aussi, alors j'en vends. En

fait, chaque fois qu'une activité ne va pas bien, j'essaie autre chose, suivant ce dont les gens ont besoin.

En plus de cela, j'ai le shebeen, qui marche surtout le week-end à partir du vendredi soir, et je suis coiffeur. Je réfléchis à ouvrir un magasin [épicerie] en plus du shebeen. Je tourne l'idée dans ma tête, je mets longtemps à me décider, je fais des plans avant de commencer quelque chose. Ce que je veux faire, c'est :

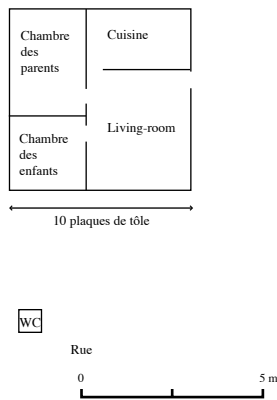
- Construire un autre shebeen, avec un magasin, mais à Site C, car il y a plus de gens [clients potentiels]. Je suis en train de le faire. Je le confierai à quelqu'un de ma famille : par exemple, j'ai un cousin ici au Cap qui ne travaille pas. Il dormira sur place. J'ai été obligé d'acheter un autre frigidaire après 1994, car l'autre avait brûlé et les gens se plaignaient que la bière soit chaude. Mais un ami m'a réparé le premier, alors maintenant j'ai deux frigidaires, donc je peux avoir deux shebeens.
- Confier ce shebeen [de Macassar] à quelqu'un de ma famille ;
- Et construire une autre maison ailleurs pour ma famille, car ce n'est pas bon pour les enfants d'être trop près d'un shebeen, car ils grandissent ;
- Moi, j'aurai un magasin de coiffeur à un autre endroit.

En décembre, j'aurai fini de payer les crédits pour les frigidaires, il ne me restera plus que les crédits pour la chaîne hi-fi. Je pourrai utiliser cet argent pour mes projets. Dans deux ans, peut-être, je m'achèterai une voiture. Et dans quatre ans, si j'ai réuni assez d'argent, je rentre au Transkei pour vivre là-bas et faire le business [shebeen] là-bas : j'ai déjà envoyé de l'argent à mon frère au Transkei pour qu'il me construise un bâtiment de plus pour le business. »⁵

Ainsi, Wesley a modifié son habitation selon les besoins de sa famille mais aussi de son commerce. Mais la précarité des *shacks* face aux conditions naturelles ne doit pas être oubliée ; le vent soufflant en tempête et les pluies d'hiver en détruisent des dizaines chaque année. Le véritable ennemi est l'incendie, aux conséquences particulièrement tragiques dans le cas de Wesley :

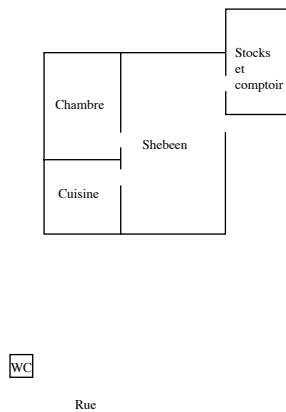
« L'hiver 1994, un samedi, alors que je travaillais et ma femme aussi, nous avons laissé nos enfants [des faux jumeaux et un bébé] et deux enfants d'un ami à la garde d'une voisine pour la journée. Lorsque je suis rentré, j'ai tout de suite vu qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas. J'ai essayé d'ouvrir la porte de ma maison, mais quelque chose la bloquait. Tout était noir et brûlé à l'intérieur, le

⁵Interview avec Wesley Siswana, Macassar, 15 juillet 1996. Remarque : cet entretien a pris la forme d'une conversation informelle notée par la suite directement en français.



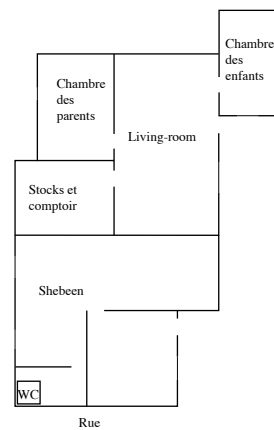
Première construction, 1991.

(a)



Extension pour l'installation d'un shebeen, 1994. Seuls Wesley, sa femme et le plus jeune des enfants y logent. Les autres enfants sont au Transkei.

(b)



Extension et reconstruction après l'incendie, 1995. Le shebeen est florissant et l'ensemble de la famille habite dans ce *shack*.

(c)

FIG. 6.2 – Les différentes étapes de la construction d'un *shack*.

Source : Interview avec Wesley Siswana, Macassar, 15 juillet 1996.

plafond [de tôle ondulée] s'était effondré. Il n'y avait personne. Mes voisins m'ont dit d'aller au commissariat de police [de Khayelitsha]. Là-bas, il y avait le corps d'un des enfants de mon ami, brûlé. Les policiers m'ont dit d'aller au Red Cross Hospital. Quand je suis arrivé là-bas, ils m'ont dit que l'autre enfant de mon ami était mort. Dans les deux jours qui ont suivi, ma fille et mon bébé sont morts aussi : je l'ai appris en téléphonant à l'hôpital pour avoir des nouvelles. Le garçon qui restait encore vivant a passé presque un an à l'hôpital : il en est sorti en février 1995⁶. La voisine qui gardait les enfants, je ne l'ai pas revue depuis : le jour même, elle était partie. Je ne sais pas où elle est ; je compte demander à la police son adresse, pour aller la voir et lui demander ce qui s'est passé. Peut-être que la police n'a pas son adresse, peut-être qu'elle l'a, et ne me la donnera pas, mais qu'elle agira pour moi. En tout cas, je veux essayer. »⁷

	1 ^{re} tranche	Petite pièce	Shebeen	Total
Structure	3 200	320	3 400	6 920
Toit	912	132	1 006	2 050
Murs ext.	1 440	305	recyclés	1 745
Sol	100	60	240	400
Murs int.				225
Plafond	280	-	-	280
Total	5932	817	4646	11620

TAB. 6.1 – Coût de la construction d'un *shack*, en rands.

Source : Interview avec Wesley Siswana, Macassar, 15 juillet 1996. Remarque : les murs extérieurs du shebeen ont été bâtis avec la tôle utilisée précédemment pour le toit de la première tranche.

La décoration

Le salon est, nous l'avons dit, la pièce la plus importante de l'habitation. En effet, il sert d'abord à la vie sociale. C'est là que les visiteurs sont reçus⁸—et ils sont nombreux et fréquents dans ces lieux. Le fort taux de chômage et l'absence d'infrastructures de loisirs engendrent la présence d'une population relativement

⁶Brûlé sur l'ensemble du visage et sur les mains, encore en voie de cicatrisation, il doit se rendre toutes les semaines à l'hôpital pour le suivi. Il est définitivement défiguré.

⁷*id.*

⁸Lorsque le temps le permet, ces réunions ont aussi lieu à l'extérieur, dans le jardin ou la cour devant la maison.

oisive, en particulier, les femmes qui ont passé leur matinée à préparer les enfants pour l'école puis nettoyer la maison. La fréquence des visites n'est cependant pas un pis-aller : c'est une forme de sociabilité hautement appréciée. Elle est même considérée comme essentielle et propre à la vie urbaine à l'africaine. Connaître ses voisins, leur rendre visite avec régularité, les recevoir et se rendre service sont des formes de l'*ubuntu*. On discute de choses et d'autres, parfois seulement autour d'une tasse de thé ou de café.

En conséquence, la pièce dans laquelle cela a lieu a une grande importance symbolique. Et, comme c'est une pièce à l'interface entre l'espace public et l'espace privé, c'est un espace de représentation : l'occupant de la maison souhaite établir son prestige vis-à-vis de ses invités grâce à l'ameublement et à la décoration. En même temps, les choix qu'il fait sont largement informés par ses valeurs.

L'ameublement frappe par son aspect essentiellement européen : l'idéal auquel squatters et habitants des townships aspirent est celui de la classe moyenne européenne. Le premier élément est en général une grande étagère en aggloméré, dont les parois vitrées exposent fièrement les possessions de la famille. La vaisselle Duralex est ainsi présentée—les repas de tous les jours sont pris dans des couverts émaillés. Des bibelots de porcelaine, vases et petits chiens de couleurs vives, sont disposés sur l'étagère à côté de plantes vertes. Les marchands mozambicains s'en sont fait une spécialité. Fréquemment, télévision, radio et chaîne hi-fi achetées à crédit complètent le tableau.

Des fauteuils et un canapé forment ensuite l'essentiel de l'ameublement : eux aussi ont été achetés à crédit chez les marchands de meubles bon marché. Ils sont parfois recouverts d'un plastique transparent protecteur et sont ornés de coussins. Ils entourent souvent une table basse. Même dans les cas où la famille est trop pauvre pour pouvoir se payer de tels meubles, elle tend à reconstituer ce cadre avec des moyens de fortune : chaises de récupération, matelas mousse entassés et recouverts d'une couverture.

Les photographies et autres décorations sur les murs ou dont les cadres sont posés sur la grande étagère évoquent trois thèmes centraux dans la vie comme dans les valeurs des habitants :

- Le premier est aussi le plus important et le plus omniprésent. Il s'agit de photographies des enfants d'âge scolaire en uniforme ou, s'il y a lieu, lors de leur *graduation ceremony*. L'éducation est sans doute la première valeur reconnue par la population des townships. Cela est confirmé par le souhait quasi unanime des gens interrogés concernant leur futur : que leurs enfants reçoivent une bonne éducation.
- Le second est le sport : des calendriers illustrent les exploits de diverses équipes de football. Des équipes locales sont bien sûr célébrées, mais également les deux principales équipes professionnelles sud-africaines, Orlando Pirates et Kaizer Chief, basées à Johannesburg. L'équipe nationale des *Ba-*

fana Bafana, voire des équipes étrangères comme Manchester United sont aussi présentes. Par ailleurs, rugby et cricket sont appréciés et pratiqués dans les townships de l'ancienne province du Cap (provinces actuelles du Northern Cape, Eastern Cape et Western Cape). D'autres images les représentent. En particulier, Paul « Gogga » Adams, le jeune joueur de cricket métis appartenant à l'équipe de Western Province comme à l'équipe nationale, est souvent présent sur les murs.

- Le troisième, la religion, est le moins fréquent. Quelques images pieuses de la Vierge ou du Christ complètent la décoration.

6.1.3 L'image de la maison

La perception que les habitants ont de leur maison est complexe. Elle est évidemment informée par le temps qu'ils y ont passé. Dans les camps de squatters, la plupart des habitants de la maison n'y sont pas nés. Dans les townships formels les plus anciens, au contraire, plusieurs générations se sont succédées.

Les habitants des maisons des townships se déclarent souvent attachés à leur maison. Ils souhaitent rarement la quitter mais y apporter des améliorations. La faible surface disponible est déplorée par la majorité, ce qui n'a rien d'étonnant. Les conséquences de ce surpeuplement sont que plusieurs personnes dorment dans la même pièce, adultes comme enfants de sexes différents. Cela est jugé « malsain ». De plus, il n'y a pas de pièce supplémentaire où loger d'autres activités comme un petit commerce, ni des visiteurs.

Les habitants des *shacks* sont logiquement bien moins attachés à leur habitation, même s'ils souhaitent en général rester sur le même site. Petite taille et mauvaise qualité de la construction sont immédiatement évoquées. La faible résistance de la tôle ondulée aux conditions météorologiques de l'hiver sur les Cape Flats est reconnue : on se plaint des nombreuses fuites dans le toit laissant passer la pluie, de la tendance du toit à s'envoler avec le vent et de la faible isolation thermique—il fait froid en hiver, étouffant en été. Un autre facteur est spécifique à la perception des *shacks* par leurs occupants : la précarité de ces constructions et surtout leur vulnérabilité aux incendies conduisent les gens à s'en détacher et à ne les considérer que comme des abris de passage. Cette réaction est particulièrement présente chez les entrepreneurs connaissant un certain succès dans le commerce informel comme Wesley ou Nosakele :

« En 1994 [incendie de la maison], 14 000 rands ont brûlé : TV couleur, meubles, frigidaires, etc. Depuis, je n'aménage plus cette maison, parce qu'elle peut brûler à nouveau. Quand j'ai des choses jolies, ou quand j'achète quelque chose, par exemple des fauteuils, je les envoie dans ma maison au Transkei. »⁹

⁹Interview avec Wesley Siswana, Macassar, 15 juillet 1996.

« J'aime bien ma maison, mais je n'en suis pas heureuse : j'ai des habits coûteux à l'intérieur et ils peuvent brûler n'importe quand. »¹⁰

6.2 Les lieux publics : deux cultures

L'existence de deux cultures distinctes, voire antagonistes, décelée à Windermere, peut être élargie à l'ensemble de l'espace urbain noir en Afrique du Sud : deux subcultures différentes occupent l'espace des townships. Chacune a ses lieux privilégiés ; chacune a son réseau social. La première est alternative et populaire ; elle s'est développée autour du shebeen. La seconde est celle de la classe moyenne et des gens « respectables » : elle gravite autour des églises et des écoles. Cette opposition pourrait être incarnée par deux figures emblématiques des quartiers noirs : la *shebeen queen* d'un côté, les membres des *manyanos* de l'autre.

Cette dichotomie n'est pas récente et elle n'est pas non plus propre au Cap. Pour son étude de la musique des townships de Johannesburg [30], David Coplan a interviewé une habituée des shebeens des années 1950. Elle décrit ainsi ses raisons :

« Non, c'était une forme de distraction. À cette époque, je fréquentais des gens aux manières rudes, qui faisaient les quatre cents coups. Quand j'étais vraiment déprimée et inquiète, pour m'exprimer et me sentir satisfaite, comme un chrétien ouvre une page de la Bible, j'allais au shebeen chanter ces chansons. J'étais venue en ville pour rendre visite à mon mari et je l'ai retrouvé, mais nous nous sommes séparés. J'en ai beaucoup souffert. C'est pour cela qu'il fallait que j'aille dans ces endroits pour connaître un peu de joie dans la vie et me soulager. D'autres venaient pour les mêmes raisons et pour partager leurs sentiments avec d'autres... Ils étaient exactement comme moi... Les hommes venaient et passaient là leur week-end. Ils travaillaient dans les mines ou en ville. Ils étaient des *likoata* et même des *MaRussia* [gangsters] venaient nous voir de Benoni. Les hommes... avaient des bâtons et des haches ; quelques-uns, avec de l'expérience, avaient même des pistolets. Ils avaient leur musicien attitré qui jouait de l'orgue à pédale... » [30, p. 101]

6.2.1 Shebeens et gangs

Origine : shebeens et identité urbaine

L'origine des shebeens remonte aux débuts de l'urbanisation noire. Le développement d'une industrie sud-africaine a entraîné un très fort exode rural africain

¹⁰Questionnaire K19H10/4, Harare, 4 novembre 1996.

(cf. chapitre 3.3.1, page 80). En même temps, une partie de ces nouveaux arrivants a été prolétarisée : ils ont perdu leurs racines rurales et ont commencé à former une classe urbaine marginalisée par le reste de la société. Après la première guerre mondiale, ce processus s'est accéléré. La mise en place des dispositions du *Land Act* de 1913 n'y est pas étrangère : c'est la paupérisation de la population des réserves qui pousse de nombreuses *familles* à migrer.

La crise générale du logement pour Africains conduit à une répartition géographique bien particulière de la population noire en ville : au Cap, seulement la moitié de cette population habite dans les *locations* désignées de Ndabeni et Langa et dans les *hostels* ; à Johannesburg, c'est une minorité. Le reste des nouveaux migrants habite dans des quartiers informels, développés sur des terrains privés appartenant aux Blancs. C'est le cas de Windermere ou des marges de District Six au Cap et celui de Doornfontein à Johannesburg (Koch, 1983 [76, 75]). C'est dans ces quartiers que la subculture du shebeen va se développer.

La principale caractéristique de la population concernée est son faible revenu, même pour ceux possédant un emploi. L'entre-deux-guerres est particulièrement difficile : la crise de 1929 a créé de nombreux chômeurs ; la criminalité augmente, conséquence du nombre de personnes sans ressource. La population de ces taudis, appelés *slumyards* à Johannesburg, est ainsi un mélange de chômeurs et d'ouvriers, de membres de la classe moyenne et de prolétaires, de marginaux urbanisés et de migrants récents ayant conservé leurs racines rurales. Sur le Rand, cette population a aussi des origines géographiques très différentes.

La réponse de cette population à des conditions de vie extrêmement difficiles est la culture du *marabi*. Terme à l'étymologie discutée, *marabi* désigne à la fois un style musical, un style de vie et sert d'insulte. Cette subculture a largement fondé la culture populaire urbaine africaine. Le lieu central est le shebeen.

Les shebeens ont été créés par des femmes cherchant à survivre dans un environnement urbain. Pour cela, elles ont utilisé leurs compétences traditionnelles de brasseuses de bière : dans les zones rurales, c'est aux femmes que revient la tâche de fournir les hommes de la famille en bière, pour leurs loisirs comme pour les rituels. Mais les villes étaient caractérisées par un fort déséquilibre hommes/femmes. Pour répondre à la demande, le circuit de production et de distribution de la bière s'est commercialisé mais sans perdre son aspect féminin : le brassage de bière était la première stratégie de survie employée par les femmes. Elles ne se contentaient pas de fournir la boisson mais créaient des lieux hospitaliers où la consommer : les shebeens. Bien souvent, elles ne faisaient qu'aménager leur propre logement, informel ou non, ou l'agrandir d'une pièce. Le même procédé est employé aujourd'hui, même s'il est parfois aux mains des hommes (cf. figure 6.2).

Les *shebeen queens* font un métier dangereux : jusqu'en 1962, toute consommation d'alcool par les Africains était prohibée. Par la suite, elle a été sévèrement

réglementée. Les raids policiers sont donc fréquents. Encore aujourd'hui, il est rare que les shebeens aient payé la licence nécessaire à la vente de l'alcool.

Pour pousser à la consommation et attirer plus de clients, elles embauchent des musiciens et des chanteuses de *marabi*. C'est d'ailleurs la situation de départ du roman de Modikwe Dikobe, *The Marabi Dance* [37]. D'autres auteurs ont décrit ce cadre. En particulier, les auteurs et journalistes du magazine *Drum* ont largement peint les shebeens de Johannesburg et leur rôle dans l'âge d'or culturel des années 1940 et 1950, la *Sophiatown Renaissance*. Je cède la parole à Can Themba, l'un des plus illustres :

« Je suis allé dans un petit appartement d'une pièce à Good Street, Sophiatown, Johannesburg. Il est perché dans le ciel comme un colombier et pour y arriver on doit prendre une volée de marches branlantes. Il y avait une porte ressemblant à une porte de hangar. J'ai frappé et appelé : 'Ousie ! Ousie !' Un verrou grinça et un large visage m'a regardé. La porte s'est alors ouverte et je suis entré dans un couloir miteux.

On me conduisit à une seconde porte derrière laquelle j'ai entendu le bourdonnement de voix. Je suis entré dans une pièce bien meublée et bien éclairée. Du jazz moderne du genre le plus hot retentissait. Et la pièce débordait d'Africains, hommes et femmes, assis par groupes de trois ou quatre, buvant — pour la plupart — de la bière. Il y avait des bouteilles ambre d'un quart de litre partout, pleines, à moitié pleines et vides. Mais ici et là, un groupe buvait du brandy dans des gobelets remplis précisément jusqu'au quatrième doigt.

C'était le célèbre 'Little Heaven', le shebeen le plus distingué de Sophiatown. (...)

[Les shebeens] du township sont de deux genres. Il y a ceux qui sont élégants et respectables comme le Little Heaven et The Sanctuary à Sophiatown, The Greenhouse à Newclare, The Kind Lady et The Gardens à Western Township, The Basement à Orlando, et Paradise à George Goch. Là, on se sent chez soi et l'ambiance est amicale et agréable. Il y a des enfants pour aller vous chercher de l'eau de Seltz, de la ginger ale ou du Schweppes. Il y a souvent une pièce privée où l'on peut dormir pour faire passer l'ivresse. Ces shebeens ont manifestement réinvesti une partie de leurs bénéfices dans leur affaire.

Mais il y a ceux qui ne sont là que pour faire de l'argent et que le client aille au diable. Ils sont sales, bondés et hostiles. La *shebeen queen* est toujours en train de vous houspiller pour que vous buviez vite et d'insulter quelqu'un. 'S—ds, vous faites comme si vous aviez

l'autorisation de boire !' Elle vend de tout, du brandy, du gin, de la bière et du skokiaan, du hops, du hoenene, du barberton, du pineapple ou des mixtures encore plus puissantes » [138, p. 158–160]

Un lieu essentiel et ambigu

Le shebeen est l'institution sociale urbaine par excellence (Koch, 1983 [75]), l'incarnation d'une culture urbaine véritablement africaine (Coplan, 1985 [30]). Il a également engendré et nourri une série de style musicaux originaux, ayant joué un rôle important dans la formation de l'identité urbaine pour plusieurs raisons :

- C'est via le shebeen et la musique jouée dans les shebeens que se sont créés un espace de loisirs spécifique à la vie urbaine et une culture, notamment musicale, originale ;
- Par ailleurs, la musique et les lieux où elle était jouée ont été facteurs de différenciation sociale : *marabi* pour les classes populaires, musique chorale pour les classes moyennes (Coplan, 1979 [29]) ;
- Enfin, c'est par la musique qu'un nouveau système de valeurs a été adopté : l'hétérogénéité de la population de Johannesburg, qui donnait le ton au reste du pays, l'a forcée à abandonner la culture traditionnelle et n'a pas permis de l'adapter au milieu urbain. Les habitants des townships lui ont préféré le modèle des Noirs américains.

Les shebeens ont cependant un rôle ambigu : ils sont la preuve d'une certaine résistance des classes populaires et de leur vitalité culturelle. En même temps, cette culture est centrée autour de l'alcool et est dépourvue de toute tentative d'organisation collective. Dès l'époque *marabi*, les shebeens sont lieux non politiques. Au contraire, pour les activistes, ils ont un rôle contre-révolutionnaire. L'alcool est souvent consommé jusqu'à l'hébéture, comme moyen d'échapper au quotidien (Maclean, 1990 [88, p. 27]). De nombreux problèmes sociaux en découlent : instabilité des familles, violence, criminalité, pauvreté (à la fois cause et conséquence) et problèmes de santé.

Si l'on ajoute à ce tableau le fait que malgré les réglementations successives, de nombreux Blancs ont encouragé la consommation d'alcool des non-européens, Noirs comme Métis¹¹, il n'y a rien d'étonnant à ce que les shebeens aient été perçus comme participant à l'oppression. Ainsi, lors des émeutes de 1976, nombre d'entre eux ont été détruits au même titre que les *beer halls* installés par la municipalité : cela a été le sort d'une centaine d'entre eux dans la Péninsule (Schärf, 1983 [118]). Maria Tholo, témoin des événements à Gugulethu, le décrit ainsi :

« Ils [les enfants] savaient exactement où il y avait de l'alcool caché. (...) Ils défilèrent jusqu'à la porte du 26 et dirent aux gens qui habitaient là de rester hors de leur chemin. (...) »

¹¹Voir à ce propos Schärf, *The Impact of Liquor on the Working Class*, 1983 [118].

Ils dirent [à la propriétaire de la maison—une *shebeen queen*], ‘Mère, ouvre les placards et les penderies ou nous le ferons pour vous’. Elle a donc ouvert toutes les portes et ils ont fouillé partout—sous les lits, en secouant chaque objet au cas où il ait caché des petites bouteilles.

Quand ils eurent rassemblé tout ce qu’ils avaient pu trouver ils le transportèrent dans la cour, chaque enfant portant une bouteille et puis ils ont visé les murs et fracassé chaque bouteille contre la façade de la maison. Ils n’ont pas visé les fenêtres. En fait, ils avaient fermé la porte pour éviter de détruire ce qu’il y avait à l’intérieur.

Il y en avait tant. Ces *queens* avaient fait des stocks pour le week-end prolongé. Dès que toutes les bouteilles ont été cassées, les enfants sont partis pour l’adresse suivante sur leur liste. Au bout d’une minute, les habitants de la maison sont sortis avec leurs râteaux et leurs brosses pour nettoyer sous le regard de la foule.

Toutes les maisons ne s’en sont pas sorties si bien. Celles qui furent vraiment abîmées étaient les endroits les plus élégants, dans les maisons agrandies, comme chez Nomalusi. Les enfants dirent ‘C’est avec l’argent de nos pères qu’ils ont payé ces aménagements. Ils n’auraient pas pu le faire avec leur seul salaire. Ils ont des grandes maisons, une télévision et les meilleures chaînes hi-fi pour que nos pères puissent s’asseoir et boire l’argent de la famille’. » [59, p. 87]

Les shebeens sont donc un lieu ambigu. Mais ce qui donne toute sa couleur à cette subculture est sa fréquente association avec les gangs. Le fait que les shebeens eux-mêmes ont commencé à exister aux marges de la loi a poussé les tenanciers à faire appel à des gangsters pour se protéger. Il s’agissait à la fois de surveiller la police, de maintenir le calme entre les clients à l’intérieur du shebeen, de lutter plus ou moins violemment contre la concurrence et de se fournir en denrées prohibées (alcool, mais parfois dagga et mandrax). Cette association est ancienne et n’est pas limitée au Cap : la présence de gangsters comme clients réguliers d’un shebeen attitré est attestée à Johannesburg depuis au moins les années 1950 (*cf.* page 179). David Coplan [29, 30] le confirme et Wilfried Schärf l’a étudié en détail pour un shebeen des quartiers métis du Cap [118].

Le gang est donc l’une des formes d’organisation sociale correspondant à cette subculture du shebeen. Cette association est toujours d’actualité, comme le prouve Xhala, 17 ans, membre du gang des Adderley à Langa :

« Les Ntsara ont tué bien des nôtres, c’est-à-dire des Adderleys. (...) Nous allons en tuer encore plus. (...) Les Adderleys sont en permanence prêts à l’action.

Le soir et le week-end, quand nous ne nous battons pas, nous allons au shebeen ou traînons dans les rues . » [88, p. 81–83]

Aujourd'hui, il semblerait qu'on assiste à une certaine intégration des shebeens dans la culture de la classe moyenne. C'est en tous cas certainement le cas de celui de Wesley (*cf. supra*). À la fin des années 1970, le gouvernement s'est prononcé en faveur de la décriminalisation des shebeens, dans le cadre de la promotion d'une classe moyenne. Vendre de l'alcool, même si c'est toujours sans licence, est donc désormais accepté comme stratégie de survie par la partie de la population craignant la justice. Les shebeens sont ainsi de plus en plus dans les mains d'entrepreneurs, de plus en plus souvent masculins, qui donnent un aspect plus respectable au lieu. Certes, les shebeens les plus renommés ont souvent été fréquentés *aussi* par la classe moyenne—l'image présentée ci-dessus ayant été simplifiée pour une meilleure compréhension. Mais de plus en plus, on s'y rend l'après-midi pour partager une bière entre amis, ou le week-end pour commenter le dernier match de football.

Que les shebeens perdent leur réputation sulfureuse pour se transformer en bars plus habituels est une hypothèse que deux faits tendraient à confirmer. Tout d'abord, une nouvelle législation sur l'alcool est en cours de discussion. Elle tendrait à soutenir les tenanciers et à légaliser encore plus leurs activités. Par ailleurs, la mauvaise réputation des shebeens a surtout été répandue par la classe moyenne africaine, obligée par la législation ségrégationniste de résider dans les mêmes quartiers que la classe ouvrière. L'abolition de ces lois va permettre à la ségrégation socio-spatiale de remplacer la ségrégation raciale. Même si la classe moyenne souhaite largement continuer à habiter dans les townships formels (*cf. infra*), la constitution de micro-territoires est à l'ordre du jour : on déménage à l'intérieur du township pour avoir accès à une maison plus grande et à un voisinage plus choisi. Settler's Park à Langa et Malunga Park à Gugulethu font partie de ces nouveaux quartiers : construits récemment par le secteur privé, ils offrent à la bourgeoisie noire à la fois un logement de qualité et le maintien de la vie sociale du township.

Autres lieux

D'autres lieux appartiennent à la mouvance de cette subculture des shebeens, peut-être en train de s'effacer, certainement en train de se modifier. Il s'agit d'autres lieux publics, occupés par gangs et *tsotsis* ou plus généralement marqués par la violence. Pour la population du township, ces lieux sont dangereux. On les évite, on ne fait que les traverser, on y reste le moins longtemps possible.

Vu de la majeure partie de la société, l'espace du township est qualifié en termes de sécurité. Deux espaces se superposent : celui, vécu, du quotidien et des relations sociales ; celui, craint, de la violence et de la criminalité. La trame lâche de chacun de ces espaces laisse apparaître tantôt l'un, tantôt l'autre. Dans

des lieux comme les *public open spaces*, les rues ou les terminus des transports en commun, l'espace de la violence domine.

Les *public open spaces* sont les zones laissées libres par le planificateur pour servir de parcs et d'espaces verts. Le plus souvent, il s'agit de terrains vagues sableux, envahis par les broussailles et balayés par le vent. Ils n'ont fait l'objet d'aucun aménagement (Robertson, 1997 [113]). Espaces en négatif, ils servent souvent de refuge aux criminels.

Les affrontements entre compagnies de taxis collectifs rivales ou entre ces compagnies et les forces de l'ordre sont suffisamment fréquents pour faire entrer ces zones dans la catégorie des espaces de la violence. La présence de criminels attirés par les flux de population ne fait que confirmer cette classification.

6.2.2 Les espaces de la solidarité

Le second espace social existant dans les townships est un espace de la solidarité, constitué par une série d'associations et de relations partageant un certain nombre de valeurs. Contrairement au shebeen, cet espace est d'abord et avant tout celui de la classe moyenne.

Les lieux physiques concernés sont moins marquants et moins spécifiques que le shebeen. Ce sont avant tout des lieux fonctionnels, utilisés pour accueillir des événements sociaux. Néanmoins, leur choix est représentatif d'un certain nombre de valeurs. En effet, ces espaces de réunion sont les écoles, les églises et les *community centres*.

Les associations formant cet espace de solidarité sont extrêmement diverses. *Manyanos*, cercles d'épargne, clubs sportifs, associations culturelles, *burial associations*, *civics*, coopératives, sont là pour prouver la densité des relations sociales dans les quartiers noirs, camps de squatters comme townships. À l'opposé des shebeens et des gangs, ces associations sont principalement féminines. Enfin, si tout le monde n'appartient pas à ces associations, il est fréquent d'appartenir à plusieurs associations à la fois, avec des buts complémentaires : un cercle d'épargne « généraliste » (*cf. infra*), un cercle d'épargne spécialisé comme les *Back to school* ou les *Burial associations* et un *civic*.

Une étude de cas : les cercles d'épargne

L'exemple des cercles d'épargne peut permettre de comprendre le fonctionnement de la plupart de ces associations¹².

L'importance des cercles d'épargne dans la vie urbaine sud-africaine est réelle. Ils sont environ 150 000, regroupant 1,3 million de membres dans les zones urbaines et économisant près de 1,6 milliard de rands par an (Bähre, 1996 [7, p. 15]).

¹²Voir aussi sur ce sujet Bähre, "We organise each other", 1996 [7]; Kokoali, *Umgalelo and the Failure of the Church?*, 1987 [77]; Matiwana *et al.*, *The Struggle for Democracy*, 1989 [96].

Ces organisations regroupent en général une douzaine de membres sous un nom évocateur : *Groceries* ; *Back to school* ; *Throw throw* ou, en xhosa, *Umgalelo* ; *Masizame*, essayons ; ou *Masicuncedisane*, aidons-nous les uns les autres.

Le but de ces cercles d'épargne est en général exprimé par leur nom : ainsi, les sommes amassées par les *groceries* sont en général destinées à acheter de la nourriture ou de l'équipement ménager. Les *Back to school* permettent de payer les différents frais scolaires des enfants : inscription, livres, uniformes.

Ces clubs se réunissent avec régularité, une fois par semaine, tous les quinze jours ou une fois par mois. À chaque réunion, les membres doivent verser le *stick*, leur contribution¹³. Elle varie de quelques dizaines à quelques centaines de rands et est par la suite déposée sur un compte bancaire. Le processus dure en général un an et commence au mois de janvier. En décembre, l'argent et ses intérêts sont soit répartis entre les membres du cercle d'épargne soit, mais plus rarement, utilisés pour acheter de la nourriture en gros qui, elle, sera répartie. Ces fonds sont utilisés de différentes manières. Par ordre décroissant, on les emploie à acheter de la nourriture, des vêtements, à payer le loyer, à payer les frais scolaires, à faire face aux dépenses de santé, à améliorer la maison ou acheter une voiture (Bähre, 1996 [7, p. 26]).

Les relations entre les membres du groupe sont très personnelles. En fait, les membres des cercles d'épargne se connaissent avant de former un tel club, ce qui ajoute à la sécurité de l'investissement : il s'agit souvent de parents, de voisins ou de relations de travail. L'origine géographique *n'est plus* un critère, au contraire de ce qu'avaient trouvé Wilson et Mafeje au début des années 1960 [151]. En fait, ces cercles d'épargne ne concernent pas les plus pauvres : pour participer et être accepté comme membre, il faut avoir un revenu régulier. Ceci confirme que ce type d'associations est typique de la classe moyenne. Les cercles d'épargne ne sont pas des substituts au lignage traditionnel, offrant aux plus pauvres un réseau d'entraide. Ils leurs sont inaccessibles et sont déjà à la marge du secteur formel de l'économie : ainsi, la très grande majorité d'entre eux utilise un compte bancaire et un chéquier et tient des comptes serrés. Au contraire, une partie de l'argent ainsi collecté permet aux membres du club de remplir leurs obligations lignagères dans un contexte urbain moderne : si la plupart des clubs répartissent l'argent en décembre, c'est pour financer le repas de Noël, où l'on doit offrir de la viande à l'ensemble de la famille élargie.

Mais l'utilisation de cette épargne pour payer l'éducation de ses enfants, l'équipement électroménager, une voiture ou une pièce supplémentaire de la maison montre bien que ces clubs servent à réaliser les aspirations de la classe

¹³Il est intéressant de noter ce terme, le *stick* ou bâton étant traditionnellement emblème de pouvoir. C'est d'ailleurs en ce sens qu'il est utilisé aujourd'hui dans les églises sionistes (*cf.* chapitre 7).

moyenne. Le déroulement des réunions confirme cette analyse. Tout d'abord, les relations sociales dans le club sont extrêmement formelles et ritualisées. Cela est tout aussi vrai dans d'autres associations, comme les *street committees* ou les *manyanos*. On s'adresse à « Madame la Présidente », « Madame la vice-présidente », ou « Madame la Trésorière ». On ne peut parler sans avoir formellement requis la parole, et sans se l'être fait accorder tout aussi formellement, sous peine d'une amende versée à l'épargne commune. On ne parle que debout. Enfin, la remise de la contribution est aussi très solennisée : on appelle chaque personne par son nom de famille, par ordre alphabétique. La somme remise est proclamée à haute voix, avant d'être inscrite à la fois sur le grand livre de compte et sur le livret personnel de la donatrice.

Une bonne partie de ce formalisme est d'ailleurs inscrite dans les statuts de l'association. Il s'agit peut-être ici d'une autre manifestation de cette faim de reconnaissance sociale typique des townships et conséquence de l'absence d'autres opportunités sous l'apartheid. Cela, encore une fois, est caractéristique de la classe moyenne.

Par ailleurs, ces réunions sont imprégnées de religiosité. Comme pour d'autres associations, le début et la fin de la réunion sont marqués par des cantiques et une prière. Ainsi, le social porte l'approbation du divin. Il ne faut cependant pas négliger l'aspect purement festif de ces manifestations : la réunion est aussi un but en soi, un lieu où l'on se distrait et les chants sont un loisir traditionnel. Souvent, les associations ont composé une chanson particulière, célébrant l'unité du groupe et ses œuvres. Elle est également chantée lors des réunions. Dans certains clubs, l'argent n'est pas divisé à la fin de l'année mais attribué à un seul membre—les autres recevant leur dû au cours des années suivantes. Dans ce cas, la remise de l'argent à l'heureux bénéficiaire est accompagnée de prières et de « God bless you ». Tout au long de la réunion, on appelle la protection divine sur le club et sur ses membres—« so that the thing doesn't flop » (Bähre, 1996 [7]).

Occidentalisation, ou urbanité à l'africaine ?

Cet exemple permet de montrer à quel point l'espace de la solidarité est construit autour de valeurs communes : éducation, épargne, respect des obligations familiales, religion, mais aussi autour de la notion de communauté (*community*). Il fonctionne dans un cadre de référence apparemment fortement occidentalisé. Pourtant, cet espace de la solidarité est perçu comme essentiellement africain par les gens qui l'habitent. Deux critères, liés, sont avancés : dans un premier temps, l'importance accordée à la communauté. Le concept—protéiforme—d'*ubuntu* est invoqué. La solidarité est perçue comme essentiellement africaine et l'on fait référence au système traditionnel des obligations réciproques : chacun devait apporter une aide financière ou matérielle aux personnes dans le besoin. La prolifération des associations et des formes d'entraide dans les quartiers noirs est expliquée avec cette référence. Aujourd'hui, l'*ubuntu* est utilisé de façon très large et variée, voire abusive : philosophie permettant une démocratie à l'africaine, mode de vie, concept nécessaire au succès de l'industrie sud-africaine du tourisme, il désigne tout ce qui donne priorité aux relations humaines (*people-driven*).

Le second critère est l'importance de la religion. La traditionnelle sacralisation du quotidien et de l'ensemble des activités humaines est très largement présente. Dans une certaine mesure, la prolifération des associations est aussi une réponse à un certain échec des églises constituées : elles ne permettent pas de maintenir des relations sacramentelles avec l'ordre des choses (Kokoali, 1987 [77]).

Dans une certaine mesure, ces associations sont peut-être en train de mettre au point une façon de vivre la ville à l'africaine. L'intégration de nombreux éléments occidentaux peut, paradoxalement, leur permettre de pervertir le modèle urbain sud-africain de façon plus efficace que la subculture des shebeens et des gangs. Les shebeens, si leur évolution se confirme, peuvent d'ailleurs s'intégrer

relativement facilement dans ce modèle.

Les lieux concernés par l'espace de la solidarité sont avant tout des lieux *fonctionnels* : ils sont utilisés à cause de leur adaptation aux besoins des réunions. *Community centres*, salles de classe, églises et salles paroissiales ont été construits dans ce but. Nous voyons là apparaître une des principales caractéristiques de la géographie culturelle des townships : la monotonie du bâti et le manque d'infrastructures ont engendré un paysage fonctionnel. L'espace est polarisé par le social, existe par et pour le social, lui-même extrêmement dense. La symbolique des lieux n'est pas — ou pas encore — inscrite dans l'espace physique, dans la façon de bâtir ou dans l'organisation spatiale. En bref, et même pour les églises, le township n'a pas de géographie sacrée qui soit perceptible à l'œil.

C'est l'espace du social qui a été utilisé comme le principal moyen pour pervertir l'urbanisme de contrôle. Cela est moins visible, moins dangereux qu'une résistance inscrite dans l'espace physique. Néanmoins, dans le township, l'espace physique de la répression a été remplacé par l'espace social de la solidarité. Pour utiliser la terminologie de Lynch [87], la « zone » indifférenciée vue par les forces de l'ordre a été remplacée par une série de réseaux sociaux et de points de repère (*nodes*) importants dans la vie sociale. C'est d'ailleurs ce qui transparaît des cartes mentales dessinées par les résidents (*cf.* figures 6.3, 6.4 et 6.5).

L'identité des townships est avant tout sociale, formée au sein de ces nombreuses associations, sans doute réponse à la négation des identités individuelles engendrée par l'apartheid. Enfin, elle est largement à l'origine de la force des identités locales et de l'attachement des résidents à un lieu humanisé en profondeur.

6.3 L'espace noir

6.3.1 *Hostels* : l'espace ultime de l'oppression

Une étude des lieux du township ne serait pas complète sans une mention des *hostels*. Ces casernes ouvrières parsèment les townships les plus anciens de Langa, Gugulethu et Nyanga. Depuis des décennies, ils accueillent des travailleurs migrants, forcés de mener une vie de célibataires 11 mois sur 12 et de travailler dans les usines du Cap.

Les *hostels* sont des lieux infiniment peu hospitaliers. L'espace privé est une denrée rare, l'intimité plus encore. Le plus souvent, les résidents dorment en dortoir, voire dans des lits superposés. Ces lits ne sont d'ailleurs souvent que des structures de ciment sur lesquelles chacun doit mettre un matelas s'il est assez riche pour en posséder un. Les sanitaires et la cuisine sont communs. Les *Main Barracks* de Langa par exemple ont été construites en 1927. Leur forme en U est extrêmement utile pour contrôler la population qui y réside (*cf.* carte 5.1). Chaque U est divisé en larges dortoirs, accueillant 24 ou 26 personnes. Au centre

de chaque dortoir, un fourneau à charbon donne un peu de chaleur en hiver, mais elle se dissipe rapidement dans un espace trop grand et sans isolation thermique (sol de brique, pas de plafond, toit de tôle ondulée). Au centre de chaque U se trouvent les installations sanitaires pour 500 personnes. Il s'agit de 8 pommeaux de douches d'eau froide, non séparés les uns des autres. À côté, les toilettes sont constituées de madriers fixés au dessus d'un égout : intimité et hygiène sont absentes (Granelli et Levitan, 1977 [54]).

Les Old Flats de Langa sont parmi les *hostels* les mieux équipés. Il s'agit de 8 immeubles de briques de 2 étages, bâtis de chaque côté d'une route. On accède à chaque étage par un escalier à l'extrémité du bâtiment. De chaque côté d'un couloir s'alignent les portes de chambres. Le couloir est sombre : au fil des années, les briques sont devenues noires et la lumière des quelques ampoules électriques fonctionnant en permanence est trop faible pour l'éclairer. Les portes des chambres montrent des traces de peintures vertes. À l'origine, elles n'ont pas de verrous. Les occupants ont été obligés d'acheter des cadenas pour les fermer. Chaque chambre contient deux lits. Il y a juste la place de passer entre les deux et de loger une fenêtre. Sous les lits et au-dessus sont entassés les objets personnels des habitants, le plus souvent placés dans des valises ou des malles fermées : en effet, on ne choisit pas son compagnon de chambre. Au pied des lits, un peu d'espace est généralement utilisé pour placer une petite table, avec une bouilloire et une plaque électrique. Les chambres, sauf si elles ont été repeintes de frais par les occupants, sont aussi sombres que le couloir. Il y a par étage une salle de douche, un WC et une pièce commune, prévue pour être utilisée comme cuisine.

Une étude des relations entre espace, culture et identité a été faite dans les *hostels* du Cap à la fin des années 1980 par Mamphela Ramphele pour sa thèse, *The Politics of Space : Life in the Migrant Hostels of the Western Cape* [109], publiée par la suite sous le titre *A Bed called Home* [110].

Elle y souligne d'abord l'effacement des frontières entre l'espace domestique et l'espace professionnel au sein des *hostels* et, malgré cela, l'absence de légitimité des *hostels*. D'une part, ils n'ont jamais été reconnus comme une extension du lieu de travail. L'application du droit du travail, ou des formes d'organisation collectives typiques du monde professionnel—comme les syndicats—dans ces lieux n'a jamais été à l'ordre du jour. D'autre part et jusqu'à l'abolition de l'*influx control* en 1986, cet espace n'était pas non plus reconnu comme espace domestique, puisque femmes et enfants des résidents n'étaient pas autorisés à y accéder.

Avant 1986, la présence clandestine des femmes était sous la menace perpétuelle de raids policiers¹⁴. Depuis, les *hostels* sont des zones mixtes. Une organisation sociale particulière s'y est développée, autour de la notion de *bed-*

¹⁴Interview avec Shakes Zweni, 18 avril 1997.

hold—développée par Ramphela en opposition à *household* (ménage). La famille gravite autour du « propriétaire » du lit dont elle est dépendante pour son logement. En moyenne, il y a 2,8 personnes par lit et une surface de 1,8 m² par résident (Ramphela, 1993 [110, p. 23]). Les parents et le plus jeune des enfants dorment sur le lit ; les autres enfants, adolescents et adultes de la famille élargie dorment sur des matelas, le plus souvent dans la pièce commune. Les « propriétaires » de lits ne forment plus aujourd'hui qu'un tiers de la population totale des *hostels*.

Dans une certaine mesure, les *hostels* peuvent être décrits comme l'exemple le plus parfait de l'espace accordé aux Noirs par l'apartheid. L'ensemble de leur conception répond à un seul but, celui du contrôle : leur architecture est l'apogée de l'urbanisme de contrôle ; leur population dépend des autorisations accordées par les autorités. L'espace des *hostels* est intrinsèquement et volontairement humiliant. Les conditions de vie y sont déplorables : le nombre de cas de tuberculose en est une preuve (Ramphela, 1993 [110, p. 39 sq.]).

La tendance des habitants des *hostels* à se tourner vers les guérisseurs traditionnels ou spirituels pour un certain nombre de problèmes est aussi révélatrice. Elle a plusieurs raisons. Tout d'abord, certaines maladies sont perçues comme demandant un tel traitement—tout comme d'autres sont immédiatement soumises à des médecins occidentaux. D'autre part, le coût des consultations entre en compte : un guérisseur spirituel est bien moins cher que ses collègues traditionnels ou occidentaux. Surtout, les guérisseurs spirituels comme les guérisseurs traditionnels insistent sur la notion de purification. Dans un environnement aussi défavorable, où l'on vit en permanence avec des étrangers, cela ne peut être un hasard. Se purifier permet de maintenir son intégrité, dans tous les sens du terme. Cette habitude du recours aux guérisseurs indique à la fois le malaise engendré par un tel environnement, la conscience de la « pollution » ambiante et la volonté de résister.

Espaces de l'oppression, espaces de la pollution, les *hostels* devaient accueillir l'ensemble de la population noire du Western Cape selon les rêves d'Eiselen. Sous le régime d'apartheid, la présence au sein des townships de ces hommes jeunes, déracinés, forcés au célibat, était perçue par la population noire voisine comme un danger. De plus, leur traditionalisme et leur faible politisation étaient utilisés par la police pour diviser la communauté noire. Pourtant, malgré tous ces aspects négatifs, les *hostels* ne doivent pas être perçus unilatéralement comme des havres de conservatisme rural au sein d'une population urbanisée (voir aussi chapitre 5.1.3, page 127), d'autant qu'il y a eu évolution dans leur population depuis 1986 :

« Paradoxalement, le manque d'espace a permis à des individus habitant dans les *hostels* de dépasser certaines pratiques traditionnelles. » [110, p. 126]

Mamphela Ramphela fait la liste de ces pratiques sociales innovatrices nées

dans les *hostels* :

- Le rôle des hommes au sein de la famille est devenu beaucoup plus actif : ils participent à l'éducation des enfants et ne sont plus exclus des accouchements ;
- Les hommes accomplissent désormais des tâches traditionnellement féminines, comme le ménage ou la cuisine. Ramphele cite Mthembu, résident dans un *hostel*, et fier de ses compétences : « Ma femme sait qu'elle ne peut pas rivaliser avec moi en ce qui concerne la cuisine » [110, p. 127] ;
- Les enfants sont moins employés aux tâches domestiques, simplifiées outreusement par le manque d'espace, et ont donc plus de temps pour vivre une enfance « normale ».

L'un des défis de la ville post-apartheid est de transformer ces espaces de l'oppression en espaces de vie. En même temps, les *hostels* sont aussi une des façons de vivre la ville et l'un des lieux où devrait s'élaborer une identité urbaine proprement africaine qui ne soit pas simplement forgée par la ségrégation.

6.3.2 Le quartier : espace dangereux, espace organisé

Les quartiers noirs ont longtemps été pour les Blancs zone interdite, pour plusieurs raisons : l'accès en était tout d'abord réglementé par la police et un Blanc avait besoin d'une autorisation officielle pour y pénétrer. D'autre part, la résistance des Noirs des années 1980 avait pour but de rendre les townships ingouvernables (cf. chapitre 2.3, page 48). En conséquence, les townships sont largement vus de loin et de manière indifférenciée par ceux qui n'y résident pas. Cette perception des *no-go areas* existe encore aujourd'hui, même si elle n'est plus basée sur le politique. La violence et la criminalité sont les principales raisons avancées pour la permanence de cette géographie de la distance. À l'échelle de la ville blanche, les townships n'ont pas encore gagné le droit à l'existence.

Une étude des représentations spatiales de la population blanche du Cap ferait apparaître une ville mutilée, amputée de la majorité de ses habitants et de son espace. Cette face cachée de la ville est inconnue : la toponymie est ignorée, les routes n'existent pas. L'ampleur numérique de la population noire fait l'objet d'une série de fantasmes : Khayelitsha aurait deux millions d'habitants ; des milliers de nouveaux arrivants en provenance du Transkei s'installeraient chaque mois dans la Péninsule. . .

Plus qu'ignoré, l'espace noir est nié. Une géographie de la distance et une géographie de la peur informent toujours la perception blanche¹⁵.

À cette négation de leur espace, les Noirs sud-africains avaient répondu dans les années 1980 en organisant les townships en « zones libérées ». Le principal

¹⁵Voir à ce sujet Salazar, *L'intrigue raciale*, 1989 [114] ; Houssay-Holzschuch, *Mythologies territoriales en Afrique du Sud*, 1996 [64].

élément de cette organisation a été la mise en place de *civics*, contrôlant l'espace et même le redessinant.

Cette perversion de l'espace a pris différentes formes. Par exemple, les lieux de réunion dans les townships ont souvent été utilisés à des fins politiques. Ainsi, l'église catholique de Saint Gabriel, à Gugulethu accueillait des réunions de la section locale de l'ANC dans les années 1980, sous couvert de réunion de tricot. . . À Mamelodi, le principal township de Pretoria, les *comrades* liés à l'ANC sont allés plus loin dans cette appropriation politique de l'espace (Jaffee, 1986 [68]) : pour prouver leur efficacité vis-à-vis des autorités et changer la vie des townships, ils ont remplacé les terrains vagues envahis d'ordures (*public open spaces*) par des « parcs du Peuple » :

« C'est avec fierté et exaltation que les *comrades* montrent les parcs et jardins de rocaille qu'ils ont construits avec des vieux pneus peints, du bois et des pierres. Ces structures occupent presque tous les espaces libres du township et entourent parfois un panneau ou une pierre peints du nom d'Oliver Tambo ou de Mandela Park. D'autres portent des slogans, comme "Kutlwano ke Matla" (L'unité, c'est la force) ou "Espérez".

Les nombreux essieux de véhicules surmontés de rondins pointés vers l'horizon, comme prêts à faire feu, sont des symboles plus frappants. Ils se dressent comme des canons à chaque coin de rue. "Si les casspirs [véhicules blindés] les renversent, nous les reconstruisons le soir même" dit l'un de ces jeunes hommes. . . » [68, p. 5]

Aujourd'hui, l'organisation des townships est bien moins marquée. Dans les townships formels les plus anciens comme Langa, les *civics* sont plus un mythe qu'autre chose (Bähre, 1996 [7]). Ou alors, comme à Gugulethu, ils ont repris la forme de comités de rue (*street committees*) chargés de régler les problèmes locaux, d'arbitrer les disputes ou faisant office de relais pour les autorités locales. C'est dans les quartiers récents, camps de squatters et sites viabilisés que cette structure est la plus vivante et la plus active. Là, l'espace est soigneusement divisé en rues, chacune ayant son comité. Il se réunit une fois par semaine et envoie des délégués pour former le comité exécutif du quartier¹⁶.

La perception des lieux par les habitants, telle qu'elle apparaît sur les cartes mentales, relève d'une problématique différente. En effet, aucune structure politique n'apparaît (*cf.* figures 6.3, 6.4 et 6.5)¹⁷.

Les cartes mentales dessinées sont quasiment *toutes* sur le même modèle. Des cinq éléments de la typologie de Lynch [87], un est prédominant, les *nodes*. Les

¹⁶Interview avec Martha Vena, Membre du Comité exécutif de Lower Crossroads, le 17 mars 1997.

¹⁷Ces cartes ont été choisies pour leur représentativité.

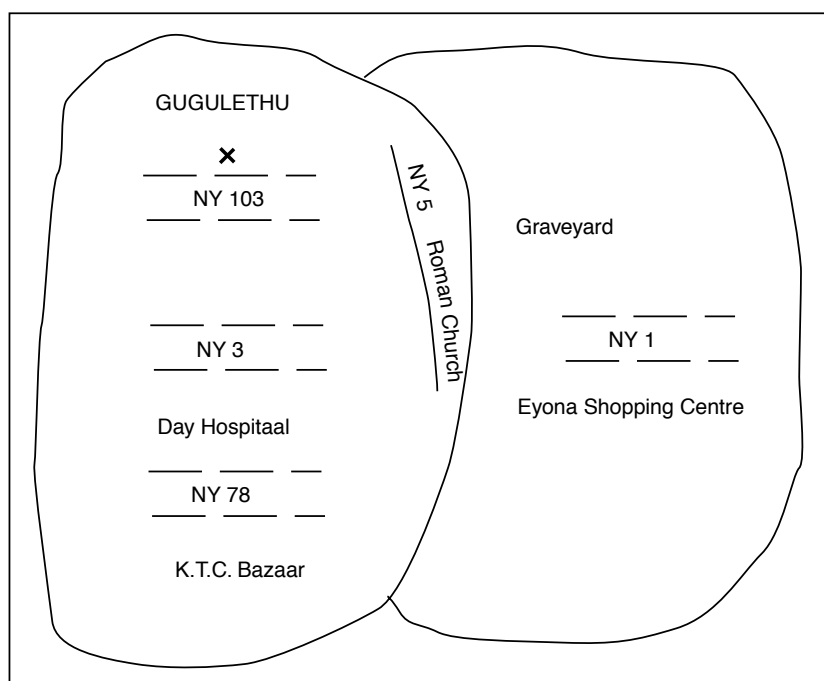


FIG. 6.3 – Carte mentale de Gugulethu.

Source : questionnaire G5/2, Gugulethu, 28 août 1996. Cette employée de maison de 46 ans a indiqué sa maison par une croix. La « Roman Church » est l'église catholique de Saint Gabriel (cf. chapitre 7.2, page 212).

autres sont quasi inexistantes. On dessine sa maison, parfois sa rue. Dans l'espace non organisé autour, sans chemin ni rue pour y mener, on inscrit les magasins, cliniques, commissariats et écoles. Ce choix surprenant est confirmé par l'étude faite dans les années 1980 par Pamela Reynolds sur les enfants de Crossroads :

« À Crossroads, les *nodes* étaient aussi importants pour les enfants que Lynch l'a suggéré pour les habitants des villes. Ce sont des endroits où les gens se rassemblent : les fontaines publiques (. . .) ; les magasins ; les écoles ; les crèches ; les cliniques et les échoppes des marchands ambulants. » [112, p. 97]

De même, elle note l'absence d'intérêt pour des éléments extérieurs, points de repère (*landmarks*) ou frontières (*boundaries*) (Reynolds, 1989 [112, p. 100]), malgré l'aspect frappant de certains d'entre eux : la Montagne de la Table, Devil's Peak ou False Bay. Elle a cependant obtenu des « chemins » (*paths*) ; cela tient sans doute à sa méthode de travail : pour parvenir à obtenir des données aussi

complexes de la part d'enfants de 7 ans, elle leur demande de la guider de leur maison aux endroits qu'ils fréquentent.

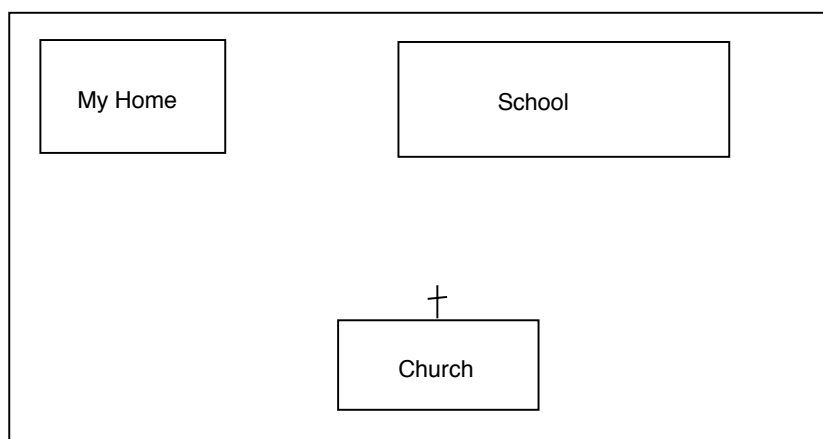


FIG. 6.4 – Carte mentale de Lower Crossroads.

Source : questionnaire 6/5 (Nt.), Lower Crossroads, 31 mai 1997. Cet homme de 40 ans, comme beaucoup d'autres habitants du camp de Lower Crossroads, n'a indiqué que peu d'éléments : sa maison, l'école et une église (parfois remplacée dans d'autres questionnaires par le dispensaire). Pas de chemins, pas de points de repères : le paysage bâti est monotone.

L'absence quasi totale de *boundaries* comme de *boroughs* est sans doute liée à la perception du township comme zone indifférenciée et relativement homogène. Cela est confirmé par deux faits : d'une part, l'absence de *boundaries* est particulièrement frappante dans les cartes dessinées par les habitants de Langa ou de Gugulethu. Ces townships sont de petite taille et nettement séparés des zones voisines avec lesquelles les habitants entretiennent peu de relations. D'autre part, lorsque les personnes interviewées habitaient près d'une limite claire, elle apparaissait. Ainsi, à Gugulethu, les résidents proches du camp de squatters de KTC ou de la voie de chemin de fer ajoutaient cet élément sur leur carte mentale.

L'absence de *paths* est plus surprenante. On ne peut écarter l'hypothèse d'un problème conceptuel, même si ce phénomène s'est répété tout au long des enquêtes et quelle que soit la traductrice. On peut néanmoins formuler une hypothèse explicative à la lumière des analyses précédentes. L'espace des quartiers noirs n'existe sans doute que comme projection des relations et des réseaux sociaux. Pour exister dans les représentations, l'espace doit être social. L'absence de rues et de chemins sur les cartes mentales pourrait alors être expliquée s'ils ne correspondent pas à cette définition et sont simplement utilisés pour aller d'un endroit à un autre. Cette hypothèse est moins étonnante lorsqu'on songe à ce qui a pris

place dans de tels lieux. Les rues ont été jusqu'en 1994 le théâtre des violences politiques. Manifestations, barricades, patrouilles de l'armée dans des véhicules blindés étaient des événements quasi quotidiens. La rue était alors un lieu hostile et dangereux, que l'on traversait en courant pour atteindre la relative sécurité d'un « lieu social ». Même si depuis, la violence politique a quasiment disparu des townships du Cap, une autre forme y existe toujours : la violence criminelle. Elle est concentrée sur les axes principaux, là où il y a pour les *tsotsis* le plus d'argent à faire et le plus de femmes à violer.

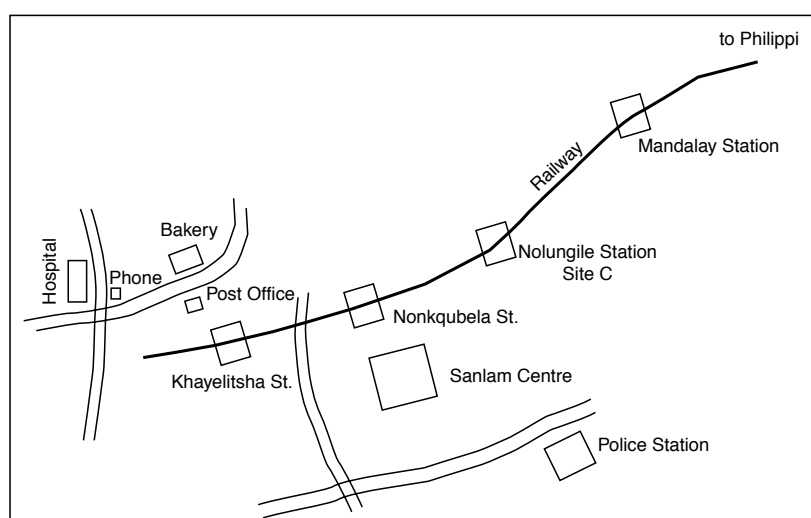


FIG. 6.5 – Carte mentale de Khayelitsha.

Source : questionnaire K17H8/4, Harare, 30 septembre 1996. La structure du township, bâti autour du chemin de fer, est clairement visible, ainsi que les quelques infrastructures existantes. La carte est orientée selon les perceptions de cet habitant de 24 ans de Harare : le sud-sud-est (Harare) est à gauche.

6.3.3 L'ailleurs

Deux autres lieux jouent un rôle dans la géographie mentale des habitants des quartiers noirs de Cape Town. Il s'agit d'abord des zones rurales d'où viennent les Noirs, le Transkei et le Ciskei.

Nous l'avons vu (*cf.* page 167), les liens entre les Africains du Cap et leurs lieux d'origine restent relativement forts. Il faut ajouter aux phénomènes mentionnés plus haut le fait que la très grande majorité de ceux qui ne sont pas nés à Cape Town retournent au Transkei ou au Ciskei environ une fois par an, pour

les vacances de décembre. Cela est l'occasion de rendre visite à la famille restée là-bas ou de conduire une cérémonie traditionnelle : circoncision, hommage aux ancêtres, etc. Si cela fait partie des obligations lignagères, un tel voyage n'est pourtant pas perçu négativement, bien au contraire. Les difficiles conditions de vie dans les zones rurales (pas d'eau courante ni d'électricité) n'empêchent pas les vacanciers de se réjouir¹⁸. Il s'agit là d'un retour vers ses racines, vers un monde organisé autour de l'*umzi*, des voisins, de l'église. Un monde dont on essaie de maintenir certaines *valeurs* malgré l'implantation en milieu urbain. Un monde vers lequel on ne souhaite en général pas retourner définitivement, mais constitutif des identités.

Le second lieu important est le centre-ville de la *Mother City*. Nous l'avons vu, cet espace est particulièrement chargé de significations symboliques pour les Blancs (*cf.* chapitre 3 et Western, 1981 [147]). Pour les Noirs, le centre de la ville blanche a un autre caractère. Longtemps, ils en ont été tenus à l'écart ou ne s'y sont rendus que pour travailler. Le centre du Cap est le centre et l'origine du pouvoir blanc : lieu de la colonisation, lieu où le Parlement a voté les lois de l'apartheid.

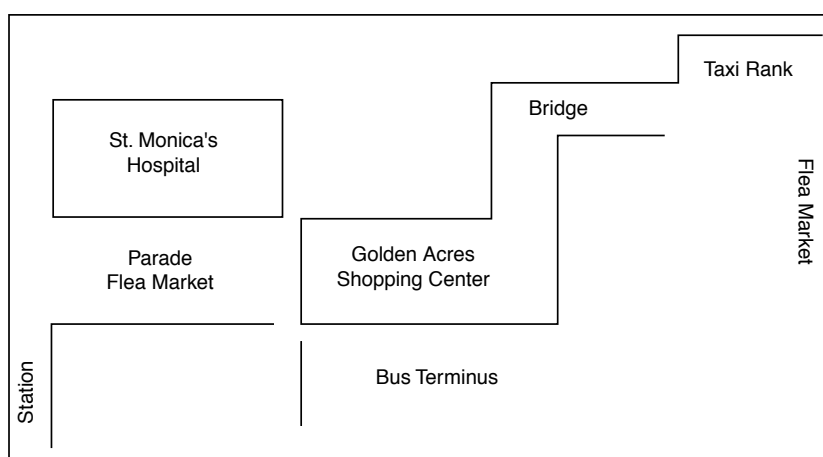


FIG. 6.6 – Carte mentale du centre de Cape Town dessinée par une femme de 41 ans, résidant à Gugulethu.

Source : questionnaire G2/2, Gugulethu, 26 août 1996. Cette carte est aussi celle d'un piéton, suivant le trajet qu'il ferait pour aller, par exemple, du terminus de taxi à la gare.

Deux événements politiques ont cependant marqué une invasion majeure de l'espace du pouvoir blanc par les Noirs : le premier a eu lieu en 1960, lors des manifestations consécutives au massacre de Sharpeville. Menés par Philippe Kgosana

¹⁸Marie-Claire Samyn, communication personnelle.

du PAC, des milliers d'Africains ont marché de Langa au centre-ville pour protester contre la répression : la « marche des 10 000 ». Ce fait a marqué la résistance noire aussi bien que la mentalité blanche. Pendant les années d'apartheid, c'est ce qui a été le plus proche d'une situation révolutionnaire (Lodge, 1983 [83]). C'est cette image de l'insurrection noire qui a hanté, de façon différente, les cerveaux des dirigeants.

En 1989, à nouveau, une grande marche de protestation s'est déroulée dans le centre-ville. À sa tête, Desmond Tutu et le maire de Cape Town. Cette « marche de la paix » a été la première à être autorisée dans le cadre des réformes du gouvernement de Klerk.

Cependant, l'accès des Noirs au centre-ville reste, dans ces deux cas, sous le mode de l'intrusion. Les cartes mentales recueillies prouvent que le centre-ville est encore perçu par la majorité des Noirs de Cape Town comme un espace inconnu, peu maîtrisé et peu fréquenté. On ne s'y rend en général qu'une fois par mois, pour payer son loyer à la municipalité. Les endroits connus sont très concentrés autour de la gare et du terminus de taxis (*cf.* figure 6.6). À part les bureaux de la municipalité, il s'agit surtout de grands magasins où l'on trouve plus de choix que dans ceux habituellement fréquentés.

7.

La vie religieuse dans les townships : un christianisme à l'africaine

Le fait religieux est en Afrique du Sud la chose du monde la mieux partagée. Au début des années 1990, 77 % de la population se déclarait chrétienne—le reste étant partagé entre musulmans, hindous et traditionalistes africains. L'immense majorité du pays reconnaît la main de Dieu dans le quotidien comme dans le politique. Le ciel est invoqué en permanence, pour justifier une décision, pour célébrer un événement heureux comme pour se soutenir dans les moments difficiles.

Ce phénomène n'est sans doute nulle part plus visible que dans les townships. Nous l'avons vu, l'espace des townships—physique comme social—est largement organisé autour des églises. Le dimanche matin, les rues sont pleines de gens se rendant à la messe. Ils portent leurs meilleurs habits et les uniformes des *manyanos* forment des taches de couleur : la confrérie Sainte Anne est habillée de courtes capes violettes ; l'Union des mères de telle dénomination a une blouse rouge, un grand col blanc et un chapeau blanc ; cette autre dénomination préfère le bleu. Les églises indépendantes africaines ne sont pas en reste : les Sionistes¹ sont en longues robes blanches, avec des ornements verts, jaunes ou bleus.

J'espère explorer plus en détail le rôle spécifique du religieux pour les populations noires, à travers une analyse historique des églises en Afrique du Sud et deux études de cas : l'une d'une église missionnaire (*mission church*), l'autre d'une église indépendante africaine dans les townships du Cap.

¹Les Sionistes sud-africains (*Zionists*) n'ont rien à voir avec le mouvement sioniste israélien : « Sion » est un terme largement employé dans le nom de certaines églises indépendantes africaines. Pour tenter d'éviter les ambiguïtés, j'ai traduit *Zionist Churches* par « églises de Sion ». Les membres de ces églises sont appelés Sionistes.

7.1 Historique

L'histoire religieuse de l'Afrique du Sud au XX^e siècle est caractérisée par une transformation fondamentale : le christianisme, religion européenne de la minorité blanche, propagée par les colons et les missionnaires, est devenu une religion locale, ancrée dans la culture africaine et largement engagée pour plus de justice politique et sociale.

7.1.1 Les églises missionnaires

Si l'on peut symboliquement faire remonter la présence du christianisme en Afrique australe à la croix érigée par Vasco de Gama, il faut attendre l'installation de la station de ravitaillement du Cap par la Compagnie des Indes Orientales pour que cette présence soit permanente. Même alors, l'évangélisation du continent noir n'est pas à l'ordre du jour, non plus que celle des esclaves (Chidester, 1992 [18] ; Prozesky *et al.*, 1995 [108]).

L'évangélisation de l'Afrique du Sud va être faite par des missionnaires de confessions différentes, ce qui a donné naissance à une multitude d'églises (Luthériens, Moraves, Catholiques romains, Anglicans, Méthodistes, Presbytériens, Congrégationnalistes, etc.) regroupées sous le terme d'églises missionnaires (*mission churches*) par opposition aux églises indépendantes africaines.

L'évangélisation

Les premiers missionnaires, appartenant à la *London Missionary Society* (LMS) arrivent en 1799. Mais le véritable travail d'évangélisation ne commence pas avant le premier quart du XIX^e siècle. Il s'adresse dans un premier temps aux Khoikhoi, dans l'est de la colonie. Des contacts sont également pris avec les chefferies xhosa, mais sans grand succès dans un premier temps.

En effet, l'une des caractéristiques de l'évangélisation de l'Afrique australe (Lesotho, Swaziland, Zimbabwe inclus) est l'absence de succès initial, tant que le tissu social et politique des sociétés africaines reste plus ou moins intact. La société khoikhoi du début du XVIII^e est détruite : l'appropriation de la terre par les colons européens, la mise en place d'une législation de contrôle de la circulation des personnes, l'apparition du travail salarié sur les fermes se sont ajoutés aux maladies d'origine européenne, telle la variole, pour obtenir ce résultat. Qu'ils soient les premiers convertis est donc normal.

Lorsque les missionnaires approchent les populations noires, ils sont accueillis avec ambiguïté. D'une part, ils apportent un certain nombre d'innovations technologiques utiles, que les chefs souhaitent acquérir même si elles vont parfois modifier la société en profondeur : l'irrigation, la charrue en sont des exemples. Le cas de la charrue est particulièrement intéressant : dans la société traditionnelle, la division sexuelle du travail faisait de l'agriculture un domaine exclusi-

vement féminin (Comaroff, 1985 [25]; van Onselen, 1996 [144]). La charge du bétail, du social et du politique (toutes choses se confondant aisément) revenait aux hommes. La charrue, quant à elle, demandait une traction animale et une force physique plus grande que la houe utilisée jusqu'alors. En conséquence, l'agriculture est devenue, du fait des missionnaires, une activité masculine, ce qui laissait les femmes sans domaine propre si ce n'est celui de la maison et des enfants.

La chose la plus convoitée parmi les innovations apportées par les missionnaires reste le fusil. Son utilité dans les conflits a été comprise immédiatement. Pour les chefs, garder de bonnes relations avec les missionnaires était aussi s'assurer un ravitaillement correct en armes à feu et en munitions.

D'autre part, on se méfie des missionnaires. Leurs actions ont bien souvent pour effet de déstabiliser la société dans laquelle ils s'installent et cela de deux manières :

- Le premier travail de déstabilisation est interne. Tout d'abord, il remet en question le pouvoir des chefs de multiples façons. Ils sont en compétition sur le plan du sacré. Par exemple, lorsque les missionnaires se mêlent de creuser des puits, ils interfèrent avec le rôle du chef comme faiseur de pluie. D'autre part, leurs convertis sont d'abord soumis à l'autorité divine (dans la pratique, celle bien terrestre du missionnaire) avant d'obéir au chef. Le contrôle qu'il a sur sa population est donc diminué. Enfin, les convertis remettent en cause l'union symbolique de la population, en refusant de participer aux rituels collectifs. Par ailleurs, comme la société locale est encore bien vivante, ces convertis ne sont que des marginaux : ils occupent souvent une position secondaire au sein de la société², souhaitent échapper à leurs obligations (mariages arrangés par exemple) ou fuient des accusations de sorcellerie. Enfin, de nombreuses femmes se convertissent. Que ces marginaux refusent de participer aux rituels collectifs est naturellement interprété comme une volonté d'affaiblir la communauté et de la rendre plus vulnérable aux attaques magiques. Les *mission stations* sont donc souvent considérées comme des nids de sorciers.
- Le second travail de déstabilisation est externe. Les missionnaires sont en fait les champions de l'ordre colonial, ordre politique comme culturel (voir aussi Schmidt, 1996 [120]). La très grande majorité d'entre eux collabore largement avec les autorités coloniales dont ils sont les représentants quasi officiels auprès de tel ou tel chef. Ils souhaitent l'extension de l'empire britannique, à la fois par patriotisme et parce qu'ils reconnaissent que cela faciliterait grandement leur travail d'évangélisation. Mais le christianisme qu'ils prêchent est empreint d'idéologie victorienne et la propagation de ce modèle culturel est sans doute ce qui a été, à long terme, le plus efficace

²C'est le cas des Mfengu.

dans la destruction du mode de vie traditionnel.

Les missionnaires prêchent donc un certain nombre de valeurs, représentatives de leur origine socio-culturelle. Ils viennent de la classe moyenne ou de la classe ouvrière. Ils soulignent d'abord l'importance du *travail* pour triompher des vices de l'oisiveté—dans la droite ligne de l'esprit du protestantisme et de la Révolution industrielle. Dans le même ordre d'idée, le *commerce* et l'*industrie* sont vantés. Ils essaient aussi d'inculquer la *décence*, dans son acception victorienne, à des populations qu'ils trouvent vraiment très... découvertes. Enfin, les vertus de l'*éducation* sont présentées comme le remède à tous les maux.

Les progrès de l'évangélisation seront en fait une conséquence du *Mfecane* : les guerres entourant l'émergence du royaume zoulou ont des conséquences politiques et sociales à l'échelle du sous-continent. Famines, bandes de réfugiés fuyant l'avance zouloue et déplaçant les populations à leur tour, etc., tout cela va profondément affaiblir le tissu social et politique traditionnel. L'instabilité politique et la nécessité de se défendre contre les maraudeurs vont pousser un certain nombre de chefs à faire alliance avec les missionnaires—qui par ailleurs fournissent des armes à feu. C'est le cas de Moshesh dans ce qui sera le Lesotho et des BaTlaping dans le nord (Comaroff, 1985 [25]).

Le fait que l'évangélisation ne soit efficace que dans un tissu social détruit est particulièrement bien illustré par le cas de la région sud-est de l'Afrique du Sud, du Mpondoland (est du Transkei) au Zululand. C'est la région au monde où malgré l'effort missionnaire le plus intense du XIX^e siècle, et parce que les structures traditionnelles tiennent bon, les convertis sont rares : ils forment moins de 10 % de la population africaine du Natal en 1880 et ne sont que quelques centaines au Zululand et au Mpondoland (Chidester, 1992 [18, p. 44]).

Églises et politique

La fin de la lutte armée contre le colonisateur dans les années 1880 marque donc aussi les débuts de l'évangélisation massive des Africains. Il faut d'ailleurs noter le tournant fondamental que représente cette décennie dans l'histoire sud-africaine : c'est aussi l'époque où les mines du Witwatersrand sont découvertes (*cf.* chapitre 3.3.1, page 80). Christianisation, urbanisation et industrialisation touchent donc en même temps la société noire sud-africaine.

En conséquence, les contacts entre Noirs et Blancs se multiplient et la ségrégation commence à s'installer. Les premières victimes en sont les Africains christianisés et occidentalisés : ils ont suivi les conseils des missionnaires et ont acquis une éducation. Souvent, ils sont avocats, médecins ou enseignants. Pourtant, la société blanche refuse de les considérer comme des égaux, malgré la théorique fraternité chrétienne.

L'attitude des Blancs va pousser ces Noirs occidentalisés, premiers convertis des missionnaires et « passés à l'ennemi » pour la société traditionnelle, à reprendre le flambeau de la résistance noire. Ce sont eux qui vont substituer les revendications politiques à la lutte armée (*cf.* chapitre 2.2, page 40 et Odendaal, 1984 [104]).

D'ailleurs, le langage employé par ces précurseurs comme par l'ANC pendant les premières années de son existence est empreint de christianisme : on fait appel à la compassion chrétienne des Blancs, à l'égalité des chrétiens devant Dieu. Cette rhétorique—accompagnée d'une véritable conviction chez des gens comme Albert Lutuli ou Oliver Tambo—sera utilisée pendant de nombreuses décennies.

Mais les relations entre églises et politique en Afrique du Sud ne se limitent pas à l'adoption d'un langage religieux par la résistance politique. Les églises participent pleinement à la vie politique. L'exemple le plus flagrant de ce phénomène est le rôle de la NGK (*Nederduitse Gereformeerde Kerk* ou église réformée hollandaise) dans la mise au point de l'apartheid, sa justification théologique de la ségrégation raciale et son alignement sur les intérêts du nationalisme afrikaner. La position des églises de langue anglaise (anglicans, méthodistes, presbytériens, catholiques romains) par rapport au pouvoir et à ses choix politiques est plus ambiguë.

Les Noirs forment la majorité des fidèles pour certaines de ces églises (anglicans, méthodistes, congrégationalistes). Même si la plupart d'entre elles ont instauré une ségrégation raciale interne entre leurs membres, elles ont voulu pendant des années jouer le rôle de porte-parole des Noirs. Idéologiquement, elles se sont voulues proches des libéraux pendant les années de l'apartheid. Les unes après les autres, elles vont condamner l'apartheid, mais sans être unies ou en maintenant une certaine ambiguïté. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1960 et de la création du *South African Council of Churches*, dirigé par Desmond Tutu, que la majorité des églises de langue anglaise s'identifiera au combat contre l'apartheid.

Les années 1980, l'UDF et le MDM (*Mass Democratic Movement*) marquent l'apogée de l'engagement politique des églises : elles prennent position, accueillent des réunions politiques et organisent une bonne partie de la résistance. En même temps, elles sont engagées socialement dans les townships, encadrent des projets de développement et soutiennent les initiatives locales.

7.1.2 Les églises indépendantes africaines

Le paysage religieux sud-africain est caractérisé non seulement par l'importance numérique de la population adhérant au christianisme, mais aussi par l'apparition d'églises indépendantes africaines à côté des églises missionnaires. En 1990, les églises indépendantes regroupaient 30 % de la population noire sud-africaine (Chidester, 1992 [18, p. 114]). Le phénomène est donc loin d'être mar-

ginal. Bien au contraire, il témoigne d'une grande vitalité à la fois numérique et religieuse. Ces églises sont en fait nées en réponse à un contexte sud-africain précis, ce qui explique pourquoi l'Afrique du Sud est l'un des pays d'Afrique où le mouvement des églises indépendantes a le plus d'importance : en nombre de fidèles, en nombre d'églises différentes, en ancienneté. En 1967, on estimait à 6 000 leur nombre sur le continent ; la moitié d'entre elles étaient sud-africaines (West, 1975 [146, p. 1]).

Je concentrerai ici l'analyse sur les églises de Sion parce qu'elles sont les plus dynamiques et les plus nombreuses : on estime qu'elles forment 80 % des églises indépendantes (Prozesky *et al.*, 1995 [108, p. 118]).

Origines

La naissance des églises indépendantes remonte à la fameuse décennie des années 1880. Leur apparition se fait en réponse à plusieurs changements dans la société sud-africaine.

Le premier est l'apparition du travail migrant et les bouleversements sociaux qu'il engendre. L'expérience de ces ouvriers est une expérience traumatique : déracinés, séparés de leurs familles pour de longues périodes, ils sont mis en contact avec un monde incompréhensible. Le milieu urbain est pour eux un milieu symboliquement pollué : trop de gens habitent au même endroit. Les structures et cérémonies traditionnelles permettant de garder sa pureté rituelle, de se soumettre aux volontés des ancêtres et de se garder de la malfaisance des sorciers, ne sont plus efficaces. On côtoie en permanence des Blancs, des membres d'autres tribus, des ouvriers migrants en provenance du Malawi et du Mozambique. La promiscuité des *hostels* (*cf.* chapitre 6.3.1, page 189) permet à n'importe qui d'obtenir les cheveux ou rognures d'ongles nécessaires à la sorcellerie. Les conditions de vie provoquent de nouvelles maladies : tuberculose, maladies vénériennes, etc.

Le milieu urbain n'est pas le seul élément de l'expérience traumatique des migrants : le travail à fournir est également désorientant. Dans les mines en particulier, l'expérience est éprouvante. Elle a été particulièrement bien décrite par Peter Abrahams, qui raconte dans *Mine Boy* [1] la vie de Xuma, venu des campagnes du Nord pour travailler dans les mines du Rand pendant l'entre-deux-guerres. Xuma travaille dans la mine pour la première fois :

« Pour Xuma, la journée fut étrange. Plus étrange que toutes les journées qu'il avait connues jusque là. Il y avait ce grondement et les cris et les explosions et les frémissements de la terre. Et, en permanence, les cris des *indunas* [contremaîtres] pour mettre les hommes au travail. Et au-dessus de tout cela, il y avait les yeux amers et la dureté de l'homme blanc qui lui avait dit de pousser le wagon alors qu'il ne savait pas comment faire.

Mais ce n'était pas le pire. Tout cela était déroutant et effrayant. C'était l'étrangeté de tout cela qui le terrifiait. Et l'expression dans les yeux des hommes qui travaillaient avec lui. Il avait vu cette expression auparavant lorsqu'il était chez lui dans les fermes. Il l'avait vue lorsqu'il conduisait son troupeau et qu'un chien était venu aboyer au milieu des moutons. Les yeux de ces hommes étaient comme les yeux des moutons qui ne savaient pas où s'enfuir lorsque le chien aboyait. Et c'était cela qui lui faisait peur. » [1, p. 41]

L'échelle du travail industriel est également traumatisante ; Xuma travaille à empiler le sable des morts-terrains sur un terril :

« Mais la pile grandissait aussi rapidement qu'ils pelletaient le sable. Un wagon chargé partait et un autre arrivait des entrailles de la terre. Et un autre qui part, et un autre qui arrive. Et un autre. Et encore un autre. Et c'était comme cela toute la journée. Encore et encore et encore et encore. (. . .)

Et malgré toute leur sueur et leur essoufflement, malgré la rougeur de leurs yeux et leur regard vide, il n'y aurait rien à montrer. Le matin, la pile était grosse comme ça. Elle n'avait pas changé. Et le terril ne semblait pas non plus avoir grandi.

C'était cela qui effrayait Xuma. Le fait de ne rien voir du travail d'un homme. La façon dont un homme était raillé par le sable qui était toujours mouillé et chaud ; par le terril qui ne voulait pas grandir ; par les yeux durs de l'homme blanc qui leur disait de se dépêcher.

Cela le rendait désespéré et angoissé. Il travaillait fiévreusement. Déployant toute sa force derrière le wagon chargé et courant derrière le wagon vide et regardant attentivement pour voir si le terril avait grandi, et regardant le sable de la terre pour voir s'il avait diminué. Mais c'était pareil. Pareil tout le temps. Aucun changement.

Juste les bruits saisissants et terrifiants tout autour. Et les sifflets. Et les chuintements et les explosions dans les entrailles de la terre. Et tout cela lui martelait le crâne jusqu'à ce que ses yeux soient devenus comme ceux des autres hommes. » [1, p. 42]

Les églises de Sion seront largement formées pour donner sens à ce nouveau monde.

Le second changement est la mise en place de la ségrégation. Les Noirs éduqués et occidentalisés ont de moins en moins de possibilités d'ascension sociale sur le plan professionnel. Ils se tournent alors largement vers les églises, mais la plupart des églises missionnaires n'accordent que peu de responsabilités aux Noirs : presque toutes les décisions sont prises par les Blancs qui occupent systématiquement les échelons les plus hauts de la hiérarchie. L'absence d'opportunité

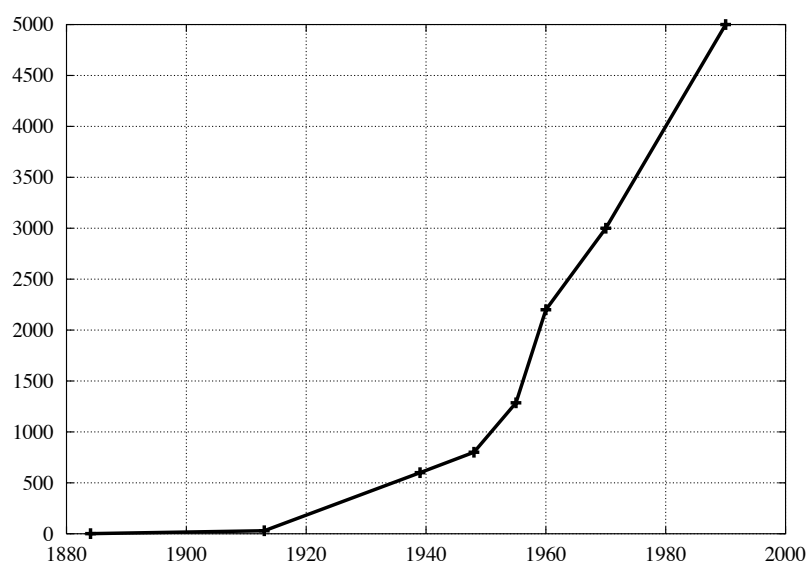


FIG. 7.1 – Évolution du nombre d'églises africaines indépendantes, de 1880 à 1990.

Source : Sundkler, 1961 [131]; Chidester, 1992 [18].

dans la société sud-africaine existante est donc complète. Dans une certaine mesure, la création des églises indépendantes cherche à résoudre ce problème.

La première église indépendante fondée en Afrique du Sud est encore proche du monde tribal : Nehemiah Tile, l'un des leaders africains de l'église missionnaire wesleyenne (*Wesleyan Mission Church*), critiqué pour son nationalisme Tembu, quitte sa congrégation en 1880. En 1884, il fonde l'Église Tembu (*Tembu Church*), sur le modèle de l'église anglicane : le chef suprême des Tembu est aussi chef de l'église. Il y a donc à la fois refus de l'autorité européenne et, de façon plus positive, adaptation du christianisme au contexte spécifique africain. Quand l'héritier du premier chef lui refuse son soutien, Tile retourne dans le giron de la mission. D'autres tentatives similaires ont lieu dans la seconde moitié des années 1880 en ce qui concerne les Tswana et les Pedi.

Le véritable départ a lieu sur le Witwatersrand, où un ministre wesleyen, Mangena M. Mokone, mécontent de la ségrégation interne à son église (elle organise des conférences séparées pour ses leaders blancs et noirs), fonde en 1892 l'église éthiopienne (*Ethiopian Church*). Il s'inspire du verset « l'Éthiopie tendra les mains vers Dieu » (Ps, 68, 32) qu'il interprète non comme une promesse de l'évangélisation de l'Afrique, mais comme l'autonomie de l'église africaine, avec des lea-

ders africains. Le slogan « l’Afrique aux Africains » sera également utilisé par les Éthiopiens, qui fourniront à la fois un cadre idéologique unifiant et un certain nombre de dirigeants à la cause nationaliste (Odendaal, 1984 [104, p. 82 *sq.*]). La présence de termes comme Africain, Bantou, National, Couchite, etc. dans les noms d’églises éthiopiennes est une manifestation de cette conscience continentale.

Il faut enfin mentionner l’influence des Noirs américains et de l’*African Methodist Episcopal Church* fondée à Philadelphie en 1816 par Richard Allen, refusant la *color bar*. Dwane, l’un des leaders de l’église éthiopienne, affilié celle-ci à l’AME. H. M. Turner, évêque de l’AME, fera en 1889 une visite triomphale en Afrique du Sud.

Très rapidement, le mouvement subit une série ininterrompue de scissions, avec parfois des connotations tribales à la Tile, ou nationalistes (*Shaka Zulu Church*). Plus généralement, des problèmes de gestion financière ou de rivalité entre les leaders se résolvent par la création d’un nouveau groupe voire d’une nouvelle église. Ce phénomène explique en partie le nombre croissant d’églises indépendantes et la petite taille de leurs congrégations en moyenne.

Églises de Sion

Parmi les églises indépendantes, les églises de Sion ont une place particulière. Elles cherchent davantage à répondre à l’expérience des plus pauvres. De plus, elles sont parvenues à adapter largement le christianisme à la fois aux besoins de la population africaine moderne—largement urbaine—et aux catégories de la pensée traditionnelle africaine. Leur syncrétisme est un succès.

Paradoxalement, l’origine des églises de Sion est à chercher aux États-Unis et plus précisément à Zion City, Illinois (Comaroff, 1985 [25, p. 177–184]). Zion City était le centre religieux de la *Christian Catholic Apostolic Church in Zion* (CCACZ), fondée par John Dowie à Chicago en 1896. La similarité de l’expérience des communautés urbaines appauvries du Midwest industriel et des travailleurs migrants sud-africains ne doit pas être sous-estimée. John Dowie, pasteur congrégationnaliste écossais, a fondé cette église pour pouvoir exercer les pouvoirs thérapeutiques que Dieu lui aurait accordés. L’ensemble de l’église a donc été construit autour de ce double concept de guérison et de purification. Pour maintenir la pureté de ses adhérents, la CCACZ met au point un certain nombre de tabous alimentaires et sociaux. En même temps, cette pureté était censée accélérer le retour du Christ sur la terre.

La théologie complexe de la CCACZ compte ainsi trois principes utiles à la compréhension des églises de Sion en Afrique du Sud :

- la guérison divine ;
- le baptême par immersion totale ;

– la conviction de la proximité du retour du Christ.

La CCACZ enverra des missionnaires en Afrique du Sud et recueillera ses premiers convertis en mai 1904, à Johannesburg. Très rapidement, d'autres églises d'inspiration similaire se formeront, soit par le processus de scission décrit plus haut, soit spontanément : beaucoup de fondateurs d'églises de Sion déclarent avoir agi conformément à une vision divine. C'est en prêchant, guérissant et purifiant—par des tabous, par l'emploi de vêtements cérémoniels aux dessins et couleurs précis—qu'ils disent accomplir la volonté divine telle qu'elle leur aurait été révélée.

La caractéristique la plus visible des églises de Sion est leur appellation, employant un certain nombre de termes choisis : Sion, Afrique, mais aussi Jérusalem, apostolique, bantou, etc. Ainsi, un certain nombre d'églises de Sion s'appellent ou se sont appelées *Apostolic First-Born Church of Christ in Zion*, *Bantu Bethlehem Christian Apostolic Church of South Africa*, *Holy Free Corner-Stone Apostolic Church in Zion*, *Jericho Holy Spirit Apostolic Church in Zion of South Africa*, *Jerusalem Christ Twelve Apostolic Church in Zion of South Africa* voire *Holy Catholic Church of South Africa*, *King George Win the War*, *Native Anglican* ou *African Castor Oil Dead Church* par référence à un rituel de purification utilisant des émétiques.

Ces noms employés apparemment au hasard, voire avec un certain effet comique involontaire ont pourtant une signification. Sundkler souligne l'importance du choix :

« Il y a une compétition plus ou moins sainte entre les chefs pour acquérir pour leurs églises le nom le plus purement biblique. Le nom donne à l'église son statut. Les *amaNazaretha* prétendent être plus importants que d'autres églises *parce que* Jésus a grandi à Nazareth—et que, grâce à leur nom, ils ont le monopole de l'endroit. Les sionistes de différentes origines prétendent être encore meilleurs parce qu'il viennent du Mont Sion de Jérusalem lui-même, selon le nom qui leur a été révélé en rêve. Les noms longs et élaborés ont donc quelque chose d'extrêmement sérieux : en faisant référence aux « apôtres », à « Jérusalem » et à « Sion » dans le même nom (par exemple l'Église apostolique Jérusalem de Sion en Afrique du Sud), ils assurent à leur église un lien surnaturel avec ces saintes garanties et ils indiquent des statuts montrant la force spirituelle de leur église. » [131, p. 59]

Les rituels des églises de Sion seront décrits plus en détail à l'occasion de l'étude de cas (*cf.* page 222). Avec la musique et la danse, ils font une place centrale à la confession. Elle est codifiée, à demi-chantée :

« La paix soit avec vous, Amen ! (Amen !)

Oui, mes amis dans le Seigneur !
 Quand je me lève, je n'ai rien à dire,
 Mais je me lève pour rendre grâces
 Car j'ai été guérie.
 Je suis en bonne santé maintenant.
 J'ai été revigorée par mon Seigneur. Amen ! (Amen !)
 Et Son Esprit vit en moi.
 Il est dit : celui qui n'est ni chaud, ni froid, mais tiède,
 Le Seigneur le crachera de sa bouche.
 Je remercie le Seigneur, mes amis,
 Car je ne prend même pas de lavement ou d'émétiques.
 J'ai été guérie par le Seigneur !
 Que la paix soit dans l'Église. (Amen !)
 Que la paix soit dans Sion. Amen. (Amen !) » [131, p. 192]

Les *prières* des sionistes sont libres et ils méprisent souvent les prières à l'euro-péenne, « toutes faites ». Tout le monde prie en même temps, en criant le plus fort possible. Les *chants* viennent surtout de livres imprimés par les missions, chaque église faisant sa sélection propre—les thèmes les plus choisis étant la passion et la Jérusalem céleste—traduisant les paroles en vernaculaire, mais gardant la musique. Certaines églises (Israélites de la *Church of God and Saints of Christ*) chantent des versets de la Bible sur des musiques traditionnelles zouloues. Chaque hymne est également *dansé*.

Le *baptême* se fait par immersion totale, dans une mare ou une rivière sacrée pour l'église en question. L'eau est dite infestée de bêtes dangereuses, crocodiles, serpents et autres créatures de Satan. Le prophète doit les chasser, purifier l'eau avec des cendres, implorer l'ange des eaux, pour pouvoir la rendre sainte. Par ailleurs, le baptême est un rite de purification, qui peut être répété à plusieurs reprises pour accumuler de la puissance et de l'esprit. La mare idéale est profonde, avec de l'eau courante (pour laver les impuretés) arrivant d'une cascade. Avant le baptême, l'on doit se confesser publiquement.

Au-delà de ces rituels, la guérison des fidèles affligés de telle ou telle maladie est la raison d'être des églises de Sion et le principal motif pour les rejoindre. Comme la situation sanitaire générale est loin d'être satisfaisante, tuberculose, malnutrition, maladies vénériennes et maladies tropicales sont fréquentes. Les patients cherchent donc des soins chez les médecins occidentaux, les médecins traditionnels, mais aussi chez les sionistes. Souvent, le diagnostic et le coût de la consultation conduiront le patient à choisir—les sionistes étant les moins chers. Dans d'autres cas, les trois seront consultés simultanément.

Pour les sionistes, les causes de maladies sont les causes traditionnelles : négligence de ses devoirs par rapport aux ancêtres, ce qui engendre la stérilité ; im-

pureté et sorcellerie, connues pour être causes de la tuberculose ; ou péché.

Les thérapeutiques utilisées par les sionistes pour guérir les malades sont de trois types :

- Guérison pendant les services, par prière et imposition des mains, ou en donnant de l'eau bénite à boire ;
- Guérison par immersion dans la mare des baptêmes : le patient est ainsi purifié complètement ;
- Guérison par consultation d'un prophète, qui prescrit différents traitements selon le cas (West, 1975 [146]) : application ou ingestion d'eau bénite, sacrifice aux ancêtres, etc.

Il faut aussi mentionner les guérisons indirectes, où l'esprit divin (*uMoya*) agit sur l'ensemble de la communauté sans que le prophète présent soit conscient des maux particuliers de tel ou tel patient.

West a recueilli le carnet de rendez-vous d'une prophétesse, avec symptômes et traitements (West, 1975 [146]). Les principaux maux sont (dans l'ordre) : maux d'estomac, douleur corporelle et maux de tête. Les remèdes donnés par la prophétesse sioniste sont, dans chacun des cas, la prière. Dans 79 % des cas, de l'eau bénite a été donnée. Sinon, elle conseille des bains et bains de vapeur, des lavements et des émétiques. De la "laine sacrée" est attachée sur le corps comme protection. Très souvent, la thérapeutique est associée à des conseils et à l'injonction d'aller consulter un médecin occidental.

Les membres des églises de Sion sont aux 2/3 des femmes, avec de nombreux enfants. La classe d'âge 20-35 ans est peu représentée. 81 % viennent des zones rurales et ont passé en moyenne la moitié de leur existence (24 ans) à Johannesburg. Les membres sont moins éduqués que les leaders (Std 2 à 3), pauvres et non qualifiés. Ils restent généralement entre 5 et 10 ans dans l'église (West, 1975 [146, p. 78]) qu'ils ont le plus souvent rejointe après une guérison : un nombre négligeable d'entre eux y est « né ». 75 % des membres appartenaient à l'origine à une église missionnaire.

« Superficiellement, il semblerait que les liens entre les membres de la même église, qu'ils soient amis ou parents, sont à la fois réguliers et importants pour diverses raisons. Les facteurs importants sont l'amitié, la coopération et l'aide mutuelle et ils peuvent être rapprochés des facteurs de sociabilité, de sécurité et d'approbation selon Thomas. Les membres de la même église indépendante peuvent se faire des amis [au sein de l'église] à un niveau mais sont tous parents à un autre niveau—ce qui est montré par l'emploi des termes " frère " et " sœur " quand on s'adresse à d'autres membres de l'église. En tant qu'amis ou presque parents, les fidèles iront visiter d'autres fidèles, malades ou dans le besoin, ou assisteront aux cérémonies qui les concernent.. » [146, p. 85–86].

L'existence même des églises de Sion a pu être vue comme une forme de protestation anti-occidentale (Comaroff, 1985 [25]), mais cela occulte leur véritable collaboration avec le gouvernement sud-africain—comme par exemple l'accueil enthousiaste réservé aux fêtes pascales de 1985 à P. W. Botha par les quelques deux millions de fidèles de la *Zionist Christian Church*. Cette tendance avait été décelée par Sundkler :

« Pendant la période 1913-1945, le thème des prophètes était la protestation : contre le *Natives' Land Act* de 1913 ; contre les habitudes culturelles des Blancs dans le domaine de l'éducation et de la préservation de la vie. L'intérêt de l'évolution après 1945-1948 est une tendance au compromis même avec une culture dominée par les lois de l'apartheid. » [131, p. 306].

Schoffeleers [121] montre qu'il n'y a que très peu d'églises où guérison et politique sont associées. Allant plus loin, il cherche à démontrer que les systèmes de santé (à l'occidentale, traditionnels ou spirituels) sont des agents de contrôle social, prononçant des jugements présentés comme objectifs et bien souvent profondément moralisateurs. Dans les églises de Sion, la maladie des membres n'est pas expliquée comme conséquence d'une faute extérieure, mais de défauts dans le comportement du fidèle lui-même. En fait, les processus sionistes de la guérison individualisent et par là-même dépolitisent les causes de la maladie.

7.2 Une église missionnaire : église catholique de Saint Gabriel, Gugulethu

La paroisse de Saint Gabriel est une institution. Elle accueille la population catholique de Gugulethu et des quartiers avoisinants. Elle a longtemps été la seule église catholique pour Gugulethu, Nyanga, Crossroads, Mfuleni et les camps de squatters de cette zone. Elle est engagée socialement et politiquement, largement grâce à la figure du prêtre qui la dirige, le père Basil Van Rensburg.

7.2.1 Histoire de la paroisse

La première paroisse catholique de la zone de Gugulethu, Nyanga et Philippi était la paroisse rurale de Saint Joseph, à Philippi, établie depuis les années 1920 sous la direction du père Kelly. Très rapidement, l'église catholique se soucie des camps de squatters proliférant dans cette région des Cape Flats. Pour répondre à ce besoin religieux, la *Catholic African Mission* est fondée en 1935 par des prêtres irlandais dans ce qui sera plus tard Gugulethu. Le rôle social de l'église est ainsi reconnu d'emblée : il s'agit également pour ces prêtres catholiques d'améliorer les conditions de vie des squatters dans les camps environnants.

Avec la création du township de Gugulethu, le travail des religieux change de contexte : il ne s'agit plus de travailler pour des squatters qu'il faut aider à trouver un logement ou bâtir une maison décente. Bien au contraire, il s'agit de transformer la *Catholic African Mission* en une église installée dans une communauté stabilisée. Le contexte socio-culturel de Gugulethu est d'ailleurs sensiblement différent de celui des autres townships formels de Langa et Nyanga (cf. chapitre 5.3.3, page 141) : c'est à Gugulethu qu'il y a le moins d'*hostels* et, proportionnellement, le plus de familles. Le bâti y est extrêmement homogène, particulièrement pendant les premières années de l'existence du township. La paroisse de Saint Gabriel doit donc desservir une classe moyenne, aux valeurs particulières : éducation tout d'abord, mais aussi travail, famille, religion (cf. chapitre 6.1.2, pages 176 et 185).

En même temps, c'est cette classe moyenne qui, au Cap, subit de plein fouet les politiques d'apartheid : c'est à elle, qui pourtant en a parfois les moyens, qu'on refuse un logement décent. C'est elle dont les aspirations et les compétences ne sont pas reconnues : malgré leur éducation, les membres de la classe moyenne africaine ne peuvent espérer une ascension sociale. Ces frustrations sont exactement celles qui ont donné naissance à l'ANC : Gugulethu est aussi un township très politisé. C'est là que les émeutes de 1976 ont commencé au Cap. Cette politisation, à la fois ANC et PAC, en a d'ailleurs fait l'un des townships les plus violents au début des années 1980.

Face à ces frustrations, la position de l'église catholique en tant qu'institu-

tion est ambiguë : pendant longtemps, elle ne se prononcera pas clairement contre l'apartheid, même si, individuellement, des prêtres ou des évêques prendront position et se rangeront du côté des opprimés (Chidester, 1992 [18]). Les évêques de Durban et de Cape Town, ainsi que Basil Van Rensburg, sont de ceux-là—ce qui explique en partie l'engagement politique de la paroisse.

Conformément au comportement des églises de langue anglaise dans les années 1950 et 1960, l'église catholique décide de construire en premier lieu une école à Gugulethu. Rappelons que jusqu'à l'adoption du *Bantu Education Act*, la très grande majorité des écoles éduquant les Noirs sud-africains étaient des écoles privées tenues par des religieux, ou *mission schools*. Éducation et religion, ce choix correspondait aux valeurs et aux aspirations de la population locale. L'école de St Mary's, dans les locaux de laquelle la messe était célébrée chaque dimanche, était bâtie sur une parcelle adjacente au township. Cette parcelle avait été achetée par l'église catholique. Cependant, la législation d'apartheid interdisait la propriété foncière dans les zones « proclamées » noires. Le terrain a donc dû être vendu aux autorités, puis loué à ces mêmes autorités locales.

Mais la croissance de la population du township et la prise de contrôle de St Mary's par les autorités civiles poussent l'église catholique à choisir de s'intéresser prioritairement à l'aspect religieux—et non plus éducatif—de sa mission. La construction d'une église est décidée. Elle s'élèvera sur l'une des parcelles réservées aux lieux de culte dans le plan d'occupation des sols, et payera pour ce site un loyer mensuel aux autorités. Le père Alfred Rakovoane, qui en sera le premier prêtre, est chargé de trouver les fonds. Une donation privée de Gudgeon Estates et des collectes locales assurent le financement de la construction. Les bancs seront donnés par la cathédrale catholique de Cape Town, St Mary.

Le choix du saint patron a été laissé aux paroissiens qui se tournent vers Saint Gabriel, martyr en Ouganda. Le choix d'un Africain est représentatif de la volonté d'implantation locale de cette église. C'est d'ailleurs avant tout une église qui a été construite et réclamée par ses paroissiens. Aujourd'hui cependant, le saint patron est devenu, par glissement, l'archange Gabriel : il est certainement plus connu des paroissiens. Par ailleurs, la paroisse est aujourd'hui indubitablement ancrée en terre d'Afrique ; il n'est plus besoin de le proclamer.

Le 21 août 1966, la nouvelle église est consacrée et ouverte. Sa construction aura coûté quelques 22 000 rands à l'époque. Elle doit alors desservir une population estimée à 84 000 personnes, dont 2 à 3 000 catholiques.

À la mort du père Alfred Rakovoane en juin 1971, le père Dick O'Riordan prend la charge de la paroisse. Depuis cette époque, la paroisse a un prêtre blanc, ce qui n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes, notamment d'ordre pratique : jusqu'en 1990 et l'abolition du *Group Areas Act*, le prêtre ne pouvait résider dans sa paroisse. De même, ses allées et venues étaient subordonnées aux autorisations données par les autorités. Cela n'a pourtant pas empêché ces prêtres

de s'engager politiquement, les uns après les autres : le père Dick O'Riordan, prêtre à Saint Gabriel de 1971 à 1978, a été expulsé d'Afrique du Sud pour ses activités politiques. Son successeur, le père Desmond Curran (1978-1986) s'est engagé aux côtés des squatters de Crossroads. Le père Basil Van Rensburg (depuis 1986) était une figure de la lutte anti apartheid avant même d'être nommé à Gugulethu (*cf.* page 218).

Grâce à l'action de ces prêtres, la paroisse prospère localement : le père O'Riordan fait construire une grande salle paroissiale ; au moment où le père Curran prend ses fonctions, la paroisse dessert 6 à 7 000 catholiques.

Aujourd'hui, des églises catholiques ont été installées à Mfuleni, Crossroads et Khayelitsha. Saint Gabriel ne dessert donc plus que Gugulethu et une partie de Nyanga, soit une population moins importante. Néanmoins, l'influence de cette paroisse reste grande.

7.2.2 Un lieu de culte

L'église de Saint Gabriel est située le long de la NY5, l'une des principales artères de Gugulethu. Elle jouxte la partie la plus ancienne du grand cimetière, celle qui est ombragée par les arbres. La proximité du cimetière n'est pas un atout : les tombes bien alignées sont souvent recouvertes de débris, de sacs plastiques usagés, etc. Entre les tombes, des chèvres cherchent à attraper un brin d'herbe ou une écorce d'orange. Le cimetière est aussi l'un des endroits les plus dangereux de Gugulethu : son relatif isolement et la protection des arbres en font l'un des espaces du crime (*cf.* chapitre 6.2.1, page 184 ; Michel et Delouye, 1996 [100]).

Tout autour, les maisons mitoyennes caractéristiques de Gugulethu occupent les parcelles avoisinantes. L'église a deux accès : l'un sur la route NY5, qui donne directement sur les salles paroissiales ; l'autre sur la NY147. La NY147 est l'un des meilleurs exemples du plan des townships : elle forme un carré et n'a qu'un accès.

Les bâtiments de l'église surprennent par leur taille et leur hauteur dans un paysage monotone. L'église est rectangulaire, sans recherche architecturale, portail ou clocher. Les bureaux paroissiaux s'élèvent à une extrémité de l'église dont ils sont mitoyens : deux pièces servant de sacristie au rez-de-chaussée ; un bureau, une cuisine, une salle de bain, une salle d'attente et un salon au premier étage. Perpendiculairement à l'église s'élève la grande salle paroissiale. Parallèlement à l'église, une série de petites salles et bureaux accueille différentes activités : cours du soir, ONG, etc.

L'architecture de tous ces bâtiments est quelconque : il fallait à la fois minimiser le coût de leur construction et les rendre les plus polyvalents possible. Ils sont en effet utilisés de beaucoup de manières différentes : services religieux, certes, mais aussi salles de réunions politiques, cours du soir, salle de répétition pour les

chœurs et les groupes musicaux, etc. Le sens du sacré est ainsi seulement donné par les célébrations et par les rares décorations.

L'organisation interne de l'église est bien sûr tout entière tournée vers l'autel. L'espace est éclairé par de longues fenêtres basses, décorées de vitres monochromes, sur les murs latéraux. Sur le mur à droite de l'entrée, une Vierge africaine à l'enfant sculptée dans du bois est la seule décoration. Elle a été offerte par des coopérants français. Le mur derrière l'autel est le plus décoré. Un grand crucifix de bois est entouré de motifs de papier doré et argenté : une colombe, des ailes archangéliques. À gauche de l'autel, un tabernacle pour les hosties consacrées. À droite, suspendu au mur, le drapeau de la nouvelle Afrique du Sud. Le reste des murs sert de tableau d'information.

Le prêtre chargé de la paroisse, Basil van Rensburg, un prêtre noir et les notables paroissiaux souhaitent la bienvenue aux arrivants avant la cérémonie. Pendant ce temps, l'assistance déjà installée chante de très beaux cantiques en xhosa, les rythmant en frappant sur des bréviaires. L'assistance est constituée au 2/3 de femmes. Beaucoup d'entre elles portent l'uniforme d'une association : les capes violettes de Sainte Anne et les capes bleues de la société du Sacré Cœur bougent en rythme les unes à côté des autres.

Chacun s'installe où il veut : les membres des associations ne sont pas regroupés. Le chœur est occupé à droite par la chorale, à gauche par les enfants.

La cérémonie commence par une procession partant du fond de l'église et arrivant à l'autel : six enfants de chœur, filles et garçons, ouvrent la marche en portant des cierges allumés. Derrière eux, un autre enfant du chœur porte un crucifix. Viennent ensuite le porte-encensoir et l'assistant de Van Rensburg, lui aussi en aube blanche. Les deux prêtres ferment la marche : le premier brandit la Bible ; le second, Van Rensburg, avance en bénissant et saluant l'assistance.

Pendant le service, l'anglais et le xhosa sont utilisés tour à tour : chants, réponses de l'assemblée, Credo, Notre Père et lectures sont dits en xhosa. L'homélie, prononcée en général par le prêtre noir, est elle aussi dans la langue locale. Lorsqu'elle est prêchée par Van Rensburg, une traductrice se place près de lui. L'homélie porte toujours sur des sujets proches de la vie quotidienne, avec référence constante à des situations ou des événements locaux. L'offertoire, la prière eucharistique sont en anglais. Les intentions de la prière universelle sont dites en alternance en anglais ou en xhosa.

Tous participent activement à la célébration, aussi bien les laïques chargés de la lecture des textes et de la distribution de la communion que l'ensemble de l'assemblée. Souvent, une intention de prière est soumise à haute voix à la fin de la prière universelle par un des membres de l'assistance. Enfin, l'homélie est souvent suivie de manifestations séculières : les membres du conseil paroissial viennent remercier un donateur ; le chœur qui s'est exercé dans l'église depuis des semaines vient donner un échantillon de ses talents ; les personnalités politiques

ou étrangères présentes sont saluées et parfois invitées à prendre la parole.

À la fin de la cérémonie, les nouvelles concernant la vie de la paroisse sont annoncées en xhosa par l'assistant du prêtre. Pendant que l'assistance entonne un dernier hymne, prêtres et enfants de chœur se retirent en procession. À la sortie, tout le monde est invité à prendre le thé dans la salle paroissiale ou dehors.

7.2.3 Organisation de la paroisse et associations

Linda Ncapayi³ est l'une des personnes sur lesquelles repose l'organisation de la paroisse. Elle est à la fois présidente du conseil paroissial et membre d'une des deux associations principales.

Linda Ncapayi

Catholique depuis sa naissance, elle s'est éloignée de l'église au moment de son mariage avec un protestant. Elle a refusé de se convertir malgré les pressions de sa belle-famille et l'interdiction de son mari d'assister à des services catholiques. Pendant des années, elle n'est pas allée à l'église, jusqu'à prendre son autonomie au sein de la famille et décider de suivre ses sentiments. Après avoir dit à sa belle-mère « get lost ! », elle est retournée à Saint Gabriel au début des années 1980. Elle est aujourd'hui engagée politiquement et élue locale à Milnerton, dans les banlieues nord du Cap, où elle est allée s'installer pour échapper à la violence politique de Gugulethu. Elle est mariée et a des enfants. Son mari est handicapé.

Conseil paroissial

Saint Gabriel est géré par un conseil paroissial (*parish council*), élu par l'ensemble des membres de la paroisse. En fait, il comprend un conseil restreint et un grand conseil, et peut être élargi pour certaines décisions. Le conseil restreint ou conseil exécutif est constitué d'un président (Linda Ncapayi), d'un vice-président (Mme Peters), d'un secrétaire et de deux autres membres nommés. Le grand conseil compte en plus les représentants des différentes associations (St Anne, Sacré Cœur, Youth Association, chœur...) et les chefs de section—Gugulethu étant divisé en sections. L'élection se fait au cours de la messe, par collecte de morceaux de papier sur lesquels les paroissiens ont inscrit le nom de leurs candidats. Ils sont élus pour 3 ans. Linda Ncapayi est au début de son premier mandat, qui a commencé à la fin du mois de septembre dernier. Le conseil s'occupe de la gestion quotidienne de la paroisse.

Si les décisions à prendre concernent plus de gens que ceux du conseil (par exemple repeindre l'église), le conseil s'ouvre à tous les gens concernés avant de prendre une décision. L'accent est mis sur le respect des règles paroissiales et

³Interview avec Linda Ncapayi, Présidente de l'*Executive Council of the Parish* et membre de la *St Anne Sodality*, St Gabriel, Gugulethu, 20 août 1997.

leur primauté sur les vœux et démarches individuelles. Tous les mois, Linda rend compte de la gestion à la fin de la messe. Malgré cela, des problèmes de communication persistent entre l'organe décisionnel et les paroissiens : ils se plaignent de ne pas être consultés. Pourtant, les comptes sont consultables—et les bulletins mensuels les mentionnent. De plus, les devis pour les travaux d'importance sont affichés dans le fond de l'église. Des pans de mur ont même été peints comme échantillons pour permettre aux paroissiens de comparer et choisir.

Linda est la première femme à occuper ce poste. Son vice-président est également une femme. Cela pose un certain nombre de problèmes dans une société encore très marquée par la prépondérance masculine. Son autorité n'est pas toujours respectée ; on lui met parfois des bâtons dans les roues. Elle réagit en haussant les épaules, disant qu'étant engagée politiquement depuis des années, elle a appris à gérer ce type de situation en étant au-dessus de tout reproche. Au contraire, elle « plaint » son successeur si c'est un homme, disant qu'il devra être aussi bon qu'elle.

Un *Manyano*, *St Anne Sodality*

Linda est membre de l'association Sainte Anne, association de femmes. Selon la tradition locale, leur sainte patronne, mère de Maria, de Marie mère du Christ, de Julia et d'Elisabeth (*sic*), est l'héroïne de plusieurs légendes racontant comment elle réconcilie mari et femme. Par exemple, elle a protégé une femme se rendant à l'église malgré l'interdiction maritale. Elle-même s'est conduite avec la dignité d'une femme mariée alors que son mari Joachim, furieux de voir son sacrifice refusé par Dieu, battait la campagne. L'association Sainte Anne existe dans l'ensemble de l'Afrique du Sud depuis la fin du XIX^e siècle. À St Gabriel, une association s'est formée quelques années après la fondation de la paroisse. L'association Sainte Anne existe au niveau national et est présente dans beaucoup de paroisses catholiques en Afrique du Sud. Au niveau national, l'association fait campagne pour améliorer la condition féminine et pour l'éducation.

Les membres de l'association Sainte Anne sont caractérisés par un uniforme, dont les différentes pièces ont chacune une importance symbolique. Il est constitué :

- d'un bonnet de velours noir à six pans avec un revers, soit sept éléments, symbolisant les sept mots prononcés par le Christ sur la Croix. De plus, une femme mariée et digne a traditionnellement la tête couverte. Sainte Anne combine les deux ;
- d'un chemisier fuchsia, dit pourpre, symbolisant à la fois la dignité et l'humilité seyant à une femme mariée. Il est fermé de cinq boutons argentés, symbolisant les cinq blessures du Christ en Croix ;
- d'une courte cape fuchsia, rappelant là aussi l'habillement traditionnel

d'une jeune mariée : on lui donne une couverture pour couvrir ses épaules en disant que les affaires de la famille ne doivent pas être traitées à l'extérieur (« should not be taken outside ») et qu'elle doit veiller sur l'intégralité de la famille et de son patrimoine. La cape de Sainte Anne rappelle que les affaires de l'église ne doivent pas être traitées à l'extérieur ;

- d'une jupe droite noire, de bas noirs et de chaussures noires. Elles évoquent les ténèbres d'avant la rencontre avec le Christ et l'émergence des membres de Sainte Anne de ces ténèbres. Les membres les plus anciens portent des chaussures plates pour « pouvoir aller travailler plus vite » ;
- enfin, autour du cou, une médaille représentant Sainte Anne.

Pour devenir membre de l'association, un noviciat est nécessaire. La vice-présidente de l'association est chargée d'instruire les nouveaux membres, « to socialize them to St Anne's values ». Après trois mois, une cérémonie est organisée, le *Giving of the Cross* : on remet aux novices une croix au bout d'un ruban vert. Elles peuvent porter le costume à l'exception du chemisier fuchsia, remplacé par un blanc, et de la cape pourpre, et la médaille est remplacée par leur croix au bout du ruban vert, symbole de leur statut de novice. Après un an de ce noviciat et de formation, elles sont acceptées comme membres à part entière et peuvent porter le costume.

À part la formation des novices, les activités de l'association sont centrées autour de la famille, de la communauté et de l'église. Les membres de Sainte Anne visitent les habitants du township ayant besoin de leur réconfort : malades, familles endeuillées, pauvres. L'association cherche également à collecter des fonds pour la paroisse. Enfin, elle organise des veillées de prières et des conférences.

7.2.4 Engagement social et politique

Nous l'avons vu, l'engagement de Saint Gabriel en politique est loin d'être récent (*cf. supra*). Il s'est confirmé avec l'insurrection de la seconde moitié des années 1980 et l'arrivée du père Basil Van Rensburg en 1986.

La paroisse précédente de Van Rensburg était l'église catholique de District Six. À ce titre, il a participé et organisé de nombreuses manifestations contre les expulsions et la destruction du District pour faire place à un quartier blanc (Jeppie et Soudien, 1990 [70] ; Houssay-Holzschuch, 1997 [61]). Il est notamment l'initiateur d'une campagne internationale de soutien au District, par la vente de sachets de terre dans des paroisses du monde entier. Il montrait là comme lors d'autres campagnes, son talent pour les relations publiques. Il est aussi l'un des plus fervents défenseurs de l'utilisation de District Six comme symbole des destructions de l'apartheid.

Sa nomination à Gugulethu est, dit-il, une « punition » :

« J'ai embarrassé les catholiques blancs [à mon université catho-

lique américaine] et ils ont menacé de supprimer [leurs subventions]. Alors quand je suis revenu [en Afrique du Sud], j'ai été envoyé à Gugulethu. Personne ne voulait y aller, c'était un champ de bataille. Les seules personnes à m'avoir soutenu sont l'ANC, alors interdit, et Monseigneur Tutu. Ici, j'ai été témoin de l'essentiel des combats, des passages à tabac et des assassinats. L'aspect oppressif de l'état d'urgence et des perquisitions, nos portes enfoncées à coups de pied, les passages à tabac arbitraires. . . la vie sous une dictature, mais nous étions patients. »⁴

⁴Interview avec le père Basil Van Rensburg, Saint Gabriel, Gugulethu, 20 juin 1997.

D'emblée, il soutient lui aussi l'ANC et accueille dans son église des réunions politiques. Les années 1980 sont marquées par la clandestinité de cette activité, les arrestations, les tentatives pour identifier les espions à la solde du gouvernement et les rendre inoffensifs. Bien des réunions se sont déroulées sous le couvert d'un club de tricot dans l'église. La violence à Gugulethu était alors telle que pour amener des activistes blancs aux réunions, il fallait — pour éviter qu'ils soient arrêtés par l'armée ou lynchés par les *comrades* — les masquer.

Depuis les débuts de la démocratisation, l'un des buts de la paroisse de Saint Gabriel est de participer à la construction nationale. Pour cela, dès la phase de transition et de négociations entre les différents partis politiques, la paroisse publie des encarts publicitaires dans les journaux :

« L'Église catholique romaine de Saint Gabriel, Gugulethu, vous invite à célébrer le culte avec nous dimanche à 9 h 30 et, à travers la prière, à nous connaître et nous comprendre les uns les autres comme compatriotes. Après tout, comment diable sommes-nous censés bâtir un futur commun alors que nos divisions sont si grandes que nous ne pouvons même pas prier en commun ? »⁵

Au jour dit, des enfants portant des panneaux indicateurs tout le long du chemin montraient la route aux Sud-Africains blancs venant de leurs banlieues. Ce souci de construction nationale ne s'est pas arrêté avec les élections de 1994. La paroisse sert de relais pour transmettre des informations de type politique, notamment les procédures à suivre et dates limites de dépôt des dossiers pour demander compensation des expulsions subies sous l'apartheid (*land claims*). La *Truth and Reconciliation Commission* a, pour ses audiences à Gugulethu, siégé dans l'église. Enfin, la paroisse est devenue quasiment un arrêt obligé pour les dignitaires étrangers visitant l'Afrique du Sud : Helmut Kohl, Mary Robinson, la présidente irlandaise — accompagnée du ministre des eaux et Forêts, Kader Asmal — sont venus assister au service dominical.

Ce travail politique est complété par un réel engagement social. Comme ailleurs, l'église cherche à suppléer aux infrastructures manquantes :

« (...) l'infrastructure de l'Église doit aider le tissu social de l'ensemble de la communauté, qu'ils soient croyants ou non. Aide sociale, éducation, utiliser son influence pour améliorer le sort des gens par ses plaintes. »⁶

L'action sociale de la paroisse est à la fois directe et indirecte. Indirectement, les locaux accueillent un grand nombre d'organisations :

⁵Saint Gabriel Roman Catholic Church, Jubilee Booklet. Cette publicité est parue entre autres dans le *Cape Times* et dans le *Cape Argus*.

⁶Interview avec le père Basil Van Rensburg, Saint Gabriel, Gugulethu, 20 juin 1997.

- Des organisations politiques comme le *National Detainees Forum* ou le *Cape Youth Congress* ;
- Des ONG travaillant dans le domaine de l'éducation, comme le *National Education Crisis Committee*, *READ* ou le *Council for Black Education and Research* ;
- Des syndicats (*MWASA Trade Union*, *Department of Education Teachers' Union*) ;
- Des organisations de femmes (*United Women's Congress*) ou de jeunesse (*Young Christian Students*) ;
- Des civics (*Western Cape Civics Association*, *Residents Dwellers Association*, *KTC Community Organisation*) ;
- Des clubs et associations locales (*Cofimvaba Homeboys Association*, *Savings club Nonceba*) ;
- Des associations culturelles et sportives (judo, *Children's ballet*) ou d'aide sociale (*Red Cross Aged Club Handicapped Association*, *Cape Mental Health*).

L'action sociale directe de Saint Gabriel prend deux formes. La première est celle des associations gravitant autour de la paroisse, comme l'organisation Ste Anne, la confrérie du Sacré-Cœur ou leur équivalent masculin, l'*Amadodana*. L'autre se fait par le biais du centre communautaire (*Saint Gabriel Community Centre*) spécialisé dans l'éducation. Pour tenter de compenser les mauvaises conditions de travail existant dans le township, la paroisse offre deux grandes salles d'études—et l'église elle-même si la place manque—équipées de tables, de chaises et d'électricité. Cela est effectivement particulièrement utile aux écoliers habitant dans les camps de squatters voisins, où l'électricité n'a pas encore fait son apparition. Des tuteurs encadrent cette étude fréquentée par plus de 200 élèves.

L'accent mis sur l'éducation est même visible au niveau liturgique. Une fois par an, la paroisse célèbre une « messe universitaire » (*Academic Mass*). Les paroissiens ayant reçu un diplôme pendant l'année universitaire font une procession en toge et bonnet carré vers l'autel. L'homélie souligne leurs réalisations et une demi-douzaine de diplômés vient présenter les différents cursus qu'ils ont suivis. L'édition 1997 de la messe universitaire incluait la présence du chef régional de l'éducation (*Head Of Education—Western Cape*), B. O'Connell. Il était accueilli par un griot traditionnel chantant ses louanges, dans un style typique : « Messie de l'éducation ! Puits de science ! Lumière au bout du tunnel ! ».

La liturgie catholique se fonde donc, à Saint Gabriel, avec des traditions purement africaines—comme celle du griot—ou avec un christianisme africain : celui des associations, du rôle central de la religion dans la vie quotidienne. Cela est à la fois une conséquence de sa très forte implantation locale et une démarche volontaire, menée par Van Rensburg. Conscient des « dégâts » provoqués par les missionnaires, il cherche à rapprocher les deux traditions. Il explique baptême

et confirmation en terme de rites de passages et apparente culte des ancêtres et communion des saints.

7.3 Une église de Sion : *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa, Site B, Khayelitsha*

7.3.1 Origines

La *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa* a été fondée en 1947 par le Révérend J. J. Magatsi, de Queenstown, Eastern Cape. C'est une église de Sion dont la congrégation est très majoritairement xhosa et qui est présente dans les lieux où la population xhosa est importante : Eastern Cape bien sûr, mais aussi Western Cape—dont l'agglomération de Cape Town –, Northern Cape et Johannesburg. Elle regroupe plusieurs milliers de fidèles et a donné naissance à plusieurs églises de Sion « filles » par scission⁷.

Un demi-siècle après sa fondation, l'église est encore dirigée par le Révérend J. J. Magatsi, son fondateur, qui a rang d'évêque. Avant de créer la *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa*, Magatsi était pasteur dans l'église méthodiste. Il la quitte à la fois parce qu'il n'était pas « en ligne » avec ses collègues et parce que la pratique religieuse des méthodistes ne le satisfaisait pas :

« Il a senti qu'il fallait qu'il suive la voie spirituelle. Oui, vous savez, spirituelle à l'africaine. On doit vénérer ses ancêtres. Et alors votre africanité doit se refléter dans votre liturgie. C'est alors qu'il a décidé de quitter les méthodistes et de fonder sa propre église de Sion. »⁸

⁷L'essentiel des données concernant la *Bantu Congregational Church* m'a été fourni par le Révérend Mlandi Sobsana, prêtre de cette église et actuellement étudiant en théologie à l'Université du Cap, que je tiens à remercier. Une bonne partie de ses informations lui a été communiquée directement par Magatsi, le fondateur de cette église. La transcription du nom de Magatsi est incertaine, ayant été faite à partir d'un enregistrement peu clair. Interview avec le Révérend Mlandi Sobsana, Rosebank, 16 août 1997.

⁸Interview avec le Révérend Mlandi Sobsana, Rosebank, 16 août 1997.

Dans un premier temps après sa rupture avec l'église méthodiste, il rejoint une autre église de Sion, avant d'acquiescer la conviction qu'il ne peut être un simple membre et qu'il est appelé à fonder sa propre église. Cependant, il y « recueille l'information nécessaire » à la fondation et à l'organisation d'une église indépendante et y fait son apprentissage du lexique sioniste.

Ainsi, contrairement à la plupart des fondateurs d'églises de Sion, Magatsi n'a pas fondé son église directement après un rêve envoyé par Dieu ou par ses ancêtres. Par contre, l'importance des rêves et des visions, considérés comme des messages divins, est toute aussi grande dans la *Bantu Congregational Church* que dans les églises du même type. Depuis cette conversion à une religion spiritualiste, le révérend Magatsi a réinterprété tous ses rêves en fonction de cette destinée. L'un de ces rêves datant de l'époque où il étudiait la théologie à l'université de Fort Hare, s'est ainsi chargé de signification pour l'ensemble de son église. Sobsana le raconte ainsi :

« Je ne me rappelle pas s'il dormait ou s'il était assis, car nous n'avons pas besoin de dormir pour avoir des visions. Vous êtes assis et tout d'un coup, vous avez une vision. C'est ce qui nous arrive à nous, chefs spirituels. (...) Il vit qu'il était près d'une rivière et qu'il était assis sur son [inaudible] et pendant qu'il était assis là, il y avait une fontaine, avec de l'eau débordant de cette fontaine. Et il s'est rendu compte que c'était une chose vraie car bien des églises sont venues de lui et bien des chefs spirituels. »⁹

Pour Magatsi comme pour d'autres prêtres de son église, la vision est un moyen habituel—voire quotidien—de communication avec le divin. Cette première vision de son rôle spirituel est constamment renforcée par d'autres, pour son usage personnel ou à partager avec le reste de la congrégation. La *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa* a même développé toute une théologie de la vision, expérience confuse, multiforme, qui ne peut souvent être comprise qu'après coup, lorsqu'on accomplit ce qu'elle prédisait. Ainsi, une vision n'est pas seulement vue comme un ordre direct en provenance du divin, mais comme une inspiration, une impression intérieure (*inward feeling*), un besoin d'agir dans telle ou telle direction. Les visions sont même classées selon leur forme. Une telle théologie permet aux prêtres ayant ce don de vivre en permanence en communication avec le divin, ce qui donne à la moindre de leur action une signification sacrée. En même temps, cela justifie leur ascendant et leur donne un rôle d'intermédiaire entre les fidèles et le divin. Une telle hiérarchie est également visible au sein de ces prophètes : quand Dieu vient à Sobsana lors d'une vision, il met en scène (*put forward*) l'évêque, « man of vision ».

⁹*Id.*

Après sa fondation, la *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa* connaît des débuts hésitants. Une fois de plus, les étapes importantes—ici les conversions décisives—sont incorporées dans l'histoire de l'église sous un mode semi-mythique. Une vision envoie Magatsi en voyage dans une région inconnue, pendant plusieurs jours. Sur le chemin, il doit dormir sous un pont, sous la pluie. Il arrive enfin à une ferme où il ne connaît personne. Là, un vieil homme le reconnaît pour un « homme de Dieu », se repent de ses péchés et se tourne vers lui. Ce vieil homme convainc une partie des résidents d'écouter le nouveau venu. Ils organisent des prières en commun (*communal prayers*) et se convertissent. C'est là le véritable début de la *Bantu Congregational Church*. Pour autant, cette ferme n'est pas regardée comme un lieu particulièrement sacré.

Après cet épisode digne de la Légende dorée, l'église croît régulièrement jusqu'à atteindre plusieurs milliers de membres. Une bonne partie de son succès est apparemment due à la personnalité de l'évêque lui-même. Contrairement à d'autres leaders sionistes, il fait preuve d'une grande modestie selon les dires de Sobsana. En particulier, il a laissé dans un premier temps la direction de l'église à quelqu'un d'autre pour pouvoir continuer à « évangéliser »¹⁰. D'autre part, le titre qu'il s'est attribué est bien peu lorsqu'on le compare au « président-archevêque » d'autres églises de Sion (West, 1975 [146, p. 68]). Enfin, les nouveaux convertis, venant en particulier d'autres églises de Sion, sont plus nombreux que ceux qui quittent l'église.

Bien sûr, ce succès est attribué à la faveur divine et exprimé par l'un des cantiques chantés pendant les services :

« Cette Église a été ointe par Dieu. Pour cette raison, elle demeurera toujours. »¹¹

La majorité des membres est dans la province du Cap oriental, ainsi que le plus grand nombre de convertis potentiels, ce que Sobsana attribue à la pauvreté et aux difficiles conditions de vie dans cette zone. De plus, l'« évangélisation » a longtemps été difficile dans le Western Cape à cause des difficultés de circulation imposées par la législation d'apartheid. Il existe quatre branches dans la région de Cape Town : deux à Site B, Khayelitsha, une à Mbekweni (Paarl), et une à Stellenbosch. La *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa* n'est pas présente au Natal, mais refuse une explication ethnique ou même purement linguistique de ce phénomène. Pour Sobsana, c'est le manque d'argent et de structures d'accueil qui empêche des missionnaires de se rendre en territoire zoulou.

¹⁰Ce premier évêque, refusant sans doute de voir son autorité potentiellement menacée par le prophète, a été à l'origine d'une scission dans l'église—phénomène ô combien fréquent dans les églises africaines indépendantes. Depuis, le prophète fondateur est évêque.

¹¹*Id.* Le cantique original est en xhosa, traduit ici en anglais par Mlandi Sobsana.

7.3.2 Structure et sacrements

La hiérarchie ecclésiastique au sein de la *Bantu Congregational Church* est relativement complexe, ce qui est représentatif des autres églises de Sion. Le sommet de la hiérarchie est l'évêque et, selon Sobsana, il est peu probable que cette église ait jamais un archevêque. Puis, suivant leurs qualifications théologiques, spirituelles et prophétiques, on trouve, par rang décroissant, les prêtres, les révérends, les diacres, les stewards et les secrétaires. Cette hiérarchie est entièrement masculine.

Il faut sans doute rappeler que l'église ne dispose pas de séminaire pour la formation de ses ministres. Cela est un problème courant au sein des églises de Sion, sans doute exacerbé ici. En effet, contrairement à ce qui se passe ailleurs, le fondateur et une partie de la hiérarchie ont une véritable compétence théologique (Sundkler, 1961[131] ; West, 1975 [146]) : Magatsi a suivi des études de théologie à l'Université de Fort Hare avant de devenir un révérend au sein de l'église méthodiste ; Sobsana, ayant le rang de prêtre au sein de la *Bantu Congregational Church* est étudiant en théologie à l'université du Cap. Notons que cette compétence est sans doute la raison d'un discours conscient et élaboré, expliquant la fondation de l'église en terme d'africanisation du christianisme. Une telle interprétation n'est en général pas explicite dans les autres églises de Sion.

Pour pallier les problèmes de formation, l'église ne peut guère qu'organiser des sessions internes, centrées sur la lecture et l'interprétation des textes bibliques.

Malgré cette organisation hiérarchique lourde, où les pouvoirs des uns et des autres ne sont pas forcément déterminés avec précision, l'organisation des branches locales n'est pas standardisée. Chaque branche s'organise selon ses besoins et ses ressources propres. Par exemple, la congrégation de Site B où Sobsana est prêtre compte deux autres prêtres. Cela est simplement dû aux circonstances : le premier prêtre est d'origine locale ; Sobsana est arrivé de l'Eastern Cape à Cape Town pour la durée de ses études et a commencé à célébrer aussi la messe dans cette congrégation ; le troisième prêtre est arrivé récemment d'une autre région. Ils ne se relaient pas mais concélèbrent, avec une hiérarchie interne : la direction de la confession revient au plus « gradé » (*cf. infra*). Cela confirme l'observation faite par Sundkler [131] : la hiérarchie est pléthorique, notamment quand on la compare à la taille de la congrégation. Enfin, cette hiérarchie locale peut être nommée par les fidèles et confirmée par l'évêque. Ce mode d'élection des leaders est consciemment rapproché de la tradition africaine de choix des chefs auxquels on doit allégeance.

Le calendrier liturgique de la *Bantu Congregational Church* est simple : à part les services dominicaux¹², il n'y a que deux dates importantes. La première est Pâques (*Passover*). La seconde est la conférence annuelle de l'église, qui a lieu

¹²Le samedi soir, il y a en général un service spécial réservé aux femmes.

dans l'Eastern Cape, à la résidence de l'évêque. Ce lieu est le centre symbolique de l'église et le seul à avoir une signification dans l'ordre du sacré. Cette conférence annuelle a généralement lieu au mois d'octobre, pour des raisons purement pratiques : le grand nombre de week-ends prolongés dans ce mois permet de trouver une date à laquelle la plupart des membres de l'église sont libres de faire le voyage. Ces deux cérémonies sont également les deux seules occasions où les fidèles reçoivent la communion.

Le sacrement le plus important pour la *Bantu Congregational Church* comme pour le reste des églises de Sion est le *baptême*, administré aux nouveaux membres après une période d'instruction et de probation. Cette cérémonie commence le soir, par des prières en commun et la confession publique des impétrants — le tout rythmé par des danses et des chants. Cette phase peut durer toute la nuit. À l'aube, toute l'assemblée se dirige vers la rivière choisie pour le baptême. Au Cap, cette rivière est souvent remplacée par l'océan Indien, à False Bay. Le prêtre entre dans l'eau le premier, s'y plongeant jusqu'à la taille. À grand renfort de prières et d'invocations, il frappe l'eau de son bâton à plusieurs reprises, avec de grandes éclaboussures, pour la purifier et chasser les mauvais esprits qui y résident¹³, puis prie encore longuement. Après cela, l'impétrant est amené dans l'eau par deux assesseurs. Il a donc déjà confessé ses péchés et s'en est repenti. Le prêtre lit alors le début de l'Évangile de Marc (Marc, 1), le baptême du Christ. L'impétrant est ensuite immergé complètement à trois reprises, une première fois au nom du Père, une seconde au nom du Fils et la dernière au nom du Saint-Esprit. Il peut alors revêtir un vêtement spécial marquant son statut de purifié, une robe blanche. Plus tard, « s'il est assez fort », une robe verte sera ajoutée comme preuve de la force de sa foi et de sa complète appartenance à l'église. Elle est portée par les hommes sous la robe blanche.

Le baptême peut aussi être administré à des membres de l'église qui veulent se purifier ou se fortifier. Il y a alors sept immersions au lieu de trois, car la personne a « péché sept fois par semaine et doit donc être pardonnée sept fois ».

Le reste des sacrements n'est pas aussi important que le baptême. En ce qui concerne les funérailles, chants, veillées et discours sont les mêmes que ceux décrits par Bähre [7]. Le mariage n'est pas un sacrement célébré au sein de la *Bantu Congregational Church* : conformément à leur credo africaniste, le mariage est célébré traditionnellement et ne reçoit qu'une éventuelle confirmation par l'église.

Enfin, contrairement à ce qui se passe dans d'autres églises de Sion, la *Bantu Congregational Church* ne conduit pas de services spéciaux pour la guérison de ses membres. Les rituels sont en général inclus dans les services dominicaux. Pourtant, l'importance de la guérison est soulignée par Sobsana : « The Zionists

¹³Cela est conforme à la tradition nguni de présence de mauvais esprits dans les rivières et les plans d'eau (Hunter, 1961 [66]).

people are the people of healing ». Après le service, à la demande, on prie pour le malade.

7.3.3 Une cérémonie

Le service dominical dans la *Bantu Congregational Church* se déroule rarement dans une église. En effet, les congrégations ne possèdent en général ni église, ni parcelles sur lesquelles construire des bâtiments—sauf à Queenstown, à Port Elisabeth et à Alice. La plupart du temps, les sionistes louent d'autres bâtiments pour leurs cérémonies ou utilisent des résidences privées si elles sont assez grandes. À Site B, Khayelitsha, la congrégation utilise une salle de classe, désaffectée pendant le week-end.

Le quartier de Site B est l'un des plus pauvres et des plus anciens de Khayelitsha (cf. chapitre 5.5, page 153). L'école utilisée par les sionistes est située au milieu des *shacks*, dans une zone où bien peu de services sont disponibles. La plupart des fidèles habitent dans le quartier. Une fois de plus, l'hypothèse selon laquelle les églises de Sion attirent d'abord les plus défavorisés est confirmée.

Les fidèles sont peu nombreux et sont majoritairement des femmes. Celles-ci sont bien souvent sans emploi et ont plusieurs enfants à charge. Conformément à ce que nous savons de la *Bantu Congregational Church*, elles sont en moyenne plus éduquées que dans d'autres églises de Sion : elles ont souvent poursuivi leurs études jusqu'au collège (Standard 5 ou 6).

L'organisation de la branche de Site B de la *Bantu Congregational Church* se fait selon différents groupes. Tout d'abord, au sommet de la hiérarchie, les trois prêtres. Le plus âgé a la statut le plus élevé et est responsable de la congrégation. Les deux autres concélébrent et prêchent chacun à leur tour (cf. *infra*). Puis, un steward, ayant également un rôle de portier. Enfin, un nouveau converti venant d'une autre église de Sion et dont le rang n'est pas encore confirmé. Cependant, dans la plupart des rituels, il supplante le steward. Ces cinq hommes, tous impliqués dans la hiérarchie, dirigent une vingtaine de femmes qui forment le reste de la congrégation. Les plus âgées, au nombre de huit, forment le groupe des « mères ». Les autres, ayant entre 15 et 35 ans, forment le chœur.

Lors de la célébration, l'organisation spatiale de la salle de classe reflète cette hiérarchie (cf. figure 7.2).

Le service dure de midi à quatre heures de l'après-midi. Il est rythmé en permanence par des chants, accompagnés de tambours et de maracas artisanales (boîtes de conserve remplies de petites pierres). Les chants sont pour la plupart en xhosa, mais quelques hymnes anglais sont utilisés. Il s'agit pour la plupart de chanter à tue-tête en permanence la même phrase (« What shall I do for my Lord ? », « Glory, Amen, Alleluia »). Cette phrase est d'abord introduite par la chef de chœur, puis reprise en harmonie par le reste de l'assistance, dans la tra-

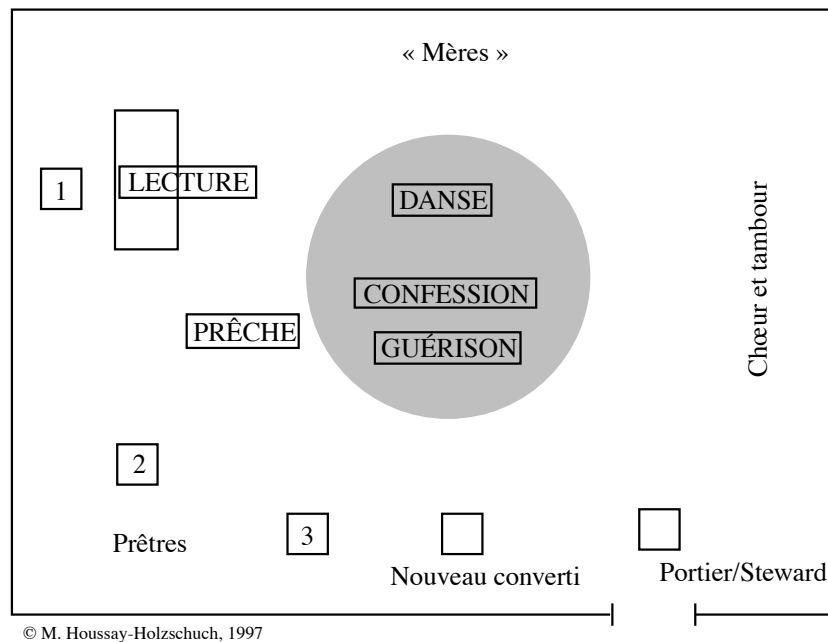


FIG. 7.2 – Organisation spatiale durant une cérémonie de la *Bantu Congregational Church of Zion in South Africa*.

dition de la musique d’Afrique australe (Coplan, 1985 [30]). Le chant continue ainsi *ad libitum*, jusqu’à ce qu’un des hommes lève le bras, signalant d’arrêter.

Cette importance accordée à la musique a une double raison :

- La première est une revendication africaine, voire africaniste. Le tambour (*drum*) et les percussions sont vus comme l’essence de l’apport africain à la vénération religieuse ;
- La seconde est plus d’ordre pratique. Le rythme, l’harmonie, le *momentum* qu’ils apportent permettent d’entrer plus facilement en contact avec le monde spirituel.

La musique n’est pas seulement chantée, elle est aussi dansée. Dans un premier temps, les assistants restent à leur place et marquent le rythme. Cela est déjà une preuve de la présence de l’esprit divin en eux :

« Nous ne le faisons pas que pour le plaisir, pour être honnête, c’est le moment où l’on transcende l’endroit où l’on est. On sait qu’on est dans une prison [?] mais il faut transcender et voir les choses qui sont au-delà. Tout le monde peut être en train de danser mais certains dansent (. . .) parce qu’il sont en contact avec la transcendance. Ils ne

sentent pas qu'ils dansent. (...) [Ils sont] mûs par l'Esprit. C'est pour cela que la danse est très très importante. »¹⁴

Puis, s'ils sont véritablement « saisis par l'esprit », ils se dirigent vers le centre de la pièce où ils courent en cercle. Ils sont « possédés » et cette manifestation spirituelle est en même temps une expérience d'ordre mystique. Sobsana, cherchant à la décrire, ne parvient pas à trouver de mots assez forts :

« C'est... une... expérience très agréable ! On se sent léger... Même... des gros peuvent courir... On devient léger... c'est pour cela que je dit qu'on est au-delà. »¹⁵

Le déroulement de la cérémonie comprend les phases suivantes, toutes encadrées de chants et de danses : confession, lectures, prêches et clôture.

Dans une première période, musique et chants préparent les participants. Après trois quarts d'heure de ce régime, l'atmosphère est à la fois extrêmement tendue et recueillie. Déjà, plusieurs personnes sont allées courir au centre de la salle. À un signal du prêtre principal, les confessions commencent. Chacun se confesse à son tour, à voix haute, en commençant par les prêtres et en descendant la hiérarchie jusqu'aux plus jeunes choristes. Après d'autres chants, toute l'assemblée forme un cercle au centre de l'espace disponible, se repend de ses péchés, et s'agenouille pour recevoir le pardon divin. Le cercle est formé une seconde fois. Ensuite, le steward fait les annonces nécessaires à la vie de la congrégation. Il a par ailleurs un autre devoir pendant l'ensemble de la cérémonie : c'est lui qui garde le seuil et qui a la clé de la porte de la salle, verrouillée par ses soins. Cette attention accordée à la frontière entre l'espace du quotidien—l'extérieur—et l'espace du sacré—la salle de classe, pendant la cérémonie—n'a rien d'étonnant d'un point de vue anthropologique. Cette séparation est appliquée avec rigueur : il est nécessaire de demander la permission de ce portier pour tout passage, même s'il s'agit d'un enfant chargé de rapporter un verre d'eau à l'un des prêtres, essoufflé par un sermon trop passionné.

Après une vingtaine de minutes de chants et de danse, le prêtre principal lit trois textes, toujours les mêmes : « Un dimanche n'est pas un dimanche s'ils ne sont pas lus », dit Sobsana. Ces textes sont lus sous le signe de la Parole (*Word*), comme trois voix différentes.

- Le premier, dit « parole de Dieu » (*Word of God*), est le texte des dix commandements (Exode, 20) ;
- Le second, « parole du Christ » (*Word of Jesus Christ*), est les Béatitudes, tirées du Sermon sur la Montagne (Mathieu, 5) ;

¹⁴Interview avec le Révérend Mlandi Sobsana, Rosebank, 16 août 1997.

¹⁵*Id.*

- Le troisième, parole humaine de David (*Word of David, a human being*), est le psaume 100.

Après ces lectures et d'autres chants vient le temps des sermons. C'est en principe le ou les prêtres qui prêchent, mais il n'y a pas de règle stricte : si l'un des membres de la hiérarchie sent qu'il a des choses à dire, il peut prendre la parole. Le plus souvent, chaque prêtre vient prêcher à son tour, sur un sujet de son choix : un événement de la semaine précédente, un autre texte biblique (notamment la première lettre de Paul aux Corinthiens, 1Cor 13) ou tout autre sujet qui lui tient à cœur. Cette phase dure environ trois quarts d'heure.

Enfin après d'autres chants, le service prend fin. Chacun va saluer ceux qui lui sont supérieurs dans la hiérarchie et reçoit les salutations de ses inférieurs. On prie pour les fidèles ayant besoin de soins, avant de se séparer pour le reste de la semaine.

8.

Le Cap aujourd'hui : déségrégation et problèmes socio-politiques

Comme la société sud-africaine et à son image, la ville post-apartheid évolue. Dès la fin des années 1980, le relâchement des contrôles législatifs avait permis l'émergence de « zones grises » de peuplement mixte (Guillaume, 1997 [57] ; Smith, 1992 [126]). Depuis 1990 et 1991, l'abolition des lois de ségrégation spatiale selon la race, dont le *Group Areas Act*, chacun a le droit de résider où il veut. Quelles sont donc les transformations de la morphologie urbaine au Cap qui en résultent ? Voit-on apparaître de véritables quartiers « racialement » mixtes, où les habitants, partageant un certain nombre de valeurs et créant une vie locale intense, participeraient à la construction nationale ?

L'avenir de l'agglomération du Cap est surtout dépendant à court terme moins de l'émergence de quartiers mixtes que de l'évolution de deux problèmes, l'un politique, l'autre social. Ces problèmes ne concernent pas directement la population noire, puisqu'ils s'enracinent dans la population métisse qui forme, rappelons-le, la majorité des habitants de la ville mais leur importance est telle que j'ai jugé nécessaire de les inclure dans cette étude (*cf.* page 248). En effet, c'est le vote métis qui est responsable de la victoire du Parti national dans la province. Le parti responsable de l'apartheid reste donc au pouvoir au Cap et, localement, la population noire et les ONG de développement doutent de sa volonté d'appliquer les politiques nationales de l'ANC (RDP, développement économique, ...). Par ailleurs, la désagrégation du tissu social, qui se traduit chez les Métis par l'importance du gangstérisme, est symptomatique des problèmes rencontrés par les sociétés en transition. Mais l'ampleur de la criminalité et les violences qu'elle engendre sont telles qu'elles menacent, sur les Cape Flats, un développement économique légal et une normalisation des relations sociales.

8.1 La difficile redistribution spatiale

Les géographes s'intéressant aux villes sud-africaines ont, depuis quelques années, tenté de prévoir les formes que prendrait la ville d'après l'apartheid (Gervais-Lambony, 1995 [49] ; Lemon, 1991 [81] ; Smith, 1992 [126] ; Swilling, 1991 [137]). Le plus souvent, leurs analyses concernaient Johannesburg ou Durban plus que Cape Town où le fait que la majorité de la population soit métisse change les données. Je souhaite introduire cette problématique par l'étude de deux exemples de quartiers mixtes : Mandalay et Delft South.

8.1.1 Mandalay : « Upper Khayelitsha » ou banlieue post-apartheid ?

Le quartier de Mandalay est situé sur les Cape Flats, entre Mitchell's Plain et Khayelitsha (*cf.* cartes 3.1 et 8.1). Il a été construit à la fin des années 1970 et au début des années 1980, dans le cadre du développement de la ville nouvelle de Mitchell's Plain. Il a été attribué à la population métisse. Aujourd'hui, environ 60 % de la population du quartier est constituée de Noirs¹.

Mitchell's Plain a été construit par la municipalité de Cape Town pour résoudre le problème du logement de la population métisse. Située à quelques 25 km au sud-est du centre-ville, cette ville nouvelle devait accueillir 250 000 personnes. Pour assurer son succès, les autorités cessèrent au même moment de construire des logements pour Métis à l'intérieur de l'agglomération (Dewar *et al.*, 1990 [36]). Conformément au modèle des villes nouvelles, Mitchell's Plain devait être autonome et accueillir des industries. Cependant, son développement, si tant est qu'il ait pu se faire, a été considérablement freiné par le gouvernement central : celui-ci a en effet créé au même moment la ville nouvelle d'Atlantis, à 45 km au nord du Cap, également destinée aux Métis. Pour favoriser son projet aux dépens de celui de la municipalité du Cap, il a interdit tout développement industriel à Mitchell's Plain.

La ville nouvelle est en conséquence devenue un simple quartier purement résidentiel, à distance du centre-ville : mieux, un township. Des maisons individuelles s'y étendent sur des kilomètres. L'infrastructure, meilleure que celle des quartiers noirs, est cependant limitée. Aujourd'hui, Mitchell's Plain est un lieu peu attractif : ses habitants cherchent à se rapprocher du centre-ville et à fuir la violence et le gangstérisme qui y règnent (*cf.* page 258).

Un quartier plus privilégié a été construit au nord-est de Mitchell's Plain, légèrement isolé par rapport au reste de la « ville nouvelle » : Mandalay. Comme dans les autres quartiers métis, les résidents avaient accès à la propriété foncière mais ils se différenciaient du reste de la population par leurs revenus et leur statut socio-professionnel : les premiers habitants de Mandalay étaient employés par

¹Interview avec Kevin Hockey, agent immobilier, 18 août 1997.

l'État comme enseignants, médecins et infirmières ou employés de bureau. Leurs revenus réguliers, ainsi que des conditions de prêts favorables, leur permettaient d'avoir accès aux plus grandes parcelles de Mandalay. En même temps, parce que Mandalay a longtemps été très mal desservi par les transports en commun—dans une certaine mesure, cela est toujours vrai (*cf. infra*), il fallait posséder une voiture pour se rendre au travail, faire ses courses ou emmener ses enfants à l'école à Mitchell's Plain.

Le quartier de Mandalay est presque exclusivement résidentiel. Il forme un triangle nettement délimité par une voie de chemin de fer au sud—menant à Khayelitsha—par une voie rapide, la R 300, mais sans sortie et par Swartklip Road qui seule permet d'y accéder. Pour y entrer ou en sortir, il faut donc faire un détour de plusieurs kilomètres, soit par Site C, soit par le centre de Mitchell's Plain. De chaque côté du quartier est installé un petit centre commercial. Le premier, à l'est, comprend une épicerie, un magasin vendant des alcools, un dispensaire et un atelier de formation informatique. L'autre, près de la gare, regroupe une poste, une agence immobilière et une seconde épicerie. Entre ces deux centres serpentent de petites rues résidentielles calmes. Quelques enfants noirs y jouent. Les maisons ne sont que rarement entourées d'une haie ou d'une barrière, ce qui ajoute à l'atmosphère paisible de ce paysage très ouvert. Rappelons que dans les banlieues blanches comme dans les townships, chaque parcelle est en général fermée ; de plus, les lieux publics (églises, mosquées, écoles. . .) y sont eux aussi entourés de hauts murs, le plus souvent surmontés de barbelés.

Le quartier manque cependant d'infrastructures : outre les deux centres commerciaux mentionnés plus haut, il ne compte qu'une église et une école primaire. Celle-ci n'a d'ailleurs été construite qu'en 1992-1993. Il n'y a pas de terrain de sport, de bibliothèque ou de commissariat. Quelques médecins ont installé des cabinets privés dans leur maison.

Les parcelles d'environ 500 m² sont occupées par du gazon et des jardins fleuris. Beaucoup plus rarement, un potager permet d'assurer une partie de l'alimentation de la famille. La maison se dresse au milieu. La surface habitable moyenne à Mandalay est de 100 m². Les maisons comprennent en général 5 à 6 pièces, toutes au rez-de-chaussée. Elles ont été construites il y a une douzaine d'années. Contrairement aux autres townships où le paysage est caractérisé par la monotonie des constructions municipales ou gouvernementales, la diversité est de mise à Mandalay : maisons de forme et d'architecture différentes se côtoient. Des *cottages* en brique à l'anglaise jouxtent des imitations de l'architecture hollandaise du Cap (*Cape-Dutch*) et des villas ocres.

L'aspect paisible du quartier a beaucoup contribué à attirer à Mandalay les premiers occupants métis relativement privilégiés. En effet, les problèmes sociaux et criminels de Mitchell's Plain n'y existent pas. Plus récemment, des Noirs de Gugulethu et de Khayelitsha tout proche sont venus à Mandalay pour les mêmes

raisons. Reg Van Rooyen, agent immobilier responsable de bien des transactions dans le quartier, notamment des premières ventes à des Noirs, l'explique ainsi :

« Le quartier jouxte celui de Khayelitsha et c'est pour cela qu'on y trouve des professions libérales désirant le prestige du monde développé, mais travaillant dans un environnement typique du Tiers monde. Ces personnes ne veulent pas subir les problèmes qu'il y a à vivre dans un tel quartier—comme des balles perdues passant au-dessus de leur maison la nuit. » (*Cape Times*, 11 septembre 1996, série « Grappling with change »)

De fait, ces enseignants, policiers et infirmières des townships noirs avaient beau habiter les zones les plus favorisées dans leur quartier, comme le long de Klipfontein Road à Gugulethu, ils n'étaient pas à l'abri de la violence et de la criminalité (cf. tableau 8.2).

Les premiers résidents noirs de Mandalay sont arrivés à la fin des années 1980, avant l'abolition du *Group Areas Act*². Comme dans d'autres villes sud-africaines, c'est la relative détente des dernières années du gouvernement de P. W. Botha qui a déclenché les premières migrations intra-urbaines. À Johannesburg, la « zone grise » de Hillbrow date de la même époque (Guillaume, 1997 [57]) ; à Durban, le quartier blanc de Westville a accueilli les premières familles indiennes entre 1987 et 1989 (Smith, 1992 [126, chapitre 23]).

Dans un premier temps, les Noirs ont occupé des petits pavillons construits derrière les maisons :

« Les gens habitaient là depuis des années, et ils ont commencé à construire sur le reste de la parcelle, derrière [les habitations]. Et c'est là que les Noirs se sont installés. Parce que c'était bon marché, c'était abordable et c'était des maisons toutes neuves. Bien plus petites que ce qui avait été fait auparavant à Mandalay. Vous verrez les petites maisons blanches, bien plus petites que celles qui sont devant. L'agence immobilière Amakhosi s'occupait d'eux. »³

Ces petits pavillons n'avaient pas que des avantages économiques pour les nouveaux résidents noirs : leur localisation au fond d'une cour permettait de n'être pas trop « visibles » aux yeux des autorités, à un moment où les quartiers résidentiels mixtes n'étaient que tolérés, car toujours interdits par la loi. Peu à peu et avec l'abolition du *Group Areas Act*, les Noirs se sont installés dans des maisons plus grandes et confortables qu'ils ont achetées. Les pavillons sont aujourd'hui souvent loués à des Noirs, en général des jeunes couples venant d'arriver au Cap pour

²Hockey, *op. cit.*

³Hockey, *op. cit.*, p. 1.

terminer leurs études ou pour un premier emploi. Ils servent donc de logement temporaire peu cher en attendant de trouver mieux.

L'arrivée de résidents noirs s'est accélérée depuis 1992, d'autant qu'un certain nombre de Métis quitte le quartier pour les banlieues sud. L'atmosphère de Mandalay a changé en conséquence : il y a plus de vie dans les rues et un *township feeling*.

Le profil des résidents actuels de Mandalay tel qu'il ressort des enquêtes de terrain effectuées en août 1997 fait apparaître une image très « nouvelle Afrique du Sud » : des classes moyennes, éduquées, partageant un certain nombre de valeurs, et multiraciales. 13 personnes sur les 20 interrogées avaient entre 25 et 40 ans. Elles venaient en majorité de l'agglomération du Cap, notamment de Gugulethu en ce qui concerne les Noirs, ou du Transkei.

Comme les Métis qui les avaient précédés dans le quartier, les Noirs habitant à Mandalay ont reçu une éducation poussée : une seule personne interrogée n'est pas allée jusqu'au lycée, les autres ayant majoritairement obtenu leur baccalauréat, suivi d'une formation professionnelle. Les résidents de Mandalay, aujourd'hui comme avant, sont des enseignants, des infirmières, des comptables, des policiers ou des agents d'assurance. Ils ont donc, par personne, un revenu assuré de plus de 2 000 rands par mois et bien souvent, les deux conjoints travaillent. Enfin, le modèle de la famille nucléaire est très dominant : Noirs et Métis, les habitants de Mandalay résident avec leurs enfants et n'accueillent qu'exceptionnellement des membres de la famille élargie. Ils se différencient en cela de leurs voisins des autres quartiers noirs (*cf.* chapitre 6.1.1, page 164).

La majorité des habitants de Mandalay possède leur maison qu'ils ont payé 100 000 rands en moyenne. Acquérir un logement à soi, plus grand que ceux qui sont disponibles dans les quartiers noirs et adapté à ses besoins est d'ailleurs l'un des principaux motifs pour venir s'installer à Mandalay (*cf.* tableau 8.1). Ils sont d'ailleurs très satisfaits de leur logement, l'une des personnes interrogées disant même « *this house was in my dreams* ».

Ainsi, Mandalay peut aujourd'hui apparaître comme un quartier multiracial de classe moyenne, aux préoccupations banales (*cf.* tableaux 8.2 et 8.3). Cette analyse se confirme si l'on regarde les occupations et les loisirs des habitants : après une semaine de travail où l'on a passé la soirée à regarder la télévision, on range la maison et on va faire les courses le samedi. Le dimanche, après la messe (ou après la prière du vendredi pour les musulmans, majoritairement métis) et quelques visites, on se livre à ses loisirs préférés : lire, regarder la télévision, aller à la plage ou pratiquer un sport.

Les convictions politiques des habitants de Mandalay renforcent encore cette impression de sagesse, de vie bien réglée selon des rythmes occidentaux. Les trois quarts des personnes interrogées avouent avoir voté en faveur de l'ANC aux élections de 1994 et de 1996, trouvant le *Pan-African Congress* trop « cruel » et le

Motif	Nombre de réponses
Avoir sa propre maison	6
Proximité du travail	5
Sécurité et tranquillité	4
Qualité de la vie	2
Absence de choix	2
Prix abordable	1
Loin des camps de squatters	1

TAB. 8.1 – Motifs de l'installation à Mandalay.

Source : 20 questionnaires d'enquêtes. Certaines personnes interrogées ont cité plusieurs raisons.

Avantage	Nombre de réponses
Tranquillité	16
Sécurité et faible criminalité	7
Voisins aimables	4
Valeur foncière garantie	1
Intimité (<i>privacy</i>)	1
Aspect agréable	1

TAB. 8.2 – Avantages de la vie à Mandalay.

Source : 20 questionnaires d'enquêtes. Certaines personnes interrogées ont en cité plusieurs.

Inconvénient	Nombre de réponses
Mauvais transports publics	7
Impôts locaux trop élevés	4
Absence d'infrastructures publiques	4
Cambriolages et vols	3
Éloignement	2
Peu de commerces	1
Bruit	1
Peu rentable pour un commerce	1
Aucun	5

TAB. 8.3 – Inconvénients de la vie à Mandalay.

Source : 20 questionnaires d'enquêtes. Certaines personnes interrogées en ont cité plusieurs.

Parti national « raciste » et responsable de l'oppression subie pendant les années d'apartheid. L'appartenance à des partis politiques ou à des syndicats est faible, tout comme le nombre d'associations d'entraide (cercles d'épargne, *civics*, etc.) : trois quarts des personnes interrogées n'appartenaient à aucune de ces structures. Enfin, la polarisation politique est faible, ce qui pourrait être une preuve de la normalisation de la vie sud-africaine : les personnes ayant voté ANC étaient noires comme métisses ; un quart des personnes interrogées se déclarait « inintéressé » par la politique — ce qui est énorme, même si l'on suppose qu'une partie a en fait voté pour le Parti national.

Pourtant, la situation n'est pas aussi simple que cela : beaucoup d'anciens résidents métis de Mandalay ont quitté le quartier pour aller vers Plumstead, Southfield, Kenilworth, Rondebosch East ou Athlone. Si l'aspect normal de ce processus est souvent souligné, Mandalay étant structurellement un quartier de transition du fait de son manque d'infrastructures (*Cape Times, op. cit.*), cette attitude est aussi attribuée à du racisme, d'autant que l'image du quartier s'est dégradée dans les dernières années :

« Les gens appartiennent toujours à la classe moyenne sur le plan professionnel, mais [Mandalay] n'est plus perçu comme un quartier de classe moyenne. Il est perçu comme un quartier résidentiel, mais plus de la même façon : il a perdu son prestige. C'était un endroit agréable à vivre auparavant. C'est toujours un endroit agréable, mais ce que je dit là est l'opinion du Métis moyen. En fait, les gens l'appellent Upper Khayelitsha. »⁴

Il est probable que Mandalay va s'africaniser de plus en plus dans les années à venir. L'accélération de l'arrivée des Noirs semblerait l'indiquer. Par ailleurs, cette africanisation ne serait pas que numérique : outre la vitalité sociale et culturelle des townships noirs — le *township feeling* évoqué plus haut — les traditions d'organisation et de solidarité de la population noire semblent s'implanter. Par exemple, l'action et les protestations des nouveaux résidents noirs ont permis la construction d'une école primaire. Les relations entre voisins se développent (*Cape Times, op. cit.*).

Mais la conquête totale de Mandalay par les Noirs et sa transformation définitive en un « Upper Khayelitsha », Khayelitsha le Haut, ne semble pas à l'ordre du jour. En effet, la plupart des résidents métis restant ne souhaitent pas déménager et apprécient même hautement de vivre dans un quartier multiracial. Auguste Filander enseigne l'afrikaans au collège et voit dans Mandalay tous les attraits de la nouvelle Afrique du Sud :

« Parce que je suis habitué au point de vue métis et pas au point

⁴Hockey, *op. cit.*

de vue noir, je ne regarde jamais les choses du dehors et je ne porte jamais de jugements ; je me pose toujours la question : " Est-ce que ce que je fais est bien ? " Mais croyez-moi, j'étais ébahi quand j'ai commencé à discuter avec mes élèves et à faire leur connaissance et je me suis rendu compte que, oh la la, j'avais des TONNES de choses à apprendre sur leur culture. (...)

Les gens qui ont quitté [Mandalay] tout particulièrement pour cette raison [le racisme] ont raté ce caractère bien spécial de la nouvelle Afrique du Sud. Vous avez l'occasion d'apprendre à parler leur langue — et mon voisin vous l'apprendra gratuitement parce qu'il veut que tous les habitants de Mandalay vivent en harmonie les uns avec les autres. Ce n'est qu'une partie de leur cordialité. La seconde est qu'ils se rendent visite tout le temps. Ils adoreraient sans aucun doute faire partager leur culture si vous êtes prêt à le faire. » (*Cape Times*, *op. cit*)

Enfin, les politiques bancaires d'aide à l'accession à la propriété sont sur le point de changer. Le nouveau mode de calcul des emprunts limitera leur montant. Les classes moyennes n'auront plus accès aux prêts très importants leur ayant permis d'acheter une maison à Mandalay. Ne pouvant trouver mieux à des tarifs abordables, elles seront obligées de rester. En fait, les actuels résidents ont profité d'une situation immobilière exceptionnelle. Cette situation ayant pris fin, le nombre de transactions devrait diminuer et la population se stabiliser.

En fait, il semble bien que Mandalay doive rester un quartier véritablement multiracial, avec une population relativement stable. Comme le montrent d'autres exemples, à Woodstock, Summergreens ou dans les banlieues sud, l'intégration raciale des classes moyennes ne pose pas de problèmes majeurs. Cependant, les plus pauvres — et ils forment la majorité de la population noire, par exemple — n'auront pas les mêmes possibilités (*cf.* page 243).

8.1.2 Delft South : la permanence de l'ancien modèle urbain

Hélas, le quartier de Mandalay ainsi que quelques autres semble plutôt faire exception dans la ville post-apartheid : l'apparition de banlieues multiraciales est rare. L'inertie des structures spatiales héritées de la ségrégation est grande, ce qui ralentit toute évolution. Pourtant, ce n'est pas le plus inquiétant. En fait, il semblerait bien que le modèle urbain hérité de la pensée planificatrice de l'apartheid soit toujours dominant : il marque en effet de son sceau des quartiers nouvellement construits comme celui de Devland à Johannesburg (Guillaume, 1997 [58]) ou celui de Delft au Cap.

Le quartier de Delft est situé au nord de Mandalay, de l'autre côté de la N 2. Il s'étend à l'ouest de la R 300 et jouxte ainsi les quartiers métis de Belhar et de

Blue Downs, tous de développement récent.

C'est dans cette partie de l'agglomération du Cap que les développements publics (municipaux et gouvernementaux) se sont concentrés depuis une dizaine d'années. Cette localisation présente un avantage : elle cherche à réduire l'extension spatiale (*urban sprawl*) discrète caractéristique des villes sud-africaines et de Cape Town en particulier. En effet, les choix idéologiques et planificateurs de l'apartheid—le modèle du township—avaient engendré une cité très étendue et très peu dense. En conséquence, il existe de nombreux trous dans le tissu urbain, notamment entre les axes principaux de Voortrekker Road à l'est, Main Road au sud et la N 2 (Settler's Way) au sud-est. De tels développements avaient pour but de combler ces vides entre Voortrekker Road et Settler's Way.

Pourtant, seules les portions les plus au nord de ces nouveaux quartiers sont proches d'un des centres de la vie économique capetonienne, le « CBD » de Bellville. La proximité de l'aéroport, immédiatement à l'ouest, relève plus de la nuisance que de l'impulsion économique. En outre, le centre-ville est à plus de 22 km et la faiblesse et le coût des transports publics empêchent de s'y rendre.

Cet isolement par rapport au reste de l'agglomération est d'autant plus grave que les programmes de logements entrepris à Delft ne visent pas la classe moyenne, capable de s'offrir une automobile, mais des classes plus défavorisées. Les habitants de ces nouveaux quartiers connaissent non seulement de graves difficultés pour se rendre à leur travail mais surtout pour chercher un emploi, handicapés qu'ils sont par la distance.

Les premiers développements de Voorbrug, The Hague et Diepwater ont été décidés, planifiés et construits par le gouvernement d'apartheid. Ils n'étaient destinés qu'aux Métis. Bâties sur le sable aplani, ils alignent les petites maisons individuelles d'une seule pièce selon le modèle du township. L'influence de l'urbanisme de contrôle social se lit encore dans le paysage. Pourtant, la crise du logement dans l'agglomération à la fin des années 1980 était telle que les nouveaux arrivants se jugeaient « chanceux » en 1994 : ils s'étaient inscrits sur des listes d'attente plus de six ans auparavant. Pourtant, ces quartiers sont purement résidentiels et ne comportent que très peu d'infrastructures. Enfin, ils sont l'un des hauts-lieux de la criminalité au Cap.

Confronté à une crise du logement sans précédent et voulant accomplir ses promesses électorales, le gouvernement démocratique de Nelson Mandela veut, depuis 1994, offrir des maisons aux squatters par l'intermédiaire du *Reconstruction and Development Program* ou RDP (cf. chapitre 2.4.1, page 57). Pour cela, le gouvernement d'unité nationale a mis au point une stratégie de développement urbain (*Urban Development Strategy*, 1995 [53]). En particulier, un certain nombre de sites a été choisi pour accueillir des *special integrated projects* de rénovation urbaine [53, p. 41] : Katorus sur l'East Rand, Cato Manor à Durban, Ibhayi à Port Elisabeth, Duncan Village à East London et Delft sur les Cape Flats (par l'in-

termédiaire du Serviced Land Project⁵). Ces projets spéciaux cherchent à donner une impulsion au développement de zones en difficulté souvent déchirées par la violence. Il s'agit d'appliquer le *Reconstruction and Development Program* dans quelques zones visibles pour prouver son efficacité dans la fourniture immédiate de logement et, ajoute le programme, d'infrastructures et d'emplois. Enfin, ces développements sont pilote et doivent permettre de corriger les plans et les politiques selon les difficultés rencontrées.

Le projet spécial concernant Le Cap s'est inséré dans les plans existants concernant le développement de l'agglomération : le quartier de Delft South, aujourd'hui encore en cours de construction par le *Reconstruction and Development Program* forme l'extrémité sud de cette bande de logement sociaux qui s'étend grossièrement du nord au sud entre la R 300 et l'aéroport. La localisation choisie est donc aussi celle qui avait été sélectionnée par les précédents gouvernements. Elle a les mêmes avantages et les mêmes problèmes.

De façon plus étonnante, ce projet pilote de logements dans la ville post-apartheid renforce la morphologie urbaine mise en place par la ségrégation : les plus pauvres, qui sont aussi les moins blancs, sont logés en périphérie de l'agglomération, à distance des centres d'activités. Ils se voient logés dans un quartier presque purement résidentiel, où les infrastructures sont peu denses et les transports en commun rares.

⁵Sur cette organisation, voir Awotona *et al.*, 1995 [6].

À l'échelle de l'agglomération, le modèle urbain persiste donc. L'échelle du quartier fait-elle apparaître pour autant de nouvelles formes urbaines ? Qu'on en juge : l'accès au quartier se fait par une route unique qui le longe sur sa périphérie ouest. Les infrastructures internes sont rares : en septembre 1997, dix mois après l'arrivée des premières familles, l'école primaire était toujours en construction. Pas de bus, ni de ligne de trains : seul, un terminus de taxis placé à l'entrée du quartier existe. Il est déjà recouvert de graffitis et le toit de tôle des abris, détaché, claque dans le south-easter. En outre, il est presque toujours désert : les quelques taxis circulant à Delft ne l'utilisent pas et préfèrent déposer leurs passagers le long de la route principale. Un minuscule dispensaire jouxte le terminus de taxis : il complète la série des infrastructures formelles du quartier de Delft South. Elles sont quasiment toutes totalement excentrées.

Les maisons s'alignent sur des dunes plus ou moins aplanies—ce qui laisse présager des problèmes d'inondations lors des pluies d'hiver. Elles sont toutes identiques, bâties sur le même modèle par l'entreprise ayant remporté l'appel d'offre. Le seul élément de variété est introduit par la peinture : toute la gamme des ocres rouges et jaunes est utilisée.

Conformément aux politiques de logements du gouvernement, une subvention de 15 000 rands est accordée à chaque famille nécessiteuse. L'idée derrière la construction de Delft South est d'offrir à ces familles une maison équipée de l'eau, de l'égout et de l'électricité, dont le coût ne dépasse pas la subvention. Ainsi, les plus pauvres peuvent malgré tout avoir accès à un logement—ce qui est rare : la plupart des politiques de logements sociaux dans le monde ne parviennent pas à toucher la frange la plus défavorisée de la population concernée.

Cette décision est louable et l'ensemble de l'aménagement du quartier se fait selon ce critère. Malgré cela, le projet continue de prôner la construction de pavillons individuels, séparés les uns des autres et trônant au milieu de leur parcelle. L'espace consommé est donc énorme, les densités très faibles : l'extension spatiale de la ville du Cap se poursuit. Le coût de viabilisation est bien plus élevé que si le projet avait préféré construire de l'habitat collectif : l'aplanissement des dunes, l'installation de l'eau et de l'électricité coûte plus de la moitié de la subvention⁶. Il reste donc quelques 7 000 rands pour construire l'habitation. Celle-ci ne sera donc qu'un début, que les occupants devront agrandir par la suite. À Delft South, murs et toits sont bâtis en asbeste. Il n'y a aucune isolation et les trous entre la tôle du toit et celle des murs ne sont pas comblés. Le sol est une dalle de ciment, coulée directement sur le sable, sans fondations.

Ces petites maisons d'environ 20 m² ne comportent qu'une pièce (cf. tableau 8.4). Un des coins est occupé par les toilettes, si petites que la porte ne peut se fermer. Un évier occupe une partie du même mur.

⁶Entretien avec Oliver Nqubelani, élu municipal de Mfuleni, 4 février 1997.

Le paysage urbain de Delft South, premier quartier construit par le RDP ressemble donc fort à celui de l'apartheid, à une exception près : les habitants de ce quartier sont des Noirs et des Métis.

Ils sont arrivés en plusieurs vagues, au fur et à mesure de la construction du quartier. Les résidents les plus anciens se sont installés à la fin de l'année 1996. Depuis juin 1997, le rythme d'arrivée s'accélère. Conformément aux promesses gouvernementales de construire des logements pour ceux qui en sont dépourvus, les nouveaux habitants de Delft South viennent de camps de squatters ou de cabanes d'arrière-cour (*backyard shacks*) selon leur « race » : l'immense majorité des Noirs arrive des camps de Nyanga comme Black City, Mpetha Square, Mpinga Square, etc. Les Métis habitaient des *backyard shacks* dans différents townships : Lentegur, Mitchell's Plain, Hanover Park ou Netreg.

Leur profil démographique est plus différencié que celui des habitants de Mandalay même si le modèle de la famille nucléaire est dominant à Delft South : la structure par âge est bien plus complète et les ménages ont fréquemment plus de 3 enfants. Un ménage moyen comprend entre 3 et 4 personnes mais il n'est pas rare que les petites maisons soient occupées par des familles de cinq personnes et plus.

Les habitants de Delft South sont peu éduqués : une seule personne sur les 23 interrogées avait complété son éducation secondaire. Cette absence de qualifications explique largement l'ampleur du chômage dans le quartier : 12 personnes sur 23 n'avaient pas d'emploi ; 2 se considéraient comme des femmes aux foyers ; 2 avaient un travail informel.

Les nouveaux habitants de Delft South sont mécontents de leurs maisons (cf. tableau 8.4) et de leur quartier (cf. tableaux 8.5 et 8.6). De plus, les relations sociales sont très peu denses : une seule personne a déclaré appartenir à une association ou à un club.

Ainsi, les nouveaux quartiers bâtis par le *Reconstruction and Development Program* prouvent la permanence du modèle urbain de l'apartheid : ils sont éloignés, monotones, sans infrastructures. Or, c'est cette politique de logement qui risque de former le paysage urbain sud-africain de l'avenir : c'est ainsi que le gouvernement souhaite reloger les squatters dans l'ensemble du pays. Certes, ces quartiers ont l'eau et l'électricité. Les occupants de ces maisons en sont propriétaires et ils n'ont rien eu à payer pour le devenir. Enfin, il est prévu qu'ils agrandissent et améliorent leur logement—même si la structure des maisons de Delft rend cela difficile. Il est à craindre que le paysage urbain de ces quartiers ne tende à l'informel et ce, pour deux raisons :

- Des squatters viennent déjà s'y installer en périphérie, espérant ainsi bénéficier des maisons nouvellement construites. L'existence de listes d'attente vient contredire leurs espoirs. Même s'ils sont expulsés pour laisser la place aux maisons dont ils rêvaient, ils continueront de s'installer en marge ;

Perception	Nombre de réponses
Trop petite	15
Fuites d'eau à l'intérieur	8
Matériau de mauvaise qualité	6
Amélioration par rapport au logement précédent	4
Non finie	2
Besoin d'une extension	2
« Juste un toit sur nos têtes »	2
Absence d'intimité	2
Satisfait	2
Froide	1

TAB. 8.4 – Perception de leur maison par les habitants de Delft South.

Source : 23 questionnaires d'enquêtes. Certaines personnes interrogées ont cité plusieurs raisons.

Avantage	Nombre de réponses
Aucun	6
Arrivée trop récente pour savoir	5
Sécurité et tranquillité	5
Mélange des races	3
Voisins aimables	3
Infrastructures	3
Proximité du terminus de taxis	1

TAB. 8.5 – Avantages de la vie à Delft South.

Source : 23 questionnaires d'enquêtes. Certaines personnes interrogées ont cité plusieurs raisons.

- Les maisons construites sont trop petites pour les familles qui les habitent, qui doivent donc agrandir leur logement. Or ces familles n'ont que de très faibles moyens à consacrer à cette entreprise. Les quelques pièces supplémentaires qui sortent déjà du sable sont donc bâties avec de la tôle ondulée de récupération, de vieilles bâches et des morceaux de cartons.

8.1.3 Cape Town après l'apartheid

Mandalay et Delft South présentent deux extrêmes de la géographie post-apartheid de Cape Town. À l'échelle de l'agglomération cependant, les processus sont plus complexes et chronologiquement différenciés.

Inconvénient	Nombre de réponses
Violence et criminalité	5
Absence d'intimité et intrus sur les parcelles	5
Arrivée trop récente pour savoir	4
Mauvais transports publics	4
Aucun	4
Absence d'infrastructures	3
Froid	2
Absence d'emplois localement	1
Éloignement	1
Risque sanitaire à cause de la qualité des maisons	1
Peu rentable pour un commerce	1

TAB. 8.6 – Inconvénients de la vie à Delft South.

Source : 23 questionnaires d'enquêtes. Certaines personnes interrogées ont cité plusieurs raisons.

Au Cap comme dans les autres grandes villes sud-africaines, la formation de « zones grises » a précédé de quelques années l'abolition du *Group Areas Act*. Métis et Noirs ont profité d'une plus grande souplesse des autorités. Qu'on ne se méprenne pas : la période concernée, la fin des années 1980, est en même temps celle de l'état d'urgence et un des sommets de la violence politique. Cette période (cf. chapitre 2.3, page 48) est une des plus complexes de l'histoire sud-africaine, entre réformes, négociations et répression.

Son côté réformiste inclut des tentatives pour détacher les classes moyennes métisses, indiennes et noires des mouvements de libération. Ainsi, à partir de 1983, les deux premières sont appelées à participer au gouvernement en élisant la chambre qui les concerne dans le Parlement tricaméral. Au Cap, Piet Koornhof autorise un certain nombre d'Africains à résider en zone urbaine. L'*influx control* et les passeports intérieurs disparaissent. Des lois fondatrices de l'apartheid, comme l'*Immorality Act* (cf. tableau 2.1) sont abolies.

C'est dans ce contexte que les premiers arrivants non-Européens se sont installés dans des quartiers du Cap que le *Group Areas Act* réservait aux Blancs. Il s'agit d'abord de Métis et d'Indiens ayant mis à profit un certain nombre de lacunes dans la législation existante : les Noirs n'avaient pas assez de pouvoir économique. Dès 1984-1985, ils ont cherché à acheter des propriétés foncières pour anticiper sur l'abolition — attendue — du *Group Areas Act*. Ils craignaient en effet une flambée des prix à l'ouverture à toutes les « races » du marché immobilier.

Pour cela, ils formaient une compagnie dans laquelle ils employaient des Blancs, payés pour être hommes de paille. Il revenait à ces Blancs d'acheter en

leur nom, avec des capitaux « empruntés » à cette société mixte. Celle-ci se remboursait en saisissant la maison⁷, dans laquelle un Métis s'installait. Les premiers quartiers concernés par ces tours de passe-passe juridiques étaient ceux de Woodstock, Salt River et Observatory. En fait, cette zone à proximité immédiate du centre-ville était traditionnellement habitée par des Métis et ils n'en avaient été expulsés que peu de temps auparavant (Western, 1981 [147]). De plus, ils avaient entre autres été remplacés par des Portugais ayant fui l'Angola et le Mozambique, dont les caractéristiques physiques différaient peu de celles des Métis. Ce passé et cette population ont conduit les autorités à fermer les yeux sur la formation de cette première zone grise.

Devant le succès de ces premières entreprises, le mouvement s'est accéléré et s'est étendu aux quartiers surplombant le centre-ville comme Oranjezicht ou à ceux du front de mer comme Sea Point. Là encore, les Métis sont les premiers à investir ces nouveaux espaces résidentiels.

La seconde étape de la constitution d'une ville racialement intégrée est caractérisée par la création de quartiers sous la nouvelle législation du *Free Settlement Areas Act*. Cette loi permet l'existence de zones résidentielles mixtes (Guillaume, 1997 [57]). Au Cap, le quartier de Summergreens a été construit en 1991 dans les banlieues Nord, traditionnellement réservées aux Blancs : il jouxte les quartiers de Bothasig, Edgemead, Montague Gardens et la N 1. Le promoteur de ce développement, Ilco Homes Western Cape, avait auparavant tenté de reconstruire District Six en *Free Settlement Area*. Devant la résistance des anciens résidents (Jeppie et Soudien, 1990 [70]), il renonça à son projet pour celui de Summergreens. Cependant, il mit une condition au développement de ce quartier : il obtiendrait le statut de *Free Settlement Area*⁸.

Le marché qu'Ilco Homes voulait atteindre était celui de la classe moyenne blanche et métisse. Conditions politiques, économiques et sociales étaient réunies pour faire de ce projet un succès : si les premières maisons vendues le furent à des Blancs—environ 90 % de la population du quartier pendant la première année—les Métis se sont installés rapidement puisqu'ils formaient 30 % de la population après un an, 40 % après deux ans et la moitié après trois ans. C'est à la même époque, en 1994, que les premières familles noires arrivent à Summergreens. Depuis, la population du quartier a tendance à se stabiliser et Summergreens est, plus encore que Mandalay, un exemple de quartier racialement intégré—des Blancs y résident toujours—habité par les classes moyennes : là encore, un quartier très « nouvelle Afrique du Sud », où l'on trouve de nombreux couples mixtes⁹.

Après l'abolition du *Group Areas Act*, une redistribution spatiale *partielle*

⁷Entretien avec Paul Enderli, Institute of Estate Agents, 22 juillet 1997.

⁸Enderli, *op. cit.* et *Cape Times*, 13 septembre 1996, « Grappling with change ».

⁹*Cape Times*, 13 septembre 1996, « Grappling with change ».

commence : la plupart des mouvements concernent les Métis et les Noirs. Dans un premier temps, le marché immobilier est soumis à un effet de rattrapage : les propriétés foncières dans les quartiers blancs sont extrêmement recherchées, largement pour des questions de prestige social. Ces premiers achats se font en dépit d'une logique purement financière et les prix flambent. Cette frénésie ne durera que quelques années : en 1996, elle est déjà terminée, comme le souligne Judy Ferdinando, agent immobilier à Wynberg :

« Beaucoup de gens ne cherchent plus à aller dans les quartiers chics blancs, à moins que ce ne soit une question d'image de marque. (...) Cette tendance change maintenant que l'on se renseigne et les gens disent : "Je ne suis pas prêt à acheter cette camelote bien trop chère, je préfère aller à Crawford, Penlyn Estate ou Windsor Park (quartiers traditionnellement métis) si mon budget ne me permet pas de m'installer à Rondebosch East, car [là] j'en aurai pour mon argent—et les habitants de ces quartiers ne me dérangent pas, parce qu'il y a aussi des gens chics". » (*Cape Times*, 9 septembre 1996, « Grappling with change »)

Les quartiers concernés par ces premiers mouvements et qui ont donc très vite changé au début des années 1990 sont concentrés dans les banlieues Sud : Rondebosch East, Plumstead, Southfield, Kenilworth, etc. Malgré les nuances apportées ci-dessus, les banlieues Sud sont toujours extrêmement demandées sur le marché de l'immobilier et c'est là que les prix fonciers ont le plus augmenté¹⁰. Là aussi se trouvent des quartiers où l'intégration raciale est un succès : Rondebosch, Kenwyn, Zeekoeivlei.

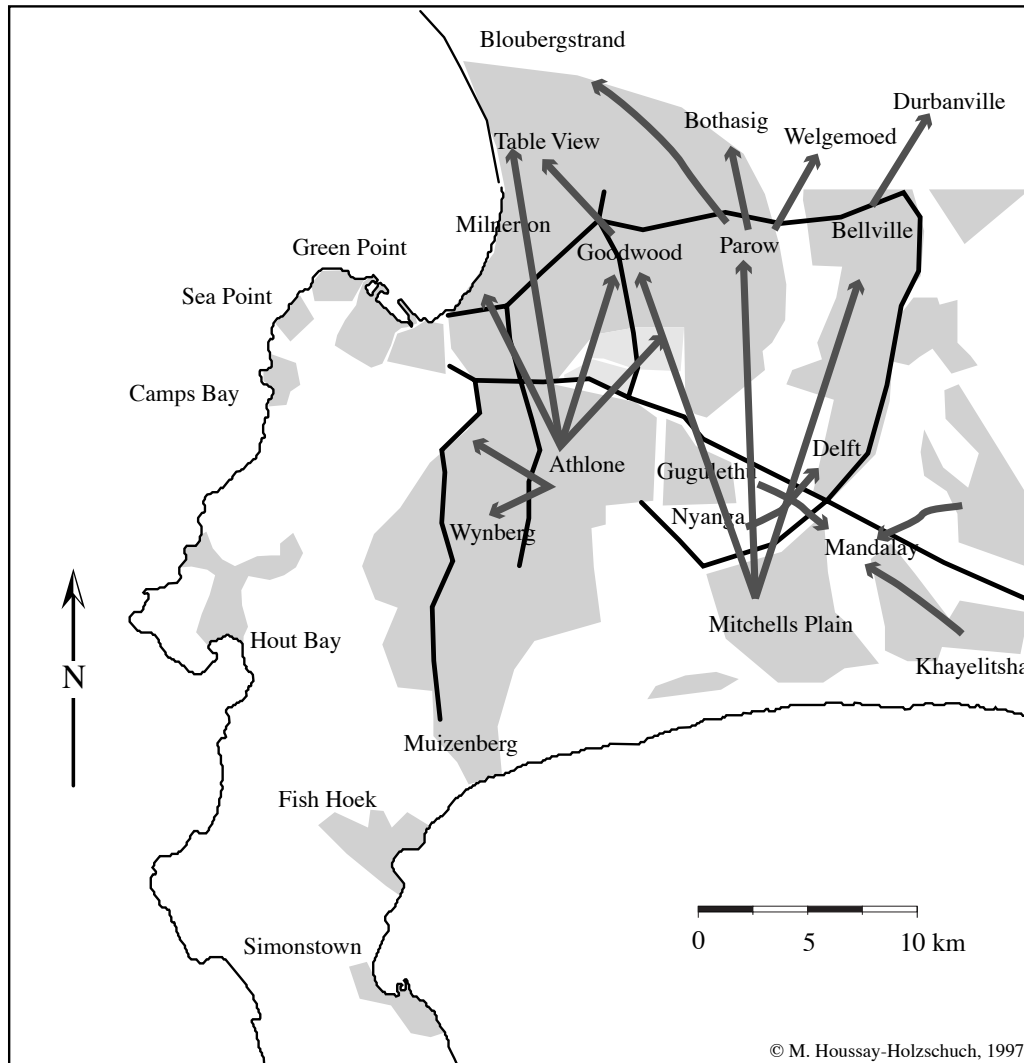
Cette normalisation de l'immobilier selon les règles du marché touche l'ensemble de l'agglomération, y compris les banlieues Nord, traditionnellement habitées par des Blancs des classes moyennes et populaires, souvent afrikaners et réputés conservateurs (*cf.* carte 8.1). Aujourd'hui, certaines écoles de Goodwood, Bellville ou Parow accueillent quelques 30 % d'élèves non-Blancs. 10 % de la population de ces quartiers est constitué de Métis ou de Noirs¹¹.

Contrairement à ce que beaucoup attendaient, cette intégration se fait sans problèmes majeurs, comme le souligne Reg van Rooyen :

« Là-bas, les gens sont au même niveau économique—les Noirs, les Blancs et les Métis. Ils conduisent les mêmes voitures, ils ont le même genre d'emploi—de cette façon, un nouveau groupe social est en formation. Et c'est plus flagrant en ce qui concerne les classes

¹⁰Entretien avec Kevin Hockey, agent immobilier, 18 août 1997.

¹¹Enderli, *op. cit.*



Carte 8.1 – Vers la ville post-apartheid : migrations internes à Cape Town dans les années 1990.

Source : enquêtes et *Cape Times*, 9 septembre 1996.

moyennes. C'est pour cela qu'il y a beaucoup de mobilité et d'intégration—et cela se passe SANS considération de race. » (*Cape Times*, 9 septembre 1996, « Grappling with change »)

À cette communauté de valeurs s'ajoutent des liens culturels : en effet, beaucoup de ces mouvements se font selon la langue. Les Métis de langue afrikaans s'installent dans des quartiers de classes moyennes afrikaners, les anglophones se regroupent ailleurs.

Ainsi, l'intégration des classes moyennes paraît en bonne voie au Cap, par l'installation de Noirs et de Métis dans des quartiers anciennement blancs. Pourtant, ce mouvement reste numériquement limité : il ne concerne que ceux qui ont les moyens d'un tel déménagement et ils sont peu. L'échelle des salaires et la pauvreté ont à peine changé depuis le début des années 1990. Même si c'est dans ces quartiers et avec les enfants de ces familles que l'Afrique du Sud nouvelle et non raciale se construit, les enjeux à court terme sont ailleurs :

- Le premier est la fermeture des quartiers métis. En effet, si les quartiers blancs accueillent d'autres races, si les quartiers noirs accueillent, malgré le manque de logements, les nouveaux migrants du Transkei et du Ciskei, les quartiers métis se referment sur ceux qui restent. Cette attitude est d'ailleurs à rapprocher de leur comportement politique (*cf.* page 250) ;
- Le second est posé par le développement des zones non construites à proximité immédiate du centre-ville. District Six en fait bien sûr partie et son statut symbolique rend les choses encore plus difficiles (Houssay-Holzschuch, 1997 [61]). D'autres quartiers, comme les anciens terrains d'aviation militaire de Wingfield et d'Ysterplaat, sont libres. Ils permettraient de résoudre l'un des problèmes de la ville de l'apartheid, la mise à distance des pauvres aux marges urbaines. Pour cela, il faudrait y construire de l'habitat social collectif—et donc commencer à créer un nouveau modèle urbain (*cf.* page 238). Il semble que le gouvernement, par la voix de Jay Naidoo, se prépare à agir ainsi ;
- Enfin, le principal problème, déjà évoqué à propos de Delft South, est de loger les pauvres ou d'améliorer les logements existants. Ce sont eux qui forment la majorité de la population des villes sud-africaines et les tendances démographiques—solde migratoire comme accroissement naturel—vont encore accentuer cette domination dans les années à venir (*cf.* chapitre 9).

8.2 Les problèmes de l'identité métisse

« Les Métis ne savent pas d'où ils viennent. Nous [Africains] savons d'où nous venons. Les Blancs savent d'où ils viennent. Mais ces

Métis ne savent pas s'ils sont Blancs ou Noirs. C'est pour cela qu'ils se sentent tellement menacés. (...) Ils nous appellent kaffirs. Ils nous ont appelés kaffirs depuis je ne sais pas combien de temps. Pour nous venger, nous les avons appelés boesman [Bushman]. Nous leur rendons la pareille maintenant. » Hombi Ntshoko, Langa. [69, p. 11]

Les Métis (*Coloureds*) sont présents en Afrique du Sud depuis les premiers jours de la domination hollandaise : ils descendent des esclaves importés de Madagascar, d'Inde ou du Mozambique par la Compagnie des Indes Orientales pour répondre au manque de main-d'œuvre et des unions entre ces esclaves, les Khoisan et les Européens (*cf.* chapitre 3.1.2, page 72 et Armstrong et Worden, 1989 [5]). Le mot lui-même est chargé de significations et doit être employé avec précaution : tout d'abord, c'est un terme qui a été employé par la législation d'apartheid dans sa classification raciale. Par ailleurs, le terme de « Métis » désigne un ensemble complexe regroupant différentes populations. Il est néanmoins largement utilisé au Cap par ces populations pour se désigner et s'identifier : c'est à ce titre que je l'emploierai. L'expérience de l'esclavage dans la colonie du Cap marque encore l'identité métisse et sa difficile formation : hétérogénéité, isolement, totale dépendance vis-à-vis des maîtres et volonté d'intégration dans la culture dominante, acculturation allant jusqu'à l'invention d'un nouveau langage, l'*afrikaans*, en sont les principaux traits.

Au XIX^e et XX^e siècles, une communauté métisse s'est créée en milieu urbain, dans quelques quartiers spécifiques, notamment au Cap : District Six, Claremont, Wynberg étaient alors des quartiers à l'identité locale affirmée tant sur le plan social que culturel ou politique (Houssay-Holzschuch, 1997 [61] ; Western, 1981 [147]). Mais l'imposition brutale du modèle d'apartheid sur l'espace urbain va se traduire par la destruction de ces lieux privilégiés pour les communautés métisses : les quartiers en question sont déclarés zones réservées aux Blancs, leurs habitants sont expulsés vers la plaine sableuse des Cape Flats dans des townships nouvellement bâtis par les autorités (*cf.* chapitre 5.2, page 129 et aussi carte 5.3 et tableau 5.1). Ces expulsions seront d'autant plus traumatisantes pour la population concernée que les lieux où ils seront relogés autoritairement par le gouvernement, Mitchell's Plain ou Hanover Park, sont hostiles : loin de tout, avec peu d'infrastructures, ils abritent depuis les années 1970 une population sans repère et dont le tissu social a été détruit. Être Métis sous l'apartheid, c'est vivre sous le coup d'une perpétuelle ambiguïté, ni Blanc ni Noir, citoyen de seconde classe avec des privilèges. Dans une certaine mesure, cette situation perdure aujourd'hui.

L'existence d'une identité métisse est donc extrêmement problématique. L'hétérogénéité de départ de cette population s'est accentuée : les quelques 3,5 millions de Métis vivant actuellement en Afrique du Sud diffèrent les uns des autres par leur apparence physique, leur langue maternelle (*afrikaans* ou anglais), leur

religion, leurs convictions politiques et leur statut économique-social . L'histoire leur a imposé des identités successives, toutes subies, d'esclavage en apartheid. Aujourd'hui, l'apparition d'un nouvel ordre démocratique les oblige à remettre en question leur identité, à se redéfinir. La société sud-africaine se normalise et c'est sans doute chez les Métis que ce processus provoque le plus de fragmentation et de recomposition.

Il ne faut cependant pas sous-estimer le dynamisme du tissu social métis et les aspects positifs de cette recomposition. De nombreuses associations (églises, syndicats, ONG) sont là pour le prouver. J'ai délibérément choisi de mettre ici l'accent sur deux aspects soulignant une crise identitaire. Le premier est d'ordre politique et a surpris les analystes de la nouvelle Afrique du Sud : les Métis du Cap ont très majoritairement voté en faveur du Parti national, lors des premières élections de 1994 comme lors des élections locales de 1996, et cela en dépit de l'oppression subie pendant les années d'apartheid. D'autre part, je souhaite analyser un fait social de première importance dans la vie des communautés métisses sur les Cape Flats : le gangstérisme et les réactions qu'il a récemment suscitées. Un tel sujet peut surprendre, mais quiconque connaît Le Cap ne peut nier son importance fondamentale dans la formation du paysage politique, social ou culturel. Quelques faits justifieront ce choix : dans le township de Bonteheuwel, les écoles ont été fermées pendant plusieurs semaines en 1997 par décret des gangs, sans que les autorités puissent assurer la sécurité des élèves et des enseignants ; à Mamenberg, on estime que 60 à 80 % de la population masculine consomme de la drogue et gravite autour des gangs.

8.2.1 Le paradoxe du vote métis : « Better the devil you know »

Malgré les souffrances que la population métisse a endurées sous l'apartheid, elle a voté massivement pour le Parti national au niveau provincial comme au niveau local. Lors des élections d'avril 1994 (*cf. infra*), le Western Cape a été une des deux seules provinces à échapper à l'African National Congress (ANC), avec le Kwazulu-Natal. Les élections locales de 1995 et 1996 ont confirmé cette emprise.

Voter pour l'opresseur blanc

Les premières élections démocratiques sud-africaines ont eu lieu du 26 au 29 avril 1994 (*cf. chapitre 2.3.4, page 55*). Elles devaient mettre en place de nouvelles structures nationales et provinciales. Sur le plan national, un nouveau parlement devait être élu, ainsi qu'un nouveau président qui dirigerait un gouvernement d'unité nationale : chaque parti ayant 5 % des votes était assuré de disposer d'un portefeuille de ministre. L'ANC s'est taillé la part du lion avec 63 % des votes : majorité très confortable mais qui ne lui assure cependant pas une complète li-

berté au parlement—il lui aurait fallu pour cela les deux tiers des sièges. Le Parti national (NP) a lui recueilli 20,5 % des suffrages et l'Inkatha Freedom Party de Mangosuthu Buthelezi 10,75 %.

En même temps, les Sud-Africains votaient pour les parlements provinciaux dans les neuf provinces aux frontières nouvellement dessinées : Western Cape, Northern Cape, Eastern Cape, Kwazulu-Natal, Orange Free State (aujourd'hui Free State), PWV (aujourd'hui Gauteng), North-West, Eastern Transvaal (Mpumalanga) et Northern Transvaal (Northern Province). Les résultats de ces élections sont donnés dans le tableau 8.7.

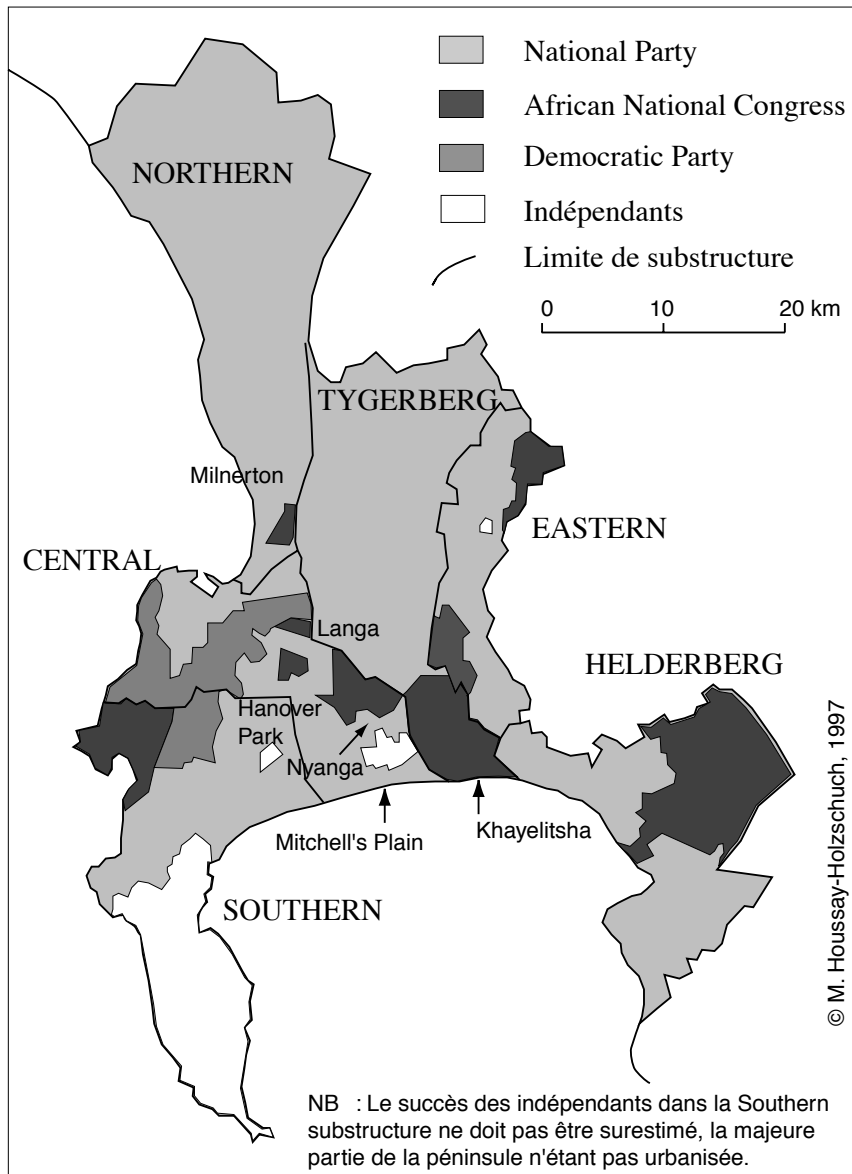
	NP	ANC	IFP
Western Cape	53,25	33,01	0,35
Northern Cape	40,48	49,74	0,42
Eastern Cape	9,83	84,35	0,17
Kwazulu-Natal	11,21	32,23	50,32
OFS	12,59	76,65	0,51
PWV	23,88	57,6	3,66
North-West	8,84	83,33	0,68
Eastern Transvaal	9	80,69	1,52
Northern Transvaal	3,25	91,63	0,12

TAB. 8.7 – Résultats des élections de 1994 aux parlements provinciaux en pourcentage des votes.

Source : *Independent Electoral Commission*. Je n'ai cité ici que les résultats des trois principaux partis.

Dans le Western Cape, l'ANC et le NP avaient fait campagne de manière intensive dans les townships métis, conscients que c'était là que se jouait l'élection. L'*Independent Electoral Commission* estimait à la veille des élections de 1994 que la province regroupait 2,4 millions de votants, ainsi répartis : 18 % (440 000) d'Africains, 56 % (1,3 million) de Métis, 25 % (600 000) de Blancs et 1 % d'Indiens. Le Western Cape était également caractérisé par le nombre des indécis : 32 % mi-1993 (au lieu de 18 % au niveau national), ou de ceux qui ne soutenaient aucun parti. Le résultat n'avait donc rien d'inévitable, d'où l'ardeur des politiciens et l'implication des chefs de partis, comme Nelson Mandela et F. W. De Klerk.

Les élections locales ont eu lieu au Cap le 29 mai 1996, après de féroces batailles concernant le découpage électoral (*cf. infra*). Elles ont confirmé le résultat des élections de 1994 : l'agglomération et le reste de la province sont désormais fermement acquis au Parti national (*cf. carte 8.2 et tableau 8.8*).



Carte 8.2 – Résultats des élections locales à Cape Town en mai 1996.
Source : *Sunday Weekend Argus*, 1–2 juin 1996.

	Central	Northern	Southern	Tyger- berg	Eastern	Helder- berg
NP	37	26	27	36	18	16
ANC	26	3	4	34	5	15
DP	7	1	3	1	-	1
Indpt	3	-	1	-	1	-
ACDP	1	-	-	1	-	-
AMP	1	-	-	-	-	-
Total	75	30	36	71	24	32

TAB. 8.8 – Élections locales à Cape Town : nombre de sièges par parti dans chaque conseil de substructure.

Source : *Sunday Weekend Argus*, 1–2 juin 1996.

Les premières réactions ont attribué la permanence du vote métis en faveur du Parti national à une division de l'électorat en termes raciaux, expliquée par un certain racisme de la population métisse. Les insultes racistes adressées au président Mandela faisant campagne, comme le succès du NP après une campagne jouant sur la peur de l'Africain pouvaient le laisser penser.

Peur et propagande

L'explication du vote métis est d'abord à chercher du côté des indécis¹², en nombre important dans la population métisse. Un sondage mi-1993 sur les intentions de vote montrait une affiliation politique stable chez les Noirs comme chez les Blancs : d'une part, 94 % des Africains se préparaient à voter pour l'ANC. D'autre part, les deux partis arrivant en tête chez les Blancs étaient le NP et l'extrême-droite avec respectivement 48 et 19 % des intentions de vote. Chez les Métis, par contre, 14 % se prononçaient en faveur de l'ANC, 33 % pour le NP et 51 % n'étaient pas encore décidés. Il n'y avait donc pas de soutien clair pour un parti selon des critères raciaux. Pourquoi les indécis métis se sont-ils décidés en faveur du Parti national dans les quelques dix mois séparant ce sondage des élections ?

Une étude complémentaire des intentions de vote par race et par niveau d'éducation montre que les indécis se recrutaient surtout dans la partie la moins éduquée de la population métisse. Ainsi, les personnes n'ayant pas dépassé le collège (standard 5 à 8) forment 50 % de la population métisse (soit 28 % de l'électorat). Leurs

¹²Voir sur ce point Eldridge M., Seekings J., « Mandela's Lost Province », 1996 [42] dont cette partie s'inspire largement.

intentions de vote à la mi-1993 étaient les suivantes : 36 % d'entre eux étaient prêts à voter NP, 7 % ANC et 57 % étaient indécis. Plus encore, parmi les 25 % de Métis n'ayant reçu qu'une éducation primaire (ayant au maximum Standard 4, soit 6 ans d'éducation), 29 % se déclaraient pour le NP, 7 % pour l'ANC et 64 % ne savaient pas pour qui voter.

Il apparaît donc que les indécis se regroupaient dans les classes où l'on soutient plus le NP que l'ANC. Les raisons de ce soutien étaient un sentiment général de mécontentement quant à la situation sud-africaine à cette date. Curieusement, ce n'était pas le NP, alors au pouvoir, qui portait le blâme. Ce paradoxe devient plus compréhensible lorsqu'on sait les problèmes qui préoccupaient le plus la population métisse en 1994 :

- La violence politique était le principal. Elle est perçue comme engendrée par l'ANC car elle a augmentée depuis la fin du bannissement du Congrès et l'ouverture des négociations multipartites.
- Le chômage. Rappelons qu'encore aujourd'hui, Noirs et Métis sont en compétition directe sur le marché du travail, alors que les Blancs sont relativement protégés par leur niveau de qualification.
- La criminalité était le dernier des grands problèmes cités (*cf. infra*) mais les personnes interrogées doutaient que l'ANC puisse y remédier, tant on le croit éloigné des problèmes des populations non-africaines.
- Par contre, la nouvelle image du Parti national était appréciée, tout comme son leader qui, pensait-on, ferait un meilleur président que Nelson Mandela.

C'est dans ce contexte que les partis ont fait campagne, conscients les uns comme les autres de la nécessité de recruter au-delà de leur électorat (ou soutien) traditionnel—Blancs pour le NP, Noirs pour l'ANC—tout en ne se l'aliénant pas. Le Parti national a choisi de se concentrer sur les gains possibles dans la population métisse et d'ignorer les pertes possibles à l'extrême droite. Sa campagne fut extrêmement ciblée et très négative comme en témoigne un extrait de tract de 1994 :

« L'ANC représente des mauvaises nouvelles pour le pays. Le NP construit des écoles ; l'ANC perturbe l'enseignement. Le NP construit des maisons ; l'ANC détruit des maisons. Le NP est pour la paix et la réconciliation ; l'ANC intimide les gens. Le NP construit des hôpitaux ; les membres de l'ANC dansent le toyi-toyi dans les couloirs des hôpitaux alors que des gens meurent à l'intérieur. »

Cette campagne flirte de si près avec le racisme que l'*Independent Electoral Commission* fera saisir un magazine pour cette raison. En même temps et grâce à F. W. de Klerk, le NP se présente comme un nouveau parti—donc non responsable des atrocités commises par le régime précédent—et comme celui-là même qui avait mis fin à l'apartheid. Cette rhétorique éhontée sera réutilisée en 1996 et

reprise par les militants de base lors des meetings :

« Quand [les Noirs] violent ou tuent nos femmes, ils s'en vont tout simplement et la police ne peut rien faire. Mais quand un Métis vole du pain pour nourrir ses enfants, il croupit en prison pendant des années. (...) Les gens de Mitchell's Plain ont eu raison de chasser ce kaffir [Mandela]. Il ne doit pas essayer de venir à Hanover Park comme le chien qu'il est. Nous nous sommes tus trop longtemps. Il est temps que nous disions exactement ce que nous ressentons. Cette absurdité doit cesser maintenant, nous avons besoin d'un vrai président, quelqu'un du NP qui est la seule protection des Métis. (...) Mandela ne croit pas en Dieu, il ne va jamais à l'église. De Klerk croit que Dieu protège ce pays et c'est pour cela qu'il est un leader meilleur que Mandela. Parce que Mandela n'a pas peur de Dieu, c'est un homme sans parole. En fait, c'est un menteur. Il nous a promis des maisons, mais elles ne sont toujours pas arrivées. De Klerk ne mentirait jamais. »¹³

Face à ce déchaînement de haine ou à la démagogie subtile des leaders du NP, l'ANC a fait une campagne duale : il insistait sur le thème de la libération auprès des Africains ('Now is The Time') et sur son attachement aux valeurs non-raciales auprès des autres, en cherchant à convaincre et en diffusant un programme précis de développement ('A Better Life for All'). Cette tactique était bien ciblée vers les indécis, qui, on l'a vu, se méfiaient de l'ANC. Mais elle a échoué car, trop intellectuelle, elle s'adressait à la classe moyenne et cherchait à convaincre que de grands programmes de logement allaient être mis en place. Or, l'élection était dans les mains de la classe ouvrière métisse, persuadée que si l'ANC construisait des logements, ils seraient destinés aux seuls Africains.

Les élections locales au Cap ont été retardées de six mois par rapport au reste du pays. Les électeurs devaient voter trois fois en mai 1996 : une fois pour élire un conseiller de ward, l'unité électorale de base, une fois pour le conseil de substructure, une fois pour le conseil d'agglomération. Ce qui a retardé l'événement est moins la délimitation des wards que celle des *substructures* ou arrondissements et là encore la méfiance des Métis vis-à-vis de l'ANC et de ses programmes de développement s'est exprimée. La pomme de discorde était double : tout d'abord, dans quelle substructure inclure les grands townships noirs (et en particulier Khayelitsha) sachant que c'est au sein de la substructure que doit se faire l'essentiel de la redistribution ; ensuite, comment équilibrer au mieux des intérêts partisans la composition raciale de chaque substructure. Le Parti national a ainsi longtemps défendu l'idée de rattacher Khayelitsha à la substructure centrale, déjà chargée

¹³ « Racist attacks on Mandela by Nats », *Mail & Guardian*, 17-23 mai 1996.

des townships noirs de Langa, Nyanga, Gugulethu et des camps de squatters de Crossroads et Philippi. Ainsi, la très grande majorité des électeurs de l'ANC aurait été regroupée dans la même sous-structure, ce qui laissait une victoire facile au NP dans toutes les autres sous-structures et lui assurait une place dominante au conseil d'agglomération. Pendant des mois, cette cynique proposition créant une sous-structure colossale d'1,8 million d'habitants, a été défendue par le NP, profitant de sa position de force au parlement et à l'exécutif provincial. Finalement, une cour de justice spéciale, mise en place pour les problèmes électoraux, a tranché en faveur d'un découpage plus raisonnable mais l'ANC n'a pas pu réussir à « mordre » de façon convaincante sur l'électorat métis (cf. carte 8.2 et tableau 8.8).

Une recomposition identitaire et politique

Le vote métis n'est qu'un des aspects du malaise politique. Prenant en compte la méfiance générale vis-à-vis de l'ANC et le choix du NP comme seul parti d'opposition valable existant, de nouveaux mouvements à caractère politique se sont créés. Ainsi du Mouvement du 1^{er} décembre, ainsi nommé pour commémorer l'abolition de l'esclavage et établi fin 1996 : ses activités se sont pour l'instant bornées au champ de la culture et du patrimoine. Plus inquiétant est le *Kleur-ling Weerstandsbeweging* (KWB), dirigé par Mervin Ross et apparu depuis les élections de 1994. Le nom même, mouvement de défense métis, fait référence au tristement célèbre parti néo-nazi d'Eugène Terre'Blanche, l'*Afrikaner Weerstandsbeweging* (mouvement de défense afrikaner) ou AWB.

Mervin Ross est un jeune Métis né en 1962 dans la banlieue de Parow et ayant subi les expulsions des années d'apartheid. Il vient d'un milieu ouvrier et lui-même est un ancien pompiste. Il date son éveil politique de la mort en détention de Steve Biko, chef de file du mouvement de la Conscience noire (1977) et du bannissement du journal *World*, destiné aux Noirs. Cet engagement politique précoce ne doit pas surprendre : à partir de 1976, la jeunesse et les écoliers forment le fer de lance de la résistance à l'apartheid. Il rejoint à ce moment-là des organisations étudiantes, est impliqué dans la révolte des townships des années 1980 et semble même avoir été soldat d'Umkhonto we Sizwe, la branche armée de l'ANC. Depuis 1994, il refuse la politique non- raciale de l'ANC pour proclamer les droits de la population métisse :

« Il y a quatre races indigènes en Afrique. Il y a les Noirs, les races blanches du Nord, les pygmées, et les Bruns du Sud. Nous sommes Bruns, nous avons peuplé cette région depuis des temps immémoriaux. Les Xhosa sont des colons ici, et les Noirs aussi. » (*Cape Times*, 13 août 1995)

Il identifie en fait la population métisse aux Khoisan, effectivement indigènes. Cela revient à refuser l'héritage de l'esclavage. À travers Mervin Ross, le message

principal du KWB est que le Western Cape appartient aux Métis et que l'immigration noire menace la base sociale et politique de la société métisse. Il développe ce principe en quatre points principaux :

- Des revendications territoriales : les provinces du Western Cape et du Northern Cape, comme douze îles de la côte atlantique (dont Robben Island) doivent constituer un état national métis (*Kleurlingsvolkstaat*) ;
- Le gouvernement doit ajouter les langues des Khoisan aux onze langues officielles actuelles ;
- Des mesures doivent être prises pour protéger leur culture, non comme une curiosité touristique, mais de façon déterminée par eux-mêmes ;
- Enfin—de façon plus vague—une identité métisse distincte doit être affirmée.

Ces demandes, à l'exception peut-être du *Kleurlingsvolkstaat*, seraient raisonnables ou à tout le moins comparables à celles des Indiens d'Amérique si le discours du KWB n'était pas émaillé de remarques comme « Et où donc est-ce que les Noirs ont gouverné correctement ? Ils ont détruit ce continent ! » (*Id*)... Heureusement, la rhétorique du KWB dépasse de loin son soutien réel : l'appel de Ross au boycott des élections locales n'a pas été suivi.

Mais cette rhétorique, qui s'attache aux ancêtres indigènes de la population métisse est symptôme non seulement d'un sérieux malaise, mais encore d'une redéfinition identitaire. La communauté métisse a été définie de l'extérieur, par l'apartheid, et comme n'étant ni blanche ni noire. L'unité était imposée. Aujourd'hui, la peur du lendemain et l'opposition aux Noirs sont les principales forces qui la définissent encore en négatif. On peut donc désormais se demander si on ne va pas vers un éclatement de cette communauté métisse, en accord avec cette analyse d'Ebrahim Rasool, de l'ANC, et chargé de la santé dans le cabinet provincial (*in* James et Caliguire, 1996 [69]) :

« Chaque prise de conscience existant dans la communauté métisse arrive par des actions divisant cette communauté : les Malais se délectent de leur connexion retrouvée avec la Malaisie ; les chefs Griqua demandent à être reconnus et indemnisés [pour les dommages de la colonisation] ; les Khoi et les San retracent leur histoire et leurs lignages, d'autres identifient leurs terres ancestrales. Il est donc plus correct de parler de communautés métisses et d'identités métisses comme de réponses positives et naturelles à la fin des fausses unités et des fausses divisions de l'apartheid. » [69, p. 56]

8.2.2 Gangs et milices populaires : violence, état, légitimité

Si le comportement politique d'une bonne partie de la population métisse du Cap est marqué par l'incertitude et l'anxiété, la rendant ainsi vulnérable à la dé-

magogie, si la communauté semble politiquement en voie d'éclatement, un examen de son tissu social fait aussi apparaître un certain nombre de déchirures.

La criminalité est élevée en Afrique du Sud depuis longtemps, le contexte politique des années d'apartheid ayant favorisé le non-respect des lois. Par ailleurs, cette criminalité a encore augmenté depuis 1994 pour atteindre des proportions inquiétantes : de l'avis général, elle constitue aujourd'hui le danger le plus sérieux pour la jeune démocratie sud-africaine. Cependant, la criminalité n'est pas la même partout et présente des caractéristiques régionales. La province du Western Cape est connue pour ses gangs, majoritairement constitués de Métis. Ils ont une tradition ancienne mais se sont transformés en syndicats organisés dans les dernières années. Les Cape Flats sont ainsi divisés en territoires et la police semble pour le moins impuissante à les arrêter. Nous le verrons, la puissance de ces gangs est en partie une conséquence de l'apartheid et de sa destruction du tissu social.

Depuis mi-1996 est apparue une milice populaire, PAGAD (*People Against Gangsterism And Drugs*) qui combat ces gangs et cherche à empêcher la revente de drogue. PAGAD répond à l'inefficacité de la police mais devient elle-même depuis août 1996 une autre menace : en effet, PAGAD agit violemment, ne collabore pas vraiment avec la police, affiche des liens avec l'intégrisme islamique, attaque les journalistes et, finalement, n'accepte pas la légitimité de l'état démocratique en considérant ses décisions comme nulles, voire en menaçant certains de ses représentants dont le ministre de la justice.

Les gangs

Si la « taverne des mers » qu'était Le Cap a toujours été plutôt mal famée, le développement des gangs est relativement récent. En effet, Don Pinnock, qui a étudié son apparition, le date de la fin de la guerre (Pinnock, 1984 [106]). Auparavant, souligne-t-il, le contrôle social suffisait bien souvent à pallier les insuffisances de la police dans les quartiers métis, notamment à District Six.

La période de la seconde guerre mondiale est caractérisée par un afflux de squatters en direction des villes sud-africaines. En 1942, un comité d'enquête sur les conditions de vie des Cape Flats estime que 82 000 personnes attendent un logement ; 150 000 personnes étaient concernées par ce problème en 1950. Dans ce contexte, les éléments déviants sont de plus en plus nombreux : les *skollies* (petits voyous) prennent place dans le paysage social du Cap. Enfin, le retour en 1946 des soldats du *Cape Corps* gonfle les rangs du prolétariat urbain.

Rapidement, la délinquance s'organise en gangs et les bons citoyens cherchent à se défendre. C'est ainsi que sera formé le *Globe Gang*, le plus célèbre de ceux régnant à Cape Town dans les années 1950 et 1960 : il est au départ un groupe de vigiles constitué des fils de famille de District Six, cherchant à protéger les activités des artisans, colporteurs aisés et commerçants. Deux caractéristiques du Globe

Gang sont intéressantes à souligner, dans la mesure où elles établissent un modèle pour le comportement des gangsters dans les années suivantes. Tout d'abord, les relations du Globe et de la police tiennent de l'assistance mutuelle dans la lutte contre des ennemis communs. Ensuite, le Globe est impliqué dans le domaine politique : il participe à la répression en intimidant les groupes d'extrême-gauche et les communistes—ou supposés tels. Au fil des années pourtant, les activités du Globe évolueront de la défense des bonnes mœurs à l'extorsion, au chantage, à la contrebande, au trafic de drogue, etc.

Mais l'impulsion décisive donnée au développement des gangs viendra du gouvernement d'apartheid (*cf.* chapitre 5.2, page 129). Dans sa volonté de ségrégation systématique des races, il a imposé une morphologie urbaine marquée par la distance et la séparation. La proclamation de District Six, Claremont, etc. comme zones blanches a entraîné, outre des destructions, des déplacements massifs de la population métisse. L'attribution des logements aux familles déplacées éparpille les communautés existantes dans les différents townships qui se construisent sur les Cape Flats. En conséquence, le tissu social parfois extrêmement dense des anciens quartiers ouvriers est détruit :

« Même si les anciens quartiers ouvriers étaient géographiquement encerclés par des forces extérieures, qui y pénétraient par les écoles, la police, etc., il y avait des lieux où différents niveaux de la classe ouvrière avaient gagné l'espace nécessaire à leur propre mode de vie. Ces espaces étaient à la fois physiques (les réseaux des rues, maisons, magasins et shebeens) et sociaux (les réseaux formés par la famille, les amis, les voisins et les collègues de travail). Ces espaces étaient un mélange de droits et d'obligations, d'intimités et de distances, et créaient le sens des solidarités, des loyautés locales et des traditions.

Maintenant, la famille est retirée de cet environnement [celui de la famille élargie] où tout est connu et sûr. Elle est dans une matchbox dans un endroit étrange. Toutes les normes sociales ont été abolies d'un coup. Auparavant, les enfants qui faisaient des bêtises étaient réprimandés par les voisins. Maintenant, il n'y a personne et ils rejoignent les gangs car c'est le seul moyen d'avoir des amis. »¹⁴

Cette dislocation du tissu social apparaît dans quasiment tous les indicateurs : si la population métisse connaît un certain « baby-boom » au début des années 1960, le nombre des divorces et des séparations augmente. L'évolution du taux d'illégitimité (nombre d'enfants nés hors mariage par rapport à l'ensemble des naissances) suit de près les fluctuations politiques : s'il diminue dans les années

¹⁴Dr Oscar Wollheim, ancien directeur de la Cape Flats Distress Association, cité dans Pinnock D., *op. cit.* [106, p. 55–56].

1950, la tendance se renverse en 1961, date de la première proclamation d'un quartier réservé à une race au Cap. Il est très haut en 1967, lors de la proclamation de District Six, et continue d'augmenter jusqu'en 1976, pendant la période des principales évictions. Pauvreté, instabilité familiale, chômage croissant, ravages de l'alcoolisme poussent les enfants à se réfugier dans les cultures parallèles de la rue.

Au début des années 1980, Don Pinnock évaluait le nombre des gangs à 280, regroupant environ 80 000 jeunes soit 5 % de la population totale du Cap. À la même époque, la majeure partie de la violence au Cap était attribuée aux gangs. Selon le *South African Police Service* (SAPS), en 1995, les gangs étaient la cause de plusieurs centaines de combats, une bonne dizaine de meurtres (et autant de tentatives de meurtres) par mois¹⁵. Le SAPS en donne la typologie suivante¹⁶ :

- Groupes de protection employés par les propriétaires de débits de boissons illégaux (shebeens) ou des barons de la drogue pour protéger leur territoire. Le gang des *Americans* est de ceux-là.
- Organisations d'auto-défense contre des gangs. Au départ, ces organisations n'ont pas de territoire défini avant d'avoir conquis celui d'un gang rival, ce qui leur permet de reprendre ses « affaires ». Le *Globe Gang* de District Six en est l'exemple le plus célèbre mais on peut également citer les *Peacemakers* de Manenberg.
- Gangs « pirates », pillant d'autres gangs pour se fournir en drogue, alcool et argent, utilisés à développer leur propre infrastructure criminelle. Ainsi des *Hard Livings* de Manenberg.
- Gangs de pickpockets comme les *Corner Boys* de Connaught Estate, agissant surtout dans les bus, taxis collectifs et trains.
- Mafias familiales, héritières pour Pinnock d'une organisation sociale en famille élargie, s'occupant traditionnellement du secteur informel dans les zones ouvrières de la ville. C'est en somme une adaptation aux déplacements forcés. Ces mafias, comme les *Mongrels* de Hanover Park sont surtout spécialisées dans les rackets et la protection.
- Enfin, les gangs des prisons (*reformatory gangs*), distincts des gangs extérieurs, qui gèrent la vie en détention (contrebande, violence, viols, exécutions au sein des prisons, évasions, etc.) et auxquels tout prisonnier adhère, de gré ou de force. Ils se désignent par des numéros : 27, 26, 28, etc.

Au quotidien dans les quartiers métis, leur présence est visible : des graffitis marquent leur territoire, qu'ils défendent contre d'autres gangs tout aussi bien armés. Les enfants jouant en groupe dans la rue appartiennent bien souvent déjà

¹⁵Cité dans Kinnes I., « The Struggle for the Cape Flats », in James W. *et al.*, *op. cit.* [69, p. 16–19].

¹⁶Disponible sur le World Wide Web, <http://www.icons.co.za/police/>, novembre 1996.

nominalement à un gang, dont leur groupe de jeux est l'école d'apprentissage quasi officielle. Trafic et consommation de *dagga* (cannabis) et de mandrax (méthamphétamine, somnifère interdit dans les années 1970) sont très importants. De plus, depuis la fin des années 1980, ces gangs se professionnalisent, étendent leur aire d'influence et multiplient leurs liens avec des syndicats internationaux.

Il faut enfin mentionner que les gangs ont longtemps bénéficié d'un certain nombre de complicités policières. La corruption n'est pas ici seule en cause : en échange d'une certaine impunité, ils se chargeaient des basses besognes, dont l'intimidation voire l'exécution des opposants politiques, plus dangereux aux yeux du régime d'apartheid que les criminels.

People Against Gangsterism And Drugs

Longtemps, les gangs ont bénéficié d'un certain soutien de la communauté, bénéficiant de la redistribution des profits et du prestige des chefs de gangs. Ce soutien n'a d'ailleurs pas complètement disparu aujourd'hui. Mais il semblerait que la criminalité, en hausse depuis le début des années 1990—et plus particulièrement depuis les élections de 1994—ait dépassé le seuil de tolérance. Depuis l'hiver (juillet-août) 1996, une milice populaire cherche à imposer sa loi dans les quartiers métis. Si dès la fin juillet la presse rendait compte de l'agitation de la communauté et de quelques attaques contre des dealers de drogue, PAGAD (*People Against Gangsterism And Drugs*) a atteint quasi immédiatement une notoriété internationale avec le lynchage de Rashaad Staggie, connu pour être l'un des chefs du gang des *Hard Livings* et brûlé vif le 4 août 1996.

Le contexte d'apparition de PAGAD est celui d'une crise des institutions judiciaires : l'année 1997 a été marquée par plusieurs grèves des magistrats, protestant contre leurs conditions de travail et leurs faibles salaires ; la surpopulation dans les prisons a donné lieu à un débat national ; enfin, un certain nombre de délits commis par des suspects en liberté sous caution ont remis en question le système, jugé trop laxiste par l'opinion. L'ANC en arrivant au pouvoir a aboli la peine de mort : de nombreux appels se font entendre pour la remettre en pratique. La police est débordée : dans la province du Western Cape, il manque 1/3 du personnel nécessaire dans les commissariats. En même temps, elle cherche à redéfinir son image : d'un des piliers de l'apartheid, responsable de massives violations des droits de l'homme—révélées quotidiennement par la *Truth and Reconciliation Commission* comme par les procès—et corrompu, à un service public, travaillant en collaboration avec les communautés. L'impression générale est, au mieux, celle de l'inefficacité. PAGAD veut y remédier, dans la ligne de la justice populaire pratiquée dans les townships sous l'apartheid.

Les modes d'action de PAGAD font apparaître une certaine ambiguïté dans ce mouvement. PAGAD organise des manifestations de masse la nuit, regroupant

plusieurs milliers de personnes, souvent armées et au visage masqué dans un keffieh palestinien. Dans un premier temps, ces manifestations ont eu lieu dans les quartiers métis (Hanover Park, Bo-Kaap, Athlone, etc.), en direction de la maison d'un dealer de drogue supposé pour délivrer un ultimatum : soit il arrête ses activités sous 24 heures, soit il aura à en rendre compte devant PAGAD. Un certain nombre de ces marches a dégénéré : coups de feu, grenades et vandalisme étaient fréquents. De bienveillante et invitant à la collaboration, la réaction des autorités est devenue méfiante, voire répressive : certains chefs et militants de PAGAD ont été accusés de sédition. Dans un second temps, à partir de novembre 1996, les manifestants ont porté le discours de PAGAD au cœur de la ville blanche : dans le centre-ville, au Victoria & Albert Waterfront (le quartier des docks rénové en centre commercial et de loisirs) comme à l'aéroport. À chaque fois, des confrontations avec la police ont laissé des blessés sur le pavé et même un mort au Waterfront. Désormais, grâce au choix tactique de ces lieux, le problème de la criminalité concerne l'ensemble de la ville et particulièrement le monde des affaires : les leaders de PAGAD ont lancé un appel aux investisseurs étrangers, leur demandant de s'abstenir d'investir en Afrique du Sud tant que le pays n'est pas débarrassé des gangsters. De plus, les manifestations investissent les lieux les plus touristiques au début de la saison —mettant ainsi en danger l'une des principales sources de revenu de la ville.

L'inquiétude devant cette milice populaire se faisant justice elle-même a grandi quand son caractère islamique intégriste s'est affirmé. Le port du keffieh chez les manifestants armés a déjà été souligné mais il faut y ajouter leur principal slogan « Allahu akbar ! » (Allah est grand), le fait que la plupart de leurs réunions aient lieu dans une mosquée et que la guerre contre les gangsters soit assimilée à une guerre sainte (*jihad*). Derrière PAGAD se profilent le mouvement intégriste Qibla, et son leader, Achmat Cassiem, ainsi décrit par la presse :

« Prisonnier politique à Robben Island pendant 11 ans et banni pour 11 de plus, il a passé sa vie d'adulte à lutter pour deux objectifs : l'unité de la *umma* autour de sa vision d'une justice non négociable et, en conséquence, le soulèvement des "masses opprimées" sud-africaines pour une révolution islamique. »¹⁷

Qibla a été fondé après la révolution iranienne de 1979 et a développé dans les années 1980 une idéologie mêlant celle de la Conscience noire et celle de la révolution islamique. Le mouvement se vante de ses liens avec le Hamas et le Hezbollah et contrôle une radio libre.

Devant le danger représenté par PAGAD, la réaction des gangsters a été originale et s'inscrit parfaitement dans le contexte politique sud-africain actuel. Devant

¹⁷ « The Imam of the Flats », The Mark Gevisser Profile, *Mail & Guardian*, 16–22 août 1996.

les attaques dont ils étaient l'objet, ils ont fait appel à la protection de la police : ils doivent en bénéficier, disent-ils, au même titre que chaque citoyen dont les droits fondamentaux sont menacés. L'adoption d'une telle rhétorique de la démocratie est commune depuis 1994 (Houssay-Holzschuch et Aji, 1997 [62]). Puis, les chefs des principaux gangs ont signé une trêve, non pour combattre PAGAD par la violence, mais pour créer en septembre 1996 l'association Core (*Community Outreach*). Core dit vouloir mettre fin à la violence des gangs et lutter pour l'amélioration des conditions de vie de la communauté métisse. Son argument principal est que le gangstérisme a été créé par l'apartheid et qu'à ce titre, le nouveau gouvernement doit offrir aux gangsters la même amnistie qu'aux policiers ayant soutenu le régime précédent. Plus encore, une manifestation de 1 500 gangsters, marchant sur le parlement (!) pour l'ouverture de négociations sur ces demandes, brandissait ainsi symboliquement l'ancien et le nouveau drapeau sud-africain, pour souligner que le gouvernement de Mandela comme ses prédécesseurs devait se considérer comme responsable du gangstérisme. Ivan Waldeck, chef de gang présumé et membre de Core, l'exprimait ainsi :

« Le gouvernement d'apartheid s'occupait des Blancs. Le gouvernement actuel s'occupe des Noirs. Qui s'occupe de nous "hotnots" [Hottentots] ? (...) Mr Mandela, nous vous posons la question : qui nous a fait comme nous sommes [des gangsters] ? Le gouvernement précédent, et maintenant le nouveau gouvernement. » (*Cape Times*, 23/9/96)

Enfin, comme les anciens policiers des escadrons de la mort de l'apartheid, les gangsters de Core se confessent (modérément), se repentent et demandent pardon. Le public doit leur donner une chance, disent-ils. Ils déclarent même vouloir dissoudre leurs gangs et « travailler pour la paix ». . . Il n'est pas jusqu'à Rashied Staggie, frère jumeau de Rashaad Staggie brûlé vif par PAGAD et membre fondateur de Core, qui n'ajoute à l'atmosphère quasi religieuse de réconciliation. Il va raconter sa triste vie de gangster dans les écoles pour éviter d'être imité. Avec un sens aigu des relations publiques, il prêche :

« Core a de bonnes intentions. Core est Bon. Core croit en Dieu. Core prie au début de chaque réunion. . . Core n'est pas le diable. . . Tout ce que je demande est que vous nous donniez une chance. » (*Cape Times*, 11/10/96)

Légitimité ?

L'étendue et le pouvoir des gangs, les actions violentes et réactionnaires de PAGAD sont emblématiques des principaux problèmes rencontrés par la jeune

démocratie sud-africaine. Le premier est celui de la criminalité qui augmente rapidement. Cape Town peut même être considéré comme une ville relativement calme et sûre si on la compare à Johannesburg. La lutte contre le crime est désormais une priorité nationale, accompagnée de discours alarmistes notamment de la part du monde des affaires qui prévoit l'anarchie complète en l'an 2000 si la tendance n'est pas renversée. Chez les Blancs, la peur du Noir est remplacée par la peur du criminel—tout aussi africain—et le discours n'a que très peu changé depuis les années d'apartheid (Balseiro, 1997 [8]). L'idée du *laager* (camp retranché), concept clé de la mentalité afrikaner, vient immédiatement à l'esprit quand on se promène dans les banlieues aisées des grandes villes : de véritables murailles de plus de deux mètres de haut, surmontées de barbelés entourent les villas. Les portails sont fermés et ornés d'écriteaux sous la caméra vidéo de surveillance : « Attention au chien », « Réponse armée 24h/24 assurée par la compagnie X », etc.

Plus profondément que la criminalité, ce qui est en cause à la fois chez les gangs et chez PAGAD est une culture de la violence héritée des années d'apartheid : la société sud-africaine est une des plus armées qui soit. Pendant des décennies, le régime n'avait aucune légitimité, dans les townships noirs comme dans les townships métis. La violence de la répression policière a acculé l'ANC à la lutte armée au début des années 1960 ; elle a aussi banalisé un certain nombre de comportements. Il s'agit désormais pour l'État de mettre fin à cette culture de la violence en établissant la légitimité de ses serviteurs et de leurs actions, ce qui est parfois difficile lorsque l'on sait que la police n'a subi aucune épuration. Par ailleurs, les idéologues du mouvement intégriste vont plus loin dans cette contestation de la légitimité : pour Achmat Cassiem, aucun état laïque ne peut être légitime, qu'il soit dominé par le Parti national ou par l'ANC.

« La manifestation [de PAGAD] était un vote de défiance vis-à-vis du gouvernement. Les gens n'ont pas encore réalisé que les masses [populaires] ont en fait été vendues à Kempton Park, au World Trade Center, à la Codesa . Nous ne pouvons pas entrer dans le XXI^e siècle en prétendant que Nelson Mandela est un saint, un sauveur, car c'est oh, tellement absurde d'atteindre la sainteté aux dépens des masses. »¹⁸

PAGAD va jusqu'à proclamer une équivalence entre le nouveau gouvernement et celui des années d'apartheid.

C'est dans ce contexte que les efforts permanents de Nelson Mandela, comme de son gouvernement, d'une majorité de l'intelligentsia, de la *Truth and Reconciliation Commission*, pour construire une nouvelle nation sud-africaine (*new South Africa*) prennent leur sens. Les difficultés rencontrées par la TRC pour découvrir

¹⁸« The Imam of the Flats », *op.cit.*

ce qui s'est passé pendant les années d'apartheid, donner la parole aux victimes tout en amnistiant un certain nombre de coupables sont liées à ce projet national. La revendication des gangsters d'être assimilés aux défenseurs de l'apartheid pour pouvoir bénéficier de la politique de réconciliation pose la question suivante : certes, la nouvelle Afrique du Sud a déjà beaucoup accompli et veut accomplir plus encore dans une volonté utopique de mettre en place une démocratie parfaite. Mais n'est-il pas dangereux de la fonder sur une *tabula rasa* judiciaire ?

Conclusion

La crise d'identité métisse est symptomatique d'une redéfinition du paysage politique sud-africain et de la fin d'un certain état de grâce. La position ambiguë de cette population au sein de la société sud-africaine encore bipolarisée entre Noirs et Blancs l'a sans doute confrontée la première avec les problèmes de la nouvelle Afrique du Sud. La transition démocratique est aujourd'hui quasiment terminée : le gouvernement d'unité nationale mis en place par les élections d'avril 1994 a été remis en question depuis le départ du Parti national en juillet 1996 ; le successeur de Mandela pour les élections de 1999 est désigné ; des hommes politiques de premier plan se retirent de la vie publique en faveur du secteur privé ou quittent leur parti d'origine pour en fonder un autre. La normalisation est à l'ordre du jour. Dans ce contexte, le vote métis est à prendre : le Parti national n'a été après tout que le choix des indécis. PAGAD ou Core sont des organisations métisses avec un réel soutien populaire. Se lanceront-elles dans la politique ?

Enfin, la position particulière du Western Cape au sein de l'espace national sud-africain se dessine de plus en plus. Politiquement, la branche régionale du Parti national souhaite s'affirmer, voire demander plus d'autonomie : au sein du parti, les rumeurs de scission foisonnent ; à l'échelon régional, une constitution est en cours de discussion et un porte-parole du parti a menacé le gouvernement central d'une déclaration d'indépendance unilatérale à la rhodésienne si « Pretoria » n'accordait pas plus de ressources financières au Western Cape. L'irréalisme de ces propositions empêche de les prendre au sérieux. Elles témoignent pourtant de la spécificité locale réelle et revendiquée d'une province se voulant une île d'Europe en terre d'Afrique.

9.

Conclusion

Ainsi la ville du Cap occupe-t-elle une place à part dans la géographie mentale des Sud-Africains. C'est la ville-mère, la *Mother City* des premiers colons blancs : pour eux, la première empreinte et comme le symbole de leur établissement sur la terre africaine. C'est aussi le lieu qui—jusqu'à aujourd'hui—abrite le Parlement sud-africain, où les lois de l'apartheid ont été votées et où la nouvelle Constitution a été adoptée et fêtée. Pour les Noirs, Cape Town a été, avec Pretoria, l'une des villes de l'oppression : Pretoria, siège du pouvoir exécutif et du conservatisme afrikaner ; Cape Town, ville faussement libérale, longtemps réservée aux Métis.

L'idéologie de ségrégation, puis d'apartheid, s'est inscrite dans la morphologie de la ville, de la haie d'amandes amères plantée par Jan Van Riebeeck au XVII^e siècle pour séparer son petit camp des habitants du lieux, jusqu'à la constitution des grands townships après la seconde guerre mondiale.

Le paysage y est étonnant, le cadre superbe : la Montagne de la Table domine la baie, la pointe rocheuse de Bonne-Espérance sépare les océans. La ville qui s'est installée dans cet écrin est encore largement influencée par ces proximités, dans sa morphologie bien sûr, mais aussi dans son mode de vie : montagne et mer sont des incursions au cœur même de la ville de cette nature africaine dont les Blancs sont si fiers. Ils en cherchent le voisinage et fuient le centre-ville, hérissé de gratte-ciel.

L'autre ville du Cap a moins d'éclat : elle s'étend sur les Cape Flats, plaine sableuse balayée par des vents très violents. Elle habite dans des immeubles dégradés, des maisons si petites qu'on les a surnommés *matchboxes*, boîtes d'allumettes, ou des cabanes construites de bric et de broc. Elle a longtemps été invisible de derrière la barrière de la race et de l'argent. Elle est pauvre, cherche un emploi. Les réserves naturelles dont la première ville est si fière, elle y récolte du bois pour se chauffer—et, ce faisant, déclenche l'indignation. Le reste du temps, on l'ignore, on ne veut pas la voir, on la refuse : d'ailleurs, elle est cachée dans les dunes, à peine visible le long de l'autoroute mais cachant son ampleur. On la craint aussi.

9.1 Le territoire volé

Au fil de cette recherche, j'ai essayé de décrire la vie des Noirs du Cap. Ce qu'elle est aujourd'hui a été largement déterminé par l'histoire. Les identités ont d'abord été formées par la confrontation violente entre Noirs et Blancs, par le conflit avec l'Autre (*cf.* chapitre 2 et Houssay-Holzschuch, 1996 [64]), que ce soit à l'époque de la colonisation ou, à partir de 1948, avec l'arrivée au pouvoir du Parti national. L'Afrique du Sud s'est alors engagée dans un cycle de résistance politique des Noirs et de répression de la part d'un État qu'on a justement qualifié de « pigmentocratie ». Cette guerre civile larvée pendant des années laissait présager un renversement apocalyptique du pouvoir blanc. Certains ont cru en voir les prémises dans l'insurrection de la fin des années 1980. Pourtant, celle-ci a débouché sur des négociations entre le gouvernement et l'*African National Congress*, puis sur les premières élections démocratiques d'avril 1994. Depuis, l'Afrique du Sud est présidée par Nelson Mandela et le nouveau gouvernement doit à la fois gérer un passé difficile et construire une « nouvelle Afrique du Sud ».

Dans ce contexte historique, on comprend mieux la perception que les Blancs et les Noirs ont de Cape Town. La petite station de ravitaillement hollandaise s'est transformée, à partir de la fin du XIX^e siècle, en une grande ville, par une croissance urbaine sans précédent (*cf.* chapitre 3). C'est alors que la ville est devenue lieu idéologique : deux pensées vont se conjuguer pour créer une forme urbaine spécifique, le township. L'influence des théories planificatrices occidentales dont celle de la cité-jardin poussera les Sud-Africains à construire des quartiers purement résidentiels, isolés du reste du tissu urbain. L'idéal ségrégationniste attribuera ces quartiers à des races différentes et utilisera cette morphologie pour contrôler la population.

Le premier exemple de cette géographie de la ségrégation, de cette mise en scène de la séparation des races est le quartier de Ndabeni (*cf.* chapitre 4) : c'est là que l'ensemble des Noirs du Cap sont forcés de résider dès 1901. Ndabeni présente déjà les caractéristiques des townships qui seront construits après la Seconde Guerre mondiale : construction aux marges du centre-ville ; espace fermé par une clôture ; absence de droits fonciers ; monotonie et mauvaise qualité du bâti ; harcèlement policier ; pauvreté et résistance des habitants. Cape Town a, avec Ndabeni, le triste privilège d'être parmi les premières villes sud-africaines à avoir imposé la ségrégation spatiale.

Mais la ville de l'apartheid (*cf.* chapitre 5) se construit lorsque l'ensemble de la loi se met au service de la partition raciale. À partir des années 1950, la ségrégation n'a plus été réservée aux Noirs : Blancs et Métis sont séparés, les uns dans les quartiers les plus riches et les mieux aménagés ; les autres déplacés vers de nouveaux townships construits sur les Cape Flats. C'est pendant cette période que les Noirs se sont vus refuser l'accès à la ville ; les rares personnes autorisées à

y résider sont rejetées dans des townships construits toujours plus loin du centre-ville : Langa, puis Nyanga, Gugulethu et Khayelitsha.

Dès ces débuts de l'apartheid, l'espace noir se confond quasiment avec celui du township—à l'exception des camps de squatters qui s'installent en bordure de ces derniers (*cf.* chapitre 6). Une géographie culturelle de ces quartiers montre l'importance de la maison, comme lieu social et symbolique, dans la vie quotidienne. Cette première échelle de l'analyse fait apparaître un espace qui, par son dessin même, exprime les valeurs fondamentales auxquelles ses habitants croient. Ces valeurs sont en fait porteuses d'une identité à la fois urbaine et africaine : même si l'occidentalisation des Noirs urbains du Cap est certaine, ils ont choisi de garder un certain nombre de valeurs traditionnelles, de les adapter au contexte urbain, voire de les renouveler complètement.

Mais l'espace noir ne se limite pas à l'espace privé ou à l'interface entre l'espace privé et l'espace public. Une analyse des lieux publics montre l'enchevêtrement de deux réseaux socio-culturels, chacun ayant ses lieux favoris : le premier, autour des débits d'alcool que sont les shebeens et des gangs, concerne surtout les classes laborieuses... et dangereuses. Le second, autour des associations d'entraide, est un espace de solidarité très marqué par les valeurs de la classe moyenne. Enfin, identité et culture noires sont largement influencées par le fait religieux (chapitre 7).

En Afrique du Sud, et au Cap tout particulièrement, les Noirs n'avaient pas leur place dans la géographie rêvée par les praticiens de l'apartheid. Privés de la liberté de résidence comme de droits civiques, confinés dans les townships, surveillés par l'armée depuis les zones tampons : l'espace noir a longtemps été un espace refusé, un territoire volé. Aujourd'hui, symboliquement et politiquement, ils l'ont reconquis. Il leur reste à effectivement occuper l'ensemble de l'espace urbain et à mettre fin aux structures socio-spatiales mises en place depuis des décennies par les partisans de la ségrégation.

9.2 La ville post-apartheid

La ville post-apartheid est déjà en place, disait Smith en 1992 [126], mais elle prend des visages différents de Durban à Johannesburg, de Bloemfontein à Cape Town. Cela ne saurait surprendre : l'uniformité du modèle de la ségrégation, puis de l'apartheid, leur a longtemps été imposée artificiellement. Chacune de ces villes réagit différemment une fois le règne de l'aménagement politique remplacé par la loi du marché et par quelques politiques correctives menées par le gouvernement, à bon escient ou non.

Les enjeux sont donc différents d'une ville à l'autre, même si fondamentalement, il s'agit partout de réduire la pauvreté. Les choix du gouvernement central

ont été de rendre viable la ville de l'apartheid et non de la modifier (Gervais-Lambony, 1997 [50, p. 95]). Mais la pauvreté n'est pas la même :

- À Durban, il s'agit en priorité de régler les problèmes posés par la multiplication de l'habitat informel.
- À Johannesburg, le problème des squatters s'ajoute à celui de l'unité de la métropole, voire de la conurbation : il faut unifier ces éléments si divers que sont les riches banlieues blanches, Soweto dans sa diversité, les zones industrielles et minières qui coupent la ville en deux, etc. Cette grande métropole africaine souffre aussi des problèmes des trop grandes villes : centre qui se dépeuple, criminalité, formation de ghettos sur les marges du centre-ville. Enfin, Johannesburg est exceptionnelle à bien des égards dans l'espace sud-africain : sa taille, sa morphologie, son cosmopolitisme, etc. en font une ville à part. On ne saurait donc considérer son évolution comme celle qui attend Cape Town, Durban ou Pretoria (voir aussi Lemon, 1991 [81, p. 208]).

Le futur de la ville sud-africaine est plutôt celui de l'apartheid « déracialisé » (*deracialized apartheid*) : la ségrégation spatiale va continuer d'exister pendant des décennies. En fait, la structure urbaine actuelle va lui permettre de se maintenir, dans la mesure où les terrains les moins chers, où les programmes gouvernementaux pourront construire des logements sociaux, se trouvent à proximité des townships. Ceux-ci sont en cours d'amélioration : l'électricité y est installée, la réforme des transports publics est en discussion. Mais la morphologie urbaine n'en sera pas fondamentalement modifiée. Les quelques quartiers mixtes de classes moyennes que j'ai décrits au Cap (*cf.* chapitre 8) et qui existent dans les autres villes — on peut citer le cas de Westville à Durban — permettent cependant un peu d'optimisme, à long terme.

Comme sur le plan politique, il faut à la ville sud-africaine une révolution négociée. Il s'agit d'abord d'impliquer ces tout nouveaux citoyens dans le lieu où ils habitent. Cela ne devrait pas poser trop de difficultés dans la mesure où les identités locales sont très fortes dans les quartiers pauvres. De plus, consultation et négociation semblent être bien ancrées dans la pratique de la démocratie — ou de la démocratisation — à la sud-africaine. Mais cette révolution doit aussi s'appliquer à la façon dont on pense la ville et dont on l'aménage. Jusqu'à aujourd'hui inclus, la pensée planificatrice s'est concentrée sur la provision de logements. Certes, les villes sud-africaines comprennent trop de sans-logis ou d'habitat informel. Mais résoudre la pauvreté ne passe pas seulement par la construction d'un abri, que l'on peut au besoin se fabriquer facilement. La survie en milieu urbain dépend de l'accès aux richesses, aux services, aux infrastructures, aux emplois, etc. : à tout ce qui donne à une ville son caractère véritablement urbain.

Bibliographie

- [1] ABRAHAMS (Peter), *Mine Boy*, Oxford, Heineman, African Writers Series, 1989.
- [2] ADAM (Heribert) et MOOPLEY (Kogila), *The Negotiated Revolution, Society and Politics in post-apartheid South Africa*, Johannesburg, Jonathan Ball, 1993.
- [3] AFRICAN NATIONAL CONGRESS, *The Reconstruction and Development Programme : A Policy Framework*, Johannesburg, Umanyano, 1994.
- [4] AMNESTY INTERNATIONAL, *Afrique du Sud, enquête sur la violence 1990-1992*, Paris, Les Éditions Francophones d'Amnesty International, 1992.
- [5] ARMSTRONG (J. C.) et WORDEN (N. A.), The Slaves, 1652–1834, in ELPHICK (Richard) et GILIOMEE (Herman), *The Shaping of South African Society, 1652-1820* [44], 1989, p. 109–183.
- [6] AWOTONA (Adenrele), BRIGGS (Michael), et OTHERS, « Townships in Cape Town : case study area profiles », Working Paper 9, Department of Architecture, University of Newcastle, School of Architecture and Planning, University of Cape Town, octobre 1995.
- [7] BÄHRE (Erik), “ *We organise each other* ” : *Financial Self-Help Groups and Civics in the Townships of Cape Town, South Africa*, Master's thesis, Utrecht University, Utrecht, 1996.
- [8] BALSEIRO (Isabel), « *Simunye? Searching for Nationhood in Post-Apartheid South Africa* », *Communicare*, 16.1, 1997.
- [9] BARNETT (Naomi), *Ndabeni 1901-1910 : Towards a Social History*, B.a. (hons) thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1985.
- [10] BICKFORD-SMITH (Vivien), *Ethnic Pride and Racial Prejudice in Victorian Cape Town*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

- [11] _____, « South African Urban History, Racial Segregation and the 'Unique' Case of Cape Town ? », *Journal of Southern African Studies*, 21, n°1, mars 1995, p. 63–78.
- [12] BONNEMAISON (Joël), *La dernière Île*, Paris, Arléa/ORSTOM, 1986.
- [13] BONNER (P.), DELIUS (P.), et POSEL (D.), éditeurs, *Apartheid's genesis, 1935-1962*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1993.
- [14] BOZZOLI (Belinda), éditeur, *Labour, Townships and Protest*, Johannesburg, Ravan Press, 1979.
- [15] BUDOW (Marilyn), *Urban Squatting in Greater Cape Town, 1939-1948*, B.a. (hons.), Department of History, University of Cape Town, Cape Town, 1976.
- [16] BURMAN (Sandra) et SCHARF (Wilfried), « Creating People's justice : Street Committees and People's Courts in a South African City », *Law and Society Review*, 24, n°3, 1990, p. 693–744.
- [17] CENTRAL STATISTICAL SERVICES, *Census '96 : Preliminary Estimates of the size of the population of South Africa*, disponible sur le World Wide Web, <http://www.css.gov.za>, juin 1997.
- [18] CHIDESTER (David), *Religions of South Africa*, London, Routledge, 1992.
- [19] CHRISTOPHER (A. J.), « Apartheid Planning in South Africa : the Case of Port Elizabeth », *The Geographical Journal*, 153, n°2, juillet 1987, p. 195–204.
- [20] _____, « Race and Residence in Colonial Port Elizabeth », *South African Geographical Journal*, 69, n°1, 1987, p. 3–20.
- [21] _____, « Formal segregation and population distribution in Port Elisabeth », *CONTREE*, 24, 1988, p. 5–12.
- [22] CLAVAL (Paul), *La Géographie culturelle*, Paris, Nathan, fac. géographie, 1995.
- [23] CLAVAL (Paul), « Champs et perspectives de la géographie culturelle », *Géographie et Cultures*, , n°1, printemps 1992, p. 7–38.
- [24] COLE (Josette), *Crossroads : the Politics of Reform and Repression, 1976-1986*, Johannesburg, Ravan Press, 1986.
- [25] COMAROFF (Jean), *Body of Power, Spirit of Resistance : The Culture and History of the South African People*, Chicago, University of Chicago, 1985.
- [26] CONRADIE (Catharina Maria), *Khayelitsha : interpreting a process of social transformation*, Ma development studies, Institute for Social Development, University of Western Cape, Cape Town, 1992.

- [27] COOK (Gillian P.), Cape Town, in LEMON (Anthony), *Homes apart, South Africa's segregated cities* [81], 1991, p. 26–42.
- [28] ———, Khayelitsha : new settlement forms in the Cape Peninsula, in SMITH (D. M.), *The Apartheid City and Beyond, urbanization and social change in South Africa* [126], 1992, p. 125–135.
- [29] COPLAN (David B.), The African Performer and the Johannesburg Entertainment Industry : the struggle for African culture on the Witwatersrand, in BOZZOLI (Belinda), *Labour, Townships and Protest* [14], 1979, p. 183–215.
- [30] ———, *In Township Tonight! South African Black City Music and Theatre*, Johannesburg, Ravan Press, 1985.
- [31] CRAIS (C.), *The Making of the colonial order : White Supremacy and Black Resistance in the Eastern Cape, 1770-1865*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1992.
- [32] DAVENPORT (T.R.H.), *South Africa : A Modern History*, London, Macmillan, 1991.
- [33] DAVIES (Ron J.), « The spatial formation of the South African city », *Geojournal*, Sup. Iss., 2, 1981, p. 59–72.
- [34] DE KLERK (Willem), *FW de Klerk : The Man in his Time*, Johannesburg, Jonathan Ball, 1991.
- [35] DEWAR (David) et WATSON (Vanessa), « The issue of the size and growth of Cape Town », Working Paper 43, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, Cape Town, novembre 1990.
- [36] DEWAR (David), WATSON (Vanessa), BASSIOS (Ana), et DEWAR (Neil), « The Structure and Form of Metropolitan Cape Town : its origins, influences and performance », Working Paper 42, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, Cape Town, novembre 1990.
- [37] DIKOBÉ (Modikwe), *The Marabi Dance*, London, Heinemann, African Writers Series, 1973.
- [38] DLUDLA (M.E.), *A Socio-Cultural Community Survey of the Township Nyanga*, M.soc.sci. thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1983.
- [39] DOWNS (R.M.) et STEA (D.), éditeurs, *Image and Environment, cognitive mapping and spatial behaviour*, London, Edward Arnold, 1973.
- [40] DRECHSEL (Paul) et SCHMIDT (Bettina), « 8. Mai 1996 : Südafrika neue Verfassung », *Internationales Afrikaforum*, mai 1996, p. 103–123.
- [41] EISELEN (W.W.M.), « The Native in the Western Cape », in *Sixth Annual Congress of the South African Bureau of Racial Affairs*, Stellenbosch, janvier 1955.

- [42] ELDRIDGE (Matt) et SEEKINGS (Jeremy), « Mandela's Lost Province : The African National Congress and the Western Cape Electorate in the 1994 South African Elections », *Journal of Southern African Studies*, 22, n°4, décembre 1996, p. 517–540.
- [43] ELIAS (C. M.), « A Historical review of the Supply of Housing for Urban Africans in the Cape Peninsula, 1900-1982 », rapport technique, Research Unit for Sociology of Development, Department of Sociology, University of Stellenbosch, Stellenbosch, mai 1983.
- [44] ELPHICK (Richard) et GILIOMEE (Herman), éditeurs, *The Shaping of South African Society, 1652-1820*, London, Longman, seconde édition, 1989.
- [45] FAST (Hildegarde), « An Overview of African Settlement in the Cape Metropolitan Area to 1990 », Working Paper 53, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, Cape Town, décembre 1995.
- [46] ———, *Pondoks, Houses and Hostels : A History of Nyanga 1946-1970, with a special focus on housing*, Ph.D. thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1995.
- [47] FIELD (Sean), *The Power of Exclusion : Moving Memories from Windermere to the Cape Flats, 1920s-1990s*, Ph.D. thesis, University of Essex, avril 1996.
- [48] FOUCHER (Michel), *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, Géopolitiques et stratégies, 1988.
- [49] GERVAIS-LAMBONY (Philippe), « La Ville post-apartheid », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 3, juin 1995, p. 213–221.
- [50] ———, *L'Afrique du Sud et les États voisins*, Paris, Armand Colin, Collection U, série « Géographie », 1997.
- [51] GIDDENS (Anthony), *La Constitution de la société*, Paris, PUF, 1987.
- [52] GODSELL (B.), « The Reconstruction and Development Program : A view from Business », *S.A. Labour Bulletin*, 18, n°1, janvier-février 1994, p. 44–47.
- [53] GOVERNMENT OF NATIONAL UNITY, *Urban Development Strategy of the Government of National Unity*, disponible sur le World Wide Web, <http://www.polity.org.za/govdocs/rdp/urbanrdp.html>, octobre 1995.
- [54] GRANELLI (Roger) et LEVITAN (Ronald), *Urban Black Housing : a Review of existing Conditions in the Cape Peninsula with some Guidelines for Change*, Cape Town, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, août 1977.

- [55] GUELKE (Leonard), « Frontier settlement in early Dutch South Africa », *Annals of the Association of American Geographers*, 66, n°1, mars 1976, p. 25–42.
- [56] _____, Freehold Farmers and Frontier Settlers, 1657-1780, in ELPHICK (Richard) et GILIOMEE (Herman), *The Shaping of South African Society, 1652-1820* [44], 1989, p. 67–108.
- [57] GUILLAUME (Philippe), « Du blanc au noir... Essai sur une nouvelle ségrégation dans le centre de Johannesburg », *L'Espace géographique*, 26, n°1, 1997, p. 21–33.
- [58] _____, « Le logement en camp de squatters dans la région de Johannesburg. Étude comparée de trois sites, plus un », in *Restructuration des réseaux territoriaux en Afrique australe : le local et le régional*, Bordeaux, 3-4 octobre 1997.
- [59] HERMER (Carol), *The Diary of Maria Tholo*, Johannesburg, Ravan Press, 1980.
- [60] HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam), *Le Territoire volé : une géographie culturelle des quartiers noirs de Cape Town*, Thèse, Université de Paris IV–Sorbonne, Paris, décembre 1997.
- [61] _____, « Espace métis, espace détruit, espace exemplaire : District Six, Cape Town », *Géographie et Cultures*, , n°25, printemps 1998, p. 55–74.
- [62] HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam) et AJI (Hélène), « La rhétorique de la réconciliation : presse et langage en Afrique du Sud », *Esprit*, , n°5, mai 1997, p. 90–107.
- [63] HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam), « L’Afrique du Sud, ou la patrie utopique », in *Le Territoire, lien ou frontière ?*, Paris, 2–4 octobre 1995, paru en 1997 sous la forme d’un CD-ROM.
- [64] _____, *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*, Paris, Presses du CNRS, Espaces et milieux, 1996.
- [65] _____, « *Mother City* : une géographie historique de Cape Town, de la colonisation européenne à la veille de la ségrégation (1652-1900) », *Clio en Afrique*, , n°3, 1997, URL : <http://newsup.univ-mrs.fr/wclio-af/>.
- [66] HUNTER (Monica), *Reaction to Conquest : Effects of Contacts with Europeans on the Pondo of South Africa*, London, Oxford University Press, 1961.
- [67] JACKSON (Peter), *Maps of Meaning : An Introduction to Cultural Geography*, London, Routledge, 1992.
- [68] JAFFEE (G.), « Beyond the canon of Mamelodi », *Work in Progress*, 41, 1986, p. 4–10.

- [69] JAMES (Wilmot), CALIGUIRE (Daria), et CULLINAN (Kerri), éditeurs, *Now that we are free : Coloured Communities in the Democratic South Africa*, Cape Town, IDASA, 1996.
- [70] JEPPIE (Shamil) et SOUDIEN (Crain), éditeurs, *The Struggle for District Six, Past and Present*, Cape Town, Buchu, 1990.
- [71] JOUBERT (Elsa), *The long Journey of Poppie Nongena*, Johannesburg, Hodder and Stoughton, 1980.
- [72] KANE-BERMAN (J.), *Soweto : Black Revolt, White Reaction*, Johannesburg, Ravan Press, 1978.
- [73] KINKEAD-WEEKES (Barry), *Africans in Cape Town : the Origins and Development of State Policy and Popular Resistance to 1936*, Master's thesis, Department of Sociology, University of Cape Town, Cape Town, 1985.
- [74] ———, *Africans in Cape Town : State Policy and Popular Resistance, 1936-1973*, Ph.D. thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1992.
- [75] KOCH (Eddie), "Without Visible Means of Subsistence" : Slumyard Culture in Johannesburg 1918-1940, in BOZZOLI (Belinda), éditeur, *Town and Countryside in the Transvaal : Capitalist Penetration and Popular response*, p. 151–175, Johannesburg, Ravan Press, 1983.
- [76] KOCH (Eddie), *Doornfontein and its African working Class, 1914 to 1935 ; A Study of Popular Culture in Johannesburg*, Master's thesis, University of the Witwatersrand, Johannesburg, 1983.
- [77] KOKOALI (C. T.), *Umgalelo and the Failure of the Church ? A Study in Voluntary Associations in Mbekweni Paarl*, Master's thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1987.
- [78] KONDLO (Kwandiwe Merriman), *The Culture and Religion of the People of Langa during the period ca. 1938 to ca. 1958*, B.a. (hons) thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1990.
- [79] ———, *Miserablehovels and Shanties on Waterlogged Wasteland : Political-economy of Peri-Urban Squatting around Greater Cape Town, ca. 1945-1960*, Master's thesis, Department of History, University of Cape Town, Cape Town, 1992.
- [80] LE GRANGE (Lucien), « Working Class Housing, Cape Town 1890-1947 : Segregation and Township Formation », *Africa Seminar Paper*, novembre 1985.
- [81] LEMON (Anthony), éditeur, *Homes apart, South Africa's segregated cities*, Cape Town, David Philip, 1991.

- [82] LESTER (Alan), *From Colonization to Democracy : A New Historical Geography of South Africa*, London, I.B. Tauris, Tauris Academic Studies, 1996.
- [83] LODGE (Tom), *Black politics in South Africa since 1945*, Johannesburg, Ravan Press, 1983.
- [84] LUCAS (Justine), « Politics and violence in an Alexandra shack settlement », in *Association for Anthropology in Southern Africa Annual Conference*, 1994.
- [85] ———, *Space, society and culture : Housing and local level Politics in a section of Alexandra, 1991-1992*, Master's thesis, Department of Social Anthropology, University of the Witwatersrand, Johannesburg, c.1995.
- [86] ———, « 'Nobody's Baby' : The Politics and Perceptions of Informal Housing in Alexandra Township », Seminar Paper 400, Institute for Advanced Social Research, University of the Witwatersrand, Johannesburg, mai 1996.
- [87] LYNCH (Kevin), *The Image of the City*, Cambridge (Mass.), MIT, 1960.
- [88] MACLEAN (Abraham Monwabisi), *The Activities of Unemployed African Youth in Langa*, Bsc. hons. thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1990.
- [89] MAGONA (Sindiwe), *To My Children's Children*, Cape Town, David Philip, Africasouth New Writing, 1990.
- [90] ———, *Living, Loving and Lying Awake at Night*, Cape Town, David Philip, Africasouth New Writing, 1991.
- [91] ———, *Forced to Grow*, Cape Town, David Philip, Africasouth New Writing, 1992.
- [92] ———, *Push-Push and other stories*, Cape Town, David Philip, Africasouth New Writing, 1996.
- [93] MAGUBANE (Peter), *Soweto, portrait of a city*, Cape Town, Struik, 1990.
- [94] MARSHALL (Margaret), *The Growth and Development of Cape Town*, Master's thesis, Environmental and Geographical Department, University of Cape Town, Cape Town, 1940.
- [95] MASSEY (Douglas S.) et DENTON (Nancy A.), *American apartheid*, préface de BODY-GENDROT (Sophie), Paris, Descartes & Cie, Les urbanités, 1995.
- [96] MATIWANA (Mizana), WALTERS (Shirley), et GROENER (Zelda), « The Struggle for Democracy : A Study of Community Organisations in Greater Cape Town from 1960's to 1988 », rapport technique, Centre for Adult and Continuing Education, University of the Western Cape, Cape Town, 1989.

- [97] MAYER (Philip) et MAYER (Iona), *Townsmen or Tribesmen : Conservatism and the Process of Urbanization in a South African City*, Cape Town, Oxford University Press, 1961.
- [98] MAZUR (Robert E.) et QANGULE (Vuyo N.), « Household Dynamics and Mobility of Africans in Cape Town : Appropriate Housing Responses », rapport technique, Western Cape Community-based Housing Trust, Cape Town, août 1995.
- [99] MEARS (R. R.) et LEVIN (M.), « Demographic Characteristics of the Population of Greater Soweto : 1993 », Research Paper 42, Employment Research Unit, Vista University, 1993.
- [100] MICHEL (Corinne) et DELOUYE (Agnès), « The Implications of Crime for Urban Planning in Cape Town », rapport technique, École Nationale des Travaux Publics de l'État, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, Lyon, Cape Town, 1996.
- [101] MORRIS (Pauline), *A History of Black Housing in South Africa*, Johannesburg, South Africa Foundation, 1981.
- [102] MUSEMWA (Muchaparara), *Aspect of the Social and Political History of Langa Township, Cape Town, 1927-1948*, Master's thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1993.
- [103] NOBLE (John), *Official Handbook : History, Productions and Resources of the Cape of Good Hope*, Cape Town, Colonial and Indian Exhibition Committee, 1886.
- [104] ODENDAAL (André), *Vukani Bantu ! : The Beginnings of Black Protest Politics in South Africa to 1912*, Cape Town, David Philip, 1984.
- [105] PEIRES (J. B.), *The House of Phalo : A History of the Xhosa People in the Days of their Independence*, Johannesburg, Ravan Press, 1981.
- [106] PINNOCK (Don), *The Brotherhoods : Street Gangs and State Control in Cape Town*, Cape Town, David Philip, 1984.
- [107] POSEL (Deborah), *The Making of Apartheid, 1948-1961 : Conflict and Compromise*, Oxford, Clarendon Press, 1991.
- [108] PROZESKY (Martin) et de GRUCHY (John), éditeurs, *Living Faiths in South Africa*, Cape Town, David Philip, 1995.
- [109] RAMPHELE (Mamphela), *The Politics of Space : Life in the Migrant Hostels of the Western Cape*, Ph.D. thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1991.
- [110] _____, *A Bed called Home : Life in the Migrant Labour Hostels of Cape Town*, Cape Town, David Philip, 1993.

- [111] REPUBLIC OF SOUTH AFRICA, *The Constitution of the Republic of South Africa, 1996*, 1996, act 108 of 1996.
- [112] REYNOLDS (Pamela), *Childhood in Crossroads : Cognition and Society in South Africa*, Cape Town, David Philip, 1989.
- [113] ROBERTSON (Michellé), « Open Space Access to Opportunity. Space in High-Density Settlements : sustainable planning and resident's experience. Towards a Case Study Assessment of a Revised Planning Model », rapport technique, Department of Sociology, University of Stellenbosch, Stellenbosch, mai 1997.
- [114] SALAZAR (Philippe-Joseph), *L'Intrigue raciale, essai de critique anthropologique : l'Afrique du Sud*, préface de LUNEAU (L. V.), Paris, Méridiens Klincksieck, Sociologies au quotidien, 1989.
- [115] SAUNDERS (Christopher), « The Creation of Ndabeni : Urban Segregation and African Resistance in Cape Town », *Studies in the History of Cape Town*, 1, 1979, p. 132–166.
- [116] _____, « From Ndabeni to Langa », *Studies in the History of Cape Town*, 1, 1979, p. 167–204.
- [117] _____, « Africans in Cape Town in the nineteenth Century : An Outline », *Studies in the History of Cape Town*, 2, 1980, p. 15–40.
- [118] SCHÄRF (Wilfried), *The Impact of Liquor on the Working Class, with Particular Focus on the Western Cape. The Liquor Industry and the Role of the State in this Regard*, Master's thesis, University of Cape Town, Cape Town, 1983.
- [119] SCHÄRF (Wilfried) et NGCOKOTO (Baba), Images of Punishment in the People's Courts of Cape Town, 1985-7 : From Prefigurative Justice to Populist Violence, in MANGANYI (Chabani) et du TOIT (Andre), éditeurs, *Political Violence and the Struggle in South Africa*, p. 341–372, London, Macmillan, 1990.
- [120] SCHMIDT (Bettina), *Creating Order : Culture as Politics in 19th and 20th Century South Africa*, Ph.D. thesis, Katholieke Universiteit Nijmegen, Nijmegen, juin 1996.
- [121] SCHOFFELEERS (Matthew), « Ritual healing and political acquiescence : the case of the Zionist Churches in Southern Africa », *Africa*, 61, n°1, 1991, p. 1–25.
- [122] SEEKINGS (Jeremy), « Civic Organisations in South African Townships », *South African Review*, 6, 1992, p. 216–238.
- [123] _____, « The United Democratic Front in Cape Town, 1983-1986 », rapport technique, Africa Seminar, Centre for African Studies, University of Cape Town, Cape Town, octobre 1992.

- [124] SEEKINGS (Jeremy), GRAAFF (Johann), et JOUBERT (Peter), « Survey of residential and migration histories of residents in the shack areas of Khayelitsha », Occasional Paper 15, Research Unit for Sociology of Development, Department of Sociology, University of Stellenbosch, Stellenbosch, avril 1990.
- [125] SILK (A.), *A Shanty Town in South Africa : The Story of Modderdam*, Johannesburg, Ravan Press, 1981.
- [126] SMITH (D. M.), éditeur, *The Apartheid City and Beyond, urbanization and social change in South Africa*, London-Johannesburg, Routledge-Witwatersrand University Press, 1992.
- [127] SPARKS (Allister), *The Mind of South Africa : The Story of the Rise and Fall of Apartheid*, London, Mandarin, 1991.
- [128] _____, *Tomorrow is Another Country : The Inside Story of South Africa's Negotiated Revolution*, Johannesburg, Struik, 1994.
- [129] STADLER (A. W.), Birds in the Cornfield : Squatter movements in Johannesburg, 1944–47, in BOZZOLI (Belinda), *Labour, Townships and Protest* [14], 1979, p. 19–48.
- [130] STEELE (F.), *The Sense of Place*, Boston (Mass.), CBI, 1981.
- [131] SUNDKLER (Bengt), *Bantu Prophets in South Africa*, London, Oxford University Press, 1961.
- [132] SURPLUS PEOPLE PROJECT, *Khayelitsha : new home — old story. A Dossier of forced removals of Cape Town's African population*, Cape Town, Surplus People Project, mars 1984.
- [133] _____, *Forced Removals in South Africa*, Cape Town, Surplus People Project, 5 volumes, 1985.
- [134] _____, *Forced Removals in South Africa : The Western and Northern Cape and Orange Free State*, volume 3 de *Forced Removals in South Africa* [133], 1985.
- [135] SWANSON (M.W.), « The Sanitation Syndrome : Bubonic Plague and Urban Native Policy in the Cape Colony, 1900-1909 », *Journal of African History*, XVIII, n°3, 1977.
- [136] SWART (Chiara C.), *Windermere : From Peri-Urban Area to Suburb (1920s to 1950s)*, B.a. (hons.), University of Cape Town, Cape Town, 1983.
- [137] SWILLING (Mark), HUMPHRIES (Richard), et SHUBANE (Kehla), éditeurs, *Apartheid City in Transition*, Cape Town, Oxford University Press, 1991.
- [138] THEMBA (Can), *The World of Can Themba*, Johannesburg, Ravan Press, 1985, édité par Essop PATEL.

- [139] _____, *The Will to Die*, Cape Town, David Philip, Africasouth, 1988.
- [140] TURRELL (R.V.), « Kimberley's Model Compounds », *Journal of African History*, 25, n°1, 1984, p. 59–75.
- [141] _____, *Capital and Labour on the Kimberley Diamond Fields, 1890-1971*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- [142] VAN ONSELEN (Charles), *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand 1886-1914, 1 : New Babylon*, Johannesburg, Ravan Press, 1982.
- [143] _____, *Studies in the Social and Economic History of the Witwatersrand 1886-1914, 2 : New Nineveh*, Johannesburg, Ravan Press, 1982.
- [144] _____, *The Seed is Mine : The Life of Kas Maine, a South African Sharecropper, 1894-1985*, Cape Town, David Philip, 1996.
- [145] WALKER (Eric A.), *Historical Atlas of South Africa*, Oxford University Press, 1922.
- [146] WEST (Martin), *Bishops and Prophets in a Black City : African Independent Churches in Soweto*, Cape Town, David Philip, 1975.
- [147] WESTERN (John), *Outcast Cape Town*, Cape Town, Human & Rousseau, 1981.
- [148] _____, *Outcast Cape Town*, Berkeley, University of California Press, seconde édition, 1996.
- [149] WHITTINGDALE (John), *The Development and Location of Industries in Greater Cape Town, 1652-1972*, Master's thesis, Department of Geography, University of Cape Town, Cape Town, 1973.
- [150] _____, *The Urban Development of Cape Town, 1850-1910*, Ph.D. thesis, Environmental and Geographical Department, University of Cape Town, Cape Town, s.d. (ca. 1982), inachevée.
- [151] WILSON (Monica) et MAFEJE (Archie), *Langa : A Study of Social Groups in an African Township, Cape Town*, Cape Town, Oxford University Press, 1963.
- [152] WORDEN (Nigel), *The Making of Modern South Africa : Conquest, Segregation and Apartheid*, Oxford, Blackwell, Historical Association Studies, 1994.

Index

- African National Congress*, voir ANC 0
- Afrikaner Werstandsbeweging*, voir AWB 0
- Alcool, 94–96, 99, 100, 108, 113, 119, 260
- ANC, 24, 31, 36, 40, 42–50, 52–58, 62, 63, 113, 114, 124, 126, 159–161, 193, 203, 212, 219, 220, 231, 235, 237, 250, 251, 253–257, 261, 264, 268
- Asmal, Kader (Dr), 64, 220
- Associations, 42, 109, 144, 160, 161, 185–189, 220, 221, 237, 242, 250
- Cercles d'épargne, 159, 160
- Civics, 50, 193
- Manyano, 109, 160, 179, 199, 215, 217–218
- Partis politiques, 112, 114
- Street Committees, 193
- Syndicats, 43, 49, 53, 114
- AWB, 48, 55, 56, 256
- Bantoustans, voir Homelands 0
- Boesak, Allan, 49
- Botha, P. W., 48–52, 54, 211, 234
- Buthelezi, Mangosuthu, 51, 55, 57, 251
- Cape Flats, 65, 70, 73, 77, 129, 141, 145, 150, 151, 170, 178, 212, 231, 232, 239, 249, 250, 258, 259, 267, 268
- Ciskei, 49, 90, 103, 150, 154, 158–160, 196, 248
- CODESA, 55
- Coloureds*, voir Métis 0
- Commerce, 107, 111, 155
- informel, 105, 144, 155, 173
- Compagnie des Indes Orientales, 32, 67, 70, 72–75, 88, 200
- Compounds*, voir *Hostels 0*
- Contrôle*
- de la circulation des personnes*, 27, 37, 40, 103, 104, 132, 133, 135, 153, 154, 167, 190, 191, 200, 224, 244
- de la main-d'œuvre*, 37, 92, 94, 95
- de la population noire*, 102, 120, 133, 154
- Urbanisme de*, 23, 32, 98, 120, 123, 131, 154, 156, 163, 169, 189, 191, 214, 239, 268
- Criminalité*, 94, 103, 104, 128, 137, 140, 180, 182–185, 192, 214, 231, 250, 254, 257–265
- Crossroads*, 29, 50, 51, 140, 151–153, 156, 158, 165, 194, 195, 212, 214, 256
- de Klerk, Frederik Willem*, 48, 51–53, 56, 62, 63, 198, 251, 254,

- 255
Delft South, 30, 232, 238–243, 248
District Six, 85, 87, 91, 92, 98, 102, 129, 131, 180, 218, 245, 248, 249, 258–260
- Éducation*, 58, 89, 91, 96, 106, 110, 111, 113, 149, 177, 179, 212, 213, 217, 221, 233
Églises, 33, 70, 88, 99, 106, 108–111, 149, 169, 178, 179, 197, 199–230, 233
Eiselen, W. W. M. (Dr), 38, 131, 139, 150, 191
Élections, 30, 31, 55–56, 250–257
Esclaves, 26, 72, 88, 200, 249
Expulsions, 31, 40, 49, 96, 98, 102, 111, 112, 114, 115, 129, 131, 137, 149, 150, 218, 220, 242, 245, 259
- Famille*, 45, 89, 92, 93, 98, 100, 106, 108, 114, 121, 131, 136, 137, 139, 140, 144, 149, 150, 158–161, 164–168, 173, 180, 197, 212, 243, 248, 258–260
Femmes, 38, 59, 64, 91, 93–95, 100, 104, 128, 134, 149–151, 158, 159, 161, 164–167, 177, 180, 185, 190, 201, 211, 215, 225, 227
Forced Removals, voir *Expulsions* 0
- Goodwood*, 139, 150, 246
Gugulethu, 23, 24, 29, 33, 55, 117, 140–144, 153–156, 159, 164, 166–168, 170, 173, 182, 184, 189, 193–195, 197, 212–222, 233–235, 256, 269
- Hanover Park*, 131, 132, 242, 249, 255, 260, 262
Homelands, 26, 40, 48, 49, 56, 139, 151, 154, 158, 167
Hostels, 155
Hostels, 94–117
Hostels, 25, 29, 33, 55, 93–95, 98, 114, 120, 121, 127, 139–141, 149, 165, 168, 180, 189–192, 204, 212
- Identité*, 62, 83, 84, 123, 124, 140, 189, 197, 248–265
IFP, 20, 55–57, 62, 251
Influx control, voir *Contrôle de la circulation des personnes* 0
Inkatha Freedom Party, voir *IFP* 0
- Jabavu, John Tengo*, 41, 124
- Khayelitsha*, 29, 32, 33, 117, 153–161, 192, 196, 214, 224, 227, 232, 233, 255, 269
Khoikhoi, voir *Khoisan* 0
Khoisan, 25, 26, 67, 87, 200, 249, 256, 257
Koornhof, Piet (Dr), 50, 151, 154, 244
Kriel, Hernus, 56
- Langa*, 29, 30, 32, 46, 47, 105, 106, 108, 109, 111, 114–129, 131, 135, 140, 141, 147, 149, 154–156, 180, 183, 184, 189, 190, 193, 195, 198, 212, 256, 269
- Location*, 89, 92, 95, 96, 98–100, 102, 103, 107–109, 111–116, 145
Location, 87, 97, 113, 118, 124, 136, 169, 180

- Logement*, 58, 91, 93–100, 103, 111, 113–116, 121, 136, 141, 144, 159, 163–180, 191, 235, 259
- Loisirs*, 108, 149, 176, 235
- Loyer*, 50, 102, 103, 107, 111–113, 115, 136, 147, 149, 151, 161, 198
- Lutuli, Albert*, 46, 203
- Malan, Daniel F. (Dr)*, 35, 38
- Malan, Magnus (G^{al})*, 48, 51
- Mandalay*, 30, 232–238, 242, 243, 245
- Mandela, Nelson*, 30, 31, 35, 36, 44, 46–48, 52–54, 56, 58, 60, 62, 63, 88, 239, 251, 253–255, 263–265, 268
- Manenberg*, 250, 260
- Manuel, Trevor*, 49, 64
- Mbeki, Thabo*, 57, 62, 63
- Métis*, 25, 26, 30, 31, 33, 77, 78, 83, 87, 114, 117, 129, 131, 134, 139, 145, 147, 149, 153, 154, 183, 231–265, 267, 268
- Meyer, Roelf*, 57, 62, 63
- Mfengu*, 41, 88–89, 95, 124–126, 149, 201
- Mfuleni*, 29, 30, 212, 214
- Mitchell's Plain*, 131, 154, 155, 232, 233, 242, 249, 255
- Moosa, Mohamed Valli*, 49
- Mowbray*, 86, 93, 97
- Naidoo, Jay*, 59, 60, 248
- National Party*, voir *NP* 0
- Ndabeni*, 29, 32, 65, 87–116, 124, 135, 145, 147, 180, 268
- Uitvlugt*, 97–100, 112, 113
- NP*, 25, 32, 33, 35–40, 44, 48, 54–57, 62, 63, 141, 149, 152, 231, 237, 250, 251, 253–256, 264, 265, 268
- Nxobongwana, Johnson*, 151
- Nyanga*, 32, 47, 117, 123, 135–141, 149, 150, 152, 154, 156, 189, 212, 214, 242, 256, 269
- Nyanga West*, voir *Gugulethu* 0
- Observatory*, 245
- PAC*, 44, 46, 47, 49, 52, 55, 62, 198, 212, 235
- PAGAD*, 258–265
- Pan-Africanist Congress*, voir *PAC* 0
- Papendorp*, voir *Woodstock* 0
- Passeports intérieurs*, 38, 43, 46, 133, 134, 149, 165, 244
- Passes*, voir *Passeports intérieurs* 0
- People Against Gangsterism and Drugs*, voir *PAGAD* 0
- Perception des lieux*, 121, 122, 163–198
- Philippi*, 136, 152, 212, 256
- Ramaphosa, Cyril*, 62, 63
- RDP*, 31, 57–60, 64, 169, 231, 239, 240, 242
- Reconstruction and Development Program*, voir *RDP* 0
- Rondebosch*, 69, 70, 73, 78, 79, 246
- Salt River*, 70, 91, 92, 105, 107, 129, 245
- Sexwale, Tokyo*, 63
- Shebeens*, 33, 108, 137, 149, 167, 173, 179–185, 188, 259, 260, 269
- Sisulu, Walter*, 36, 44, 88
- Smuts, Jan C. (G^{al})*, 35–36
- Sport*, 108, 177, 235
- Squatters*, 23, 29, 32, 96, 103, 105, 106, 136, 137, 139–

- 141, 144–152, 154, 156–158, 161, 163–165, 168, 170, 177, 178, 185, 193, 195, 212, 214, 221, 239, 242, 258
- Summergreens*, 245
- Tambo, Oliver*, 36, 44, 48, 52, 203
- Taxis collectifs*, 155, 159, 185
- Terre'Blanche, Eugène*, 48, 256
- Toponymie*, 122, 123, 137
- Townships*, 55, 96, 105, 114, 115, 119–121, 129, 131, 141, 166–168, 170, 239, 255, 259, 268, 269
- Transkei*, 49, 89, 91, 102, 103, 105, 106, 144, 150, 154, 158, 161, 165, 167, 168, 196, 202, 235, 248
- Transports*, 55, 159, 185, 233, 236
et ségrégation, 100, 112
et urbanisation, 69, 76, 77, 79, 80, 85, 86
- Travail migrant*, 90–95, 98, 100, 111, 113–115, 121, 127, 131, 133, 144, 151, 155, 158, 167, 168, 189, 204–205
- TRC*, 20, 63, 220, 261, 264
- Treurnicht, Andries*, 48
- Truth and Reconciliation Commission, *voir TRC 0*
- Tutu, Desmond (M^{gr})*, 56, 63, 198, 203, 219
- Ubuntu*, 164, 177, 188
- UDF*, 49–51, 53, 203
- Uitvlugt*, *voir Ndabeni 0*
- United Democratic Front, *voir UDF 0*
- Urbanisation*, 65–86, 95, 104, 114
- Van Rensburg, Basil (P.)*, 212–215, 218, 221
- Van Riebeeck, Jan*, 25, 67, 69, 72, 73, 87, 267
- Verwoerd, Hendrik F. (Dr)*, 38, 39
- Vie Religieuse*, *voir Églises 0*
- VOC*, 65, 72
- Windermere*, 145–149, 180
- Woodstock*, 86, 91–93, 97, 106, 238, 245
- Wynberg*, 67, 69, 70, 77, 79, 86, 249
- Xhosa*, 24, 41, 87–91, 93, 95, 125, 126, 149, 150, 200, 222, 256
- Xuma, A. B. (Dr)*, 36